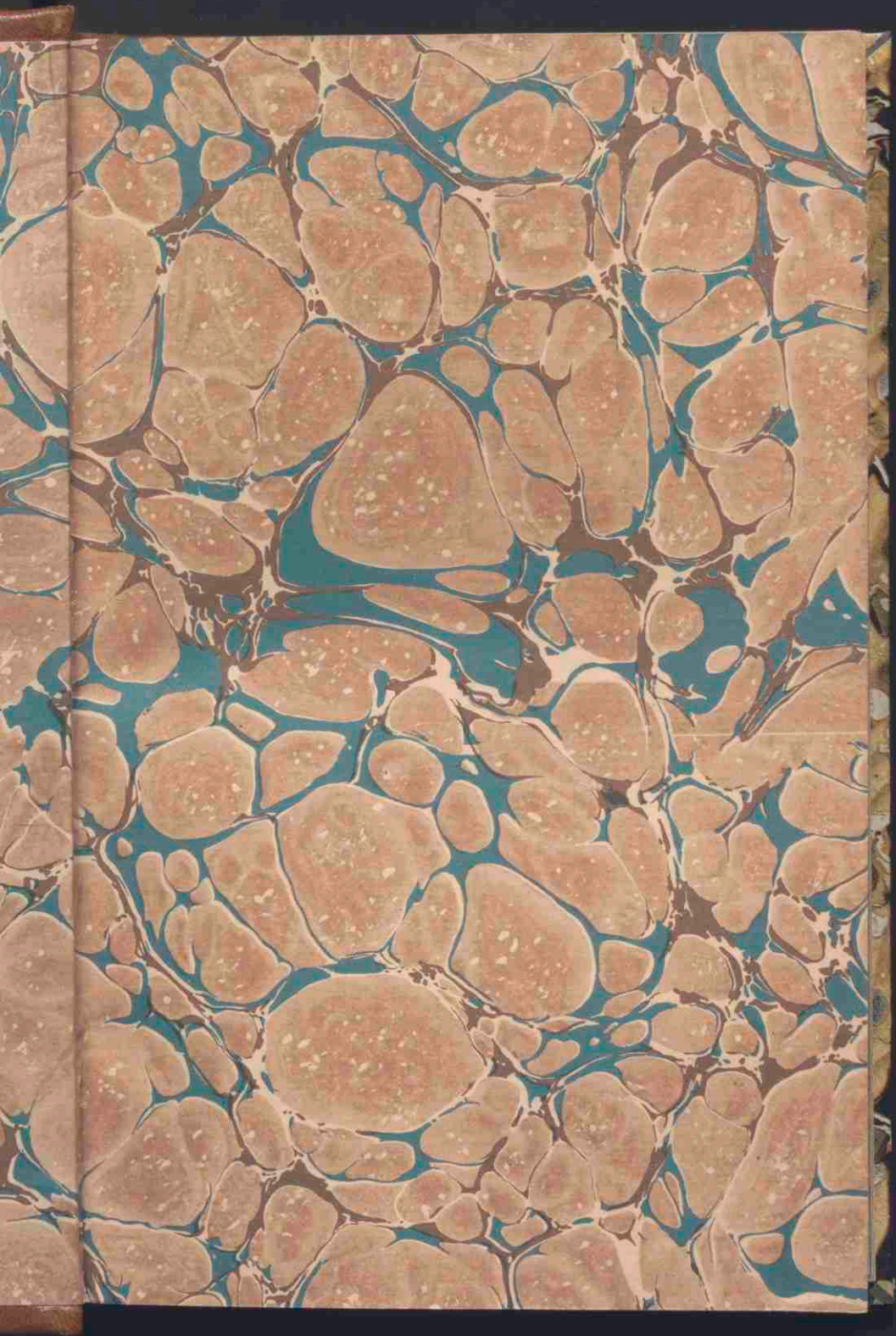


POPA
50.25

BIBLIOTHEQUE DU SENAT



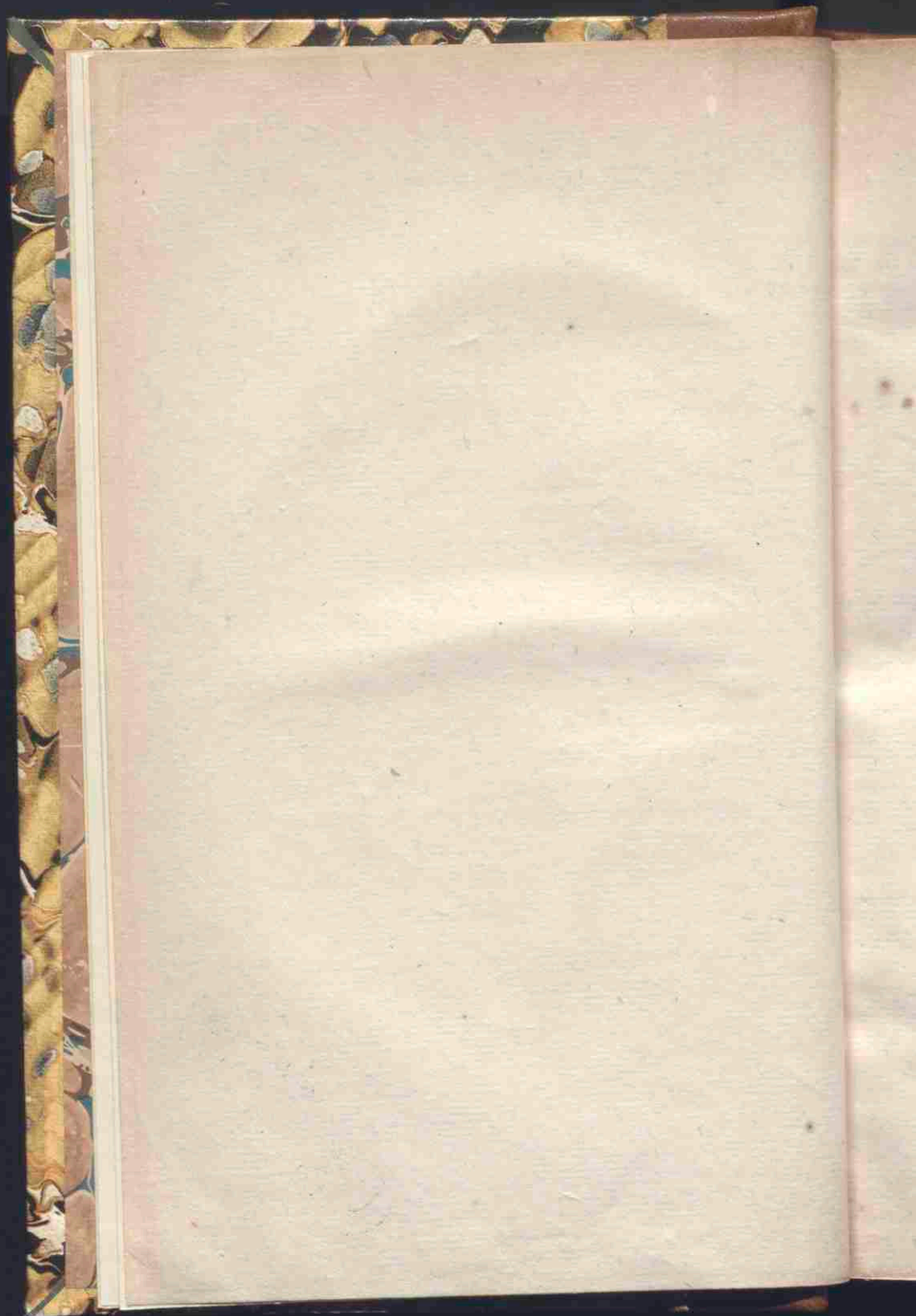
S0000000303301



G. MACÉ REL.-DOREUR

~~00358~~

000344



CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1818.

TOME QUATRIEME,

COMPRENANT

LES N^{os} 111 — 137.



DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

1819.

Chambre des Pairs
BIBLIOTHEQUE

IMPRESSIONS

DIVERSES

RECEIVED BY THE

LIBRARY OF THE



RECEIVED BY THE

LIBRARY OF THE

LIBRARY OF THE

1817

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 22 juin 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE LA VAUGUYON

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBERLAIN

1811

PAIRS DE REVENUS

200000 francs de rente

CHAMBERLAIN

DE LA REINE

Le 10 Mars 1811
Monsieur le Comte de ...
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le ...
de la Reine, conformément à votre ...

En foi de quoi, j'ai signé ces présentes ...

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE LA VAUGUYON sur le Projet de Loi
concernant le règlement définitif des Budgets de
1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire
du Budget de 1818.

MESSIEURS,

La Charte doit être tout à-la-fois notre boussole, notre point de départ, et notre but; plus on médite profondément sur les grands principes qui y sont énoncés, plus on acquiert la conviction que de leur application aux Lois qui n'en doivent être que le plus incontestable développement, résultera le système de Gouvernement représentatif qui offrira à tous les intérêts sociaux la plus sûre et la plus inaltérable garantie; c'est en les considérant sous cet essen-

tiel rapport que la Loi des élections, celle du recrutement, et le Code de la liberté de la presse qui vient de recevoir sa complète sanction, doivent être regardés comme des bases fondamentales : elles ne sont en effet que la plus véritable et la plus exacte expression des principes de la Charte. — Ces principes sont nos dogmes politiques, mais leur élucidation entraîne nécessairement d'utiles commentaires; et ce n'est que par le résultat des plus importantes controverses, et des plus lumineuses discussions que l'opinion publique leur imprime le sceau de l'immuabilité. Il n'en faut pas cependant conclure que la rédaction de ces Lois ne présente pas l'utilité de quelques améliorations à faire et de plusieurs imperfections à effacer; le temps seul et l'expérience peuvent déterminer l'appréciation des unes et des autres.

Le principe essentiel de la Loi des finances est consigné dans la Charte, comme ceux des Lois des élections, du recrutement, et de la liberté de la presse; mais son application à cette Loi radicale n'a été faite jusqu'ici que très imparfaitement, et ce n'est cependant que de l'exactitude de cette application que peut résulter l'ordre et la clarté dans toutes les ramifications du système financier, et l'exacte confor-

mité à la ligne de démarcation des pouvoirs si sagement, si précisément, si clairement tracée dans la Charte.

Quels sont les principes de la Charte?

1^o La Loi de l'impôt doit être adressée à la Chambre des Députés avant de l'être à celle des Pairs.

2^o La Chambre des Députés reçoit toutes les propositions d'impôts, ce n'est qu'après que ces propositions y ont été admises, qu'elles peuvent être adressées à la Chambre des Pairs.

3^o Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le Roi.

4^o L'impôt foncier n'est consenti que pour un an, les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

D'après cette énonciation des principes de la Charte, ce qu'on appelle la Loi des finances n'est donc réellement que la Loi de l'impôt, qui doit déterminer exactement et positivement le montant général des recettes et des dépenses à faire pendant le cours de douze mois; prononcer la fixation de la contribution foncière pour une année, étendre à plusieurs, s'il y a lieu, celle des contributions indirectes, et présenter le Projet des dépenses de chaque minis-

tère, et des crédits correspondants à ouvrir sur le Trésor public à chaque Ministre.

La Proposition de cette Loi doit être adressée en premier lieu à la Chambre des Députés, mais elle ne peut être exécutée qu'après l'adoption de l'une et de l'autre Chambre, et la sanction du Roi.

La Loi de l'impôt, dès qu'elle a été sanctionnée, n'est donc plus, et ne peut plus être une Loi projetée et éventuelle, sujette à révision, qui ne présente que des aperçus provisoires de dépenses et de recettes; elle est définitive, obligatoire et irrévocable pendant le cours de douze mois.

C'est, comme pour toutes les autres Loïs, au Chef suprême du pouvoir exécutif à en assurer l'accomplissement par tous les réglemens et toutes les mesures qu'il jugera convenable, les Ministres en sont responsables chacun pour la portion qui le concerne, et le Ministre des finances est en outre personnellement comptable de tous les deniers qui, d'après les dispositions de la Loi, doivent entrer dans le Trésor public dont il est l'unique gardien.

Mais la Chambre des Députés ne peut raisonnablement voter sur la Proposition de cette Loi, et la Charte n'a pu évidemment lui en

reconnoître le droit qu'en la supposant préalablement et positivement informée de l'emploi des deniers décrétés par la Loi précédente pour l'année antérieure, et éclairée sur la situation de la comptabilité générale, et de la comptabilité particulière du Trésor.

C'est donc une obligation du pouvoir exécutif qui lui est imposée par la Charte, de procurer à la Chambre des Députés ces indispensables notions sans lesquelles elle ne peut pas remplir le devoir de voter avec des lumières suffisantes la nouvelle Loi de l'impôt. — C'est donc par une disposition positive du pouvoir exécutif, et conformément à une intention de la Charte tellement évidente, qu'elle n'a pas eu besoin d'y être implicitement exprimée, que chaque année avant l'ouverture des délibérations sur la Proposition de la Loi nouvelle de l'impôt, les Ministres doivent chacun dans leur département justifier l'emploi des crédits qui leur ont été ouverts pour l'année précédente, et leur application à chacun des chapitres de dépenses dont ils ont été chargés. — S'ils n'ont pas reçu la totalité des sommes qui leur ont été assignées, ils doivent exposer celles qu'il leur reste à recevoir; s'ils n'ont pas fait la totalité des dépenses auxquelles la somme de leur cré-

dit étoit destinée, ils doivent exprimer celles qu'il leur reste à faire.

S'ils ont épuisé leur crédit et obtenu des Ordonnances du Roi qui les autorisent à le dépasser, et dont le Ministre des finances, comme gardien du Trésor public, a dû leur délivrer les fonds sur le vu et la réception desdites Ordonnances, qui deviennent des pièces nécessaires et essentielles à la justification de sa comptabilité, ils doivent en faire connoître le montant, et en développer les motifs. L'exposé présenté ainsi à l'ouverture de la session par chacun des Ministres de l'usage du crédit qui lui a été ouvert, de l'affectation des fonds à chaque chapitre de dépenses décrété et des motifs de l'excédant qu'il aura jugé urgent et indispensable met en évidence toute la responsabilité ministérielle, et les Chambres en mesure d'en faire l'immédiate application. — Le Ministre des finances doit de son côté présenter l'état de situation réelle du Trésor public. — Le mode qui a été si utilement adopté de la tenue des écritures à partie double qu'il est si important de maintenir ou de renouveler, lui en fournit le moyen à chaque instant; ce mode, par lequel le Trésor est assimilé à la caisse d'un grand banquier, offre chaque jour dans les livres

ainsi tenus, l'état exact de l'actif de cette caisse et du passif du caissier ; le même mode, appliqué au service des Receveurs généraux qui sont tout à-la-fois collecteurs des deniers publics et banquiers du Trésor, présente la certitude de la même exactitude sur l'état de leur caisse, c'est de cette double balance que peut résulter la plus sûre et la plus incontestable vérification, et elle s'opérera ainsi par les mêmes moyens que les grandes maisons de commerce emploient pour se justifier à elles-mêmes l'exactitude de leur bilan annuel. La situation de la comptabilité générale doit être également manifestée, et c'est aussi le mode légal et constitutionnel, dont elle peut s'opérer, qui en offre le moyen ; la Charte, par l'art. 59, a maintenu les Cours et Tribunaux dans l'exercice de leurs fonctions, et par conséquent la Cour des comptes ; or, comment cette Cour, constitutionnellement maintenue, doit-elle exercer les fonctions qui lui sont attribuées de surveillance sur la comptabilité générale ? ce n'est pas seulement en jugeant les comptes des comptables du second ordre ; donc l'apurement ne peut s'opérer que successivement, mais néanmoins avec d'autant plus d'activité et de rapidité que le nombre des agents seroit convenablement

augmenté. — C'est en exigeant exactement le compte de recettes de toutes les administrations financières qui doit lui être rendu à la fin de chaque année , c'est aussi en appurant celui du payeur général et du caissier général du Trésor. Ce payeur général et ce caissier général, essentiellement comptables par leur office, se trouvent placés entre le Ministre ordonnateur qui délivre une ordonnance sur le Trésor, et la partie prenante qui doit en toucher le montant; — avant que l'ordonnance soit mise en paiement, il doit vérifier si elle porte sur un fonds mis à la disposition du Ministre; et si l'objet de la destination de ce fonds à un des chapitres de dépenses décrétées est spécifié dans l'ordonnance, le Ministre ordonnateur doit établir dans son ordonnance ces spécifications; et si elles portent sur une somme qui dépasse son crédit, il doit y joindre l'ordonnance du Roi qui l'y autorise.

Le payeur général et le caissier général doivent refuser de mettre l'ordonnance en paiement si elle n'est pas conforme aux conditions qui viennent d'être exposées. — Ainsi, tandis que le Ministre doit justifier aux Chambres l'emploi des fonds qui lui ont été assignés, et exposer l'excédant de son crédit et ses causes, s'il a eu lieu,

l'ordonnance du Ministre ordonnateur, motivée de la manière que nous venons d'exprimer, fournit, avec les quittances des parties prenantes, les seules pièces justificatives dont le payeur général et le caissier général aient besoin pour obtenir leur décharge de la Cour des comptes. — La Cour des comptes, à la fin de chaque année, devra faire un relevé arrêté par elle des comptes de toutes les administrations financières, de toutes les ordonnances des Ministres ordonnateurs, et de toutes les pièces justificatives du payeur général et du caissier général du Trésor. — Ce relevé présenteroit tous les éléments de la comptabilité générale. — Sa publicité éclaireroit de la manière la plus tranquillissante et la plus simplifiée la nation entière en même temps que ses représentants, et écarteroit nécessairement des délibérations, ces longues discussions qui enlèvent un temps si précieux à la méditation sage et éclairée des Loix proposées par le Roi. — L'importante simplification qui seroit la suite de cette manifestation annuelle de tous les éléments de la comptabilité ne deviendrait-elle pas bien plus complète encore, si tandis que le Trésor continueroit d'être le receveur général des revenus, il devenoit possible que les fonctions de payeur général fus-

sent attribuées, comme en Angleterre, à la banque déjà chargée du paiement des intérêts de la dette de l'Etat. Le compte public qu'elle rendroit annuellement deviendrait nécessairement le contrôle général de tous les autres.

Cette disposition, qui présenteroit l'avantage de procurer à l'Administration le moyen d'une considérable économie, pourroit en offrir un autre important : les recettes des droits d'enregistrement, des impositions indirectes et des douanes qui se font journellement, peuvent et doivent rentrer au Trésor dans le cours de l'année; une grande partie des contributions directes est dans le même cas, mais il est quelques départements dont les receveurs généraux doivent nécessairement obtenir des délais d'un, deux, trois ou quatre mois : la somme des rentrées ainsi différées pourroit être avancée par la banque avec des intérêts convenables, ce qui procureroit au Trésor une rentrée complète; la Banque pourroit également garder dans ses caisses la somme des dépenses décrétées, qui n'auroit pas pu être payée dans l'année, en tenant compte au Gouvernement des intérêts qui se compenseroient ensuite avec ceux de ses avances.

Ce n'est qu'après avoir reçu toutes les no-

tions préalables et tous les documents nécessaires à une suffisante élucidation, que la Chambre des Députés peut commencer à délibérer d'une manière éclairée sur la Proposition nouvelle de la Loi de l'impôt. — Mais il ne paroît pas moins conforme aux principes de la Charte et à ceux de la raison que la nécessaire transmission aux Chambres de ces notions, qui sont des faits positifs, ne s'opère pas par la présentation d'une Loi susceptible d'être délibérée, amendée ou rejetée. — La connoissance de ces faits semble ne devoir être acquise aux Chambres que par de franches et officielles communications et des éclaircissements tellement étendus sur tous les points qu'ils dissipent jusqu'à l'apparence même de la plus légère méfiance; ce ne sont point réellement des comptes à présenter à la discussion, ce sont des faits positifs à soumettre à un exact examen, ce n'est que par une constante franchise et sincérité d'accord entre le Gouvernement et les Chambres que peut se perpétuer ainsi la ligne de démarcation des pouvoirs qui est vraiment et essentiellement la pierre angulaire de l'édifice constitutionnel.

L'exacte conformité de la Loi de l'impôt au principe de la Charte, et ce parfait accord des trois pouvoirs, écarteroient de leur rapport

toutes confusions, et propageroient imperturbablement d'année en année l'ordre et la clarté dans les résultats; mais pourquoi donc une si grande obscurité existe-t-elle dans les comptes des différents exercices sur lesquels la lumière a été invoquée par la plus urgente nécessité, et qui, s'il n'y étoit pas apporté un prompt remède, accroîtroit sans cesse et pourroit perpétuer la source de tous les genres de confusion. — La cause en paroît facile à développer, elle semble exister essentiellement dans une méthode originellement viciieuse et successivement continuée de procéder à la formation des Budgets. — Sous le Gouvernement tracé par la Charte constitutionnelle, il paroîtroit facile de prévenir les inconvénients d'où peut résulter la confusion, le Budget n'étant essentiellement, ne pouvant et ne devant être que la Loi de l'impôt qui ne doit point présenter d'aperçu provisoire de dépense et de recette, ni devenir sujette à révision, mais conserver son caractère définitif obligatoire et irrévocable pendant le cours de douze mois. — Il n'en étoit pas de même sous le Gouvernement despotique de Bonaparte; ce mot placé à la tête d'une disposition dérisoirement appelée Loi des finances, au lieu de fonder les espérances toujours consolantes que présente la

légalité, n'étoit que le funeste manteau de l'hypocrisie du despotisme; ce Budget n'étoit qu'un exposé fictif de la somme des dépenses dont la réalité étoit dissimulée avec art, les crédits n'étoient assignés aux administrateurs que par une forme vaine et illusoire, ils étoient sans cesse dépassés par les abus de ses dilapidations dans tous les genres, et par les besoins renaissans et s'accroissant sans cesse de son fatal système de conquêtes qui n'avoit d'autre but que la satisfaction de son ambition effrénée, et d'autre résultat que la destruction et la dévastation de la France. — Ces crédits sans cesse dépassés dans chaque Budget étoient reportés dans le Budget suivant, et recouverts par l'apparence d'une funeste et illusoire compensation, et c'est cet état de choses propagé jusqu'à la restauration, qui a présenté à cette époque le Trésor public à découvert de 114 millions, malgré l'incalculable consommation d'une masse énorme de fonds, produits successifs des dilapidations et des dévastations de tous les genres.

Les Ministres sous le Gouvernement paternel et constitutionnel du Roi, se sont trouvés sans doute dégagés du joug le plus impérieux. Mais au milieu de l'épuisement total du Trésor

et de la dissipation de toutes ses ressources, celui qui dirigea le premier les finances n'a pu dans le Budget qui a suivi la restauration présenter que des aperçus, et cette première Loi n'a dû être, par l'effet des impérieuses circonstances, qu'une Loi provisoire et nécessairement soumise à une révision ultérieure. C'étoit à l'époque de la présentation des Budgets suivans que la Loi des finances auroit pu être ramenée aux principes essentiels de la Charte, et à leur juste application ; mais on a continué d'adopter pour la présentation de ces Budgets la méthode qui se suivoit pour ceux du Gouvernement de Bonaparte, on a recouvert les excédans de dépenses par les excédans de recettes successives de chaque exercice, et on a opéré ainsi par la balance des uns et des autres une sorte de régularisation toujours imparfaite et nécessairement tardive. C'est la prolongation de cette méthode qui paroît avoir été la cause inévitable d'une confusion dont l'accroissement successif a nécessité le plus prompt remède. — Le nouveau Ministre des finances, pressé d'un côté par l'époque déjà avancée de la session, et de l'autre par la nécessité de présenter une Loi préalable à celle du Budget, qui fixât définitivement les comptes antérieurs de 1815, 1816, 1817 et 1818, s'est

trouvé entouré de tous les éléments de ces différents comptes et obligé d'en développer le résumé : celui qu'il a présenté à la Chambre des Députés a excité la plus vive discussion, et la Commission qu'elle a chargée de son examen a exposé une série d'observations critiques qui tendent à établir des différences dans les résultats. La Commission a ajouté dans son Rapport quelques articles additionnels, la Chambre en a adopté quelques uns ainsi qu'une partie des observations; et de cette adoption à laquelle le Roi a accordé son assentiment a résulté à l'occasion du Projet de Loi primitif la Proposition sur laquelle nous avons à délibérer.

Quoique cette Loi soit relative aux finances, elle ne tient pas essentiellement à la Loi proprement dite du Budget, qui n'est exactement et constitutionnellement que celle de l'impôt. Quelque parti définitif que prenne la Chambre des Pairs ou de l'adopter ou de la rejeter, les délais de sa délibération ne gênent en rien la marche de la discussion du Budget, ni celle de sa sanction, ni celle de sa réalisation. — Mais, Messieurs, depuis l'époque de la restauration, malgré la positive disposition de la Charte, il est vrai de dire qu'aucun Budget n'a été voté

constitutionnellement puisqu'aucun n'a été librement discuté par la Chambre des Pairs, mais toujours adopté par un motif d'urgence; il semble convenable à sa dignité de saisir l'occasion de la présentation d'une Loi qui n'est pas accompagnée d'un semblable motif pour en faire l'objet d'une discussion approfondie, en attendant avec confiance qu'il soit mis un terme prompt et nécessaire à une inconstitutionnalité dont la prolongation neutraliseroit l'influence, l'existence même de la Chambre des Pairs, et ébranleroit par-là la solidité du Trône, les bases essentielles de la conservation de l'ordre et de la tranquillité publique, et tous les vrais fondements du Gouvernement représentatif. — Si le projet de Loi tel qu'il a été adressé au Roi par Messieurs les Députés présente des articles essentiellement additionnels et dénués de la nécessaire condition de la royale initiative, qui fissent réellement de ce projet de Loi une Loi nouvelle, il se trouveroit en contradiction manifeste avec les principes essentiels de la Charte, qu'il est si important de maintenir dans leur intégrité et de préserver de toute atteinte, et la Chambre des Pairs se trouveroit dans l'indispensable obligation de refuser son adoption. — Mais en examinant attentivement la nature de ces arti-

cles, ne peut-on pas reconnoître dans les uns la répétition de plusieurs articles de Lois antérieurement sanctionnées, et dans les autres la conséquence nécessaire des dispositions légales qui ont prescrit la communication aux Chambres de toutes les notions propres à les éclairer sur la véritable situation des finances. — C'est uniquement en les envisageant sous ce point de vue que je crois possible et d'autant plus convenable de les adopter, que le Gouvernement y a donné son assentiment. — Quant aux articles purement relatifs aux comptes, ils présentent une opposition des calculs de la Commission de la Chambre de MM. les Députés avec ceux du ministère, sur laquelle la Chambre des Pairs est appelée à prononcer. — Le peut-elle sans avoir pris une connoissance suffisante des éléments de ces calculs? et ne sembleroit-elle pas devoir différer sa détermination jusqu'à ce qu'elle se la soit procurée. — Mais je considère d'abord qu'il paroît résulter de la discussion qui a eu lieu dans l'autre Chambre, que la différence ne consiste d'une part que dans des déplacements de chiffres, et de l'autre dans le caractère de disponibilité actuelle donnée par le Rapport de la Commission à des valeurs auxquelles le ministère n'attribue qu'une dis-

ponibilité future; qu'ainsi le travail des deux rédactions ayant pour base commune les mêmes chiffres et étant composé des mêmes matériaux, ne peut différer que dans les termes et non dans les conséquences définitives; et qu'en effet d'un côté le Rapporteur de la Commission présente lui-même la cause essentielle de la dissemblance qui résulte selon lui de ce que le Ministre, sans s'occuper d'établir la balance par exercice entre les crédits et les dépenses, s'est borné à comparer toutes les dépenses faites avec les crédits accordés, et que d'un autre côté la conformité des mêmes résultats se trouve établie dans l'une et l'autre rédaction par celle des suppléments de crédit à demander au-delà des dépenses faites. — J'observe ensuite que malgré le long travail de la Commission de la Chambre de MM. les Députés, les comptes de 1816 et 1817, et même celui de 1815, quoiqu'ils soient présentés comme définitivement réglés, conservant néanmoins une base hypothétique, ne peuvent pas être établis comme réellement définitifs, et ne le deviendront que par l'arrêté total du compte de 1818, sans lequel nous ne pouvons parvenir au but auquel nous tendons, la complète élucidation des comptes antérieurs,

et qui nous offrira définitivement la masse des sommes que, pour me servir de l'expression de M. le Ministre des finances, les exercices de 1815, 1816, 1817 et 1818, auront léguée à celui de 1819. Cette complète élucidation nécessitant donc évidemment un nouvel examen de ces comptes, il paroîtroit superflu que la Chambre des Pairs se livrât dans ce moment à la recherche de leurs éléments, et c'est également par cette considération que je n'aperçois aucun obstacle à les adopter provisoirement. — Mais quoi qu'il en soit de l'adoption ou du rejet de la Loi, il paroît certain que nous pouvons espérer que ces différents comptes nous seront présentés de la manière la plus lucide à l'ouverture de la première session. — Celui de l'ancienne Caisse d'amortissement, qui n'a pas pu être achevé pour celle-ci, le sera pour la prochaine, et il n'y aura évidemment aucune difficulté à présenter également l'état réel de l'actif et du passif du Trésor, ainsi que celui de la dette flottante, puisqu'ils sont déjà établis dans les tableaux annexés au Projet primitif de la présente Loi. — C'est alors que rien n'empêchera de former une nouvelle ère qui pourra dater du 1^{er} janvier 1819, et qui, par un compte

annuel de gestion, assureroit d'année en année la plus constante et la plus complète élucidation de toutes les parties du système des finances.

Je vote l'adoption de la Loi proposée.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

é
a-
-
SESSIONS
112.
CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 22 juin 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE BRISSAC

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif
des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectifica-
tion provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMEE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

Session de 1818.

Séance du mardi 22 juin 1818.

OPINION

DE M. DE BAC DE REISSAC

sur la proposition de loi concernant le règlement définitif
des Bouteilles de 1815, 1816, 1817, 1818, et la répartition
des Bouteilles de 1815, 1816, 1817, 1818, et la répartition

IMPRIMERIE PARLÉMENTAIRE, RUE DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE BRISSAC sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

Le projet de Loi que vous avez à discuter est digne de l'intérêt général qu'il a excité. Pour la première fois les Chambres ont à s'occuper du règlement définitif des Budgets antérieurs à celui qui doit faire la matière de la Loi de finances. Un examen sévère des recettes et des dépenses des exercices précédents ne peut manquer de porter la lumière dans la discussion de celles à voter pour l'exercice qui les suit. Ce

Projet méritoit donc toute l'attention qu'il a obtenue dans la Chambre des Députés, non moins que l'accueil qu'il a reçu du public. Ce n'étoit point un [médiocre préjugé en sa faveur que l'assentiment à-peu-près unanime de l'autre Chambre, constaté par une majorité de cent quatre-vingt-deux voix contre onze. Mais combien d'espérances s'y sont rattachées, avant même qu'elle ouvrit les débats auxquels nous le devons dans son état actuel! On auroit dit qu'une ère nouvelle commençoit pour nos finances; on voyoit une comptabilité nécessairement si compliquée par les orages politiques des exercices qu'elle embrassoit, éclaircie dans la plus grande partie de ses détails. Malgré tant de calamités, malgré même, il faut bien le dire, des fautes, des erreurs inévitables peut-être, au milieu de circonstances si critiques, l'héritage du petit-fils de saint Louis se montrait affranchi des charges du passé, libre d'embaras présents, et riche pour l'avenir, non seulement de revenus suffisants, mais encore de ces ressources qu'un bon Roi trouvera constamment dans l'amour des François. Tous les cœurs palpitoient à l'idée que tant de sacrifices imposés par la nécessité, soutenus avec une héroïque résignation, n'étoient point per-

du; que ces temps douloureux étoient finis pour toujours, et qu'enfin de grands soulagemens pouvoient, sans danger pour le Trésor, être accordés à ce peuple si résigné dans ses souffrances, parcequ'il a toujours vu dans la présence de son Roi, de ses Princes, un gage non trompeur de la prochaine cessation de ses maux.

C'est ainsi qu'une session à-peu-près stérile pendant trois mois, et depuis remplie par des débats si animés, offrit tout-à-coup un aspect nouveau. Ces volumes de comptes, que l'on n'avoit pas d'abord vus sans quelque effroi, firent naître les idées les plus consolantes, lorsque le flambeau de la vérité eut repoussé les sinistres pressentiments auxquels pouvoient donner lieu des phrases non encore expliquées, et des chiffres dont l'alignement dénaturait le sens. Le Rapport des Commissaires de la Chambre des Députés répandit l'allégresse dans toutes les classes de la société; l'opinion publique, éclairée par divers ouvrages, par les débats des journaux, et depuis par la solennelle discussion de l'autre Chambre, saisit avidement l'idée d'une diminution notable dans le fardeau toujours croissant des charges publiques; et les contribuables, jusqu'alors traités avec une in-

différence stoïque, ouvrirent leurs cœurs à l'espérance. Un projet de Loi plein d'avenir faisoit oublier bien des maux, et cette fois les dissentiments d'opinions se taisoient pour faire place à l'expression de la joie et d'une reconnoissance anticipée.

Sans doute les Ministres en ont jugé différemment, puisque, d'ordinaire si empressés à vous apporter les projets de Loi qu'ils honorent de leur assentiment, ils ont mis un délai de dix jours à présenter celui qui vous occupe; puisqu'il vous est arrivé sans aucune de ces formules approbatives, accompagnement obligé des Lois les plus en prise à la critique, et que l'exposé des motifs en est bien plutôt la censure que l'apologie. Ne pouvant risquer d'isoler les amendements du texte de la Loi, ainsi que cela fut pratiqué dans une grave circonstance, du moins eût-il été plus convenable de l'abandonner à ses seules forces; il se seroit défendu de lui-même. On a préféré l'entourer de défaveur, et le décréditer à l'avance. Du moins, c'est le sentiment dont je n'ai pu me défendre, auquel même j'ai dû me livrer davantage, à mesure que j'ai cherché à approfondir l'exposé des motifs dont on l'a fait précéder. Je l'avouerai même, cette considé-

ration a pu seule triompher de ma répugnance et m'engager à prendre la parole dans une question que je n'aborde qu'avec beaucoup de méfiance de moi-même. Plus occupé du but moral de la Loi et de ses résultats, que de chiffres alignés désormais avec une précision satisfaisante, je vous apporte, Messieurs, le tribut de ma conviction. Heureux de prêter quelque appui à un projet de Loi qui me paroît digne de votre suffrage, lorsque ma conscience m'a dicté un vote négatif pour la plupart de ceux qui vous ont été présentés dans cette session.

Je ne veux point chercher les causes de la répugnance apparente ou réelle qu'inspire un projet si sagement combiné, si prévoyant, si clair dans son expression. Peu m'importe que la Chambre des Députés y ait plus travaillé que les Ministres; il me suffit que les amendements aient été revêtus de la sanction royale. Cet auguste suffrage m'assure que les limites de l'initiative n'ont point été dépassées. Les Ministres, d'ailleurs, ont trop le sentiment de leurs devoirs pour ne pas rejeter hautement un Projet entaché d'un tel vice. J'en conclus seulement que ce reproche indirect et un peu tardif annonce le regret, fort naturel sans doute,

de n'avoir pas mieux combiné les dispositions soumises à l'autre Chambre. Vous n'éprouverez donc aucun scrupule à voter sur le Projet de loi amendé, dût-on vous soutenir qu'il est loin de valoir celui qu'il a remplacé, et sur lequel il seroit plus agréable d'avoir à fixer vos délibérations. Pour moi, bien convaincu par un examen scrupuleux que l'opinion ne peut être long-temps partagée sur leur mérite réciproque, je hasarde de mettre sous vos yeux un court rapprochement, qui me paroît d'autant plus à propos, que votre Commission a jugé sévèrement le Projet définitif. Ce n'est pas que, sous plusieurs rapports, ses critiques ne puissent être fondées. Mais comme pour les trois premiers titres, elles portent généralement plus sur la forme que sur le fond, je regarderai les défauts qu'on lui reproche comme des imperfections, qui n'atténuent que foiblement ses titres à l'estime. Ainsi, je crois rentrer dans la pensée du noble Rapporteur, en disant qu'il eût mieux valu rappeler la fixation primitive des crédits, les divers suppléments accordés, enfin le crédit devenu nécessaire et qui doit être le dernier. De cette manière, on n'eût pas émis un *vote* pour des crédits déjà votés, on eût mieux saisi la suite des opérations relati-

ves à chaque exercice, et l'on n'auroit point l'embaras de recourir aux différentes Lois de finances, pour connoître les variations qu'a subies chaque Budget.

Votre Rapporteur adresse au projet de Loi des inculpations bien autrement graves. Ce seroit une entreprise au-dessus de mes forces que d'entrer en lice avec un adversaire aussi redoutable par ses lumières, par la vaste étendue de ses connoissances, que par l'autorité qu'ajoutent à sa doctrine les fonctions de Rapporteur presque perpétuel des Lois qui intéressent nos finances. D'ailleurs l'approbation, proposée au nom d'une Commission unanime dans son vote, affoiblit un peu le poids des théories développées en son nom; et si l'urgence a influé sur sa détermination, la crainte d'alonger inutilement la discussion me servira d'excuse, et je ne répondrai qu'à celles des objections qui rentreront dans l'ordre de mon travail.

Je reviens au parallèle des deux Projets.

D'un côté je vois quatre articles abondamment fournis de chiffres, mais véritablement trop concis, quand il s'agit d'une dépense de près de quatre milliards, déduction faite du

complément de la contribution de guerre (1). Chaque milliard obtient son article, c'est quelque chose; mais en fait de finances, les détails ont droit à l'indulgence. Chaque Budget se trouve augmenté d'une somme déterminée. Sur quels fonds la prendra-t-on? C'est ce qu'on ne dit pas. M. le Ministre des finances l'eût décidé en s'occupant du compte définitif de 1818.

Le projet de Loi amendé distingue à chaque exercice les crédits et les recettes; distinction sage et puisée dans la nature des choses. Il désigne l'exercice chargé de couvrir le déficit et pose une ligne de démarcation qu'on ne sauroit maintenir trop soigneusement. Il exige la représentation de l'état des paiements qui restent à faire ou à régulariser. Il fait porter au compte de l'exercice courant toutes les sommes qui pourront rentrer sur les exercices dont le solde vient d'être arrêté et met un nouvel obstacle, je ne dis pas à la profusion, mais à la confusion des fonds. Il régularise les dépenses faites au-delà des crédits pour l'exercice de 1817, et décharge

(1) État E de la proposition de Loi pour le règlement des Budgets, page 71.

les Ministres de la responsabilité résultante des articles 151 et 152 de la Loi de finances du 25 mars. Cette disposition favorable aux Ministres, et qui justifie les dépenses, étoit la conséquence naturelle de l'article 5 de la Loi de 1818, portant qu'il n'étoit rien innové jusqu'à la prochaine session au Budget de 1817. Il détermine les suppléments de crédit indispensables à chaque ministère pour 1818 et simplifie d'avance la comptabilité. Il annule les crédits demeurés sans emploi sur les trois premiers exercices. Enfin, le titre IV renferme des mesures de prévoyance, que le ministère n'a pas hésité à accepter, en vue des devoirs utiles qu'il lui impose.

Cette analyse succincte dispense de toute observation. On peut juger les deux Projets en connoissance de cause. On y reconnoitra, si l'on veut, les mêmes éléments; je veux croire aussi que les matériaux sont les mêmes, et que la différence ne consiste que dans la manière de les mettre en œuvre. Mais, du moins, rendons justice à l'habileté de l'ouvrier, et daignez me passer la comparaison d'un bâtiment élevé à la hâte avec un édifice régulier, dont les belles proportions empêchent de s'arrêter sur quelques imperfections de détail.

Ne craignez pas, Messieurs, que je renouvelle la longue controverse à laquelle a donné lieu le mode adopté pour l'établissement des comptes. M. le Ministre des finances peut ne voir dans ces différentes manières d'opérer qu'un alignement de chiffres. Je ne lui envierai pas cette jouissance, qui n'empêchera point, si vous adoptez le Projet, que les chiffres ne restent tels qu'ils sont posés maintenant. C'est assez de la lutte qu'il a fallu soutenir pour arriver à un tel ordre; espérons qu'il ne s'en engagera pas une nouvelle pour le maintenir.

Je conçois, au reste, que l'on s'obstine à ne voir dans un compte que des alignements de chiffres; mais quel que puisse être l'effet magique de cette heureuse conception, elle n'a pu m'expliquer l'origine de l'héritage si onéreux que l'exercice de 1819 étoit appelé à recueillir. Le Ministre annonçoit formellement que (1) *la dette léguée par les exercices antérieurs s'élevoit à 189,686,787 fr.* Des transpositions de chiffres s'expliquent, quoiqu'on ne s'attende pas à les trouver dans une comptabilité méthodique: mais que dans un Rapport

(1) Page 13 du Rapport au Roi, proposition de Loi pour le règlement des Budgets.

mis sous les yeux du Roi, une erreur pareille de chiffres ou d'expression ait pu se glisser, j'avoue que ce sera long-temps une énigme pour moi, et que toutes les explications ne m'empêcheront point d'en chercher le mot. Au reste, il nous a été démontré que dans la pensée même du Ministre, ce legs si effrayant se réduisoit à 56,302,662 fr. (1), héritage sans doute assez pesant. Bientôt la Commission des Députés, peu jalouse d'une pareille succession, a dissipé toutes les inquiétudes, en prouvant qu'au lieu de dettes il y avoit un excédant de recette. Désormais notre position financière apparôit sous un jour bien différent, et le Budget de 1819 échange son rôle de débiteur contre celui de créancier.

Le Ministre a prétendu qu'il ne devoit provisoirement tenir aucun compte des ressources applicables au paiement de ces 56,302,662 fr.; mais il ne peut se dispenser de reconnoître dans cette somme le *maximum* de la dette. Dès-lors, pourquoi, dès le principe, n'avoir pas présenté ses évaluations sous ce point de vue? Pourquoi faire figurer comme réellement

(1) Page 4 de l'Exposé des Motifs lu à la Chambre des Pairs.

à charge , pour l'avenir , des dépenses dont tous les fonds étoient faits ? Le vieil adage *qui a terme ne doit rien* , s'appliquoit naturellement à la circonstance , et certes on ne regarderoit ni comme désespérées , ni même comme inquiétantes les affaires de tout homme qui , dans sa position relative , n'auroit , avec une grande fortune , qu'un arriéré proportionnellement aussi modique.

Plus tard , on décidera sur le sort des 1,674,500 fr. de rentes demeurées sans emploi sur les crédits ouverts en 1818 ; mais hésiter à les vendre , toutefois dans les délais que commande la prudence , ne seroit-ce pas se priver bénévolement d'une ressource importante , et grever sans nécessité un exercice qui , après tant de désastres , ouvre enfin la porte à l'espérance ?

Ici , je suis loin de penser comme votre Rapporteur , qu'une Loi fût nécessaire pour vendre des rentes que la Loi des finances et celle du 6 mai 1818 ont affectées spécialement aux besoins de cet exercice.

Certes , il est plus urgent de libérer l'État d'une masse de dettes de 32,921,318 fr. , ou de décharger les contribuables d'une somme équivalente , que de laisser au Trésor des rentes ,

objet continuel de tentations , auxquelles il est trop facile de succomber.

J'ai dû insister sur ce point , parceque s'il faut croire qu'après tout *les choses sont dans le même état , et que le règlement des Budgets n'en coûtera ni plus ni moins* (1) , il importe essentiellement qu'on reste convaincu que , malgré les suppléments de crédit accordés jusqu'à concurrence de 99,550,955 fr. , suppléments pris sur des fonds déjà faits en majeure partie , l'exercice de 1819 , en admettant les suppositions les plus malheureuses , ne supportera que des charges légères pour le solde des exercices antérieurs , et pourra se suffire à lui-même.

Je laisse aux érudits le soin de peser les avantages respectifs des comptes de gestion et des comptes d'exercice , que je consens volontiers à voir désigner sous le nom de *comptes de Budget* ; mais , au hasard de me tromper , je ne saurois m'empêcher d'applaudir au scrupule qui nous a valu de voir déterminer l'exercice qui doit couvrir chaque excédant de dépense. Tout ce qui tend à maintenir l'ordre et la régularité , tout ce qui présente à l'esprit des idées

(1) Exposé des Motifs, page 9.

nettes et précises, a des droits à notre suffrage.

Ce ne seroit point rendre une justice suffisante au projet de Loi, que de passer sous silence les tableaux qui l'accompagnent, et qui en font partie intégrante : il suffit d'y jeter les yeux, pour reconnoître leur supériorité sur ceux qu'on avoit joints à l'ancien Projet. C'est une heureuse idée, d'avoir mis les recettes en regard des dépenses; et quoiqu'une simple récapitulation de crédits rentre mieux dans le style habituel des opérations de banque, il est utile, il est nécessaire pour ceux que leurs fonctions appellent au vote de l'impôt, de trouver réunis tous les éléments propres à former leur conviction. Ce mode est d'ailleurs extrêmement favorable à la publicité; il mettra dans leur plus grand jour, et les soins des Ministres pour ne pas dépasser leur Budget, et les immenses ressources de notre belle France, ressources dont il est à souhaiter qu'on use un peu plus sobrement, et l'empressement des Chambres à accorder avec une noble libéralité tous les fonds nécessaires pour maintenir notre pays à la hauteur où la Providence l'a placé.

Ces tableaux offrent donc de grands sujets

de consolation, en même temps qu'ils font ressortir de pénibles vérités. Je ne crois pas m'écarter de mon sujet en vous soumettant quelques observations qui n'ont sûrement pas échappé à votre sagacité, mais qu'il est peut-être bon de faire entendre de cette tribune.

Il est affligeant de voir, quoi qu'on ait pu dire, les contributions directes augmenter annuellement, puisqu'elles ont produit (1)

en 1815	en 1816	en 1817
320,000,000 fr.	346,618,000 fr.	358,341,667 fr.

et, que d'après la Loi de finances de 1818, elles donneront pour cet exercice 361,097,975 fr. Encore cette somme, la seule qu'on porte en ligne de compte, parcequ'elle rentre en entier dans le Trésor, donne-t-elle une idée peu exacte des charges des contribuables. Il convient d'y ajouter toutes les sommes qui, bien que ne tournant pas au profit du Trésor, n'en grèvent pas moins les propriétaires. Pour avoir des notions positives sur l'étendue de ces charges, il suffit de jeter les yeux sur le tableau du produit brut des contributions directes de 1817, annexé au compte du Ministre des finan-

(1) Voir les États B, D, F, annexés au projet de Loi.
N° 112.

ces (1). On y voit que les fonds compris dans le Budget, fixés par la Loi de finances à 356,608,667 fr., ont produit 358,342,386 fr., et ceux non compris dans le Budget, 43,428,716 fr. : au total, 401,771,102 fr. D'où il résulte que le principal des contributions directes se trouve augmenté, non seulement de 50 cent. pour le Trésor, mais encore de 20 cent. utilement employés sans doute, mais qui n'en sont pas moins une surcharge presque insupportable pour la propriété, et qui imposent l'obligation de venir enfin à son secours, si l'on ne veut achever de l'accabler.

Certes, il est impossible de ne pas admirer la résignation avec laquelle tant de charges ont été supportées, le louable empressement qu'on a mis à les acquitter : empressement tel qu'au 31 décembre 1818, sur 361,097,975 fr. levés au profit du Trésor pour cet exercice, il ne restoit à acquitter que 31,777,975 fr. (2) Mais ces efforts extraordinaires sont une raison de plus pour ne pas faire attendre davantage un dégrèvement devenu si nécessaire. Il y a d'au-

(1) État n° 1, page 24.

(2) État n° 4 de la proposition de Loi pour le règlement des Budgets.

tant moins de motifs de s'y refuser, que l'augmentation toujours croissante du produit des contributions indirectes, prouvée par les documents ministériels (1), augmentation qui se fait déjà sentir dans les recouvrements de 1819, d'après le Rapport de la Commission des voies et moyens de la Chambre des Députés, laisse à cet égard une grande latitude, indépendamment des réductions opérées sur les dépenses.

Je sais qu'à l'évidence des faits on opposera les nécessités de l'État. N'a-t-on pas même entrepris de démontrer que l'exubérance des impôts et l'élévation des dépenses étoient inhérentes aux Gouvernements représentatifs ? Etrange moyen de faire prospérer cette forme de Gouvernement, et de lui conquérir l'affection des peuples ! Mais de semblables théories sont appréciées à leur juste valeur. L'expérience prouve suffisamment que l'économie ne se trouve que dans les monarchies, et des Chambres appelées au vote de l'impôt ne peuvent que seconder les intentions bienfaisantes d'un Monarque qui, confondant ses intérêts avec ceux de son peuple, ne demande qu'à regret, et tient compte de tous les sacrifices. La France ne re-

(1) *Ibidem*, et tableaux joints au projet de Loi.

fusera jamais les tributs nécessaires. Elle sait trop ce qu'elle doit à son Roi, ce qu'elle doit à sa propre dignité. Le François peut répudier l'honneur d'être le peuple le plus chèrement administré; mais il met un noble orgueil à maintenir son antique réputation du peuple le plus aimant, le plus fidèle à ses Princes. Lorsque des temps moins difficiles permettent de lui accorder quelque soulagement, c'est servir le trône que d'exposer les besoins des sujets. Ce qui le sert mal, c'est l'exagération des besoins du Trésor; ce sont des paroles vagues, qui, jetées comme au hasard, ne trouvent aucune croyance, et qui, en ajournant à 1820 un espoir tant de fois trompé, semblent convertir en dogme de foi l'immutabilité de l'impôt.

Mais en sollicitant pour la propriété un dégrèvement qui ne sera point à charge au Trésor, et qui, en rapprochant l'époque tant désirée de la fixité de l'impôt réduit à de justes bornes, deviendra pour la terre une nouvelle source de richesses; en me réjouissant de l'augmentation progressive du produit des contributions indirectes, il ne faut point perdre de vue que le mode de perception de ces dernières laisse beaucoup à désirer. Je n'entends parler spécialement que de celles connues sous le

nom de *Droits réunis*, qui ont le triste privilège d'exciter, plus que toute autre, de vives réclamations. Jusqu'à présent l'on ne s'est guère aperçu que dans le discours de votre noble Rapporteur de la modération du régime des boissons. L'exercice peut avoir ses douceurs; mais elles ne sont pas encore généralement senties, et l'on peut, sans être trop exigeant, former le vœu de voir adoucir par les formes ce qu'ont de fâcheux les entraves apportées au commerce et à la circulation. Mais il faut tenir compte à l'administration de ses efforts pour arriver à ce résultat. J'aime à entrevoir dans l'avenir la réconciliation dont on nous flatte entre les contribuables et les droits réunis (1) pour le temps où la Régie aura corrigé les sévérités inhérentes à la nature de son service, et naturalisé une branche de revenus dont, après tout, je reconnois l'indispensable nécessité, n'attaquant que les formes et les abus, bien autrement pénibles pour les redevables que l'impôt lui-même.

La fin prochaine de la session qui mettra

(1) Discours du Ministre des finances à la Chambre des Députés en présentant la Loi des voies et moyens, page 17.

sûrement la Chambre dans la nécessité d'adopter à-peu-près de confiance les Lois relatives au Budget, ne m'a pas permis d'en attendre la discussion pour vous soumettre ces considérations. D'ailleurs, votre Rapporteur, par son excursion dans le domaine de la louange, m'a donné lieu de penser qu'une critique modérée et des réclamations fondées n'avoient pas moins de droits à votre indulgence.

Je finirai par des observations générales sur le projet de Loi.

Les comptes qui sont depuis long-temps sous vos yeux, et que vous avez eu tout le loisir d'examiner, les longues et brillantes controverses dont ils ont été l'objet, vous ont permis d'embrasser toute l'étendue des grandes opérations financières que vous êtes appelés à juger moralement, et dont vous avez à régler le résultat définitif dans la limite des crédits accordés. Vous avez pu voir que si tout n'a pas été fait pour nous tirer, aux moindres frais possibles, de la lutte effrayante où se trouvoient engagées les finances du Royaume, si une sévère économie n'a pas, dans toutes les occasions, diminué la masse de nos dépenses, du moins l'ensemble des opérations nous a fait atteindre le but désiré. Après une crise, la plus

pénible que nous rappellent nos annales, nous entrons dans une carrière nouvelle qu'il ne tient qu'à nous de parcourir avec éclat. Mais c'est à l'entrée de la lice qu'il importe de bien mesurer sa marche, de tracer d'une main ferme la ligne à suivre, pour éviter ces oscillations qui pourroient retarder l'essor d'un crédit encore naissant, et faire naître des inquiétudes qu'il est si important d'écarter.

Greves dans ces derniers temps de l'immense fardeau des invasions, l'heureuse idée d'associer l'avenir aux charges du présent, et de répartir ainsi entre une suite d'années plus ou moins nombreuses le paiement de ces sommes colossales auxquelles n'eût pu suffire la fortune publique, a donné une extension considérable au grand-livre de la dette. Mais à côté la Caisse d'amortissement, charge temporaire pour les peuples, garantit leur avenir, et atténue les effets d'une mesure qui, sans cette salutaire précaution, nous menaçoit d'un déficit peu éloigné, et pouvoit ramener prochainement cette grande catastrophe de l'an 3 encore présente à notre souvenir. La Caisse d'amortissement a dignement rempli le but de son institution, et la commission de surveillance a acquis des droits bien mérités à notre gratitude. Que ses statuts soient

respectés soigneusement, et que chaque année nous ayons à nous féliciter de résultats d'autant plus brillants à l'avenir, que chaque jour augmente ses moyens d'action !

Que le grand-livre, dont on a proclamé la clôture, ne se rouvre plus, et qu'ainsi nous puissions voir bientôt l'heureux jour où ses pages seront déchargées d'une partie des rentes enlevées à la circulation !

Que les deux dettes arriérées se liquident enfin, et que nous connoissions au juste notre position vis-à-vis de ces créanciers, dont la multiplicité des affaires a sans doute seule retardé le paiement ! Une justice tardive équivaut presque à un déni de justice, indépendamment des atteintes que tout retard de paiement porte au crédit le mieux affermi.

Que les anciens passifs des caisses, dont le montant doit être si difficile à établir, puisque nous sommes jusqu'à ce jour si peu avancés, soit mis sous les yeux des Chambres ! Que la dette flottante soit bien constatée ! On n'est jamais plus près de sortir d'une position embarrassée que lorsqu'on la connoît parfaitement, et rien ne paralyse davantage la marche des opérations, que ces découvertes subites de dettes jusqu'alors ignorées.

Le projet de Loi nous garantit ces résultats. Si l'on avoit la certitude que le Trésor, renfermé désormais dans le cercle de ses opérations ordinaires, ne se livrera plus à aucun jeu de bourse; qu'il ne recourra point à des moyens hasardeux de crédit, lorsqu'une rentrée certaine de plus de 900 millions garantit un service facile pour l'exercice courant, et l'assurance positive qu'il n'aura rien à réclamer de 1820; c'est alors que la France pourroit envisager son avenir avec toute sécurité. Alors le Trésor pourroit perfectionner ses méthodes de comptabilité, et l'on n'entendrait plus ces confidences si pénibles des agents même du pouvoir sur l'état d'imperfection où elles languissent encore après une multitude d'essais malheureux. Enfin, si l'initiative royale vous proposoit d'assimiler le Trésor aux autres comptables, ainsi que l'a si bien développé votre noble Rapporteur, cette nouvelle garantie, si tranquillissante pour la fortune publique, auroit, en outre, le précieux avantage d'abréger les travaux des Chambres qui, munies de documents positifs, n'auroient pas à se lancer dans d'immenses recherches, pour remplir leur part d'attribution dans le règlement des Budgets.

Le projet de Loi, bon en lui-même, peut être le germe de grandes améliorations; il prescrit des mesures dont on ne peut contester l'utilité; il règle les Budgets antérieurs, chacun dans sa limite; il assure tous les moyens de service; il me paroît digne de votre assentiment: je vote pour son adoption.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 22 juin 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE LEVIS

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif
des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectifica-
tion provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAPTER I

THEORY OF THE

OF THE

OPINION

THE THEORY OF THE
OF THE
OF THE
OF THE

THEORY OF THE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE LEVIS sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

La Loi qui statuera sur les comptes des années antérieures à 1819, est sans doute d'un grand intérêt comme tout ce qui tient à la fortune publique. Mais des questions d'une plus haute importance, puisqu'il ne s'agit pas moins que des attributions des Chambres et des droits de la Couronne, ont été traitées incidemment dans le Rapport de votre Commission. Les doctrines politiques qu'il contient m'ont paru mériter une réfutation sérieuse; et en effet, si elles

n'étoient pas contredites, il seroit à craindre que cette espèce d'assentiment tacite, ne vint troubler l'union qui subsiste si heureusement entre les trois pouvoirs.

Mais d'abord, je le déclare avec sincérité, c'est à regret que je combats l'honorable Rapporteur dont personne, plus que moi, n'apprécie les lumières et n'estime les intentions. Souvent son collaborateur dans vos Commissions de finances et ailleurs, constamment d'accord avec lui sur les principes de crédit et presque toujours sur les applications, je me plais à rendre justice à ses vues sur la comptabilité, aux moyens ingénieux qu'il propose pour la retirer de ce chaos qui nous afflige. Les explications que nous donne M. le Marquis Garnier sur l'étrange paradoxe financier qui a, pendant plusieurs semaines, inquiété le public et péniblement occupé la Chambre des Députés, ne sont pas moins satisfaisantes; enfin je ne trouve à reprendre dans cette partie du Rapport que l'assertion qui concerne la facilité du recouvrement des impôts pendant ces dernières années; il me semble qu'on auroit dû se borner à louer l'admirable résignation des contribuables, à supporter des charges trop souvent hors de propor-

tion avec leurs moyens. Mais mon dissentiment avec le noble Pair porte sur des sujets plus graves. Je lui demanderai sur-tout pourquoi cette excursion hostile sur un territoire étranger. Ne pouvoit-il examiner le Projet renvoyé à la Commission, en peser les motifs généraux, en discuter les articles, sans accuser les Députés des départemens d'avoir dépassé leurs attributions ? La Loi présentée est-elle juste, utile, voilà ce qui doit être l'objet de nos délibérations, et non de nous enquerir de l'origine d'une Proposition royale qui nous est apportée dans les formes constitutionnelles. Mais non : vous blâmez comme surabondants ou fâcheux les changements introduits par l'autre branche de la législature, vous reprochez au Gouvernement d'avoir, en y accédant, sacrifié les droits de la prérogative, et par une conclusion dont l'inconséquence a frappé les moins attentifs, vous nous engagez à sanctionner toutes ces irrégularités. Et dans quel moment jeter ce brandon de discorde entre les grands pouvoirs de l'État ! lorsque toute la force des amis de l'ordre est dans l'union la plus intime, quand ils doivent plus que jamais serrer leurs rangs ; car les fauteurs de l'anarchie sont encore là,

tout prêts à profiter de la moindre division pour couper la ligue, et nous mettre entre deux feux.

Direz-vous que c'est un avis bénévole, une réprimande paternelle par laquelle la Chambre haute entend prévenir de nouvelles infractions à la Charte constitutionnelle ? Mais pensez-vous sérieusement que des hommes revêtus d'un pouvoir égal au vôtre soient disposés à se laisser ainsi régenter ? Rien assurément n'indique une semblable condescendance. Tout ce que vous pourrez obtenir, c'est une réciprocité d'égards ; de la déférence, jamais. Cet espoir, je le sais, seroit moins chimérique si, pour le bonheur de la France, nous comptions, comme les Pairs de la Grande-Bretagne, des fils et des frères parmi les Membres de la seconde Chambre ; s'il existoit entre les Députés et les Pairs de ces rapports de famille qui rendent la jalousie impossible, la rivalité sans danger, et qui, suivant l'opinion des premiers publicistes, resserrent si fortement le nœud indissoluble qui lie toutes les branches de la Constitution angloise. Nous avons, dans nos premières sessions, un petit nombre de pareils exemples ; dans celle-ci il n'en existe point, et

pour l'avenir, on ne peut en concevoir l'espérance, du moins tant que la règle des quarante ans ne sera point changée, et que la propriété n'aura pas plus de poids dans les élections.

On peut s'attendre que, pour justifier le Rapport de la Commission, on invoquera le droit qu'a chaque Membre de la législature d'énoncer ses opinions avec une liberté indéfinie. Certes, personne ne conteste ce droit ou plutôt ce devoir imposé aux Pairs par leur création, aux Députés par le choix des électeurs. Chacun d'eux, suivant l'impulsion de sa conscience, doit louer, blâmer, discuter les motifs des Propositions royales. Loin de manquer au profond respect qui est dû au Monarque, c'est se conformer à ses intentions paternelles; c'est répondre à son appel: il me semble lire, dans tous les projets de Loi qu'il nous adresse, cette formule sous-entendue: « Les hommes en qui j'ai placé ma confiance intime, m'ont représenté que cette mesure seroit avantageuse à mes peuples; examinez-la de nouveau: si vous la croyez utile, je la ferai exécuter; sinon, le Projet sera regardé comme non venu. » Dans cette généreuse déférence du Prince est toute la Constitution:

c'est là ce qui distingue le régime tempéré, de l'arbitraire, du despotisme. Mais ce seroit méconnoître étrangement les principes du Gouvernement représentatif que de supposer qu'ils permettent à un Membre de la législature de prendre à partie la Chambre où il ne siège pas; de lui reprocher ses actes, sa forme de procéder. Et d'ailleurs, qui jugeroit cette scandaleuse contestation? Quel est le tribunal assez élevé pour prononcer sur de tels différends? Vous ne prétendez pas apparemment faire un appel au peuple; l'affaire, lorsqu'il s'en mêle, n'est pas longue: il n'y a bientôt plus ni procès ni plaideurs.

Sans doute, c'est le vœu le plus cher de tous les bons Français, de tous ceux qui sont sincèrement attachés au Roi, à sa dynastie, à la Charte jurée, que les grands corps de l'État parcourent désormais d'une marche régulière et assurée l'orbite qui leur a été tracé, sans déviation, sans aberration aucune, gardant leurs distances respectives, indépendants les uns des autres, dépendants du système dont ils font partie. Mais il est au-dessus de la puissance humaine d'imprimer, par une seule impulsion, un mouvement uniforme et durable à

une si grande machine. Les institutions naissantes sont sujettes à d'inévitables oscillations, et la stabilité est le fruit de la sagesse et du temps. Cependant on pourra hâter cette époque désirée en consultant l'expérience couronnée du succès chez une nation voisine. Là, jamais on ne voit des projets de Loi entièrement refondus, et ne conservant à la fin que le titre sous lequel ils avoient été présentés. Si la discussion a montré la nécessité de changer quelques dispositions, le bill est retiré pour être reproduit avec les modifications convenables, et personne ne regarde comme une vaine forme ce qui touche de si près à l'essence des choses. Si les plans d'un Ministre éprouvent une opposition soutenue, et dont la force est constatée par le nombre des votes, d'avance on peut compter sur l'un de ces deux résultats, ou le Ministre se retire, et c'est ce qui arrive le plus communément : mais si, fort de sa conviction et se confiant dans l'opinion publique, il parvient à décider l'arbitre suprême des Ministres et des Chambres à recourir à cette mesure extrême, à cette *dernière raison* des Rois constitutionnels, la dissolution de la législature est prononcée, et sur cet appel le procès est défi-

nitivement jugé. Telle est la seule marche qui puisse convenir à des Gouvernements libres et sagement tempérés : les mœurs, le climat , n'y changent rien. On ne s'en écarteroit que pour retomber dans la confusion qui conduit inévitablement à l'anarchie : ce seroit presque imiter les peuples à demi barbares. A Constantinople, le mécontentement se manifeste par des incendies : les représentants des nations civilisées ont d'autres moyens d'exprimer leur dissentiment que de mettre le feu à la maison.

J'ai pensé, Messieurs, que ces considérations devoient vous être soumises, parcequ'elles rejettent sur les circonstances de notre position, sur-tout sur notre défaut d'expérience, des irrégularités qui ne sont que trop évidentes, et qu'elles rendent justice à toutes les intentions. »

Je vote pour l'adoption du projet de Loi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi n° 6.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

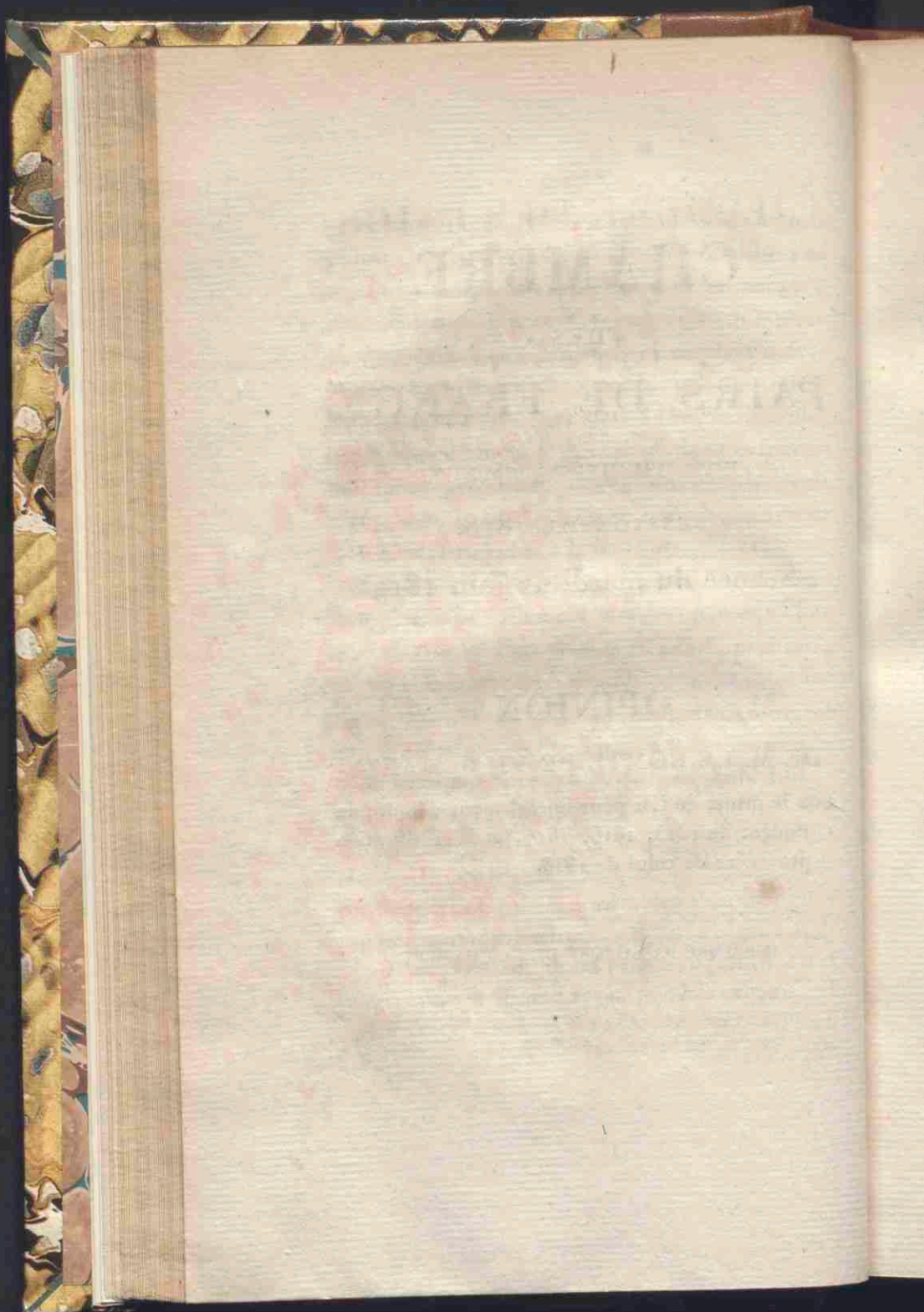
Séance du mardi 22 juin 1819.

OPINION

DE M. LE COMTE DE VILLEMANZY

Sur le projet de Loi pour le règlement définitif du
Budget de 1815, 1816, 1817, et la rectification
provisoire de celui de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Comte DE VILLEMANY sur le projet de Loi
pour le règlement définitif du Budget de 1815,
1816, 1817, et la rectification provisoire de celui
de 1818.

MESSIEURS,

Le projet de Loi qui nous est soumis, agréé
par Sa Majesté, dans l'état où il est sorti de la
Chambre des Députés, pour le règlement dé-
finitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la
rectification provisoire de celui de 1818, avoit
déjà donné lieu, dans l'autre Chambre, à l'ho-
norable Rapporteur chargé de l'examen de ce
Projet, de développer, dans le Rapport qu'il
en a fait, de rares talents et des connoissances
approfondies; et le Rapport prononcé sur le

même objet, il y a peu de jours, à cette tribune par le noble et savant Pair, organe de votre Commission, peut être, à juste titre, considéré comme complétant le faisceau de lumières dont nous puissions désirer d'être entourés pour fixer notre opinion sur une matière qui, quoique abstraite, je dirai même aride, ne renfermoit pas moins des questions du plus haut degré d'intérêt dont dépendent le bonheur du peuple ou sa misère, la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ou leur anéantissement: je veux dire l'ordre et l'économie de nos finances.

On peut, sans doute, différer d'opinion sur les moyens d'arriver à ce but; mais il n'est aucun de nous, Messieurs, qui dans ceux qu'il croit les plus propres à améliorer nos finances, ne soit toujours guidé par cette première pensée, l'ordre et l'économie. C'est aussi dans l'intention de contribuer à cette grande œuvre, autant qu'il est en mon pouvoir, que je vous ai priés, Messieurs, de vouloir bien m'accorder la parole: je ne négligerai d'ailleurs rien pour ne pas abuser du peu de moments que vous avez la bonté de me donner.

Je me félicite, comme l'a fait M. le Marquis Garnier, de n'avoir, dans cette discussion, au-

cuine imputation à faire contre les Ministres du Roi, qui, depuis quatre ans, ont géré les affaires publiques. Ils ont montré trop d'habileté, de courage, de persévérance, de zèle et de dévouement pour rendre à notre patrie son indépendance, et raffermir la couronne sur l'auguste tête du Roi légitime qui nous gouverne, pour que nous ne leur témoignions pas au contraire les sentiments de reconnoissance que nous inspire la bonne conduite qu'ils ont tenue dans des circonstances aussi pénibles que difficiles que celles qui se sont présentées pendant ces quatre années.

Je voudrois bien qu'il me fût possible de payer le même tribut d'éloges au mode de comptabilité observé par le Trésor. Malheureusement je ne le puis pas. Toutefois je déclare que si je me permets quelque critique à cet égard, je n'ai nullement l'intention de la faire retomber sur les Ministres du Roi. Cette critique, ainsi que l'a observé M. le Marquis Garnier, ne doit être regardée que comme une suite presque inévitable de ce qui manque au complément de notre organisation financière.

Démontrer les imperfections, pour ne pas dire les vices, que ces Lois renferment, les erreurs et les désordres qui en sont la consé-

quence, proposer les moyens d'y remédier, tels sont les objets dont je me propose de vous entretenir. A l'exemple de M. le Marquis Garnier (et je ne puis en suivre un meilleur), j'aurai quelquefois recours, pour appuyer mes assertions, aux mêmes arguments que ceux dont quelques orateurs se sont servis dans l'autre Chambre; car il est de ces faits qu'on chercheroit en vain de vouloir justifier, s'il étoit défendu de citer les seules preuves qui peuvent les constater, par ce motif que l'on en auroit déjà fait usage.

Si dans le plan que je me suis fait je suis l'ordre de la discussion indiqué par le discours de M. le Ministre des finances, auquel mon intention est plus particulièrement de répondre, je n'en saisirai pas moins toutes les occasions qui me mettront à même de faire des observations sur quelques points du Rapport de M. le Marquis Garnier qui m'en paroîtront le plus susceptibles.

La comptabilité étant l'objet principal auquel se rattache la discussion dans laquelle je vais entrer, il ne sera peut-être pas inutile que je commence par définir ce que j'entends par ce mot.

Selon moi, la comptabilité, que je consi-

dère comme une des branches les plus importantes de l'administration financière, la comptabilité, dis-je, est le dernier terme où doivent aboutir les diverses opérations des ordonnateurs qui les ont dirigées et des agents comptables qui les ont exécutées.

Une comptabilité ne peut être censée close qu'après avoir subi l'examen, la vérification, l'apurement définitif, et le jugement de la Cour des comptes.

Comme toutes les sciences, la comptabilité est assujétie à des règles et à des formes qui lui sont propres; on ne peut s'en écarter sans courir risque de tomber, lorsqu'il s'agit de constater les faits qui s'y rapportent, dans un dédale d'obscurité et de confusion dont il n'est plus possible de sortir que par des documents isolés qui ne présentent presque toujours que des résultats incertains et peu satisfaisants.

De cette définition et de ces conditions ne doit-on pas conclure que pour qu'un compte soit à l'abri de toute critique, il faut que l'ordre, l'exactitude, la clarté, aient présidé à sa rédaction, de telle manière, qu'en procédant à la vérification de ce compte, il ne puisse s'élever aucun doute sur l'authenticité des faits qu'il renferme, doutes qui ne se présenteront

jamais si les écritures qui ont servi à sa confection sont conformes à des revues, états, décomptes ou bordereaux dûment certifiés, signés, vérifiés et arrêtés, et s'ils offrent pour garantie toutes les pièces justificatives dont ils doivent être accompagnés.

Ces principes posés, je vais entrer en matière.

L'étrange disparité, nous a dit M. le Ministre des finances, que l'on a remarquée entre les comptes du ministère et ceux rectifiés par la Commission de la Chambre des Députés, a causé une vive impression dans le public.

D'abord qu'il me soit permis d'observer que cette impression s'étoit déjà fait ressentir dès le moment même où M. le Ministre des finances, présentant le projet de Loi à la Chambre des Députés, annonça que le total de la dette léguée à 1819, pour les quatre anciens exercices, s'élevait à 189 millions. (1)

Cette dette existoit-elle réellement? Ne pou-

(1) A cette dette la Commission eût pu ajouter une somme de 12,238,000 francs omise dans le compte, et dont les recettes de 1817 ont été chargées pour couvrir le déficit de 1814, ce qui eût porté la dette léguée à 1819, à 201,925,787 francs.

voit-elle pas provenir de quelques erreurs de calculs? ou enfin n'étoit-elle pas susceptible de quelques réductions? Telles sont les questions que la Commission de la Chambre des Députés devoit se faire; elle les a effectivement approfondies, et le résultat de son travail a été que, loin que la dette léguée à 1819 se montât à 189 millions, il restoit un excédant de recette, à appliquer à cet exercice, de plus de 2 millions.

Quelles étoient donc les causes de cette différence?

La première, de 133 millions, provenoit de ce qu'on avoit négligé, dans le projet de Loi primitif, de faire la balance par exercice entre les recettes et les crédits, et qu'on se bornoit ainsi à faire voter par les Chambres le total des crédits et les suppléments de crédits demandés, sans faire voter la recette totale et les suppléments de recettes: n'est-il pas évident que cette méthode d'opérer étoit irrégulière?

M. le Ministre des finances ne semble-t-il pas en convenir lui-même, lorsqu'il nous dit dans son discours:

« La Chambre des Députés a porté le scrupule plus loin que nous, en voulant assigner, par exercice, à chaque excédant de dépenses

« allouées, une somme égale de ressources empruntée à la masse des produits obtenus sur les mêmes exercices.

« Nous aurions procédé d'une manière équivalente dans nos écritures et dans nos comptes, sans que la Loi nous en fit une injonction, et nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'elle prescrive. »

Des réductions opérées dans les dépenses ont été la seconde cause de cette différence.

Je craindrois de fatiguer la Chambre si je lui faisais ici l'énumération de tous les articles dont se composent ces réductions; néanmoins le noble Pair, Rapporteur de la Commission, ne partageant pas mon opinion, je vais, pour appuyer la mienne, me servir du même article cité par M. le Marquis Garnier en faveur de la sienne; il est relatif aux intérêts de reconnaissances de liquidation qui, comme l'a dit le noble Pair, ne s'élèvent effectivement pour 1816 et pour 1817 qu'à 4,130,000 fr., mais font réellement un objet de 7,130,000 fr., en y comprenant 1818.

L'ancien Ministre des finances, M. le Comte Corvetto, avoit annoncé, dans son Rapport de 1817, que la portion de la dette arriérée payable en reconnaissances de liquidation, présentait un total de 407 millions; mais que

par l'effet des liquidations ce total pourroit être réduit de 350 à 360 millions.

M. le Ministre des finances a cru devoir s'arrêter à ce dernier terme de 360 millions pour évaluer les intérêts de cette nature de dette, et demander un fonds annuel de pareille somme pour en solder les intérêts, payables à dater du 5 mai 1816, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle la liquidation sera terminée.

La Commission de l'autre Chambre, au contraire, s'en est tenue, dans son travail, comme elle devoit le faire, à la propre déclaration de M. le Ministre des finances, sur la situation dans laquelle se trouvoit la liquidation de l'arriéré au 1^{er} janvier 1819, prenant d'ailleurs en considération l'accroissement que cette dette pourra, d'après les calculs mêmes de M. le Ministre des finances, recevoir jusqu'au 31 décembre 1819.

« Sur ces 360 millions, a dit son Excellence, dans son
« Rapport à la Chambre des Députés, il n'avoit été payé
« au 1^{er} janvier 1819 que 199,686,000 fr.

« C'est tout au plus, ajoute M. le Mi-
« nistre des finances, si, d'ici à la fin de
« décembre 1819, ce dernier total se sera
« accru de 100,000,000

« Ainsi, au 1^{er} janvier 1820, la dette
« payée s'élèveroit tout au plus à 299,686,000 fr.

Mais ce n'est encore qu'une supposition que toutefois la Commission a admise pour 300 millions.

La Chambre des Députés pouvoit-elle partir du capital de 360 millions, comme le proposoit M. le Ministre des finances, au lieu de s'en être tenue à celui de 300 millions? Je ne le pense pas; d'abord parcequ'elle auroit voté une dépense qui ne peut pas se réaliser d'ici au 1^{er} janvier 1820, ensuite parcequ'elle auroit assigné des intérêts à des créances dont les titres n'ont pas même encore été admis, et qui, pour ce motif, peuvent être susceptibles de rejet ou au moins de réductions.

J'ai lu avec la plus grande attention les explications que M. le Ministre des finances a données dans son discours, concernant les réductions de dépenses dont je viens de parler, opérées sur le projet de Loi primitif, et j'avoue que je ne puis partager l'opinion manifestée par son Excellence, sur la non réalisation de ces réductions, non plus que les augmentations, dont je parlerai bientôt, ne dussent être considérées que comme des déplacements de chiffres.

Mais ce qui ne peut être l'objet d'aucun doute, c'est qu'en principe on ne peut mettre

en ligne de dépense aucun article dont le paiement n'est pas acquis; et l'exposé que je viens de vous faire, Messieurs, des motifs pour lesquels les intérêts de reconnoissances de liquidation ont été réduits, me paroissent encore justifier ce principe d'une manière incontestable.

Je prie M. le Ministre des finances de permettre que je saisisse cette occasion de lui faire remarquer que ce seroit un devoir bien pénible à remplir, si, comme l'a dit son Excellence, il ne pouvoit pas prendre l'initiative pour faire de semblables retranchements, quand, d'un autre côté, il se croit suffisamment autorisé à faire usage de cette initiative pour proposer des allocations de dépenses qui avoient été rejetées par son prédécesseur, M. le Comte Corvetto.

La troisième et dernière cause de la différence de calculs entre M. le Ministre des finances et la Commission de la Chambre des Députés, provient, pour 1816 et 1817, d'augmentations de recettes montant à . . . 7,857,800 fr.

Et en y comprenant les augmentations de recettes portées pour 1818 qui sont de 6,336,000

TOTAL. 14,193,800

Mais en y comprenant pour 1818.

1^o Produits éventuels de 1,074,500 fr.
de rentes restant disponibles sur le crédit
de 16 millions accordé par la Loi du 15
mai 1818. 24,601,318

2^o Le crédit de 600,000 f.
de rentes accordé par la Loi
du 6 mai. 8,320,000

} 32,921,318 f.

Le total des réductions pour les trois
exercices s'élèveroit à. 47,115,118 fr.

J'avoue que je regrette encore, quant aux motifs qui ont donné lieu au premier article d'augmentations de recettes, de n'être pas d'accord avec M. le Marquis Garnier, non plus qu'avec M. le Ministre des finances; car quel que puisse être l'effet de ces augmentations, soit qu'elles soient réelles, soit qu'elles doivent se reproduire dans les Budgets subséquents, il n'en est pas moins vrai de dire qu'un bon système de comptabilité n'admet pas les compensations, que l'on suspende de mentionner aucun article de recette, par ce motif que telle ou telle liquidation n'est pas terminée, ni que l'on ne s'en rapporte pas, pour constater le montant des produits des administrations, à des états signés et certifiés par les mêmes administrations, de préférence à des bordereaux qui n'ont point cette garantie.

Telles sont pourtant en général les causes qui ont donné lieu à ces augmentations , et qui me semblent devoir les justifier complètement.

Quant au second article d'excédant de recettes montant à 32,921,318 fr. ,¹ je n'anticiperai point sur l'époque à laquelle cette importante Proposition , si conforme à la justice et aux intérêts des contribuables , sera soumise à la discussion des Chambres. Toutefois n'étoit-il pas de toute justice de comprendre cette ressource dans l'exercice de 1818, auquel elle appartient , puisque le produit de l'emprunt, d'où elle provient, avoit été affecté à acquitter les charges de ce même exercice 1818? Je dirai encore que si l'on conservoit au Gouvernement la faculté d'acheter ainsi des rentes , des actions de la Banque et autres effets publics, pour grossir inutilement la réserve du Trésor, et de prélever les fonds que ces opérations exigeroient sur le produit des ressources destinées à un exercice, il n'y auroit plus de bornes dans la fixation des charges annuelles que doit supporter le peuple, pour satisfaire au paiement des dépenses annuelles auxquelles ces charges sont spécialement affectées.

Je bornerai ici, comme l'a fait M. le Ministre

des finances, les observations purement de calcul que je m'étois proposé de faire.

Je vais actuellement examiner les articles 16, 17, 18, 19 et 21 du titre IV du projet de Loi intitulé : *Dispositions générales*.

L'article 16 du projet de Loi a heureusement fixé un terme pour la liquidation du compte de l'ancienne Caisse d'amortissement.

Les articles 17 et 18 en ont également déterminé un pour la liquidation du compte de l'ancien passif des caisses du Trésor au premier avril 1814, et pour constater le compte de l'ancien actif du Trésor à la même époque.

L'article 19 prescrit qu'il sera rédigé un compte général par département, de la distribution du fonds de dégrèvement et non valeurs pour chacune des années 1815, 1816, 1817 et 1818, et que ce compte sera distribué aux Chambres dans la prochaine session.

L'article 21 prescrit que, dans les cas prévus par les articles 151 et 152 de la Loi du 25 mars 1817, les ordonnances qui auroient autorisé des paiements pour des dépenses extraordinaires et urgentes, seront présentées à la plus prochaine session des Chambres, par chacun des Ministres dans le département duquel la dépense aura été faite, pour être converties en Lois.

Les sages dispositions contenues dans ces articles me dispensent de faire aucune observation ultérieure sur les divers objets qu'ils concernent; et bien que ces dispositions ne fissent point partie du projet de Loi primitif, je ne pense pas moins que les amendements auxquels elles ont donné lieu sont constitutionnels, puisqu'ils ont reçu la sanction royale.

Sans doute M. le Ministre des finances s'empressera d'ordonner également la prompte liquidation de tous les comptes non indiqués dans le projet de Loi, qui sont encore en souffrance, de manière que nous puissions connoître, le plus promptement possible, l'exacte situation de nos finances, et faire cesser ainsi les dépenses extraordinaires auxquelles ces liquidations donnent lieu.

Ici, Messieurs, se terminent toutes les observations de détail que je me suis proposé de faire sur les articles du projet de Loi qui m'en ont paru susceptibles, à l'exception de l'article 20, dont je parlerai séparément, et j'arrive à la partie de mon discours où je me suis réservé de vous soumettre quelques réflexions sur les deux grandes questions que M. le Marquis Garnier a traitées avec le talent et l'éru-

dition que l'on retrouve sans cesse dans tous ses écrits.

La première est relative à la limitation des pouvoirs entre le Gouvernement et les Chambres ;

La seconde concerne les règles et les formes de comptabilité de l'administration des finances.

J'avoue, Messieurs, que deux fois vingt-quatre heures s'étant à peine écoulées depuis que nous avons reçu le Rapport de la Commission, il m'eût été bien difficile de pouvoir, dans ce court espace de temps, me mettre en mesure d'entrer dans une discussion aussi importante, lorsque j'aurois eu besoin de plusieurs jours, seulement pour lire et méditer les grandes propositions que renferme le Rapport du noble Pair.

Je m'en tiendrai donc, sur ces deux questions, et notamment à l'égard de la première, à de simples observations.

Il n'y a pas de doute, comme le fait remarquer M. le Marquis Garnier, que si dans les discussions des Chambres les allégations contre les Ministres étoient trop légèrement hasardées et trop fréquemment renouvelées, elles ne

seroient pas aussi favorables qu'on pourroit le croire à la liberté publique.

Mais notre législation financière est-elle fondée sur des Lois assez claires, assez positives, et qui offrent des garanties suffisantes contre les omissions, les erreurs de calcul, les irrégularités, etc. ? Je ne le pense pas : je crois, au contraire, qu'aussi long-temps que cette législation subsistera, que toutes les liquidations arriérées, notamment celles désignées dans le titre IV du projet de Loi, ne seront pas terminées, et que la situation au vrai du Trésor nous sera inconnue, il ne sera pas possible, dans toutes les discussions relatives aux finances, de mettre des bornes à la liberté des amendements dont on fait le reproche au projet de Loi des comptes que nous discutons.

C'est donc alors seulement que nous aurons une nouvelle Loi de comptabilité ; que cesseront, comme l'a fait remarquer M. le Marquis Garnier, ce mélange de formes judiciaires et des procédés législatifs ; cette confusion de compétences qui se sont fait remarquer dans le cours de la discussion, suite inévitable de ce qui manque au complément de notre administration financière.

C'est encore alors seulement que l'on pourra aussi déterminer la juste et rigoureuse limitation des pouvoirs , entre le Gouvernement et les Chambres , dans la matière importante des finances.

Il y a donc urgence à demander au Gouvernement , ainsi que l'a fait le noble Rapporteur , de proposer un projet de Loi qui établisse , en fait de comptabilité , ce qui est du ressort de l'autorité judiciaire , c'est-à-dire la Cour des comptes , d'avec les points qui sont seuls de la compétence de la législation.

J'ajouterai à ces sages dispositions qu'il ne me paroît pas moins indispensable de distinguer quels doivent être aussi , en fait de comptabilité , les rapports du Gouvernement avec cette même autorité judiciaire (la Cour des comptes) , attendu que l'un et l'autre ont des attributions indépendantes qui leur sont propres , qu'il me paroîtroit inconstitutionnel de confondre ; aussi , d'après mon opinion , c'est au Gouvernement , ou pour mieux dire , c'est à M. le Ministre des finances , qu'il appartient de faire rédiger et de présenter aux Chambres le compte de l'exercice , appelé Compte général des Budgets , qu'elles doivent régler confor-

mément à l'article 149 de la Loi du 25 mars 1817; c'est encore à M. le Ministre des finances qu'il appartient de faire l'envoi de ce compte à la Cour des comptes, avec les pièces à l'appui, dès qu'il a été réglé par les Chambres, à l'effet d'y être vérifié et jugé par cette Cour.

Exiger de cette Cour deux opérations, l'une, qui auroit pour but de constater le montant des recettes de toute nature sur les produits propres à cet exercice, et le montant de tous les paiements faits légalement sur les crédits ouverts à chaque ministère et à chaque genre de service; et l'autre, l'apurement définitif des comptes particuliers et secondaires des comptables subordonnés au Trésor, dont la Cour des comptes auroit à s'occuper ultérieurement: une telle disposition présenteroit des difficultés insurmontables dans son exécution; d'un autre côté la Cour des comptes ne pourroit, avec utilité, procéder isolément à ces deux opérations, qui demandent d'être exécutées simultanément, sur pièces, et une suite continuelle de comparaisons indispensables, pour découvrir la vérité des faits, en relever les erreurs, et les occasions ne s'en présentent que trop fréquemment.

En dernière analyse ce sureroit de travail n'allégeroit nullement celui du Trésor, où, d'après la Loi, les comptes doivent être d'abord rédigés, établis, et dont l'envoi n'en doit être fait à la Cour des comptes qu'après que le règlement en a été arrêté par les Chambres.

Je soumettrai bientôt à la Chambre de nouvelles considérations sur cette Proposition.

Je ne parlerai des deux classes de fonctionnaires qui concourent, l'une à la disposition des fonds publics, et l'autre à leur maniement, les ordonnateurs et les comptables, ainsi que de leurs obligations respectives, que pour exprimer combien je partage à cet égard l'opinion de M. le Marquis Garnier; je pense encore comme le noble Pair, que la question de déterminer quelles sont les pièces à exiger par le comptable quand il a un paiement à réaliser, est digne d'appeler l'attention de la législature. Seulement, je diffère du sentiment de M. le Marquis Garnier, en ce sens, que je ne crois pas que le comptable doive rester muni des pièces authentiques propres à justifier chacun des actes de sa gestion, et qu'il ne doive s'en dessaisir qu'après qu'elles ont été vérifiées et jugées; selon moi, le premier devoir d'un agent du Trésor est de ne faire aucun paiement

que sur revues, états, bordereaux, vérifiés, examinés, arrêtés par l'ordonnateur, et auxquels se trouvent jointes les pièces justificatives de la dépense, également revêtues du visa de l'autorité compétente.

Ces formalités remplies, le payeur doit faire l'envoi de ces états et pièces au Trésor, que je considère comme le dépôt où doivent être réunies toutes les pièces constatant les recettes et les dépenses, et d'où elles doivent être ensuite transmises par M. le Ministre des finances à la Cour des comptes, avec le compte d'exercice auquel elles se rapportent, sitôt que le règlement de ce compte a été arrêté par les Chambres.

Si cette marche n'étoit pas suivie, le ministre se trouveroit hors d'état de former les comptes qu'il doit présenter aux Chambres, et la Cour des comptes d'en opérer la vérification, l'apurement et le jugement.

Je pense, comme M. le Marquis Garnier, que tout comptable ne peut entrer dans la jouissance de son cautionnement, de sa fortune, même de sa liberté, qu'il ne lui ait été délivré un *quitus* par son juge.

Ces modifications, au surplus, ne détruisent point le principe posé par M. le Marquis Gar-

nier, et que je partage également ; c'est que l'ordonnateur ne doit conserver par devers lui aucune autre pièce que l'ordre de l'autorité supérieure qui l'a mis en mouvement, et que tout ce qui procède du fait de l'ordonnateur, tout ce qui est relatif au mode d'exécution qu'il a jugé à propos de suivre, toutes ses opérations, en un mot, ne peuvent être reconnues que par des actes qui sont hors de ses mains.

Dans ce cas, l'ordonnateur n'en seroit pas moins responsable de la validité des états de dépense qu'il auroit été autorisé d'ordonnancer, états dont il conviendrait qu'il conservât des doubles revêtus de formes régulières.

Je ne puis trop abonder dans le sens de cette partie du discours de M. le Marquis Garnier, où il met en avant cette question importante et du plus haut intérêt.

« Pourquoi le Trésor n'est-il en ce moment
 « qu'un être moral et abstrait, et pourquoi
 « n'est-il pas, comme toutes les caisses dissémi-
 « nées sur toute la surface du Royaume, re-
 « présenté et garanti par un comptable dont
 « la solvabilité et le cautionnement seroient
 « proportionnés, autant que possible, à l'im-
 « portance de sa gestion, et qui, tout-à-fait
 « étranger à ce qui constitue le caractère

« d'ordonnateur , seroit personnellement sous
 « les liens de ces contraintes qui resserrent si
 « étroitement tous les autres comptables dans
 « le cercle de leurs devoirs ? Revêtus de la sanc-
 « tion de la Cour des comptes , juge souverain
 « et exclusif de l'exécution matérielle des Lois
 « de finances , les comptes généraux du Tré-
 « sor arriveroient en même temps aux deux
 « Chambres sous une forme vraiment officielle,
 « et à l'abri de toute contestation. Il présente-
 « roit à l'une et l'autre Chambre de la légis-
 « lature tout ce qu'elles ont besoin et intérêt de
 « connoître relativement aux exercices anté-
 « rieurs , etc. »

« Cette mesure simple et conforme aux prin-
 « cipes épargneroit tout ce temps que les Cham-
 « bres se croient obligées de consumer en vai-
 « nes recherches , etc. »

Je n'ai pu , Messieurs , me dispenser de re-
 mettre sous vos yeux la totalité de ce paragra-
 phe remarquable du Rapport de M. le Marquis
 Garnier , et je pense , comme lui , que cette
 lacune , dans nos Lois , entraîne de graves in-
 convénients.

Je passe à l'examen de la seconde partie du
 discours de M. le Ministre des finances , qui
 traite du mode de comptabilité du Trésor.

« Il y a eu, jusqu'à présent, nous a dit M. le
« Ministre des finances, une différence entre les
« éléments qui servent à la formation du
« compte personnel des receveurs et des
« payeurs, et ceux dont le Trésor a fait usage
« pour construire le sien. »

« La différence de certitude dans ces élé-
« ments peut en introduire dans les résul-
« tats. »

« C'est là, continue M. le Ministre des finan-
« ces, qu'a été jusqu'ici la partie faible des
« comptes du Trésor; elle a reçu d'importantes
« améliorations que nous cherchons à com-
« pléter. »

Que M. le Ministre des finances ne s'y trompe
pas : les véritables éléments qui lui manquent
pour établir avec exactitude les comptes du
Trésor, ce sont les pièces justificatives sans
lesquelles il est impossible de constater la va-
lidité des paiements opérés par les payeurs.

Je citerai pour exemple la justification des
frais de négociation qui, comme l'a si bien ob-
servé M. le Rapporteur de la Commission de
la Chambre des Députés, est encore assujettie
à moins de formalités. Cette justification con-
siste seulement dans une ordonnance de régularisation, délivrée par le Ministre au profit

du caissier, à qui elle doit être passée pour comptant.

Je citerai encore les recettes et dépenses d'ordre, résultats d'opérations compliquées qui montent chaque année à plus de 120 millions, et qui font l'objet d'un compte particulier, dont le caissier est autorisé à ne porter que le solde en recette ou en dépense, que la Cour des comptes est obligée d'admettre sans aucune vérification, après celle qui en a été faite par une Commission; encore, comme l'a aussi remarqué M. le Rapporteur de l'autre Chambre, cette amélioration de la vérification par une Commission est-elle nouvelle.

Ordonnance
du Roi du 18
sept. 1818.

M. le Ministre des finances fera sans doute tous ses efforts pour parvenir à un meilleur ordre de choses; mais encore ne pourra-t-il atteindre à ce but, qu'en présentant aux Chambres un projet de Loi qui abroge les Lois actuelles de comptabilité, et les remplace par des règles et des formes plus en harmonie avec nos institutions.

Je vais actuellement vous entretenir de l'article 20 du projet de Loi, qui prescrit que le compte annuel des finances sera accompagné de l'état de situation des travaux de la Cour des comptes, au 1^{er} septembre de chaque année.

Le suffrage éclatant donné par M. le Marquis Garnier, à cette ancienne et si utile institution, m'eût fait garder le silence, si M. le Ministre des finances m'avoit paru en avoir la même opinion.

« L'article 20 du Projet, nous a dit Son Excellence, introduit pour la première fois les travaux de la Cour des comptes dans les documents qui doivent apprécier ceux que nous présentons aux Chambres.

« La discussion de la Chambre des Députés sur cet article a éclairé sur la nature de ces documents qui ne doivent être qu'un état de situation faisant connoître le nombre, l'espèce et les sommes en recette et dépense des comptes qu'elle a réglés à l'époque indiquée par la Loi ».

Effectivement quelques orateurs dans l'autre Chambre ont exposé que cet article franchissoit la ligne qui sépare les pouvoirs publics dans l'intérêt de l'ordre et de la comptabilité; que l'examen des comptes ministériels étoit une des plus importantes attributions des Chambres, et qu'une Commission annuelle, choisie par elles, étoit la seule institution qui pût être investie sans danger d'une attribution aussi grave; on a été même jusqu'à dire que cet article

n'étant utile à rien, on en demandoit la suppression.

Mais, Messieurs, s'agit-il, de créer une institution nouvelle? non, elle existe déjà.

S'agit-il de retirer aux Chambres un droit de surveillance qui leur est acquis par la Charte sur tous les actes administratifs des Ministres? non, sans doute.

S'agit-il d'attribuer à la Cour des comptes aucune juridiction sur les ordonnateurs, et d'entraver la marche du Gouvernement? Telle n'a pas été l'intention de la Commission en proposant cet article.

Jusqu'à ce jour les Chambres sont restées étrangères aux renseignements que la Cour des comptes doit présenter chaque année au Gouvernement, conformément au titre III de la Loi relative à son organisation (16 septembre 1807), sur les charges et souffrances de chaque article des comptes soumis à sa vérification et à son jugement.

Les observations qui peuvent résulter de la comparaison de la nature des recettes avec les Lois, et de la nature des dépenses avec les crédits que cette Cour devoit aussi transmettre chaque année au Gouvernement, n'ont point été également communiquées aux Chambres.

Cependant ces renseignements auroient été de la plus grande utilité aux Chambres dans les grandes questions d'administration de finances et de comptabilité sur lesquelles elles doivent délibérer, et en eussent abrégé la discussion.

Ainsi, Messieurs, les dispositions de l'article 20 ne peuvent donc pas être considérées comme un changement apporté dans l'organisation de la Cour des comptes.

Comme je l'ai déjà exposé, et conformément aux motifs puissants qui en ont été si bien développés par M. le Marquis Garnier, je desiré sincèrement que cette Cour ait à l'avenir à sa disposition tous les éléments qui lui sont indispensablement nécessaires, pour procéder à l'examen, à l'apurement et au jugement des comptes.

A ces considérations j'en aurois ajouté d'autres d'un intérêt majeur pour les Chambres qui, à défaut de documents positifs qu'elles recevront dorénavant de la Cour des comptes, par l'intermédiaire du Gouvernement, ne perdront plus, sous ce rapport, et presque toujours inutilement, un temps infini en discussions et en recherches, si M. le Marquis Garnier ne les avoit pas fait valoir mieux que le ferois moi-même.

L'exposé comparatif qu'il me reste à vous faire des divers systèmes de comptabilité qui ont été introduits en France jusqu'à ce jour, vous démontrera, j'espère, la nécessité de fortifier l'organisation de la Cour des comptes.

Je remonterai à l'époque où le produit du domaine, et de quelques droits qui y étoient attachés, devenant insuffisant pour soutenir la dignité du Royaume, nos Rois levèrent sur leurs sujets des tributs temporaires, que les besoins et la nécessité rendirent ensuite permanents.

La levée et l'emploi de ces tributs extraordinaires donnèrent lieu sous Philippe-le-Bel à beaucoup de vexations et de dilapidations qui furent suivies de troubles et de séditions dans le Royaume; aussi les États ne donnèrent-ils leur consentement à la levée de nouveaux tributs, qu'autant que le Roi feroit droit aux plaintes de la nation. Pour y parvenir, Philippe-le-Bel sentit la nécessité de donner une nouvelle organisation à son Conseil, où se traitoient et se jugeoient alors toutes les questions majeures qui avoient trait à la justice, aux affaires publiques et du Trésor, et de distinguer le fait de justice d'avec celui de finances.

Acet effet il créa deux Cours, l'une du Parlement et l'autre de la Cour des comptes, qu'il composa chacune de membres de son Conseil.

C'est à cette époque que remonte l'origine de la Cour des comptes (1).

Les successeurs de Philippe-le-Bel (2) donnèrent tous leurs soins, autant que les circonstances le leur permirent, à perfectionner cette institution qu'ils regardoient, à juste titre, comme le rempart le plus fort qu'ils pussent opposer aux dilapidations du Trésor, en soumet-

(1) Il reste une ordonnance (sans date) de Philippe-le-Bel, que l'on croit avoir été rendue en 1285, portant règlement pour la Chambre des comptes, le Trésor, etc.

(2) Un règlement fait par Philippe V, dit le Long, le 3 janvier 1316, ordonne que toutes les recettes du Royaume, de quelque lieu qu'elles proviennent, soient versées au Trésor et non ailleurs.

Que nul compte ne se fasse par lettres ou par cédule, si ce n'est par celles des gens des comptes.

Une Ordonnance de ce Roi, de décembre 1319, prescrit que la Chambre des comptes présentera ses comptes au grand Conseil une fois l'an.

Une Ordonnance de Charles IV, dit le Bel, de novembre 1323 concernant le Trésor prescrit qu'aucun clerc ou receveur ne soit employé au Trésor s'il n'est pas François.

tant les opérations des agents comptables à une surveillance et à un examen rigoureux, qui ne permettoient plus que leurs exactions restassent impunies (1).

Mais il appartenoit aux Ministres de Henri IV et de Louis XIV d'en compléter l'organisation.

Les règles et les formes introduites par Sully pour opérer l'assiette de l'impôt, son recouvrement, la dispensation des revenus de l'État, et la régularité des comptes, seront à jamais des monuments précieux de sagesse et de prévoyance.

Colbert donna la dernière main à ce grand ouvrage.

Ce sage et économe dispensateur des revenus publics, intimement persuadé que des Ordonnances royales seroient dorénavant insuffisantes pour mettre un frein à l'avidité des agents comptables, et arrêter le débordement de leurs exactions, cause principale de la misère du peuple, rédigea et fit approuver par

(1) Jusqu'à François 1^{er} les agents comptables avoient exercé leurs places par commission. C'est François 1^{er} qui érigea ces places en offices, moyennant une finance proportionnée au maniement qui y étoit attaché.

Louis XIV l'Édit de 1669 servant de règlement pour la Chambre des comptes, monument éternel qui porte l'empreinte du génie, de l'habileté et de l'amour du bien public dont étoit animé ce Ministre; et que l'on ne dise pas que les attributions que cet Édit donnoit à la Chambre des comptes dans l'examen, la vérification et l'apurement des comptes, fussent contraires à la prérogative royale et envahissoient les pouvoirs des Ministres. Certes, Louis XIV ne peut pas être mis au rang des souverains qui se laissèrent gouverner, ni Colbert au nombre des Ministres qui eussent permis que l'on apportât des entraves à l'autorité dont il étoit investi.

Je dois ajouter que M. Necker mérite de tenir place parmi les Ministres qui se sont le plus occupés des moyens de maintenir l'ordre, la régularité et l'économie dans l'administration des finances; la preuve en existe dans l'édit rendu par Louis XVI, en 1778, et dans la déclaration royale du 27 octobre 1779, sur la comptabilité du Trésor royal, etc., pour ramener aux véritables principes de comptabilité qui forment la base de l'édit de 1669, dont on s'étoit écarté. L'ensemble de toutes ces Lois peut être regardé comme le code le plus com-

plet que nous puissions avoir en fait d'administration et de comptabilité.

Mais Sully, Colbert, M. Necker, s'étoient bien gardés, comme cela se pratique dans ce moment, de ne pas exiger que les ordonnances ou mandats des ordonnateurs fussent accompagnés des pièces justificatives de dépenses, sans lesquelles le Trésor ne peut établir ses comptes avec régularité et exactitude, ni la Cour des comptes, à laquelle il doit en faire l'envoi, en opérer l'examen et l'apurement en connoissance de cause.

Combien d'erreurs et d'omissions n'eussent point été reprochées au projet de règlement de compte de 1815, 1816 et 1817, que nous discutons, s'il eût été établi sur pièces justificatives, au lieu de n'être que le résultat de comptes et d'écritures tenues au Trésor!

Et n'avons-nous pas à craindre que de semblables erreurs et omissions ne se fassent remarquer dans le compte provisoire de 1819, qui devra être présenté aux Chambres lors de la session prochaine, et ainsi de suite à l'égard des exercices subséquents, aussi long-temps que l'on n'y aura pas remédié?

Je sens qu'il ne seroit pas juste d'exiger la même exactitude à l'égard de l'état de situation

en recette et en dépense de l'exercice prêt à expirer, que M. le Ministre des finances doit aussi présenter chaque année aux Chambres, et que cet état ne peut être regardé que comme provisoire; mais encore le Trésor seroit-il à même d'en établir les calculs aussi approximativement que possible, au moyen des pièces justificatives qui y seroient déjà parvenues.

Quant au Budget qui se fixe chaque année pour l'exercice suivant, il ne peut être, ainsi que M. le Rapporteur de l'autre Chambre l'a observé, que le *prospectus* des recettes et des dépenses de l'exercice qui s'ouvre (1).

(1) Avant la révolution chaque Ministre présentait à la fin de l'année au Conseil royal des finances l'état des fonds nécessaires pour acquitter les dépenses de son département pendant l'année suivante.

Le Conseil réunissoit tous ces états en un seul cahier que l'on nommoit état du roi; ces états servoient ensuite au contrôleur général pour procurer au Trésor, soit par l'effet des revenus ordinaires, soit en proposant de créer, en cas d'insuffisance, des ressources extraordinaires, les moyens de pourvoir à l'ensemble de toutes les dépenses.

Ces demandes de fonds et états de dépenses étoient soumis à l'examen du Conseil royal des finances, et ne recevoient leur exécution qu'après y avoir été approuvés et signés par le Roi et les Membres du Conseil.

Sitôt qu'un exercice étoit expiré et que le compte général, appuyé de pièces justificatives, avoit pu être éta-

De tout ce que je viens de dire, quel que soit l'état de choses, et jusqu'au moment où il sera amélioré, il n'en résulte pas moins que, les Chambres étant convoquées au mois de novembre, M. le Ministre pourroit, dès l'ouverture de la session, leur présenter le projet du Budget pour l'année suivante ;

L'état provisoire de la situation en recettes et dépenses etc., de l'exercice courant ;

Le projet de règlement au vrai du compte de l'exercice précédent.

Enfin nous devons espérer que le temps n'est pas éloigné où M. le Ministre des finances pourra joindre à toutes ces communications, qu'il doit faire chaque année aux Chambres, celle des comptes vérifiés et apurés par la Cour des comptes pour les exercices dont les Chambres auront arrêté le règlement.

Je vous demande pardon, Messieurs, d'être

bli, ce que l'on appeloit état au vrai, le contrôleur général présentoit ce compte au Conseil royal des finances pour y être arrêté et approuvé ; ces formalités remplies, et le compte ayant été signé du Roi et de tous les membres, le Conseil en faisoit le renvoi au contrôleur général, avec injonction de le transmettre, avec les pièces justificatives, à la Chambre des comptes pour y être vu, vérifié, jugé et appuré définitivement.

entré dans de si longs détails , mais la matière qui en est le sujet est si aride , si abstraite , que je les ai crus nécessaires pour me faire entendre.

Je reviens à l'ancien mode de comptabilité ; peut-être m'objectera-t-on qu'il n'a pas été régulièrement observé sous nos Rois , et que la liquidation des comptes a été souvent arriérée de huit et même dix années. Je ne chercherai point à combattre cette assertion ; personne de nous n'ignore que la cause doit en être attribuée au système ruineux des anticipations auxquelles les besoins de l'État forçoient alors le Gouvernement d'avoir recours chaque année , pour mettre les recettes de niveau avec les dépenses ; système qui , comme l'a observé M. le Marquis Garnier , a fini par ouvrir un de ces abymes qui a dévoré toute la fortune publique , et englouti à-la-fois la plupart des fortunes privées ; il est douloureux d'avoir à en rappeler les funestes effets ; faisons donc ce qui dépendra de nous pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Voyons actuellement les divers modes de comptabilité qui ont été adoptés depuis 1791 , que la Chambre des comptes fut supprimée. D'abord cette Chambre fut remplacée par un Bureau de comptabilité.

L'Assemblée nationale se réservoir , par la

loi de 1791, de voir et d'apurer définitivement ^{19 septembre.} par elle-même les comptes de la nation. Cette disposition étoit inconstitutionnelle; elle n'a d'ailleurs point été exécutée.

« Le corps représentatif, dit M. de Montes-
« quieu, ne doit pas être choisi pour prendre
« des résolutions actives, chose qu'il ne feroit
« pas bien; mais pour faire des lois et pour voir
« si on a bien exécuté celles qu'il a faites, chose
« qu'il peut bien faire. »

« Il est dans la nature de toute puissance de
« chercher à s'étendre et d'être peignée de tout
« ce qui l'arrête et la limite.

« Eh! d'ailleurs, n'est-il pas que trop souvent
« arrivé que les corps, par des intérêts parti-
« culiers, séduits par des intrigues, égarés par
« le défaut de lumières, aient formé obstacle à
« de sages institutions, et empiété sur l'exercice
« de l'autorité confiée au pouvoir exécutif? »

Ce seroit abuser du temps que vous voulez bien me donner, si j'analysois ici les divers systèmes de comptabilité qui se sont succédé avec les chefs qui ont gouverné la France, jusqu'au 16 septembre 1807 que fut rendue la Loi relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Cette nouvelle institution rappela des souvenirs bien chers aux amis de l'ordre, par l'heu-

reuse influence qu'elle étoit appelée à exercer sur toutes les branches de l'administration publique.

Mais bientôt il fut porté des atteintes graves à la Loi d'organisation de cette Cour.

Décret du 16
mai 1810.

Les dispositions du décret du 25 germinal an 13, qui appeloient le Ministre du Trésor à concourir à la consommation des décomptes, furent rapportées.

Décret du 24
messidor an
12.

Les ordonnateurs furent aussi dispensés de joindre à leurs ordonnances ou mandats toutes les pièces justificatives exigées par le décret précité.

C'est ainsi que la Cour des comptes a été dépouillée de son autorité et de tous moyens pour prévenir ou constater les fausses dépenses; et sa juridiction, comme l'a observé M. le Rapporteur de l'autre Chambre, ne s'exerce plus, en dernière analyse, que sur des erreurs de dates ou de calculs, ou sur des noms tronqués, des certificats de vie, des quittances ou des procurations informes.

Combien ne devons-nous pas nous empresser de revenir aux vrais principes inséparables d'une administration éclairée et d'une bonne comptabilité. A cet effet il me semble impossible que le Trésor ne devienne pas le point

de centralisation de toutes les pièces qui doivent justifier les dépenses, comme il l'est à l'égard des recettes.

C'est en leur donnant cette direction, au moins en ai-je la persuasion, que M. le Ministre des finances pourra se faire rendre compte chaque mois, chaque jour, du rapport des recettes avec les dépenses, seul moyen d'entretenir une constante harmonie entre les revenus et les dépenses de l'État, puisque c'est là qu'existe le fondement du crédit et l'appui de la confiance.

Alors ce ne sera plus au moyen de simples acquits, de relevés d'écritures tenues au Trésor, et à leur défaut de recherches insuffisantes, d'aperçus et de connoissances éparses, rassemblés au hasard dans les bureaux du ministère, éléments qui dépendent de l'intelligence et de l'exactitude des employés auxquels le travail est confié, que les comptes de recettes et de dépenses à rendre aux Chambres seront établis, mais bien sur des pièces authentiques dont l'exactitude sera incontestable.

Si la responsabilité du Ministre d'un département consiste à ne point outre-passer le montant du crédit qui lui est ouvert par la Loi, sinon dans les cas prévus par les articles 151 et

152 de la Loi du 25 mars 1817, et à n'ordonner aucune dépense arbitraire ou qui n'auroit pas été déterminée par la Loi de finances, celle du Ministre des finances est bien plus grave; elle consiste non seulement à se renfermer dans les mêmes limites à l'égard des fonds votés pour son ministère; mais encore à ne délivrer aucun ordre de paiement de fonds, sur ordonnances délivrées par un autre Ministre, qui excédroient ceux qui lui sont alloués par la Loi de finances, ou qui ne seroient déterminés par cette Loi, sauf les cas prévus par les articles 151 et 152 précités. C'est dans ce sens que l'on peut dire que le Ministre des finances est, par sa position et ses fonctions, le Contrôleur naturel et obligé des dépenses du Trésor.

Je ne sais s'il existe au ministère des finances, comme nous l'a dit Son Excellence, d'anciennes traditions qui constatent qu'avant la révolution le Trésor, quoique plein, refusa un paiement, s'il se rapportoit à un exercice sur lequel il n'y avoit point de fonds correspondants; mais ce qui me semble incontestable, et je me flatte sur ce point de ne trouver aucun contradicteur dans cette Chambre, c'est que tous les malheurs que nous avons éprouvés sont généralement

imputés à la pénurie constante, quelle qu'en soit la cause, dans laquelle se trouvoit alors le Trésor. Sully et Colbert avoient tout prévu pour y maintenir l'abondance par l'ordre et l'économie : si les principes de ces deux administrateurs et leurs sages réglemens sur les finances avoient été exactement observés; si le zèle et le noble courage dont la Chambre des comptes a donné tant de fois des preuves pour le bien de l'Etat, et notamment en 1787, lorsqu'elle fit au Roi le triste tableau des abus et des désordres qui se faisoient alors remarquer, et que l'examen des comptes la mettoit à même de découvrir, ne fussent pas restés infructueux, nous n'aurions peut-être pas à nous rappeler d'amers souvenirs!

Il n'y a pas de doute que nous ne nous trouvions, sous le rapport de plénitude de fonds, dans une situation plus favorable que ne l'étoit autrefois le Trésor, et ce, grace à l'excès de l'impôt dont on ne demande pas la diminution, et à la réserve de fonds disponibles provenant des emprunts dont il eût été si juste de proposer qu'une partie au moins fût employée au dégrèvement de nos charges.

Mais si je porte mes regards sur le mode ac-

tuel de comptabilité, je ne retrouve plus les mêmes avantages.

Sous l'ancien régime, quelque éloignée qu'en fût l'époque, les comptes d'exercice étoient, en dernière analyse, examinés, apurés par la Chambre des comptes. On en connoissoit les résultats; il existoit, près de cette Chambre, des contrôleurs chargés de poursuivre le recouvrement des créances arriérées, d'en faire verser le montant au Trésor royal, et leurs fonctions n'étoient pas sans utilité.

Sous le régime actuel il ne s'opère, à la Cour des comptes, que des vérifications de comptes isolés. Je crois même qu'il seroit impossible à cette Cour, dans l'état présent des choses, malgré les talents, le zèle et le dévouement du noble Pair qui la préside, et de tous les Magistrats distingués qui la composent, de présenter l'ensemble d'un seul compte d'exercice; les éléments lui manquent.

Une somme immense de non valeurs et de recouvrements à faire se reproduit chaque année, soit dans les comptes, soit dans les Budgets.

C'est cependant le Trésor royal qui est chargé de faire opérer la rentrée de ces non valeurs et recouvrements.

L'arriéré dû par le Trésor et les liquidation dont le travail n'est pas terminé n'appartiennent certainement pas à des époques rapprochées de nous.

Par tous les motifs que je viens d'en donner, et en m'appuyant sur-tout de l'opinion manifestée par le noble Pair, Rapporteur de la Commission, il est évident que l'ordre, l'économie dans l'administration des finances, exigent impérieusement qu'une Loi assigne au Trésor de nouvelles règles et de nouvelles formes de comptabilité.

En rédigeant cette Loi, le Gouvernement se rappellera sans doute que l'industrie n'est parvenue au haut degré de perfection et de prospérité dans lequel elle se trouve, que par l'économie du temps et du travail.

Messieurs, nous ne sommes heureusement plus dans ces temps de malheur et de détresse, où, pour acquitter les dettes de l'État, le Ministre des finances ne pouvoit se procurer des ressources qu'au moyen d'opérations et d'emprunts onéreux; remboursables à des époques plus ou moins éloignées, suivant les circonstances.

Nos sacrifices sont faits; la Loi du 28 avril 1816 a posé les bases du crédit, et les ressour-

ces que la France peut en tirer ne sont pas incertaines ; déjà son heureux effet s'est fait sentir pour la libération de notre patrie ; mais, pour qu'il soit durable, gardons-nous d'en user avec excès ; qu'il soit pour jamais étranger à l'art de l'agiotage ; gardons-nous aussi de l'employer à des manœuvres subtiles pour opérer des vicissitudes dans le cours des effets publics ; autrement il disparaîtroit, toute confiance seroit détruite, et les malheurs qui en résulteroient seroient incalculables ; peu de mois se sont encore écoulés depuis que nous en avons éprouvé les funestes effets !

La Caisse d'amortissement est là ! Ses succès, n'en doutons pas, seront rapides, et, au grand desir de la nation, la dette publique éprouvera dans peu d'années de sensibles réductions.

L'impôt se paie avec la plus grande exactitude, non parceque le contribuable en a la faculté, mais parcequ'il son dévouement pour le Roi, pour la Charte, pour la chose publique, lui a fait supporter, pour l'acquitter, toutes sortes de privations et de sacrifices.

Quel moment plus favorable, Messieurs, pourroit désirer le Gouvernement pour donner ses soins à la rédaction d'un projet de Loi de

comptabilité du Trésor. C'est donc dans la
ferme persuasion où je suis que ce Projet nous
sera présenté lors de la prochaine session que
je vote pour celui sur lequel nous délibérons.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 22 juin 1819.

OPINION

DE M. LE COMTE DARU

SUR le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 22 juin 1818.

OPINION

DE M. LE COMTE D'ARLÉ

sur le projet de loi concernant l'organisation des
tribunaux de commerce de 1817, et la loi
relative à l'organisation du budget de 1818.

IMPRIMERIE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Comte DARU sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

La part que la législature prend dans l'administration des revenus publics, se subdivise en trois opérations principales.

• Déterminer les sommes qui doivent être mises à la disposition du gouvernement :

• Autoriser les impôts ou les emprunts qui doivent y subvenir :

• Vérifier les comptes des recettes et des dépenses.

Mais comme les crédits ne peuvent être ouverts que d'après un aperçu des besoins; comme les produits des impôts ne peuvent être évalués d'avance qu'approximativement, il en résulte que les Budgets ne sont que des opérations provisoires, que les crédits sont la règle des Ministres, la limite de leur pouvoir sur le Trésor public, et que c'est au moment où les comptes sont produits que l'on commence à opérer sur des réalités.

Aujourd'hui le Ministère vous présente les comptes des quatre exercices antérieurs à 1819.

La nation vous a vu mettre des sommes considérables à la disposition du Ministère: elle a payé les impôts qui lui ont été demandés: elle a partagé votre confiance dans les hommes à qui le choix du Roi a remis le dépôt de la fortune publique; mais lorsque ces dépositaires se présentent leurs comptes à la main, les regards du public se portent sur les Chambres: ce sont les Chambres qui deviennent responsables envers la nation de l'examen de ces comptes. Elles ont à vérifier quel a été le produit réel des impôts, quels fonds ont été employés, s'ils ont été dépensés pour les objets auxquels ils étoient affectés, si ces dépenses ont été nécessaires de leur nature, lé-

gales dans leur principe, régulières dans leur forme, administrées avec fidélité, avec économie; enfin si chaque Ministre est resté dans les limites de son budget, non seulement par les dépenses qu'il a fait acquitter, mais encore par les dettes qu'il lègue à l'exercice suivant.

L'honneur qui peut résulter d'un tel examen n'est pas pour vous, Messieurs, il est pour l'homme habile, qui aura pourvu à tous les besoins de l'État avec une fidélité religieuse envers la Loi et envers le Roi qui en est le premier auteur; qui aura poursuivi les améliorations avec un zèle éclairé et avec une constante sollicitude pour la misère des peuples, enfin qui, en attirant des bénédictions sur le Monarque, se sera acquis des droits à la reconnaissance publique et à l'estime de la postérité. Une véritable gloire attend le premier qui aura présenté à ses concitoyens un compte dont les détails provoquent la censure ou le témoignage de tous ceux qui ont eu quelque part à l'administration publique, tel enfin que les yeux les moins exercés puissent juger de l'utilité, de la régularité des dépenses, et des progrès qu'on a faits vers l'ordre et l'économie.

Mais ce ne seroit pas tout de présenter des comptes en bonne forme, et dont les résultats

Inconvénients
du retard dans
la présentation
des comptes.

fussent à-la-fois clairs, satisfaisants; il faudroit encore les présenter à une époque où l'examen et la discussion en fussent possibles; or, on a contracté la dangereuse habitude de ne produire ces états de finances que vers la fin de la session. La moitié de l'année courante est déjà écoulée, les deux Chambres touchent au moment de se séparer. Celle qui la première est appelée à délibérer sur des objets si importants ne peut faire que précipitamment l'examen d'opérations si nombreuses et si compliquées, et la Chambre des Pairs, dont le temps presse encore davantage la délibération, se trouve dans l'alternative ou de s'interdire tout amendement et presque tout examen, ou bien de rejeter la Loi de finances, c'est-à-dire d'arrêter la marche de l'administration pendant tout un exercice.

Quelque éclairés que vous puissiez être par les discussions de l'autre Chambre, vous ne pouvez en adopter les résultats sans avoir acquis, par un examen approfondi, cette conviction personnelle que les dépenses ont été légitimes, que les nouvelles demandes sont justes et que les surcharges à imposer aux peuples sont nécessaires.

Quel est celui d'entre nous qui, à moins

d'avoir été initié dès long-temps dans l'administration de nos finances, n'ait été obligé de s'avouer au moins à lui-même que le temps qui lui a été donné a été beaucoup trop court pour examiner, comme il le méritoit, dans tous ses détails un compte de quatre années dont la dépense s'élève à plus de quatre milliards ?

Nous n'oublions point les circonstances qui ont pu en retarder la présentation ; si nous réclamons contre ce retard, ce n'est pas seulement parceque nous éprouvons un regret sincère de ne pouvoir voter avec une pleine conviction ; c'est sur-tout dans l'espérance que ces justes réclamations feront cesser un inconvénient qui pourroit dégénérer en usage, et qui finiroit par faire perdre à la Chambre des Pairs la part qui lui appartient dans le vote de l'impôt et une partie de ses droits à la reconnaissance publique.

Il y a plus, quelques personnes peuvent être obligées d'avouer l'insuffisance de leurs lumières, qui leur fait desirer des comptes dont les résultats soient plus faciles à saisir ; et quand nos lumières pourroient y suffire, notre temps n'y suffiroit pas. Il en résulte que l'on ne sait où se prendre, et de là ces vœux pour obtenir des comptes plus clairs et pour les soumettre à une vérification officielle.

Tous les doutes, toutes les propositions, plus ou moins admissibles, que vous avez entendus jusqu'ici à l'une ou l'autre tribune, il seroit injuste de les attribuer généralement à un esprit frondeur qui s'attache à poursuivre les dépositaires du pouvoir; admettons aussi que ces demandes de renseignements peuvent provenir du défaut de conviction, et qu'y a-t-il de plus respectable que le scrupule d'un mandataire qui ne se trouve pas assez éclairé pour allouer des dépenses ou pour voter des impôts?

On peut bien à la rigueur accorder de confiance un budget, pour un exercice qui n'est que commencé, parceque ce budget n'est qu'un aperçu sur lequel on doit revenir, et que le moment arrivera où les dépenses reparoîtront sous la forme de comptes; mais lorsqu'il s'agit de ces comptes mêmes, les Députés et les Pairs ne peuvent pas les adopter de confiance sans manquer à leur devoir; et lorsque le résultat de ces comptes est la demande d'un supplément de crédit de plus de 100 millions, il devient indispensable de soumettre à un examen rigoureux ces dépenses, qui imposent aux peuples de nouveaux sacrifices. Et comment une discussion si rapide porteroit-elle dans l'esprit des

contribuables cette conviction que ceux qui avoient reçu la mission de voter l'impôt ont rempli leur tâche et se sont assurés qu'on ne demande que des sacrifices réellement nécessaires?

Nous savons que, pour lever les scrupules et rassurer la conscience des législateurs, on a cherché à établir une doctrine qui tend à diminuer les devoirs ou peut-être même les droits de la législature; on a dit que les Chambres n'étoient point appelées à vérifier, à régler, à arrêter les comptes; que ce règlement appartenoit à l'autorité exécutive, et que l'entreprendre c'étoit empiéter sur les attributions du Gouvernement.

De leur examen, nécessité de vérifier les recettes et les dépenses.

Nous éviterons ici une discussion qui pourroit dégénérer en dispute de mots; mais il faut bien reconnoître que puisqu'on doit des comptes aux Chambres, elles ont le droit et le devoir de les examiner, de les discuter, de les déclarer satisfaisants ou non dans le fond, réguliers ou irréguliers dans la forme. Pour arriver à ce résultat, il faut bien s'assurer si on n'a perçu que les impôts autorisés, si on les a perçus d'après les règles établies, si on n'a fait que les emprunts consentis par la Loi, enfin quel a été le produit véritable de ces impôts et de ces em-

prunts. Il faut bien vérifier quels ont été les frais de perception, pour connoître la somme dont l'administration étoit responsable.

Passant ensuite à l'emploi de cette somme, il faut bien reconnoître si cet emploi a été conforme aux dispositions du budget, si les crédits n'ont point été outre-passés, et lorsqu'ils l'ont été, si cette dépense excédante a été réellement indispensable, si elle a été faite dans les formes établies par la Loi. Et il ne suffit pas pour voter un surcroît d'impôt, d'avoir acquis la triste conviction qu'une nouvelle allocation de fonds est inévitable; s'il en étoit ainsi, le vote cesseroit d'être libre; mais quand même il ne nous resteroit qu'à nous soumettre à l'impérieuse nécessité, cette nécessité devoit au moins être prouvée, et pour cela il faudroit bien qu'on nous justifiât de la nature et de la quotité des dépenses, dussions-nous nous abstenir de les discuter.

Il est donc impossible d'admettre que nous devions voter des impôts sans connoître l'emploi des impôts précédents: et si les Chambres ne se livroient pas à cette vérification, qui la feroit? Il existe en France un tribunal qui juge les comptes des comptables, mais il n'en existe point pour les administrateurs. Qu'on donne

à cette vérification le nom qu'on voudra ; il n'en résulte pas moins qu'elle doit être faite ; qu'on ajoute que les Chambres ne doivent pas se livrer elles-mêmes à la vérification matérielle des comptes, nous sommes disposés à admettre cette opinion, dans ce sens que les comptes administratifs doivent être soumis à un véritable jugement, et que l'examen toujours trop rapide qui se fait dans l'enceinte des Chambres ne sauroit en tenir lieu.

Il s'agit de la reddition du compte des dépenses publiques pendant quatre années, compte qui s'élève à plus de quatre milliards, compte qui, en sortant de vos mains, ira s'en-sevelir pour jamais dans les bureaux des ministères, car l'administration n'a à soumettre ses opérations à aucun tribunal ; compte qu'il importe par conséquent de vérifier pendant les courts instants qu'il doit passer sous les yeux des deux Chambres. Or, remarquez, Messieurs, le soin qu'on prend de vous avertir des limites dans lesquelles les Chambres doivent se renfermer pour faire cet examen. Les uns cherchent leurs arguments dans la nature des choses, les autres dans les lois qui établissent l'équilibre des pouvoirs.

Nous respectons toutes les opinions, sur-tout

lorsqu'elles prennent leur source dans le maintien de la loi constitutionnelle ; mais il ne nous est pas plus permis d'ajouter à la Charte que d'en retrancher ; par conséquent si on veut lui faire dire ce qu'elle ne dit pas , on la viole , comme ceux qui voudroient s'écarter des règles qu'elle établit.

Nous croyons donc prouver aussi notre respect pour la Charte en discutant la doctrine qui paroît s'introduire sur les comptes ministériels.

On nous fait d'abord cet argument. La législature est appelée à faire des lois ; or qu'est-ce qu'une loi ? c'est l'expression d'une volonté ; mais peut-il y avoir lieu à l'expression d'une volonté , lorsqu'il ne s'agit que de vérifier , de constater un fait ? Un compte n'est que l'exposé d'une suite de faits , par conséquent l'examen d'un compte ne sauroit être la matière d'une loi.

Aussi n'est-ce pas un examen de comptes qu'on vous demande ; ce qu'on vous demande c'est un crédit , un impôt. Votez l'impôt , on ne se plaindra point de votre empressement ; mais les contribuables seront en droit de vous demander si , avant d'allouer un nouveau crédit , vous vous êtes informés de l'emploi des fonds précédemment accordés.

On veut bien reconnoître cependant que les Chambres peuvent demander le compte des dépenses; mais on voudroit réduire l'effet de cet examen à l'allocation des nouveaux crédits, toujours en partant de ce principe que les faits ne se constatent point par des lois.

Mais les dépenses, pour être jugées, doivent être comparées aux recettes, et on ajoute que la recette gît en fait, que le produit des impôts est présenté dans les comptes des receveurs ou des régies, et que ces comptables ont un autre juge que les Chambres.

C'étoit apparemment par une conséquence de ce système que, dans sa rédaction primitive, le projet de Loi que nous examinons se réduisoit à des dispositions qui autorisoient l'augmentation des dépenses sans faire aucune mention des recettes.

Tout le monde remarqua d'abord cette mission importante, et on le devoit, car la Loi du 25 mars 1817, qui prescrit la production des comptes, portoit formellement (art. 149.) « Le
« compte général des budgets établira par exercice et par nature de recettes et dépenses la
« comparaison des évaluations des budgets
« avec les produits nets des contributions, les
« ordonnances des Ministres et les paiements
« effectués. »

Ainsi, puisque la Loi prescrivait la présentation du compte des recettes et des dépenses, elle n'autorisoit pas moins l'examen des unes que la vérification des autres. Cette opinion avoit déjà l'autorité de la chose jugée.

Comment pourroit-on concevoir, en effet, que les autorités chargées de voter l'impôt dussent le décréter sans en connoître l'importance? Et comment peuvent-elles en connoître l'importance autrement que par le compte des produits? Mais peut-être nous dira-t-on que ce n'est pas la production des comptes que l'on refuse; c'est le droit d'examen seul qui est contesté. Alors à quoi serviroit la production des comptes s'il falloit nécessairement les admettre de confiance.

Voici la preuve que la vérification des recettes n'est pas une opération sans intérêt, et dont les Chambres doivent s'abstenir. M. le Ministre des finances avoit dit (1) « Si dans ces quatre exercices les dépenses ont dépassé de 110 millions les aperçus des budgets, les impôts en même temps ont produit 77,073,365 francs au-delà de ce qu'on en avoit attendu. Sans doute, ajoutoit-il, de tels résultats sont

(1) Discours à la Chambre des Députés, page 8.

due à la fertilité du sol, à la trempe de l'esprit public; mais il seroit injuste de n'y pas reconnaître l'influence de nos institutions. »

Hélas! ni le sol, ni l'esprit public, ni nos institutions ne peuvent réclamer l'honneur de cet accroissement du produit des impôts : ou, pour mieux dire, cet accroissement n'a pas réellement existé. Il est vrai que les recettes ont dépassé les fonds sur lesquels on avoit calculé; mais voyons quelle est la véritable origine de ces 77 millions inattendus qui sont venus grossir le Trésor. 43,787,235 fr. sont le produit de la vente des rentes qui appartenoient à la Caisse d'amortissement, et qu'on n'avoit point fait entrer dans le calcul des ressources. Les rentes créées par la Loi qui a autorisé un emprunt de 30 millions ont été vendues à un taux un peu plus favorable qu'on ne l'avoit espéré, et ont produit une plus-value de 33,413,409 fr. Ainsi voilà en effet un excédant de recettes de 77,200,644 francs, mais il est dû uniquement à une vente de rentes; triste moyen de s'enrichir. Les autres recettes sont restées de 127,279 fr. au-dessous de ce qu'on avoit espéré.

Cette observation a été faite dans la Cham-

bre des Députés (1); elle est pénible, mais si elle est juste elle est salutaire. Si nous avions cru que nos impôts pussent s'élever naturellement d'une somme de 77 millions, nous aurions dû compter sur cette ressource, nous aurions pu calculer nos dépenses sur ce produit présumé, et un mécompte, une anticipation auroit été la suite de cette fatale illusion. Il est donc utile autant qu'il est juste que le compte des recettes soit vérifié.

Quant aux dépenses, régler, vérifier des dépenses, est, dit-on, une opération administrative, les Chambres sortiroient de leurs attributions si elles s'immisçoient dans ce contrôle. Je crains bien que ces dépenses ne soient aussi un fait, un fait irrévocable, et qu'on ne leur applique le même argument, cet argument victorieux par lequel on veut faire sortir la vérification des recettes, du domaine de la Loi.

Mais il faut bien cependant vous prier de remarquer que le résultat de ces théories seroit d'interdire à ceux qui sont appelés à l'examen, ou, si l'on veut, à la simple audition des comp-

(1) Rapport de la Commission, page 57.

tes de l'État, le droit de s'informer des recettes et des dépenses.

Nous devons ajouter qu'une telle doctrine n'est point celle de messieurs les Ministres du Roi. « Le droit d'examiner et de contrôler les
« dépenses de l'État tient nécessairement à ce-
« lui de voter les fonds destinés à y satisfaire.
« La Charte, en investissant les Chambres du
« droit de voter les impôts, leur a reconnu
« par-là celui d'en surveiller l'emploi, d'exiger
« du Gouvernement le compte de ses dépenses,
« et de lui indiquer jusqu'à un certain point la
« nature et la forme des documents sur lesquels
« ce compte doit s'appuyer; car il est évident
« que sans cette faculté le droit de voter l'im-
« pôt deviendrait illusoire. Vainement, dirait-
« on, que c'est attribuer aux Chambres le pou-
« voir d'administrer. De leur examen, de l'in-
« vestigation la plus minutieuse à laquelle il
« leur plaira de se livrer, il ne pourra jamais
« résulter aucun acte, mais seulement l'expres-
« sion d'une volonté, comme sur toute autre
« matière législative qui leur est soumise.

« Lorsque dans le vote du Budget elles ont,
« en accordant les fonds, autorisé les dépenses;
« qui pourroit mieux qu'elles juger si l'appli-
« cation de ces fonds a été bien faite, ou si le

« paiement des dépenses a été conforme à l'es-
 « prit qui les a fait autoriser ? »

« Le droit de contrôler les dépenses de l'État
 « est inhérent à celui de voter les impôts, par
 « suite les Chambres peuvent indiquer les for-
 « mes des comptes et le genre des documents
 « qui doivent leur être fournis. »

Nous avons recueilli ces paroles lorsque
 M. le Président du Conseil des Ministres les
 faisoit entendre à l'autre Chambre. Il est donc
 reconnu que les Chambres ont le droit de véri-
 fier les recettes, de contrôler les dépenses, de
 déterminer les formes des comptes, et il n'est
 pas moins évident que cette vérification est un
 devoir dont rien ne sauroit vous dispenser.

Lorsqu'il s'agit de décréter un Budget, c'est-
 à-dire de voter les fonds destinés à un exercice
 à venir, ceux qui s'alarment trop facilement des
 investigations que veut entreprendre la puis-
 sance législative, ne manquent pas de dire que
 déterminer l'emploi des fonds, c'est adminis-
 trer, que le gouvernement lui-même ne pour-
 roit révéler la destination qu'il se proposoit
 de leur donner, sans abandonner une partie
 de ses prérogatives, et sans compromettre ses
 succès. Il ne peut annoncer ses projets sous
 peine de les faire avorter ; la raison d'état s'en-

veloppe nécessairement d'un secret impénétrable, et de là cette maxime que les Budgets doivent être votés en masse. Aujourd'hui il s'agit des comptes. Il s'agit du passé et non pas de l'avenir. Le mystère est peut-être moins indispensable sur des opérations terminées depuis trois ou quatre ans; cependant je crains bien que ce ne soit violer la constitution que de hasarder quelques questions sur l'emploi qu'on a fait des impôts que nous avons payés.

Réclamer des comptes, ce n'est point porter atteinte à la prérogative royale, ce n'est point chercher à étendre les attributions des Chambres aux dépens de la partie active du Gouvernement; l'intérêt du Roi, non seulement comme chef de son peuple, mais même l'intérêt de sa puissance (s'il étoit permis de la considérer séparément des sentiments paternels du Monarque), l'intérêt du Roi est que le plus grand ordre règne dans les finances de son royaume; il en ordonne, il en dirige l'emploi, il s'en fait rendre compte; mais il ne pourroit lui-même prononcer sur ces comptes un jugement définitif, parcequ'un homme ne sauroit y suffire, et parceque les Rois n'exercent la justice que par délégation. Le Roi donne sa confiance à ses Ministres, en leur laissant

toute leur responsabilité. Cette responsabilité ne résulte pas seulement de ce qu'ils peuvent commettre des délits; elle dérive nécessairement de ce qu'ils administrent la fortune publique, et s'ils ne présentent pas des comptes, ou, ce qui est la même chose, si ces comptes ne sont pas vérifiés, comment connoitra-t-on s'ils l'ont bien administrée? Comment le Roi seroit-il averti qu'elle périlite entre leurs mains? Comment la législature pourra-t-elle se résoudre à voter des impôts dont elle ne connoitra jamais l'emploi? Comment enfin les contribuables, qu'il faut bien aussi compter pour quelque chose, se résigneront-ils à les payer?

Mais, ajoute-t-on, à quoi bon insister sur la nécessité de produire des comptes lorsque personne ne conteste que ce ne soit une obligation du Ministère de les présenter? Eh bien, s'il en est ainsi, j'aurai le tort d'avoir entrepris une discussion oiseuse; mais je me félicite qu'elle le soit.

On a reconnu que la présentation des comptes étoit un devoir; puisque ce principe est convenu, il faut en admettre les conséquences. Il faut que ces comptes soient vérifiés, il faut que ces comptes remplissent leur objet, qui est de porter dans l'esprit de tous ceux qui sont ap-

pelés à en délibérer cette conviction que les dépenses sont légitimes et les crédits nécessaires. Et pour cela il faut que par la forme dans laquelle ils sont rédigés, par les détails qu'ils contiennent, ils soient propres à faire naître cette conviction; il faut qu'on n'interdise pas l'examen de la recette et de la dépense.

Bien loin d'admettre de pareilles restrictions, la Commission de la Chambre des Députés a demandé⁽¹⁾ qu'à l'avenir les comptes de chaque Ministre reproduisissent toutes les divisions et subdivisions de leur Budget par chapitres et par articles, et qu'ils fussent accompagnés d'une explication raisonnée des dépenses faisant connaître le nombre des consommateurs, le prix des fournitures, et les approvisionnements existants.

Ces demandes ont pour objet de faciliter l'examen des comptes, et de maintenir l'ordre dans l'administration. Ne craignons pas que les comptes deviennent inconstitutionnels à force d'être clairs. Ce seroit un malheureux emploi de l'habileté que de la faire servir à donner sous ce rapport une indépendance absolue au Ministère; à cet égard moins il cher-

(1) Page 5 du Rapport.

chera l'indépendance, plus il acquerra de puissance réelle. Eviter de présenter des comptes tels que leur examen ne fût pas inaccessible aux esprits vulgaires, ce ne seroit pas rendre un service au Roi, à la Charte, à la France, ce seroit laisser échapper une belle occasion d'illustrer son ministère, ce seroit abandonner à d'autres la gloire de donner un noble exemple; car, n'en doutons pas, cette obligation de fournir tous les renseignements demandés tant sur les recettes que sur les dépenses cessera d'être mise en question, et déjà nous sommes autorisés à la considérer comme un axiome politique, en nous rappelant ces paroles de M. le Ministre des finances: « Il est de l'essence
« du Gouvernement représentatif que l'admi-
« nistration des finances soit pour ainsi dire
« tellement transparente, que chaque contri-
« buable puisse, en quelque sorte, la suivre,
« la juger comme ses propres affaires, et obser-
« ver la marche de sa taxe jusqu'à la destina-
« tion pour laquelle il l'a payée (1). »

On ne peut rendre un trop juste hommage à ces sentiments si noblement professés par le

(1) Discours à la Chambre des Députés en présentant le projet de Loi.

Ministère, embrassons aussi l'espérance qu'il nous permet de concevoir, lorsqu'il ajoute : « Tous ces comptes marcheront de mieux en mieux avec le temps (1). »

Si les Chambres persistent tous les ans à réclamer l'effet de cette promesse, si on s'accoutume, comme il le faut bien dans un Gouvernement tel que le nôtre, à ne voir dans la liberté de la discussion que ce qu'elle doit avoir d'utile, et non ce qui peut s'y trouver de dangereux pour les amours-propres ; si ces amours-propres blessés perdent l'habitude de se réfugier sous les noms imposants de la Charte et du Roi, on ne tardera pas à sortir de toutes les incertitudes où l'on peut être encore sur le système des comptes. Leur forme, en devenant plus parfaite, deviendra invariable ; l'examen en sera bientôt facile, la discussion plus courte, les résultats plus certains, et ces résultats, devenant une suite d'expériences, serviront de règle pour la fixation des diverses dépenses qui sont les éléments du Budget.

Que la nation sache que les comptes de l'administration sont examinés avec soin, et elle paiera les contributions avec plus de facilité,

(1) *Ibid.*

et l'administration deviendra d'autant plus ferme dans sa marche , qu'elle sera plus sûre de la confiance des Chambres. L'autorité acquerra de la force à mesure que les comptes acquerront de la clarté, et qu'au lieu de repousser la critique on pourra la défier. Voulez-vous améliorer les finances , accroître la force et l'autorité du Gouvernement , assurer votre crédit, faire monter les rentes? ayez une comptabilité rigoureuse.

J'éprouve quelque honte de reproduire ici des observations qui ont été entendues plusieurs fois à cette tribune, mais j'aurois été encore plus embarrassé de les passer sous silence.

Sans doute, Messieurs, vous serez disposés à pardonner ces répétitions, si vous voulez bien considérer que nous entrons dans une carrière nouvelle; que les comptes, toujours réclamés depuis vingt-cinq ans, ont toujours été promis, et qu'à quelques exceptions près, qui honorent ceux en faveur de qui on pourroit les citer, cette promesse a toujours été plus ou moins éludée.

La Loi qui a exigé les comptes que l'on vous présente aujourd'hui est un véritable bienfait: elle sauve peut-être nos finances; elle peut ra-

mener parmi nous l'ordre, l'économie et la prospérité, si tous nous faisons notre devoir, si, surmontant notre répugnance pour un travail aride et pour des discussions qui peuvent compromettre notre amour-propre, en nous exposant à voir relever nos erreurs, nous contribuons de notre travail avant de contribuer de notre fortune.

Admettre aujourd'hui les comptes tels qu'ils vous sont présentés, ce seroit les adopter pour modèles; il vaut bien mieux qu'une communication franche s'établisse dès à présent entre les Chambres et MM. les Ministres du Roi. Animés comme nous du desir de perfectionner l'administration publique, ils ne verront dans nos observations, ou si l'on veut, dans nos doutes, que la noble ambition de contribuer au retour de l'ordre. De même que nous nous plaisons à rendre hommage à leur zèle et à leurs talents, ils nous doivent la justice de penser que nous savons apprécier les difficultés de leurs travaux; toutefois, si nos observations sont justes, il ne faut pas qu'elles demeurent stériles. Dans le cours de la discussion, on a parlé plusieurs fois des progrès que l'administration a faits depuis quelques années vers l'ordre et l'économie, je suis loin de

contester tous les éloges que l'administration a pu mériter, mais je ne sais si le moment en étoit bien choisi. Ce n'est pas lorsque les comptes définitifs viennent démentir l'exactitude des premiers aperçus, ce n'est pas lorsque des sommes immenses ont été dépensées au-delà des crédits, que l'on peut se prévaloir du mérite d'avoir su porter un coup-d'œil sûr dans l'avenir, et d'avoir eu l'art de pourvoir à moins de frais aux besoins de l'administration publique. Sans doute nous ne devons pas juger l'administration uniquement sur ces déplorables résultats ; sans doute nous devons apprécier les circonstances qui les ont amenés ; mais nous ne sommes pas obligés aussi de trouver une justification suffisante dans ces généralités dont on a fait retentir la tribune, que la première Loi est de sauver l'Etat ; que les Ministres qu'on a blâmés d'avoir excédé leur Budget, auroient été réellement coupables s'ils eussent laissé manquer le service ; que leur devoir a été de se mettre au-dessus des règles, et qu'on leur doit de la reconnaissance pour n'avoir pas craint de compromettre leur responsabilité. Il seroit fort dangereux de laisser prendre à l'Administration l'habitude de ces arguments. Cette noble

assurance sied à ceux dont la conscience et les talents méritent également nos hommages ; mais il sont encore plus flattés de devoir notre assentiment à notre conviction qu'à notre confiance, et ils sont les premiers à provoquer un examen qu'ils ne redoutent pas.

Le projet de Loi qui a été présenté à la Chambre des Députés avoit pour objet de faire augmenter les crédits des exercices écoulés, savoir :

Celui de 1815 de.	7,273,199 fr.
Celui de 1817 de.	57,601,184
Celui de 1818 de.	47,966,667 (1)
TOTAL.	112,841,050 fr.

On proposoit en même temps sur le Budget de 1816 une diminution de. . . 2,758,035

Ainsi, toute compensation faite, l'augmentation de crédit demandée étoit de 110,082,955 fr.

Cette demande a été réduite par la Chambre des Députés à 99,550,955 fr., et il s'en falloit bien que cette addition si considérable fût la première qu'on eût eu à faire aux crédits primitivement accordés.

(1) On verra ci-après qu'il paroît y avoir dans ce chiffre une erreur en moins de 300,000 fr.

Chaque année on est venu déclarer aux Représentants de la nation que les recettes avoient été inférieures à ce qu'on en avoit espéré , que les dépenses s'étoient au contraire élevées fort au-delà des fixations , et comme on assuroit que toutes ces dépenses avoient été indispensables , le législateur s'est vu dans la nécessité d'augmenter les crédits ; de telle sorte que les Budgets qu'on vous propose aujourd'hui sont à leur seconde, à leur troisième , à leur quatrième révision , et malheureusement ils ont été considérablement augmentés chaque fois , et rien ne vous garantit que celle-ci sera la dernière.

Les erreurs d'un premier aperçu fait d'avance peuvent s'expliquer par les causes imprévues qui ont amené des besoins nouveaux , ou par un mécompte sur le prix des objets à consommer ; mais quand une année est expirée , il ne peut plus y avoir de grande incertitude sur l'évaluation des dépenses. Comment donc se fait-il qu'on découvre d'année en année des arriérés assurément assez considérables pour n'être pas restés inaperçus ?

Augmentations déjà accordées.

Ainsi le Budget de 1815 , qui avoit été réglé par la Loi du 28 avril 1816 , c'est-à-dire à une époque où les dépenses devoient être

connues au moins très approximativement , a éprouvé les variations ci-après :

	DÉPENSES non compris L'ARRIÉRE.	AUGMENTATION.
Loi du 28 avril 1816. . .	753,510,000 f.	
Loi du 25 mars 1817. . .	791,317,660	
Augmentation.		37,807,660 f.
Le Rapport présenté au Roi par M. le Ministre des finances , en 1819 , nous apprend que les dépenses s'élèvent définitivement à.		
	798,590,859	
Nouvelle augmentation.		7,273,199
Ainsi , depuis l'évalua- tion primitive, les dépen- ses de cet exercice ont aug- menté de		
		<u>45,080,859 f.</u>

Les produits des contributions avoient été évalués pour cet exercice à 618 millions. Cette évaluation étoit faite; après l'exercice expiré (le 28 avril 1816): on devoit se croire autorisé à y compter: point du tout, le rapport présenté en 1819 nous apprend que cette recette ne s'est élevée qu'à 615,561,500 fr., d'où il suit qu'il y auroit eu sur les recettes présumées un déficit de 2,439,500 fr.

Pour 1816, les dépenses avoient été réglées, ainsi qu'il suit :

	DÉPENSES ORDINAIRES et extraordin.	AUGMENTATION.
	(1)	
Loi du 28 avril 1816 . . .	839,052,520 f.	
Loi du 25 mars 1817 . . .	884,492,520	
Augmentation		45,440,000 f.
Loi du 15 mai 1818 . . .	899,465,300	
Nouvelle augmentation		14,972,780
L'augmentation s'élevoit à		60,412,780 f.
Demande des Ministres en 1819	896,707,205	
Diminution		2,758,095
Ainsi, en définitive, la somme des suppléments de crédit se réduit à		57,654,685 f.

(1) Il y a entre les deux Lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817 un défaut de concordance d'un million. La première dit (titre V, art. 18 et 19) que les dépenses ordinaires de 1816 sont réglées à . . . 548,252,520 fr.
Et les dépenses extraordinaires à . . . 290,800,000

Ce qui fait 839,052,520 fr.

La seconde porte (art. 16) : « Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1816, portées par le premier Budget dudit exercice à la somme de huit

Sur le Budget de 1817 on peut remarquer les variations suivantes :

	DÉPENSES ORDINAIRES et extraordin.	AUGMENTATION.
	(1)	
Loi du 25 mars 1817 . . .	982,209,399	
Loi du 15 mai 1818 . . .	982,209,399	
Demande des Ministres en 1819	1,039,810,583	
Augmentation		57,601,184 f.

« cent quarante millions cinquante-deux mille cinq cent
vingt francs, sont rectifiées, etc. »

(1) Ce Budget de 1817 étoit en outre augmenté d'une
somme de 87,050,859 fr. destinée à solder les exercices
antérieurs, savoir :

1814, pour 12,258,000 fr.

1815, pour 51,287,000

1816, pour 23,525,859

L'augmentation de crédit, accordée au Budget de 1815
par la Loi du 25 mars 1817, n'est que de 37,807,660 fr.
On a affecté au paiement des dépenses de 1815, sur les
recettes de 1817, un fonds de 51,287,000 fr. Ce seroit
donc 13,479,340 fr. de trop. Apparemment que cette
somme étoit destinée à couvrir l'insuffisance des recettes
de l'exercice 1815; et en effet, les recettes, qui avoient
été évaluées le 28 avril 1816 à 618 millions, ne l'étoient
plus le 25 mars 1817 qu'à 604,167,500 fr.; ce qui pré-

Enfin les dépenses de l'exercice 1818 avoient été fixées par deux Lois successives.

La première du 6 mai, qui, en créant des rentes pour 16,040,000 fr., avoit ouvert à cet exercice, pour acquitter un semestre de ces rentes, un crédit de. 8,020,000 fr.

2^o La Loi du 15 mai 1818 qui régla le Budget à 1,098,362,693

TOTAL. 1,106,382,693 fr. (1)

La demande des Ministres en 1819 s'élève à. 1,154,649,360

Le supplément seroit donc de. 48,266,667 fr.

sentoit un déficit de 13,832,500 fr. Mais si c'est là le motif qui a fait ordonner que l'exercice 1817 secourût l'exercice 1815 de ces 13 millions, il y auroit lieu aujourd'hui de revenir sur cette opération, puisque, d'après les comptes présentés par le Ministre en 1819, le déficit sur les recettes de l'exercice 1815 n'est plus que de 2,439,500 fr. Le secours, pour suppléer au déficit, a été de. 13,479,340 fr.

Le déficit n'a été que de 2,439,500

Il devoit rester disponible une somme de. 11,039,840 fr.

(1) Dans le projet de Loi présenté à la Chambre des Députés, cette somme est portée pour 1,106,682,693 fr.; c'est une faute; ou bien y a-t-il un autre crédit de 300,000 fr. qui doit entrer comme élément dans cette somme?

En résultat, il a déjà été accordé sur ces quatre exercices des suppléments de crédit mon-

tant à 95,462,345 fr.

Nouvelle demande en 1819. 110,082,955

Cela feroit en total une augmentation
de 205,545,300 fr.

Ce n'est pas tout, si on ajoutoit à ces suppléments de crédit les crédits restés sans emplois et que les Ministres demandent à consommer, pour d'autres dépenses que celles auxquelles ils étoient affectés, il en résulteroit que les excédents de dépenses s'élèveroient aujourd'hui à 235,816,299 fr. Il faut en déduire une somme, qui n'est qu'un report d'un exercice sur un autre et les réductions opérées par la Chambre des Députés, il reste 224,774,299. Voilà réellement la somme à laquelle s'élève le mécompte avoué sur les dépenses des quatre exercices précédents.

Ne sommes-nous pas obligés de demander d'où peut provenir cette perpétuelle incertitude sur des dépenses consommées depuis un, deux, trois, quatre ans? On ne peut pas présumer que des créanciers soient restés en demeure, du moins pour des sommes considérables, et quand cela seroit supposable, le Gouvernement n'en devoit pas moins connoi-

tre approximativement le montant des travaux ou des fournitures qu'il avoit commandés ; il ne pouvoit donc y avoir de l'incertitude que sur le résultat de la liquidation de ces fournitures ou de ces travaux, c'est-à-dire que l'on pouvoit ignorer encore de combien les demandes seroient réduites ; mais on devoit compter sur une réduction ; au lieu de cela ce sont des augmentations de deux cents millions , auxquelles on n'auroit pas dû s'attendre.

Il est contre la nature des choses de voir ces exercices écoulés croître à mesure qu'ils s'éloignent de nous.

Et quelle seroit donc la position d'un Ministre des finances si , indépendamment du Budget légal sur lequel il a dû calculer , il se trouvoit obligé de créer des ressources pour des centaines de millions ? Quoï ! on avoit balancé les dépenses prévues et les recettes espérées , il se trouve que les recettes restent au dessous de l'estimation , et que les dépenses s'élèvent fort au-delà : les Ministres ont dépassé leur crédit de cent et quelques millions , cela peut se concevoir ; ce qui m'étonne c'est le talent du Ministre des finances , qui , après avoir démontré l'insuffisance de ses ressources , a trouvé le moyen de faire payer ces cent et quel-

ques millions. Mais en affaire on peut demander l'explication des prodiges, et il n'y a que trois manières de se rendre raison de celui-ci : ou les recettes ont été plus considérables, ou les dépenses n'ont pas réellement été soldées, ou bien on a dévoré les ressources présentes pour acquitter les dettes du passé.

La loyauté personnelle des Ministres, la fidélité des administrations chargées de la perception des deniers publics, ne permettent pas d'admettre un doute sur la sincérité de leurs déclarations; mais quelque confiance qu'ils méritent, l'existence seule de cet ordre de choses suffit pour faire juger qu'il est indispensable d'arriver à une connoissance légale des recettes et des dépenses; car en votant un impôt il faut bien savoir ce qu'il devra coûter réellement aux contribuables, et pour déterminer les dépenses, il faut bien connoître sur quels produits on peut réellement compter.

Mais l'une et l'autre Chambre doivent sentir que cette opération, c'est-à-dire la vérification des recettes et des dépenses, est trop compliquée pour qu'elles puissent l'entreprendre. Les orateurs qui la proposent n'ont donc pas pour objet d'étendre leurs attributions, ils ne demandent qu'à être éclairés : peut-on leur en faire un reproche? Est-ce une violation de la

Nécessité d'un
jugement préa-
lable sur les
comptes.

Charte que cet aveu de leur insuffisance? Qu'y a-t-il d'inconstitutionnel ou de téméraire à desirer que le Roi, dans sa sagesse, forme une institution, dont la destination soit de donner aux résultats que présentent les comptes toute l'autorité de faits vérifiés et constants? C'est précisément de l'inaptitude des Chambres à faire ce travail, que résulte la nécessité de cette institution. Alors, la conscience des législateurs sera déchargée d'un grand poids, ils pourront exercer véritablement la magistrature qui leur appartient; ils pourront connoître les proportions à maintenir entre les diverses dépenses publiques, décharger les Ministres de leur responsabilité et imposer à la nation des charges nouvelles.

On a représenté que la magistrature chargée de l'examen des comptes seroit inévitablement dépendante du Ministère. Cette objection sans doute est de quelque poids; cependant les arrêts d'un corps de justice inamovible inspireront toujours plus de confiance que des relevés faits dans un bureau, sur les bordereaux des comptables, et sujets par conséquent à des erreurs, à des omissions, à de doubles emplois. D'ailleurs, ceux qui se permettent de hasarder cette proposition ne doivent point s'immiscer dans les moyens d'exécution, ils

s'en remettent à la sagesse du Monarque.

Mais, ajoute-t-on, il ne faut pas proposer au Gouvernement des problèmes dont la solution est impossible.

Si je ne me trompe, nous avons une organisation de comptabilité telle, qu'il est possible, facile de connoître légalement toutes les recettes de l'État. Un des premiers tribunaux du royaume est spécialement chargé de liquider et de juger la gestion de tous les comptables. Il ne s'agiroit donc que d'exiger des régies qu'elles présentassent leurs comptes à des époques fixes, et de cette Cour que, dans un délai déterminé, elle rendit, non pas aux Chambres, avec lesquelles elle n'a aucun rapport, mais au Roi, un compte sommaire du résultat de ses jugements. Ce tableau devroit faire connoître les recettes effectuées sur chaque nature de contributions. Le retard inévitable que pourroit éprouver l'examen des comptes de quelques agents ne laisseroit pas une grande incertitude sur les résultats généraux. Ce tableau, émané d'un tribunal qui juge les comptes sur pièces, auroit un degré de certitude suffisant pour éclairer la religion des Chambres.

Il est donc nécessaire et possible de constater légalement les recettes.

Quant aux dépenses, il existe aussi des

moyens de vérification ; mais cette comptabilité est plus compliquée que celle des recettes, parcequ'elle se compose de la gestion d'un plus grand nombre d'agents. C'est peut-être une chose digne de remarque dans l'organisation de notre système administratif, que la gestion de tous les comptables soit soumise à un jugement, excepté la comptabilité du Trésor (1) ; car nous n'appelons pas une comptabilité régulière et complète la comptabilité si sommaire et presque toute matérielle du Caisier général, comptabilité dont la forme, les

(1) « Le système de 1800 à 1814 avoit pour base la centralisation de toutes les recettes et de toutes les dépenses du Trésor. Celui introduit depuis suppose au contraire que le Trésor existe par-tout jusque dans la caisse du moindre préposé. »

Il suit de cette comparaison que, dans le système antérieur, tout étoit réel et reposoit sur des écritures établies, sur pièces au Trésor, et qui présentoient par conséquent l'image fidèle de tous les faits qui s'étoient réellement passés, soit pour les recettes soit pour les dépenses, tandis que celui qui le remplace n'offre en partie qu'une fiction (qui peut se défendre comme tout autre système) mais d'après laquelle une partie des faits ne s'appuie que sur des bordereaux ou relevés d'écritures qui ne pourroient être vérifiés que sur les lieux.

(Observations sur la comptabilité du Trésor, par M. le Duc de Gaëte.)

attributions, la nature, varient au gré des réglemens intérieurs qui viennent si souvent modifier l'organisation de la Trésorerie.

L'apurement de toutes les comptabilités partielles exige sans doute trop de productions, de vérifications provisoires, de jugemens d'ordre et de rectifications, pour qu'il soit permis d'espérer que des jugemens définitifs de tous ces comptes on puisse composer le tableau des dépenses réelles d'un exercice, dans le courant de l'année suivante; mais quoique le Trésor soit le centre de toutes les comptabilités, la comptabilité du Trésor ne se compose pas de celle de tous les comptables. Il est lui-même payeur immédiat en même temps que distributeur de fonds entre des payeurs subalternes; il est donc juste qu'il produise des comptes, que ces comptes soient soumis à un jugement, et ce jugement auroit l'avantage de présenter, dans un délai assez court, l'ensemble des dépenses, sauf les rectifications auxquelles la vérification des comptabilités partielles pourroit donner lieu: il mettroit aussi à portée d'apprécier la régularité de ces dépenses, c'est-à-dire leur conformité avec le budget.

Mais les comptes apurés ne peuvent faire connoître que les dépenses soldées: les dettes,

tant qu'elles ne sont point acquittées, n'existent encore que pour l'administration qui a ordonné la dépense: cette administration seule en connoit le montant plus ou moins approximativement. Plus il est difficile d'en vérifier l'existence, plus il est indispensable que le Ministre, qui demande un crédit supplémentaire pour les acquitter, en présente des états détaillés, tels qu'on puisse vérifier ultérieurement si les fonds qui y auront été affectés ont reçu réellement la destination annoncée.

Si on s'écartoit de cette méthode, si on s'accoutumoit à accorder aux Ministres des crédits supplémentaires, sur la simple allégation de dépenses antérieures restant à solder, on se rendroit responsable des abus qui pourroient s'introduire.

De la clôture
des comptes,
des reliquats,
et des déficits.

Remarquez que lorsqu'on vous demande un supplément de crédit, on ne manque pas de faire beaucoup valoir cette circonstance que ce règlement de compte sera définitif. Cela veut-il dire que le supplément que vous accordez sera le dernier? Nullement. Rien ne vous garantit qu'au bout de la troisième, de la quatrième année toutes les dépenses qui se rapportent à un même exercice soient parfaitement connues: vous en avez l'exemple sous les

yeux ; on vous demande encore d'énormes suppléments de crédit pour 1816, pour 1815 : il est vrai qu'on vous propose de clore le Budget de 1815 définitivement ; ce qui annonce qu'on se réserve de demander de nouveaux suppléments pour les années suivantes. Mais quel sera le résultat de ce règlement final d'un exercice ? De deux choses l'une, ou les dépenses excéderont la somme à laquelle on les évalue, ou bien elles resteront au-dessous : dans le premier cas, il faudra bien qu'on vous demande encore un supplément de crédit ; dans le second, l'exercice se trouvera clos, et comment connoîtrez-vous la somme qui sera restée disponible ?

Clore un compte, c'est arrêter définitivement la comparaison des recettes et des dépenses consommées ; mais si toutes les recettes ne sont pas recouvrées, si toutes les dépenses ne sont pas soldées, il ne peut y avoir lieu à un règlement final, puisque l'administration qui le sollicite n'est pas encore en état de justifier des dépenses. Il en résulte que tant que l'administration demande un supplément de crédit, il ne peut y avoir lieu à un règlement définitif de compte, ni par conséquent à décharger l'administrateur de sa responsabilité, et que

toutes les fois qu'il obtient un supplément de crédit, il se soumet à reproduire le compte de l'exercice.

« Des dépenses qui ne sont pas faites, qui ne le seront jamais, pourroient trop facilement, dans des temps d'abus, a dit l'honorable Rapporteur de la Chambre des Députés (1), figurer dans les colonnes des dépenses à ordonnancer et à régulariser, et les restes non employés disparoissant après la clôture des exercices, des ressources publiques ne pourroient plus servir qu'à couvrir de fausses dépenses, ou à maintenir dans le Trésor une sorte de trésor particulier ignoré des Chambres, et qui ne seroit plus sous leur surveillance. »

C'est une tentation si naturelle de rejeter les torts du présent sur le passé, qu'il seroit utile que chacun des Ministres sortant du ministère présentât le compte de son administration. Par ce moyen, leurs successeurs seroient affranchis de la charge de rendre des comptes qui leur sont étrangers, et ces comptes y gagneroient peut-être en exactitude.

Si cette méthode eût existé, nous aurions évité de funestes erreurs. Par exemple, en

(1) Page 18 du Rapport.

1814, lorsqu'on voulut se rendre compte des dettes que laissoit le précédent Gouvernement, on en auroit appelé les Ministres, on leur auroit demandé des comptes; au lieu de cela, ce furent leurs successeurs qui se chargèrent de présenter la situation d'une administration qu'ils n'avoient pas dirigée.

Toutes les incertitudes, toutes les fausses évaluations sur la situation de nos finances depuis cinq ans, sont venues au moins en partie de l'inexactitude de ce premier aperçu (1). Au lieu d'interroger leurs prédécesseurs, les Ministres vinrent déclarer à la tribune, sans doute avec l'espérance patriotique de réduire cette dette énorme par une liquidation sévère, que l'arriéré s'élevait à 1,305,469,000 fr. (2), et même à 1,308,156,500 fr.

Incertitudes
provenant de
l'appréciation
douteuse des
dettes du Gouvernement
antérieur.

C'étoit un grand acte de courage que de se

(1) Les incertitudes que l'on a éprouvées sur le montant de la dette que le dernier Gouvernement avoit laissée, ont dû naturellement résulter de ce qu'aucun compte, aucun renseignement ne furent alors demandés aux hommes qui avoient antérieurement géré les affaires. (Observations sur l'administration et la comptabilité du Trésor royal, avant et depuis la restauration par M. le Duc de Gaëte.)

(2) Séance de la Chambre des Députés du 12 juillet 1814.

charger de l'administration des affaires, lorsqu'on les croyoit dans un si déplorable état.

Cependant quelques jours après (1) on réduisit cette somme par des compensations à 759,165,000 fr., et à la fin de l'année suivante on entendit le Ministre des finances déclarer « que d'après des évaluations que le temps avoit « permis de rendre plus exactes, l'arriéré antérieur au 1^{er} avril 1814 devoit être modéré à « 593 millions (2). »

Ainsi MM. les Ministres, sans avoir éprouvé aucune contradiction, avoient eu du moins le mérite de reconnoître d'eux-mêmes une exagération de 715,156,500 fr. dans leur première évaluation.

Mais cette nouvelle évaluation, quoique moins affligeante, n'étoit elle-même qu'un aperçu. Depuis, on a jeté dans cet arriéré une somme de 103,716,622 fr. résultat de l'excédant des dépenses des neuf derniers mois de 1814.

En 1817 M. le Ministre des finances a annoncé que la portion de la dette arriérée,

(1) Le 22 juillet 1814.

(2) Séance du 23 décembre 1815.

présentoit un total de 407 millions, mais que par l'effet des liquidations, ce total pourroit être réduit de 350 à 360 millions. Voilà donc plusieurs réductions successives qui permettent d'espérer que l'erreur sur l'évaluation première se trouvera d'à-peu-près un milliard.

Le temps et les comptes nous révéleront un jour l'importance réelle de cette dette, mais l'appréciation plus ou moins inexacte qu'on en avoit faite étoit d'une importance telle, que par la réduction qu'elle imposoit sur la somme des ressources disponibles, elle influoit nécessairement sur la fixation des dépenses.

Nous n'oublions pas qu'on a créé des valeurs provisoires pour acquitter ces liquidations, mais l'émission de ces valeurs et les intérêts dont elles sont passibles n'en diminuoient pas moins le crédit et les ressources applicables aux exercices courants. On a bien été fondé à dire, dans la Chambre des Députés, que pour parvenir à établir avec une précision rassurante les comptes des derniers exercices, il falloit d'abord constater le déficit qui existoit au 1^{er} avril 1814.

Sans cette précaution de connoître toujours exactement le passé, ne seroit-il pas à craindre

qu'un jour quelque administrateur téméraire n'entrevît la possibilité de se ménager des moyens d'abondance pour l'exercice courant, en imaginant des besoins pour l'exercice écoulé? Ne seroit-il pas facile de faire acheter, sous le prétexte d'une consommation déjà faite, des objets destinés réellement à une consommation future? et par-là de vous faire voter à votre insu des fonds beaucoup plus considérables que ceux que vous auriez destinés à l'exercice actuel?

Les comptes sommaires ne garantissent nullement contre une telle surprise, puisqu'ils ne présentent point la situation de l'actif que chaque exercice laisse à l'exercice suivant. Cet actif se compose non seulement de restants en caisse, mais d'un matériel considérable en approvisionnement de toute espèce. Je suppose, par exemple, que la guerre, la marine se trouvasent approvisionnées pour un an de quelque objet important de consommation; comment en êtes vous informés? Cependant il est évident que si cet approvisionnement de prévoyance étoit nécessaire, il faudroit fournir au Ministre les moyens de subvenir à la consommation journalière, sans le diminuer, et qu'à la fin de l'exercice il devroit justifier que l'approvisionnement nécessaire existe dans le même état;

sans cela il auroit pu entamer l'approvisionnement et disposer de son crédit pour une autre destination que celle qui lui étoit assignée ; il n'en auroit coûté pour cela qu'un peu d'art dans la rédaction des ordonnances.

Il n'y a point, pour l'administration, de compte de fonds qui puisse être pleinement satisfaisant s'il n'est accompagné d'un compte en matières ; comme il n'y a point de compte en deniers qui puisse être définitivement liquidé sans une vérification de caisse ; car les approvisionnements représentent de l'argent jusqu'au moment où ils sont consommés.

Je ne dis pas pour cela que la vérification de ces comptes en matières puisse être faite par la législature ; mais du moins est-elle en droit de demander qu'on lui présente ces comptes appuyés des états de situation certifiés par les agents responsables.

S'il importe que les Ministres ne puissent pas se créer des dettes, il n'est pas moins indispensable de faire cesser des mesures administratives qui, sans avoir rien de blâmable dans leur principe, ont cependant pour résultat de créer des fonds dont la Loi ne détermine pas la quotité et l'application. Ce sont de véritables crédits hors du Budget.

Des fonds hors
du Budget.

Ainsi, par exemple, les dépenses des invalides de la guerre et de la marine, qui assurément, par leur nature, doivent être mises au premier rang de celles qui appellent la sollicitude du législateur, semblent avoir échappé à sa prévoyance. Un étranger qui parcourt notre Budget et qui sait avec quelle magnificence sont traités chez nous les vieux défenseurs de la patrie, s'étonne de ne trouver nulle part cette dépense parmi les dépenses de l'État. On lui explique qu'il y a été pourvu par une dotation, et il en conclut qu'on a voulu rendre le sort de ces honorables vétérans indépendant des vicissitudes que peut éprouver la fortune publique ; mais il n'en est pas ainsi.

Ce qu'on appelle la dotation des invalides, se compose de revenus qui ne dérivent point d'une propriété, et principalement de retenues sur des dépenses très variables.

Il en résulte qu'il n'existe pas une proportion constante entre les dépenses de l'établissement et ses ressources ; que le Budget n'est pas calculé sur ses véritables éléments ; que le prix des diverses fournitures se trouve accru d'une retenue qui reçoit une application différente, et que si ces ressources produisent une somme qui excède les besoins, le Ministre a à sa dis-

position un fonds sans destination. Cet excédant est sur-tout remarquable dans la caisse des invalides de la marine, en faveur de laquelle on a poussé la générosité jusqu'à lui faire liquider dans ces derniers temps une créance de 74 millions.

Assurément il est très juste que les marins invalides soient assurés de leur sort; mais dans un temps où l'État a tant de sacrifices à faire pour se procurer les fonds nécessaires, quelle raison peut-il y avoir de laisser dans cette caisse, même en rentes, un capital si considérable sans emploi?

De ces considérations sur les mesures à prendre pour établir à l'avenir un ordre véritable dans notre comptabilité, je passe à l'analyse des comptes qui sont aujourd'hui sous vos yeux.

Les quatre exercices dont nous examinons les comptes ont été accrus successivement de près de cent millions. Aujourd'hui il s'agit de les accroître encore d'une somme additionnelle de 100 millions, et même de 129, si on compte, comme il le faut bien, les fonds restés sans emploi. Ne seroit-il pas à désirer que des demandes aussi considérables fussent accompagnées de développements qui nous en fissent

Analyse des
comptes, ou
examen des re-
liquats et des
déficits des
quatre exerci-
ces 1815, 1816,
1817 et 1818.

connoître la nécessité ? MM. les Ministres ne voudroient pas que les Chambres n'y vissent que cette nécessité fatale qui ne permet ni les délais ni le raisonnement. La pureté de leurs intentions, l'élévation de leurs sentiments les portent à donner à leur administration toute la publicité que permettent le service du Roi et les formes constitutionnelles. On sait qu'ils ont eu peu de temps pour préparer les comptes qui nous sont soumis ; on craint que l'ordre existant dans le Trésor n'en ait pas rendu la composition facile ; ils annoncent eux-mêmes qu'il peut y avoir des inexactitudes ; ils sont les premiers à désirer qu'on n'alloue leurs demandes , qu'on n'approuve leurs opérations qu'avec cette conviction qui prépare la reconnaissance publique , juste et digne récompense de leurs travaux.

Parcourons les articles dont se compose leur demande de suppléments de crédit , mais en en élaguant ce qui en a été déjà retranché par les délibérations de l'autre Chambre, pour éviter des répétitions superflues.

Les suppléments de crédit ont été réglés par la Chambre des Députés aux sommes ci-après :

Pour 1815 à	10,207,641 fr.
Pour 1816 à	3,160,856
Pour 1817 à	58,878,790
Pour 1818 à	57,064,667

TOTAL 129,311,954 fr.

Les excédants de crédits restés sans emplois s'élèvent

Pour 1815 à	2,934,442	} 30,260,999 fr.
Pour 1816 à	7,048,951	
Pour 1817 à	4,777,606	
Pour 1818 à	15,500,000	

Ainsi, si on admet en compensation les sommes, que les Ministres auroient pu dépenser, et qu'ils n'ont pas employées, il en résulteroit qu'en masse la dépense des quatre exercices se trouve accrue de . . 99,550,955 fr.

Mais puisque nous sommes appelés à délibérer sur l'allocation de ces dépenses, il est de notre devoir de faire, pour nous en rendre raison, toutes les recherches que permettent les États que nous avons sous les yeux.

Afin d'être plus clair dans cette analyse je la diviserai par ministères.

Le Ministère de la justice a économisé sur les crédits

En 1815 108,688 fr.

En 1816 12,200 fr.

Et en 1817 49,214 fr. 96 c.

Ministère de
la justice.

Ces économies ont été faites sur les traitements, c'est-à-dire qu'elles proviennent sans doute des vacances d'emplois; mais en 1817, les frais de justice à la charge de l'État se sont élevés à 732,214 fr. 96 c. au-delà du crédit. Il est évident que le Ministre ne peut avoir aucune influence sur le nombre des procès, qu'il n'en a qu'une secondaire sur les frais qu'ils entraînent, et par conséquent qu'il ne peut être responsable de l'inexactitude qui se trouve dans l'évaluation primitive. Pour 1818 on annonce qu'il y aura des économies sur plusieurs des chapitres du Budget, mais on prévoit qu'il y aura encore un déficit sur le crédit alloué pour les frais de justice, et on estime que, tout compensé, l'insuffisance des fonds accordés à cet exercice pourra s'élever à 600,000 fr.; mais on ne demande pas encore ce supplément, ainsi nous n'avons pas à nous en occuper aujourd'hui.

Je me permettrai seulement de faire observer que, dans la rédaction de la Loi qui vous est présentée, on auroit dû faire ressortir les fonds restés disponibles en 1817, comme on l'avoit fait pour ceux de 1815 et de 1816, et porter le déficit tel qu'il est énoncé par le Ministre, au lieu de ne porter dans le tableau que la

différence de ces deux sommes. Au surplus ce n'est là qu'une observation sur la forme du tableau joint à la Loi, le résultat reste le même.

Le compte du département des affaires étrangères ne présente aucun restant disponible sur aucun exercice.

Affaires étrangères.

Les excédants de dépense s'élèvent aux sommes ci-après :

Pour 1815,	1,154,112	fr. 00 c.
1816,	"	"
1817,	2,811,304	01
1818,	2,060,000	00
TOTAL. . . .	6,025,416	fr. 01 c.

Les dépenses de ce département sont par leur nature peu susceptibles de discussion. Il faut ajouter cependant que le Ministre a présenté dans un assez grand détail le compte des dépenses ordinaires de 1818 (1) pour qu'on puisse suivre avec assez de facilité l'emploi

(1) Comptes des Ministres, service courant, p. 40 et 41.

du supplément de 1,460,000 f. » c.
qu'il demande.

Les autres articles sont les dépenses
secrètes de 1817, dont l'excédant est porté
pour 1,224,000 f. »

Ces dépenses ne sont pas susceptibles
d'explications, et si on considère que le
Budget n'allouoit pour cet objet que
263,165 fr., on demeurera facilement
convaincu de son insuffisance. Cepen-
dant ne nous accoutumons pas à allouer
avec facilité des dépenses secrètes; son-
geons que cette dénomination ne rap-
pelle que l'idée de la corruption, et que
lorsqu'elles ne sont pas employées à cet
usage, elles dégénèrent ou en subsides
non avoués par la nation, ou en abus.

Dans la même année les frais de re-
présentation ont occasionné une dé-
pense en sus des crédits de 770,273 f. 16 c.

Le crédit accordé en masse ne présen-
toit dans ses subdivisions faites par le
ministère lui-même aucun fonds qui eût
cette application.

Les dépenses extraordinaires de 1818
sont motivées sur la tenue du congrès
d'Aix-la-Chapelle, objet qui n'avoit pu
être prévu, et dont la dépense ne pré-
sente rien d'excessif, puisqu'ellen'est que
de 600,000 f. »

Enfin le dernier article est celui des
secours payés aux François restés en An-
gleterre. Cette dépense, dont on demande
la régularisation, se compose de deux
sommes formant ensemble celle de . . 1,971,142 f. 85 c.

Somme pareille 6,025,416 f. 01 c.

Ce dernier objet paroît susceptible de quelques observations.

On trouve dans le compte de 1815 (1) un article ainsi conçu : *Remboursement fait au Gouvernement Anglois* 1,154,112 fr.

Cette dépense est portée comme appartenant au service extraordinaire hors du Budget, parcequ'en effet il étoit impossible de trouver dans le Budget de ce ministère un article dans lequel elle pût être classée.

Un remboursement à un Gouvernement étranger suppose une avance convenue, et quel étoit l'objet de cette avance? Une note nous l'explique. Cette somme représente *les secours payés par le Gouvernement anglois, en 1815, à des François que leur âge et leurs infirmités mettoient hors d'état de rentrer en France. L'Angleterre en a réclamé le remboursement.*

Jusque-là il est de la dignité de la nation de ne pas vouloir que ceux qui, dans nos discordes civiles, ont cherché un asile hors de notre territoire, aient été à charge à l'étranger. Ne décourageons pas les nations de se montrer hospitalières. Il est de notre devoir de sentir que cette dette est sacrée pour le cœur du Roi.]

(1) Comptes du service courant, p. 35.

Mais dans le compte de 1816 on trouve, *pour secours aux émigrés françois restés en Angleterre*, 1,005,500 fr. Les Lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818, qui ont réglé le Budget du département des affaires étrangères, pour 1816, ne contiennent aucune disposition qui autorise cette dépense. Ces deux Lois interdisent même aux Ministres de faire payer aucune pension sur les fonds de leur département.

La même dépense se reproduisit en 1817 pour une somme de 817,030 fr. 85 c.

Elle ne figure pas dans le Budget de 1818.

Ainsi près de trois millions ont été envoyés dans le cours de ces trois ans à des François restés en Angleterre.

On conçoit qu'en 1815 ils y soient restés, mais en 1816, en 1817, ce n'est plus l'hospitalité qu'ils ont eue à réclamer, c'est un séjour qu'ils ont choisi; ils rentrent dans la Loi commune: or la Loi commune interdit la jouissance d'une pension sur terre étrangère, et quand un militaire françois a besoin, pour soulager des infirmités acquises au service de l'État, d'aller prendre quelques bains hors de la frontière, son traitement, sa demi-solde, sa retraite, lui sont retenus pendant son absence.

Le ministère de l'intérieur pour les exercices dont nous examinons les comptes, ne présente que deux sommes disponibles, savoir :

En 1815	«
En 1816	6,751 fr.
En 1817	16,750
	<hr/>
	23,501 fr.

Mais on doit cette justice au Ministre qui étoit alors chargé de ce département, de dire que les comptes très détaillés qu'il a produits présentent ce résultat que, sur l'exercice de 1817, il restoit à employer, après l'acquittement des dépenses ordonnancées et de celles à ordonnancer, une somme de 1,810,348 fr. 97 cent. Il est vrai qu'on ne propose pas l'annulation de ce restant de crédit, parceque la plupart de ces reliquats sont jugés devoir être réservés pour la continuation des dépenses auxquelles ils avoient été affectés primitivement. Ainsi on réserve 806,173 fr. 91 cent. qui restoit disponibles sur les dépenses du clergé catholique; 66,169 fr. 01 cent. pour le clergé protestant et luthérien; 9,851 fr. 65 cent. pour les médailles à décerner comme encouragement de la vaccine; 8,470 fr. 78 cent. pour achats d'étalons; 12,319 fr. 77 cent. pour l'ar-

riéré qui peut rester à solder sur les dépenses des collèges ; 10,000 fr. pour le Museum d'histoire naturelle ; 62,500 fr. pour la continuation de la Description de l'Égypte ; 728 fr. 61 c. pour les encouragements aux beaux-arts ; 759 fr. 71 c. pour les dépenses imprévues ; et enfin pour les dépenses départementales 833,375 fr. 53 cent.

Sans doute toutes ces dépenses méritent de l'intérêt, et il faut y pourvoir ; mais il eût été plus régulier d'annuler ces restants de crédit et d'ouvrir un crédit nouveau , car en les laissant subsister, il en résultera que l'administration aura 1,800,000 fr. de plus pour le service courant , sans que cette destination se trouve formellement énoncée dans le Budget ; quoi qu'il en soit, ce n'en est pas moins une économie que le Ministre a faite sur quelques parties de son Budget de 1817.

Plusieurs autres articles ont entraîné des dépenses plus fortes que celles auxquelles le Budget avoit pourvu. Si on compare les ordonnances que le Ministre a rendues en 1815 avec le crédit que le Budget lui avoit ouvert , on reconnoît qu'il est resté de quelques cents francs en-deçà des limites qui lui étoient assignées ; mais il expose qu'un supplément de 1,957,000 fr.

est nécessaire, *pour régulariser des paiements faits par les agents du Trésor et non reconnus par les ordonnances ministérielles* (1).

Ceci est plus difficile à comprendre. Comment les agents du Trésor ont-ils pu payer sans ordonnances ? Comment même auroient-ils pu payer sur ordonnances quand les crédits étoient épuisés ? Les comptes qui sont présentés et qui, pour cet exercice, se réduisent à un seul tableau (2), ne fournissent aucun renseignement sur cet objet, et ne permettent pas même de juger quelle a été la nature de ces dépenses. On se borne à nous dire qu'une dépense a été faite sans la participation du Ministre, peut-être à son insu ; il me semble qu'il ne s'ensuit pas nécessairement que nous devions l'allouer. Cet article paroitroit donc mériter une explication.

Pour 1816 M. le Ministre de l'intérieur ne demande aucun supplément de crédit.

Pour 1817 il forme quatre demandes : il n'a point excédé les limites de ses crédits pour les dépenses qui avoient été prévues sur les fonds généraux ; mais les dépenses départementales

(1) Comptes des Ministres, service courant, page 47.

(1) Comptes des Ministres, service courant, page 133.

se sont élevées de 127,000 fr. au-delà de ce qu'on avoit calculé. C'est le résultat du produit des centimes additionnels que la Loi n'avoit fixé que par évaluation (1).

Trois autres sortes de dépenses, qui n'avoient pas été prévues et qui n'avoient pu l'être, sont venues porter dans les crédits de ce ministère un énorme déficit.

Des calamités naturelles ont affligé la France. Le Roi a ordonné l'ouverture de nombreux ateliers de charité; on y a consacré une somme de 2,500,000 fr. Cette dépense, quoiqu'elle eût principalement pour objet le soulagement de la classe indigente, n'est pas absolument perdue, puisqu'enfin ces travaux ont dû avoir des résultats profitables, notamment l'amélioration des chemins.

La disette a nécessité des mesures d'un autre genre. Le Gouvernement a fait acheter 1,322,000 hectolitres de grains ou farines, sur lesquels 912,000 ont été tirés de l'étranger. Cette opération a occasionné, suivant les comptes du Ministre, une dépense de 74 millions, et une perte de 22,200,000 fr.

Ce compte, à ce que nous avons appris par

(1) Comptes des Ministres, service courant, page 133.

le rapport du Ministre, est l'ouvrage de la commission des subsistances. On annonce qu'il n'est pas entièrement appuyé sur des comptes liquidés, et qu'il pourra subir quelques modifications peu importantes (1). Il est évident qu'un compte de 74 millions, qui se complique nécessairement de recettes et dépenses en matières, de recettes et dépenses en deniers, et qui en résultat présente une perte de 22,200,000 fr., devra être soumis à une vérification; mais il est à regretter que cette vérification n'ait pas pu précéder la demande qu'on fait d'une somme si considérable.

La moindre expérience fait concevoir que le mouvement d'une si grande quantité de matières susceptibles de s'altérer n'a pu s'opérer sans des déchets considérables, sans des avaries de toute espèce; on sait aussi que cette opération n'a point été conçue comme une spéculation, mais comme un sacrifice. On n'avoit point pour objet de livrer ces denrées au prix auquel on les avoit achetées, la perte étoit inévitable: l'appréciation de cette perte ne peut être faite que d'après la confiance que

(1) Rapport au Roi sur les opérations de la Commission des subsistances, p. 2 et 9.

peut mériter le compte présenté au Roi par le Ministre, jusqu'à ce que ce compte ait pu être définitivement jugé.

Une autre mesure plus simple avoit été prise par le Gouvernement, pour encourager l'importation des grains, c'étoit la promesse d'une prime, qui a occasionné une dépense de 5,705,000 fr. en 1817 et de 4,505,000 en 1818, qui ne paroît susceptible d'aucune objection.

Indépendamment de ces sommes si considérables, il en est une autre dont les budgets ne font point mention, mais dont le trésor royal a fait l'avance, c'est une somme de 17 millions, distribuée en indemnité aux boulangers de la capitale.

La ville de Paris réclame contre la décision qui mettroit cette dépense à sa charge. Quelle que soit la solution de la difficulté, ce qui n'est pas douteux, c'est que les contribuables d'un seul département, ou du royaume, auront à payer 17 millions de plus, et que cette épouvantable calamité de 1816 aura coûté 52 millions au Trésor.

Enfin on trouve dans ce même budget un nouveau crédit de 500,000 fr., motivé sur les travaux du Havre ordonnés par la Loi du 13 mai 1818.

Ainsi les dépenses du ministère de l'intérieur auront excédé les crédits de 37,494,000 f., et de 54,494,000 fr. si les 17 millions de la ville de Paris doivent être à la charge de l'État.

Les crédits et les ordonnances de l'ancien ministère de la police pour les exercices 1815, 1816 et 1817, se balancent exactement. Il y a eu seulement des emprunts d'un article sur l'autre pour la somme de 32,648 fr.; et en résultat on ne réclame, pour solder les dépenses de ce département, qu'une somme de 10,516 fr. qui est allouée dans le projet de Loi.

Police générale.

Le budget de ce ministère pour 1818 n'a donné lieu à aucune demande de supplément.

Je passe à ce qui concerne le département de la guerre.

Guerre.

Le Ministre de ce département présente comme crédits à annuler :

Sur 1816 une somme de	250,000 fr.
Sur 1817	500,000
Sur 1818	15,500,000
TOTAL	<u>16,250,000 fr.</u>

Mais on demande les suppléments ci-après :

Pour 1815, pour régulariser les paiements faits par les caisses extérieures du Trésor sans ordonnances ministé-

rielles 6,950,134 fr.

On peut appliquer à cet article les observations que nous avons faites plus haut sur une demande semblable du Ministre de l'intérieur : on n'a point expliqué la nature de la dépense, par conséquent il est impossible de juger de sa légitimité.

Pour 1816, arsenaux, directions d'artillerie et école	152,700 f. 31 c.	
Lits militaires.	596,573	65
Vivres.	2,934	30
Approv. de réserve. . .	131,033	65
Fourrages.	4,000	
Habillements.	1,521,092	69
Remontes.	6,000	
Harnachement.	107,100	
Réclamations éven- tuelles.	278,565	40
		2,800,000 fr.

Pour 1817 le service de l'armée d'occupation évalué dans le budget à 160 millions s'est élevé à 173 millions. La moitié de cet excédant de dépenses porte sur le chapitre des vivres et fourrages, dont le prix a été excessif pendant cette année, et on fait espérer que la liquidation de ce service pourra réduire cet excédant à 6,500,000

13,000,000 fr.

TOTAL. 22,750,134 fr.

On conçoit difficilement pourquoi, dans le tableau de 1816 annexé à la Loi qui alloue ces crédits, on a distingué les dépenses du ministère de la guerre en deux articles dont l'un est intitulé *Service ordinaire*, et l'autre *Subsistance et entretien des troupes*, comme si les subsistances et l'entretien étoient des dépenses accidentelles; mais ces derniers mots ont été employés par erreur, on a voulu dire *armée d'occupation*. Cette observation n'est au fond d'aucune importance, il suffit de signaler cette méprise pour prévenir les erreurs qui pourroient en résulter.

Le département de la marine ne présente aucun reliquat de crédit. Ce ministère réclame un supplément de 116,699 fr., pour solder l'exercice 1815. Le budget de cet exercice ayant été accordé en masse, on ne peut voir à quel article de dépenses ce déficit doit être appliqué, mais la somme n'est pas importante.

Marine.

Pour 1816 et 1817 les crédits et les dépenses se balancent parfaitement. Sur l'exercice 1818 deux crédits ont été outrepassés, celui des approvisionnements de 300,000 fr. et celui des colonies de 1,300,000

Une note explique que ces dépenses ont eu

lieu pour des expéditions ordonnées sur la côte du Sénégal et dans les mers de l'Asie.

Si les projets que le Gouvernement a conçus pour accroître l'importance de la colonie du Sénégal sont couronnés de quelque succès, on ne pourra que savoir gré au Ministre d'avoir accéléré pour notre commerce la jouissance de l'avantage qui doit en résulter; et si l'on considère qu'il importoit de saisir la circonstance favorable, on doit reconnoître qu'il est juste d'allouer une somme d'ailleurs assez modique, et dont le trésor de la liste civile a fait l'avance jusqu'à concurrence d'un million.

Finances.

Nous voici parvenus au compte du ministère des finances.

Ce compte présente plusieurs reliquats de crédits à annuler, savoir :

1815,	{ Service ordinaire. 1,465,734 f. Dette publique. . . 1,360,000 }	2,825,754 fr.
1816,	{ Service ordinaire. 700,000 Dette publique. . . 6,080,000 }	6,780,000
1817,	{ Service ordinaire. 500,000 Pensions. 2,400,000 Dette viagère . . . 1,000,000 Intérêt des créances étrangères . . 360,856 }	4,260,856
1818,	" " "	"

TOTAL des crédits annulés. 13,866,610 fr.

Le projet de Loi alloue au même Ministre les dépenses ci-après en sus des Budgets précédents.

1815, Pour la Chambre des Députés. . .	19,180 fr.
Le Ministre n'a pu influencer sur cette dépense.	
1816, Pour les intérêts des créances étrangères	360,856
On reconnoît ici la somme qui vient d'être portée au compte des crédits annulés; ce n'est qu'un report d'un exercice sur un autre.	
1817, Intérêts des 5 p. 100 consolidés . .	3,660,000
Indemnités aux Anglois pour marchandises saisies à Bordeaux . .	483,016
Frais de négociation.	7,709,470
1818, Pour la dette publique	2,635,000
Armée d'occupation	26,666,667
Païement à l'Angleterre en exécution d'une convention du 1 ^{er} septembre 1817	2,200,000
Remboursement de cautionnements	12,000,000
Frais de négociation.	4,898,000
TOTAL des suppléments de crédit. .	<u>60,632,189 fr.</u>

De toutes ces dépenses il n'y a eu que les frais de négociation sur lesquels le Ministre ait pu influencer.

Les deux paiements faits aux Anglois , l'un de 483,016 fr., l'autre de 2,200,000 fr., ne peuvent être compris sans une explication.

RÉSULTAT GÉNÉRAL DES QUATRE EXERCICES.

	CRÉDITS ANNULÉS.	SUPPLÉMENT DE CRÉDIT.
Justice.	120,888 fr.	683,000 fr.
Affaires étrangères. .	"	6,025,416
Intérieur.	23,501	37,494,000
Police générale. . . .	"	10,516
Guerre.	16,250,000	22,750,134
Marine.	"	1,716,699
Finances.	13,866,610	60,632,189
	30,260,999 fr.	129,311,954 fr.

Telles sont , Messieurs , les dépenses qu'on vous propose aujourd'hui d'allouer ; je les présente en masse , pour en faire sentir l'importance. Je vous en ai soumis l'analyse pour porter dans votre esprit cette conviction que plusieurs de ces dépenses ont été indépendantes

de la volonté et du pouvoir des Ministres ; quelques unes ont été commandées par l'irrésistible nécessité , d'autres trouvent leur justification dans leur modicité même , dans les circonstances qui les ont occasionnées ; il en est qu'on s'explique parfaitement , sans efforts d'attention ; il en est aussi qui étant uniquement le résultat de la comparaison d'un budget accordé en masse , avec la somme des dépenses d'un Ministre , ne présentent qu'une dette , sans fournir les moyens d'en apercevoir la cause. Toutes enfin supposent l'existence de comptes réglés , et ces comptes ne le sont pas.

On a dit dans l'autre Chambre , que « ces comptes n'étoient signés ni des Ministres , ni même d'aucun agent comptable ou responsable (1). » L'expression est inexacte. Les comptes que nous venons d'analyser sont revêtus de la signature des Ministres , chacun pour leur département. Les états de situation qui sont à la suite du Rapport présenté au Roi par M. le Ministre des finances , et qui accompagnent le projet de Loi , ne sont revêtus d'aucune signature ; mais les comptes des régies sont affirmés par les chefs des diverses administrations.

(1) Rapport de la Commission , p. 64.

Sous ce rapport, les comptes ont donc le degré d'authenticité que l'on peut raisonnablement exiger.

Incertitudes
sur les résultats des écritures du Trésor.

On a fait une autre observation qui est plus forte, c'est que ces comptes ne sont point rédigés sur pièces, mais d'après les écritures tenues dans les bureaux du Trésor; et ces écritures, sur quoi sont-elles établies? sur les copies des journaux des comptables, envoyées par eux (1). On n'a aucune raison de soupçonner ces comptables de n'avoir pas tenu leurs journaux régulièrement, ou de n'en avoir pas envoyé des copies exactes. Il faut même se rassurer en considérant que sous plusieurs rapports les écritures tenues dans les divers ministères, et celles du Trésor se contrôlent mutuellement; cependant il n'en est pas moins vrai que les comptables ne s'étant pas dessaisis, et n'ayant pas dû se dessaisir de toutes les pièces qui constatent les paiements qu'ils ont faits, le Trésor a établi ces dépenses de confiance, d'après leurs bordereaux; et nous, nous les allouons de confiance, d'après les tableaux que présente le ministère. On conçoit que les Ministres, les Chambres, ne peuvent guère faire autrement;

(1) Compte de gestion, pag. 25, 45, 55,

mais parmi les dépenses qui figurent dans ces tableaux des comptables, il est probable qu'il y en aura quelques unes de rejetées, lorsque leurs comptes seront jugés. Que deviendront alors les fonds alloués pour ces dépenses? Il est possible aussi qu'il y ait des erreurs et dans les bordereaux que les comptables envoient, et dans les relevés qu'on en fait dans les bureaux du Trésor. Les craintes à cet égard sont permises quand on a entendu M. le Commissaire du Roi dire à la tribune; « Quoique la comptabilité du Trésor se soit améliorée depuis quelques années, la comptabilité générale dont les écritures devoient comprendre toutes les parties du service, n'a pu remplir entièrement sa destination, car il n'existe réellement au ministère des finances que des écritures partielles; leur ensemble comprend toutes les parties du service, mais elles n'ont aucun centre commun; leur exactitude n'est pas suffisamment garantie. Pour assurer suffisamment l'exactitude du compte de 1817, il auroit fallu pouvoir y joindre un bilan régulier, prouvé par les comptes des comptables dûment vérifiés; mais on manque, ainsi que je l'ai dit, d'écritures générales. »

« La démonstration de la situation générale

de l'administration des finances, au 31 décembre 1817, suppose un point de départ certain, l'exactitude des comptes intermédiaires et la liquidation définitive des opérations qui ont eu lieu depuis ce point de départ; or, ces moyens nous ont manqué. Tout ce qu'on a pu faire est donc de recueillir les résultats consignés dans les écritures, telles qu'elles sont (1). »

Dans tout cela, nous ne pouvons louer que la franchise de l'Orateur. Nous ne pouvons avoir aucune opinion sur l'amélioration ou l'imperfection des écritures du Trésor; mais puisque nous sommes appelés à délibérer sur les comptes qui nous sont présentés, nous pouvons former le vœu que la situation du Trésor et que la situation générale des finances soient une fois constatées, que l'ordre des écritures soit tel qu'on puisse espérer des résultats plus sûrs, et que les comptes des recettes et des dépenses générales nous arrivent revêtus d'un jugement qui en garantisse l'exactitude.

Rédaction
faite dans l'autre
Chambre
sur les crédits
demandés.

Dans l'analyse que j'ai faite de ceux qui vous sont soumis aujourd'hui, j'ai évité de rappeler les discussions qui ont eu lieu dans l'autre

(1) Discours de M. le Commissaire du Roi à la Chambre des Députés, séance du 10 mai, pag. 14, 15, 16.

Chambre sur la manière de les établir et sur les différentes évaluations des déficit; j'ai pris la question telle qu'elle se présente maintenant.

Je ne dirai qu'un mot de la principale des réductions faites par la Chambre des Députés, elle a porté sur le calcul des intérêts des créances acquittées en reconnoissances de liquidation. Le Ministre estimoit que la somme des liquidations s'élevoit à 360 millions. La Commission a pensé qu'elle ne passeroit pas 300 millions: et où a-t-elle pris cette évaluation? Dans le Rapport que M. le Ministre des finances lui-même vient de présenter au Roi, où il dit formellement « je considère que sur le capital de la dette remboursable il n'avoit été payé au 1^{er} janvier 1819 que 199,686,000 fr. « C'est tout au plus si, à la fin de 1819, ce dernier total se sera accru de cent millions (1). »

Il résulte incontestablement de cette déclaration que la somme des reconnoissances de liquidation ne s'élèvera à la fin de l'année qu'à 300 millions tout au plus, par conséquent la Commission a été fondée à proposer de n'ac-

(1) Page 17.

corder que les fonds nécessaires pour faire face aux intérêts de cette somme et non aux intérêts de 360 millions.

Des comptes
par exercice et
des comptes
par année.

Une question d'une extrême importance a paru sur le point de s'engager. Quelques personnes avoient cru entendre que désormais on se proposoit de comprendre dans les comptes, non pas toutes les recettes et toutes les dépenses appartenant au service d'une année, mais seulement celles qui auroient été réellement effectuées dans l'intervalle du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les bons esprits se sont alarmés. Si cette méthode prévaloit, l'ordre disparaîtroit de la comptabilité pour une longue suite d'années. Il n'y auroit plus aucun moyen d'apprécier les dépenses réelles d'un exercice, et les dettes qu'il légueroit à l'exercice suivant. Il n'y auroit plus aucun moyen de connoître les besoins et les ressources. Il est évident que l'objet qu'on se propose, en déterminant un Budget, est de fixer les dépenses qui doivent avoir lieu pour le service d'une année; le compte doit donc présenter toutes les dépenses qui ont été faites pour cet exercice, soit qu'elles aient été acquittées dans le courant de l'année, soit qu'elles aient été soldées postérieurement, soit qu'elles restent à solder. Sans cela le Budget

et les comptes ne seroient pas des choses comparables.

Je me garderai bien d'insister sur cette discussion, dans laquelle il paroît qu'on s'étoit mal compris. Je crois qu'on demeure d'accord que le compte d'une année ou d'un exercice, comme on voudra l'appeler, doit indispensablement comprendre toutes les dépenses faites ou à faire pour le service de cet exercice, il me semble que sur cela on peut invoquer l'autorité de la chose jugée, puisque les Lois que vous rendez tous les ans supposent la comptabilité par exercice. Si moi-même j'avois mal compris, et si on vouloit introduire un autre système, je m'élèverois de tout mon pouvoir contre une innovation, qui, autant que je puis en juger, nous menaceroit d'un désordre effroyable, porteroit atteinte au crédit, et prépareroit une accumulation de déficits annuels.

La Loi qui vous est présentée se termine par quelques dispositions qui indiquent les comptes qui devront être produits à la prochaine session. Ces dispositions ne se trouvoient point dans le Projet tel que le Gouvernement l'avoit présenté. Il s'est élevé des doutes respectables par leur motif sur le caractère de ces additions; on vous a dit *que votre Commission a*

Articles ajoutés au projet de Loi.

Examen de leur constitutionnalité.

été d'opinion, que la marche suivie pour réunir ces six articles au projet de Loi étoit irrégulière et non conforme aux règles établies par la Constitution. Voici comment on est arrivé à cette conséquence.

En matière législative, l'initiative appartient au Roi ; les amendements contiennent quelquefois, et notamment dans ce cas, des dispositions nouvelles : quand une Loi vous est envoyée avec des amendements approuvés, il en résulte que ce n'est plus le Roi qui propose et la Chambre qui adopte, c'est de la Chambre que la proposition est émanée ; il n'est resté au Roi que le choix entre l'adoption et le rejet, l'ordre des choses est interverti, il y a violation de l'art. 16 de la Charte.

Il s'ensuivroit que l'une des deux Chambres devroit rejeter toute Loi dont la proposition originaire n'émaneroit pas du Gouvernement. Il est évident que cet inconvénient peut se reproduire, non seulement dans des articles additionnels, mais dans des additions faites à un article ; et alors il y auroit à discuter jusqu'où s'étend le droit de faire des amendements ; et si dans un amendement on croyoit trouver une proposition nouvelle, il suffiroit qu'on en jugeât ainsi pour qu'on dû se croire obligé de le rejeter. Vous voyez déjà, Messieurs,

à que
lieu, e
roient
constit
amend

Il y
fonda
res. On
que le
sont in
déjà d
propos
quons
préval
dans la
crit la
pas au
discute
des co
ments
deman
amen
apparti
chargé
soire,
même

Lors

à quelles controverses ce système donneroit lieu, et combien d'occasions les Chambres pourroient avoir de se reprocher des additions inconstitutionnelles jusqu'à ce que la théorie des amendements eût été établie par un long usage.

Il y a cependant à distinguer les dispositions fondamentales et les dispositions réglementaires. On dit, dans la question qui nous occupe, que les articles ajoutés à la Loi dont il s'agit sont inconstitutionnels. D'abord le Roi leur a déjà donné le sceau de son approbation, il les propose donc à la Chambre des Pairs. Remarquons en second lieu que si ce système avoit prévalu en 1817, on n'auroit pas pu insérer dans la Loi du 25 mars l'article qui nous prescrit la présentation des comptes; nous n'aurions pas aujourd'hui sous les yeux la Loi que nous discutons, c'est-à-dire que nous n'aurions pas des comptes. Examinons enfin ces amendements en eux-mêmes. Quel est leur objet? De demander des renseignements qui rendent l'examen des comptes possible. Or, ce droit qui appartient incontestablement à la commission chargée par la Chambre de l'examen provisoire, peut-on le refuser à la Chambre elle-même?

Lorsque, pour éclairer sa religion, l'une ou

l'autre Chambre juge indispensable la production d'un état, que doit-elle faire? Faut-il que la commission en adresse la demande au Ministre? Faut-il que la Chambre délibère pour requérir cette production? Mais les Ministres n'ont à recevoir des ordres ni des commissions, ni des Chambres. Si les Ministres veulent bien se prêter à ces demandes non obligatoires pour eux, les communications ne sont qu'officieuses, les pièces produites n'ont point un caractère d'authenticité: si les Ministres croient devoir les refuser sous leur responsabilité, comment les Chambres pourront-elles délibérer, lorsqu'elles ne se trouveront pas suffisamment éclairées? Il semble qu'on a pris le parti le plus sage, le plus conforme à la dignité des Chambres, et en même temps le plus respectueux pour le Roi, lorsqu'on a fait de ces demandes le sujet d'une disposition législative, qui n'a d'existence que lorsque le Roi veut bien le sanctionner. Par ce moyen les Ministres n'ont point à délibérer s'ils doivent déférer aux demandes des Chambres, ils obéissent à la Loi. Je ne vois donc rien d'inconstitutionnel dans ces articles de la Loi qui vous est présentée.

Mais d'ailleurs quand il se seroit passé, dans les délibérations de l'autre Chambre, quelque chose d'irrégulier, est-il bien certain que

c'est
l'aut
la f
vous
bres
poin
peut
se c
men
roit,
père
les d
vaux
être
que
en c
posi
que.
l'aut
l'aut
dicti
droi
tre
que
leme
vétu

c'est à nous d'en juger? Reconnoissez-vous à l'autre Chambre le droit de juger à son tour la forme de vos délibérations? Et ne voyez-vous pas ce qui arriveroit, si les deux Chambres, partant de systèmes différents, sur des points que l'expérience et la controverse n'ont peut-être pas encore suffisamment éclaircis, se croyoient autorisées à se taxer mutuellement d'inconstitutionnalité? Ce qui en arriveroit, Messieurs, c'est qu'on ne pourroit plus espérer de les voir d'accord sur une Loi, c'est que les deux Chambres deviendroient des corps rivaux, qui finiroient par se déconsidérer et peut-être par se détruire. La Charte a été plus sage que nous; elle n'a point mis les deux Chambres en contact immédiat, si ce n'est pour des propositions à soumettre au libre arbitre du Monarque. Elle ne les a point créées juges l'une de l'autre. Dans quel article de la Charte l'une ou l'autre trouveroit-elle le principe de cette juridiction? Comment sommes-nous investis du droit de voter sur une Loi délibérée dans l'autre Chambre? Est-ce par une communication que cette Chambre nous fait elle-même? Nullement; c'est le Roi qui nous envoie la Loi revêtue de son approbation; c'est dans ce moment

que nous en sommes saisis, c'est dans cet état que la Loi nous est soumise, c'est là que commence notre juridiction, tout ce qui s'est passé auparavant est hors de notre compétence, car tous ces antécédents ne vous ont point été communiqués, et n'ont pas dû l'être. Comment vous y prendriez-vous pour juger ce qui ne vous est pas soumis? Prenons-garde, en voulant maintenir tous les pouvoirs dans leurs limites, de mériter le reproche d'avoir étendu le nôtre.

Mais, dit-on, si l'inconstitutionnalité existe, il faut bien que l'une ou l'autre Chambre la fasse remarquer; je réponds d'abord qu'il n'est pas prouvé qu'une inconstitutionnalité existe, parce qu'une Chambre a délibéré de telle manière: c'est au contraire une forte présomption qu'il n'y a point d'inconstitutionnalité là où la majorité d'une Chambre s'est rangée: et quand l'autre Chambre adopterait un avis différent, il n'en résulterait qu'une question indécise, dont les deux solutions seraient appuyées d'autorités également respectables. Vous pouvez rejeter une Loi qui contient quelque chose d'inconstitutionnel, parce que l'inconstitutionnalité est dans l'acte même qui vous est présenté, vous êtes les juges de cet acte, mais non pas de ceux qui l'ont fait.

Vo
que d
dit l'a
voie u
Cham
ticle
ces a
qui le
ter, l'
il les
Cham
violati
le Roi
que la
le Roi
que le
remen
absolu
qu'elle
lui int
ments
il est le
voir. C
qu'une
Chamb
ment, y
ce que

Vous ne pouvez recevoir de projet de Loi que du Roi lu-même. Le Roi propose la Loi, dit l'article 16 de la Charte : eh bien : le Roi envoie un projet à l'une des deux Chambres; cette Chambre l'adopte avec des amendements; l'article 46 les autorise; le Roi devient le juge de ces amendements; s'il les rejete, la Chambre qui les a introduits dans le projet ne peut insister, l'autre ne peut en connoître; si au contraire il les approuve, le Roi propose la Loi à l'autre Chambre avec les amendements : y a-t-il là une violation de la Charte? N'est-ce pas toujours le Roi qui propose la Loi? La Charte dit-elle que la proposition royale est irrévocable? Que le Roi ne peut la modifier? Non. Quand on dit que le Roi propose la Loi, s'en suit-il nécessairement qu'il doive l'envoyer à une Chambre absolument dans le même état où elle étoit lorsqu'elle a été communiquée à l'autre? Ce seroit lui interdire la faculté d'adopter les amendements raisonnables qui lui sont soumis, et dont il est le seul juge; ce seroit restreindre son pouvoir. On reconnoît sans doute, que, pendant qu'une Loi est sur le bureau de l'une des deux Chambres, le Roi peut, de son propre mouvement, y apporter quelques modifications. Quoi! ce que le Roi peut faire seul, vous n'accordez

pas qu'il puisse le faire et de sa propre volonté, et de l'avis de l'une des deux Chambres ! Cet avis seroit donc un préjugé contre l'amendement, bien que cet amendement eût été adopté par le Roi ; le suffrage d'une Chambre diminueroit donc l'autorité de la proposition royale.

Ce qui seroit inconstitutionnel, Messieurs, ce seroit que des projets de Loi vous fussent soumis avant d'avoir reçu la sanction du Roi : c'est alors que vous seriez fondés à dire que vous ne pouvez pas délibérer, parceque le projet ne vous est point présenté sous la forme de proposition royale.

Ici, Messieurs, le Roi vous envoie la Loi qui règle les Budgets antérieurs à 1819, avec quelques dispositions réglementaires qui y ont été ajoutées, qu'il a approuvées et qu'il vous propose. Le Roi propose donc cette Loi comme toutes les autres, et je ne puis voir dans cette marche aucune violation de l'article 16 de la Charte.

Les observations qui terminent le rapport de votre commission m'ont paru mériter une réponse. Dans la commission j'ai dû soumettre mon opinion aux lumières d'autrui ; ici j'ai à donner ma voix ; je ne puis la donner que d'après ma conviction et je vous devois compte,

Messieurs, des motifs de ma dissidence. J'ai pensé que l'importance du sujet excuseroit à vos yeux la digression dans laquelle je viens de m'engager.

En considérant sous ce rapport la Loi qui vous est soumise, je n'y vois rien qui de notre part puisse en motiver le rejet.

CONCLUSION.

Quant au fond, il s'agit d'annuler pour 30 millions de crédits, il s'agit d'allouer 129 millions de dépenses et cela par une raison, c'est qu'elles sont faites. Ont-elles dû l'être ? La plus grande partie n'a pas dépendu de la volonté des Ministres et par conséquent ne peut leur être imputée ; il en est quelques unes qu'ils justifient suffisamment ; il en est qui peuvent être légitimes, mais qui ne sont pas expliquées, celles-ci exigeroient donc des éclaircissements ; toutes sont appuyées sur des états dont les Ministres ne garantissent pas l'exactitude.

Ces comptes n'étant pas ceux des Ministres actuels, il ne faut pas s'étonner que les explications soient restées incomplètes. Il est à regretter qu'ils n'aient pas eu plus de temps pour les présenter sous une forme plus propre à porter la conviction dans tous les esprits. Je pense que c'eût été rendre un service et aux Ministres et à la chose publique, que de leur

accorder un délai pour rendre d'une manière pleinement satisfaisante des comptes qui doivent être la base d'une comptabilité à venir.

Si toutes ces dépenses qui sont faites étoient soldées, je n'hésiterois pas à proposer ce délai ; mais je considère que le retard suspendroit le paiement de ce qui est dû et que cette suspension porteroit atteinte aux droits des créanciers et au crédit public.

Mais en se décidant à accorder les suppléments de crédits, je ne pense pas qu'on puisse considérer comme définitivement réglés des comptes qui ne sont qu'affirmés, qui n'ont subi aucune vérification et qui certainement seront modifiés par l'administration elle même. On a beau décréter le règlement ou la clôture d'un exercice, on ne peut empêcher qu'un nouveau créancier ne se présente, on ne peut s'interdire les réductions dont les créances sont susceptibles. Les suppléments de crédit qu'on accorde nécessiteront d'autres comptes, d'après lesquels il y aura encore des réductions ou des augmentations. Je ne comprends pas comment on a pu insérer à la fin de l'article 9 de la Loi, qui n'est relatif qu'à la régularisation des dépenses de 1817, un paragraphe qui déclare que les Ministres sont déchargés de leur responsabilité,

ni pourquoi, dans ce système, cette décharge ne s'étend pas sur leur comptabilité de 1815 et de 1816. Votre commission ajoute même par les expressions de son rapport à ce que cet article peut avoir de formel, lorsqu'elle dit (1) : « L'approbation, sans réserve, de toutes les dépenses faites hors des crédits, acquitte chacun des Ministres ordonnateurs de ces dépenses de l'action de responsabilité qui se trouvoit ouverte contre eux, et c'est ce que prononce formellement l'article 9. »

Ici le commentaire dit plus que la Loi, car l'article du projet ne s'applique qu'aux dépenses de l'exercice de 1817, et nul autre article ne prononce cette décharge pour la gestion de 1815 et de 1816.

Comment la responsabilité pourroit-elle cesser avant que les comptes fussent rendus et vérifiés? Et comment les comptes pourroient-ils être vérifiés lorsque les dépenses ne sont pas encore consommées?

L'article accorde une décharge aux Ministres, sans dire si cette disposition s'applique aux Ministres actuels ou à ceux qui les ont précédés, ou aux uns et aux autres. Je crois qu'elle

(1) Page 56 du Rapport.

ne peut s'appliquer à aucun. D'abord ceux qui n'ont eu aucune part à l'administration de 1815, 1816, 1817 et 1818, ne peuvent en être responsables, il seroit donc inutile de les décharger de cette responsabilité. Ceux au contraire qui ont occupé successivement le ministère pendant cet intervalle sont responsables de ce qui s'est fait pendant leur gestion; il seroit juste de décharger de cette responsabilité ceux dont le compte particulier ne présenteroit que des dépenses régulières, et de laisser peser cette responsabilité sur ceux qui laissent peser sur nous une dette imprévue. Je ne dis pas que pour cela ils soient blâmables, je dis seulement qu'il faut connoître en quoi consistent les dépenses qu'ils ont faites et ce qui les a motivées.

On lit dans le Rapport de votre commission qu'aucun article de ces dépenses n'a été contesté. « Vous ne perdrez pas de vue, vous dit-elle, que dans une discussion où quatre exercices successifs ont été sévèrement examinés, il est à peine un seul des suppléments de crédit proposés qui ait paru mériter une contestation sérieuse, un seul qui ait pu fonder contre les Ministres du Roi l'imputation d'avoir, légèrement et sans des motifs suffisants, aggravé le fardeau des contri-

buables (1).... Il ne vous reste à prononcer que sur une centaine de millions, dernier reste des sacrifices arrachés au trésor par ce bras de fer de la nécessité qui rompt tous les calculs de la prévoyance humaine, et ces cent millions sont déjà couverts par des excédants de produits et par le reliquat disponible des ressources que vous aviez préparées. Les états mis sous vos yeux vous font connoître dans le plus grand détail l'emploi des cent millions dont on vous propose d'approuver la dépense (2) »

Je ne me permettrai pas d'apprécier les observations qui ont été faites dans l'autre Chambre sur plusieurs articles des dépenses, les résultats de la délibération seuls sont de notre compétence. Je suis encore plus éloigné de la pensée de jeter du blâme sur les hommes recommandables qui ont administré la fortune publique ; mais je ne puis pas reconnoître que les excédants de recettes couvrent les déficits, puisque ces excédants ne s'élèvent qu'à 77 millions, je vous en ai rappelé l'origine ; je ne puis pas reconnoître que les états mis sous nos yeux expliquent dans le plus grand détail l'em-

(1) Page 35 du Rapport.

(2) Page 37.

ploi des 100 millions ou plutôt des 129 millions qu'il s'agit d'allouer. Reportez-vous, Messieurs, sur les comptes du ministère de l'intérieur pour 1815 (1); vous y trouverez la demande d'un supplément de 1,957,423 fr. pour couvrir des paiements faits par des agents du trésor et non reconnus par les ordonnances du Ministre. Puisque le Ministre ne les a pas reconnus, pourquoi devrions nous les reconnoître? Il n'y a pas un mot qui indique à quoi cette dépense s'applique.

J'en dis autant d'une foible somme de 10,516 f. réclamée pour solder les dépenses du Ministère de la police générale, exercice 1815 (2).

J'en dis autant de la demande qu'on fait pour solder les dépenses de la guerre en 1815, demande qui n'est appuyée d'aucun autre développement que de la comparaison sommaire de la dépense et du crédit.

J'en dis autant des 13 millions demandés pour solder le service de l'armée d'occupation en 1817. On conçoit très facilement que la cherté des subsistances ait accru les frais d'entretien de l'armée d'occupation; mais il peut y avoir lieu à

(1) Page 47 des comptes des Ministres, service courant.

(2) Page 146.

demandeur les états détaillés de cette dépense lorsqu'on lit dans une note jointe au compte, que le Ministre espère que la liquidation réduira cette somme de moitié (1).

J'en dis autant des 116,699 fr. demandés par M. le Ministre de la marine pour solder l'exercice 1815, sans indiquer à quelle nature de dépenses cette somme doit être appliquée (2).

Je récapitule ici les articles sur lesquels j'ai cru pouvoir vous soumettre des observations.

1° Pour le département des affaires étrangères.

Les frais de représentation portés au compte de 1817, montent à 770,273 fr.

2° Les secours payés à des François restés en Angleterre, depuis qu'ils ont pu rentrer en France. 1,971,142

3° Pour le département de l'intérieur, les sommes avancées par le Trésor et non reconnues par les ordonnances du Ministre. 1,957,423

4° Pour le département de la police générale, la demande de supplément pour solder l'exercice 1815, et dont rien ne détermine l'application. 10,516

(1) Page 179.

(2) Page 195.

5° Pour le département de la guerre, la demande d'un supplément pour régulariser les paiements faits par les caisses extérieures du trésor sans ordonnances ministérielles	6,950,134
6° Le supplément demandé pour solder le service de l'armée d'occupation en 1817.	13,000,000
7° Le supplément demandé par le Ministre de la marine pour solder l'exercice 1815, sans en indiquer l'application.	116,699
8° Pour le ministère des finances les deux sommes payées aux Anglois l'une de	483,016
L'autre de	2,200,000
TOTAL	27,459,203 fr.

Voilà donc une somme de 27,459,203 francs qui vous est demandée, dont je suis loin de critiquer l'emploi, puisque je suis réduit à avouer que je n'ai pu l'apercevoir, mais sur laquelle il seroit à désirer que Messieurs les Ministres actuels pussent nous donner quelques explications, non dans l'objet de défendre leurs prédecesseurs que personne n'inculpe, mais pour éclairer notre religion.

Ces explications peuvent suffire pour nous déterminer à voter les suppléments de crédit demandés; mais il n'y a que les comptes réguliers et définitifs qui puissent décharger de leur responsabilité chacun des Ordonnateurs.

(91)

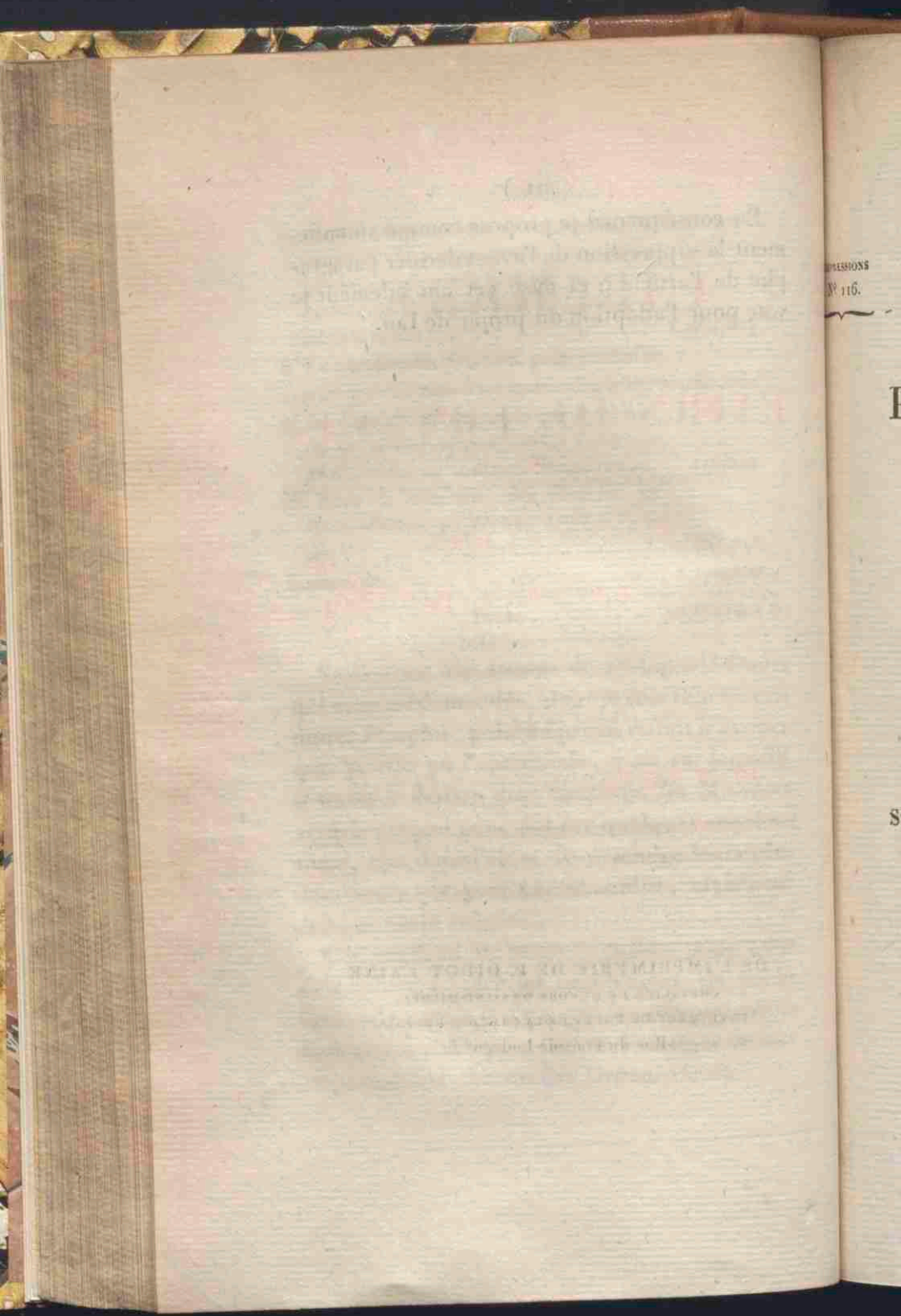
En conséquence je propose comme amendement la suppression de l'avant dernier paragraphe de l'article 9 et avec cet amendement je vote pour l'adoption du projet de Loi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ

CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.



CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mercredi 23 juin 1819.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS

SUR le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

De M. le Marquis DE MARBOIS sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

Le discours qui a terminé votre séance d'hier est rempli d'observations si importantes, il contient des germes si utiles, que je garderois le silence sur le projet, si je pouvois laisser sans réponse quelques propositions que nous avons entendues dans le cours de la discussion.

En suivant l'ordre de celles qui m'ont frappé,

je rencontre d'abord une question principale en matière de comptabilité.

Un noble Pair, dont j'aimerois sur d'autres sujets à prendre l'expérience pour guide, vous a dit, si ma mémoire est fidèle, que les comptes par exercice étoient plus dommageables qu'utiles, et il m'a semblé en même temps accorder une estime exclusive aux comptes de gestion.

Il est vrai qu'aussitôt après, un autre noble Pair a rendu aux comptes d'exercice les bons témoignages qui venoient de leur être refusés. Le procès n'est donc pas jugé. Le sujet n'est pas épuisé, et il peut encore être utile de dire quels principes sont adoptés sur cette matière par ceux à qui elle doit être le plus familière. Elle a un rapport direct à la Loi qui nous occupe, et je ne demanderai point grace pour l'aridité des détails dans lesquels je vais entrer. S'ils sont utiles, votre attention n'en sera pas fatiguée.

Les exercices sont l'effroi des comptables qui n'ont pas su conserver l'ordre dans leurs manègements, ou des ordonnateurs qui l'ont négligé dans leur administration. Les uns et les autres cherchent un refuge dans les comptes de simple gestion, ils prennent l'engagement de

liquider le passé, pourvu qu'on leur permette de commencer à-compte nouveau. Ils assurent qu'ils ne retomberont plus dans cette faute, si on la leur passe pour la dernière fois. Mais, Messieurs, abandonner aujourd'hui les exercices, absoudre ceux qui en demandent le bouleversement, seroit introduire la confusion dans la confusion même. Ils sont la principale garantie des Chambres dans la surveillance qu'elles exercent, et c'est à ce titre sur-tout que je me permettrai d'ajouter des développements aux utiles principes que le Ministre des finances a énoncés devant vous sur cette matière.

Il est impossible de présenter avec plus de clarté et de vérité qu'il ne l'a fait, les caractères qui distinguent les comptes de gestion ou d'année, de ceux d'exercice, et il a reconnu formellement *la nécessité de ne point séparer ces deux modes de comptabilité.*

Il faut donc qu'à l'avenir on ne puisse plus renouveler la tentative d'introduire cette méthode exclusive de comptabilité chronologique annuelle. A peine seroit-elle admissible pour les comptes d'une commune dont toutes les recettes et toutes les dépenses pourroient être consommées du premier au dernier jour de l'année.

Nous-mêmes, Messieurs, en l'admettant pour nos dépenses domestiques, nous ne pourrions nous en contenter pour les comptes de nos fermiers ou des régisseurs de nos biens.

La Loi du 13 novembre 1791 fixa les principes des deux sortes de comptabilité mieux qu'ils ne l'avoient jamais été; elle a aidé à les conserver jusqu'à ce jour, dans les temps de la plus grande confusion, malgré les efforts des auteurs même du désordre, et ils sont si utiles et si sains que ceux même qui voudroient secouer ce joug salutaire y ont toujours été ramenés malgré eux.

Les partisans et les adversaires de l'un et de l'autre mode seroient probablement tombés facilement d'accord s'ils en avoient bien défini les propriétés respectives. Tous deux sont nécessaires à-la-fois aux ordonnateurs, aux comptables et aux juges.

Mais la comptabilité *par exercice* concerne plus particulièrement les Chambres, les Ministres, les administrateurs et les ordonnateurs.

La comptabilité *par gestion* est encore plus spécialement convenable que l'autre aux comptables.

Elle se compose de tous leurs actes en recet-

te et dépenses, pendant la durée d'une année, et quoique de gestion annuelle, elle présente ces actes *avec la distinction de chacun des exercices ou années auxquelles les recettes ou les dépenses se rapportent.*

Les receveurs et les payeurs usent donc les uns et les autres des deux méthodes; mais on peut définir de la manière suivante l'emploi qu'ils en font respectivement.

Les receveurs doivent savoir avec certitude à quels exercices appartiennent les fonds qu'ils reçoivent, et en faire l'imputation; mais ces fonds dans leur caisse ne forment qu'une masse unique où ils puisent indistinctement les sommes qu'ils ont à compter aux payeurs dans le cours d'une gestion d'année.

Les payeurs au contraire reçoivent des fonds en masse, sans examiner de quels exercices ils proviennent; mais quand ils paient, il est indispensable qu'eux et les ordonnateurs fassent avec soin les imputations des paiements aux exercices auxquels ils se rapportent.

Cette distinction, observée dans tous les comptes, fournit les éléments nécessaires pour connoître les recettes et les dépenses qui, dans une même année, sont propres à des années différentes, jusqu'au moment où on juge

convenable d'ordonner la clôture d'un exercice : elle est également indispensable pour qu'on puisse s'assurer que les crédits n'ont pas été excédés ; enfin elle est le moyen le plus assuré de prévenir les omissions de recettes , les doubles emplois en dépense , ou de les faire découvrir lorsqu'il en existe.

Le mode des comptes de gestion , divisés par années ou exercices , a été ordonné par cette Loi de 1791 déjà citée qui avoit pour principal objet l'organisation du Trésor public , et il a été de nouveau prescrit par l'Ordonnance royale du 18 novembre 1817 , relative à la nouvelle organisation du service du Trésor royal à compter du 1^{er} janvier 1818.

L'article 14 ordonne l'établissement dans les trois premiers mois de chaque année , des comptes finaux de toutes les recettes et dépenses composant la gestion de l'année précédente , et que chacun de ces comptes de gestion soit divisé par *exercices , ministères et chapitres du Budget*.

Toutes nos Loix de finances et celle qui nous occupe aujourd'hui ont pour objet les exercices ; chaque page , chaque tableau des comptes qui vous sont présentés les rappellent. Ces Loix deviendroient inexécutables si on négligeoit la distinction obligée des opérations propres à

diverses années quoiqu'elles aient eu lieu dans une seule autre année. La Cour des comptes ne peut recevoir des comptes de gestion qu'avec distinction d'exercices. Cette distinction est conforme à l'intérêt de l'État et des contribuables, ainsi qu'à celui des comptables eux-mêmes. A l'intérêt de l'État, parceque plus les époques des comptes sont rapprochées, moins on doit craindre d'y rencontrer des erreurs et des malversations de la part des comptables, et des mauvais emplois de la part des ordonnateurs; cette distinction n'est pas moins avantageuse aux comptables, parceque la situation de leur caisse étant fréquemment et effectivement établie et constatée par leurs comptes d'années, il n'y a sur leur actif et sur leur passif aucune incertitude qui puisse alarmer eux ou leurs familles.

Les comptes de gestion, avec distinction d'exercices, sont donc préférables à ceux qui seroient uniquement d'exercices; ils devront encore leur être préférés-lors même que la durée des exercices sera limitée au plus court espace de temps possible; la prompte clôture des exercices rendra les comptes de gestion plus faciles et moins compliqués, et on ne sauroit mettre trop d'empressement à l'obte-

nir. Mais c'est dire aussi qu'il faut arrêter dans le même espace de temps les recettes et acquitter les dépenses ; autrement la clôture ne seroit qu'une fiction. Hier, Messieurs, vous avez remarqué avec étonnement cette série de suppléments de fonds demandés d'année en année comme des fruits de découvertes imprévues faites successivement. D'autres suppléments seroient infailliblement demandés dans le cours des années qui suivront, si la sévère intégrité des Ministres ne fermoit sans retour l'accès à ces invasions toujours renaissantes.

Ceux qui réclament les comptes de gestion se fondent sur ce qu'ils offrent un moyen plus facile de connoître sans retard les recettes et les dépenses faites par un comptable ; mais si l'on y fait entrer des dépenses relatives à des temps éloignés, les paiements seront récents ; on pourra les revêtir de ces formes illusoires, inventées par le désordre, et qu'on a imaginé d'appeler *régularisation* ; et la méthode de compter par gestion ne servira qu'à mieux déguiser les malversations anciennes.

Cependant, Messieurs, aucun exercice n'ayant été clos depuis plus de vingt ans, les comptables n'auroient rendu aucun compte pendant tout ce temps si on n'avoit pas admis

les comptes de gestion. Ceux qui ont été remis à la Cour des comptes par les grands comptables du Trésor sont de cette nature ; mais ils présentent , pour chaque année, la distinction des actes applicables à chaque exercice, de manière qu'on pourroit , avec un grand travail, il est vrai, et non sans difficulté, établir aujourd'hui la dépense totale acquittée pour chacun. Triste résultat, cependant, si on n'a pas en même temps une parfaite certitude que toute cette dépense est légitime.

La Loi des finances du 15 mai 1818 a prononcé, d'une manière implicite, la clôture de tous les exercices antérieurs à 1816 ; elle a limité en masse les créances de 1801 à 1810 restant, à ordonnancer au 1^{er} octobre 1817 à 61,780,000 fr., et les créances de 1810 à 1815 compris, restant à acquitter à cette époque du 1^{er} octobre 1817, à 297,630,000 fr.

Au moyen de cette disposition générale, il ne peut plus y avoir lieu d'examiner jusqu'à quel point les sommes dépensées sur chacun des exercices de 1801 à 1815 compris, approchent des crédits accordés pour chacun d'eux.

Le premier exercice, dont la clôture devoit être prononcée, seroit celui de 1816, et il importeroit qu'elle le fût promptement ; la clô-

ture de 1817 viendrait après, et ainsi de suite.

Il semble que chaque exercice pourroit être clos après deux années, celle de la gestion comprise : ainsi la clôture de l'exercice de 1819 auroit lieu au 31 décembre 1820. Les ordonnateurs et les créanciers se renfermeront sans peine dans cet intervalle de deux années, lorsque cette mesure aura été ordonnée, et surtout en temps de paix, le Gouvernement n'éprouvant alors ni obstacle ni difficulté.

On objectera peut-être que ce délai seroit insuffisant pour les colonies, mais cette crainte paroît peu fondée, quand on sait que les comptes des trésoriers de la Martinique et de l'île de Bourbon, pour l'année 1817, ont été transmis à la Cour par le Ministre de la marine, les 14 novembre 1818, et 19 février 1819.

Il suffiroit de recommander aux administrateurs des colonies la plus grande diligence dans le règlement de leurs comptabilités et la formation des comptes des trésoriers. Et cette recommandation est à peine nécessaire. Ce jour même, il y a peu d'heures, la Cour des comptes a reçu ceux de la Guadeloupe et ceux de Saint-Pierre et Miquelon pour 1817. Je le dis, parceque jamais on n'avoit vu une pareille diligence, parcequ'arrivant à *Saint-Domingue* il y

a trente-quatre ans, j'eus à faire régler les comptes de quinze années antérieures pour les adresser à la Chambre des comptes ; je le dis aussi parcequ'il y a en France même des comptables moins avancés dans leurs productions et qu'il n'est pas impossible que nos paroles aillent jusqu'à leurs oreilles.

Mais quelque courts que puissent être les exercices, la reddition des comptes par gestion, avec distinction d'exercice, doit toujours avoir lieu, parcequ'ils ont l'avantage de faire connoître la situation des comptables, dans son rapport avec les recettes et les dépenses faites dans l'année, et parceque le temps nécessaire pour la préparation, l'envoi et le jugement des comptes d'exercice, proprement dits, retarderoit la connoissance de cette situation, et enfin parceque la complication des différents exercices en rendroit l'établissement difficile et peu certain.

Espérons, Messieurs, que cette controverse ne se renouvellera plus. Elle est, sans doute, du ressort de tous ceux qui de bonne foi sont à la recherche des meilleures théories et leurs erreurs ont une origine pure. Mais un administrateur, un comptable doivent mieux savoir à quoi s'en tenir et s'ils se déclaroient exclusive-

ment partisans des comptes de gestion , je croirois peu à la capacité de l'administrateur et je craindrois que la caisse du comptable ne fût dans un désordre sans remède.

Hier, dans le cours de la discussion, le nom de la Cour des comptes s'est fait cent fois entendre; il m'a paru qu'un noble Pair, touché de l'oisiveté de ce corps de magistrats, l'a plaint de n'être qu'un vain simulacre d'ordre. En même temps, Messieurs, vous entendez aussi des témoignages bien différents et que je pourrois appeler solennels. C'est à l'occasion d'une recette et d'une dépense de quatre milliards faites dans un cours de quatre années, que ce tribunal nous est présenté comme capable de dissiper les nuages qui environnent ces immenses maneiements. En même temps aussi de nouvelles attributions sont continuellement conférées à ce qu'on appelle un fantôme d'ordre. La Cour des comptes s'offre à nos pensées, dès qu'il est question d'arriver à la découverte de la vérité en matière de finances. Si les Commissaires du Roi déclarent *que les écritures du Trésor ne sont pas suffisamment garanties, qu'il n'y a point d'écritures générales, qu'il n'y a pas un point de départ certain, que la comptabilité des finances est défectueuse*: c'est dans la Cour

des comptes qu'on espère pour débrouiller ce chaos.

Il y a deux jours qu'il étoit question de lui confier, par une attribution nouvelle, les intérêts de trente mille pensionnaires.

J'avois pensé jusqu'à ce jour, Messieurs, qu'une compagnie de Magistrats attentifs à remplir tous ses devoirs, devoit s'abandonner à l'opinion, sans faire le moindre effort pour attirer les regards sur elle; qu'exerçant un ministère de sévérité, qui semble quelquefois pesant à ceux qui en sont l'objet, qui n'est pas connu de ceux qui en recueillent les avantages, elle devoit être satisfaite, si ses jugements, même rigoureux, n'excitoient aucune plainte. Je croyois que des travaux utiles sans éclat, une obscure diligence, étoient pour elle une sorte de mérite et même d'ornement.

Mais lorsque j'entends des jugements si différents, je ne dois plus être le seul à me taire sur les travaux de cette compagnie, et je romps le silence que je me suis toujours imposé. Vous croirez à mes paroles, Messieurs, quand je vous dirai ce qui n'est pas en son pouvoir, et j'ose espérer la même confiance quand je vous dirai ce que le Roi et notre pays ont droit d'attendre d'elle.

Les opérations de cette Cour ne se bornent pas au simple calcul des recettes et des dépenses. Cette partie mécanique du travail ne doit jamais être négligée, sans doute; mais elle est la plus aisée. Je ne dirai rien d'environ mille comptables qui sont annuellement l'objet de quinze cents arrêts. Ce qu'il est à propos de dire, c'est la soumission de cette multitude d'agents de l'épargne, maintenue avec une régularité qui, si elle n'est pas universelle, est au moins telle qu'il n'y en ait jamais d'exemple; c'est que cent quatre Magistrats en remplacent aujourd'hui plus de trois cent quatre-vingt-dix qui autrefois étoient membres des douze Chambres des comptes du Royaume (*Voy. la note 1.*), et s'acquittent de travaux beaucoup plus considérables; enfin c'est que ces travaux sont ponctuellement exécutés.

Tel est, Messieurs, l'effet d'une discipline intérieure dont les avantages sont constatés par douze ans d'expérience; tel est l'effet d'une heureuse alliance, de l'honneur, de l'émulation, de l'intérêt, et voici comment ces sentiments sont efficacement entretenus. Tous les mois, sans qu'on y ait manqué une seule fois depuis l'existence de ce tribunal, tous les mois quatre présidents, trois doyens

et le procureur-général passent une journée et quelquefois davantage à juger la bonté des travaux et la diligence de chacun des quatre-vingts Magistrats référendaires, l'un après l'autre, sur le vu préalable de leurs rapports, et, lorsqu'il est nécessaire, après avoir entendu les explications qu'ils ont à fournir. Ce jugement s'exprime par des récompenses où la considération due aux bons Magistrats tient le premier rang. Cette discipline, Messieurs, a produit des résultats tels, que les vingt mille jugemens, rendus par la Cour, n'ont jusqu'à ce jour été l'occasion d'aucune réclamation fondée.

Mais considérons maintenant l'action de cette Cour dans ses divers degrés.

Elle doit stimuler les comptables lents à compter. Plus les comptes sont rendus à des époques rapprochées de la gestion, moins il y a de malversations à craindre. La diligence est la première garantie de l'accomplissement des devoirs; de même que la négligence est presque toujours l'effet du désordre ou de l'infidélité. Mais les Lois et les commandements ont été quelquefois insuffisants à cet égard, et dans d'autres temps il a pu dépendre des agents

même du Ministère d'arrêter la Cour dans tous les travaux qui exigent leur concours.

Elle ne reçoit le serment des comptables qu'après s'être assurée que leur cautionnement a été fourni, et, sur cette matière, elle a dû quelquefois résister à l'intervention de la faveur.

En ce qui concerne la recette, elle examine s'ils ont reçu toutes les sommes dont ils étoient tenus d'effectuer les recouvrements;

S'ils ont exercé en temps utile des diligences et des poursuites contre les contribuables et les débiteurs en retard;

S'ils ont droit d'établir des reprises pour les restes à recouvrer.

Les Lois sont consultées à l'effet de constater qu'ils n'ont rien perçu au-delà de ce qu'elles les autorisent à recevoir, c'est-à-dire qu'ils n'ont commis ni exaction ni concussion; qu'ils ont fait en temps utile les versements des fonds destinés au Trésor, et elle doit déclarer s'ils sont passibles d'amende pour omission de recettes, et de condamnation aux intérêts.

En ce qui concerne les dépenses, elle examine si les paiements sont faits en vertu d'ordonnances ministérielles, d'après autorisation du Trésor, sur mandats des ordonnateurs se-

condaires, et sur l'acquit des ayant droit. Je ne redirai pas tout ce qui a été dit au sujet de ces mandats : le mot *néant* a retenti ailleurs.

La Cour examine si les parties prenantes avoient titre et qualité pour recevoir, et si elles en ont valablement justifié ;

Elle s'assure si les pièces justificatives rapportées à l'appui des dépenses sont telles qu'elles sont exigées par les Lois et réglemens, et revêtues des formalités prescrites ; car ici, plus encore qu'ailleurs, la forme garantit le fond et fait la sûreté de l'emploi des deniers publics ;

S'il n'a rien été payé au-delà des conditions d'un marché, des clauses d'une adjudication, des arrêtés ou rectifications d'un toisé, au-delà des ordonnances et mandats, et hors des limites des crédits législatifs généraux, et des crédits particuliers ;

S'il n'existe pas de faux ou double emploi. Enfin, s'il n'y a point de faux dans les pièces ou écritures, et comment les prévenus doivent être poursuivis.

Si les comptes sont en règle, elle se hâte de le déclarer, et la main du fisc ne pèse plus sur les comptables pendant deux et trois générations, comme on l'a vu autrefois.

D'année en année, les Lois de finances éprouvent des modifications ou des changements. La Cour en fait l'application à chaque gestion du comptable, suivant qu'elles lui sont propres, et d'après les règles spécialement établies pour les différentes natures de comptabilités. Il dérive de ses jugemens des forcements de recette, des radiations de dépense, des charges et des souffrances qui ramènent les comptables à l'ordre, et empêchent que la fortune publique ne soit compromise.

Quant aux ordonnateurs :

La Cour n'a pas de juridiction sur eux ; mais il n'en est pas moins de son devoir d'examiner s'ils ont ordonné des levées d'impôts, des perceptions de contributions non autorisées par les Lois, ou s'ils ont forcé le taux de celles qui sont autorisées.

S'ils ont excédé les crédits qui leur sont accordés par les projets de fonds, ou s'ils en ont interverti la destination et changé l'emploi ;

S'ils ont appliqué à leur profit des fonds affectés aux dépenses publiques ;

Si les ordonnateurs secondaires ont eu soin d'insérer dans leurs ordonnances ou mandats, la mention des pièces justificatives prescrites par les Lois et réglemens, ou si, par une in-

interprétation contraire à la bonne foi, ils se sont affranchis du texte des Lois et ordonnances.

Sans doute, sa puissance ne va pas jusqu'à empêcher tous les abus; mais elle n'en tolère aucun, et pour tous ceux qu'elle découvre, pour les cas de responsabilité des ordonnateurs, la Loi lui impose l'obligation de former des cahiers particuliers d'observations, et de les soumettre au Roi. Elle l'a fait plusieurs fois, et souvent pour des cas graves.

Il est vrai qu'elle ne donne nul éclat à ses observations; elles demeurent secrètes, et je ne puis partager les regrets exprimés hier à ce sujet par un noble Orateur. Il a cité des remontrances justement célèbres, et qui ont pu autrefois être admirées; mais alors il n'y avoit ni Chambres législatives ni tribunes: alors la popularité suivoit l'accomplissement des devoirs de la Magistrature, quelquefois même un excès de zèle. Aujourd'hui les devoirs doivent être remplis sans espoir, et sans desir de popularité; et peut-être le témoignage qu'un magistrat intègre se rend à lui-même est encore à préférer.

J'ai eu l'honneur de vous dire, Messieurs, quelles sont les fonctions et les devoirs des ma-

gistrats de la Cour des comptes, et il m'est permis d'assurer qu'ils sont aussi dignement remplis qu'on puisse l'attendre d'un corps nécessairement nombreux.

Les attributions de cette Cour croissent de jour en jour, et je pourrois faire une assez longue énumération de toutes celles qu'elle doit à la confiance du Roi. Elle s'en honore et s'en applaudit. On demande aujourd'hui pour elle un accroissement d'autorité. Moi seul, Messieurs, je dois garder ici le silence sur cette proposition.

Après cette explication à laquelle hier on a semblé m'appeler, nous pouvons nous former plus aisément une opinion touchant les devoirs nouveaux qu'on propose d'imposer à la Cour des comptes, et particulièrement sur l'ouverture positive que le Rapport contient à ce sujet, ainsi que sur l'article 20 du projet de Loi.

Les Ministres ont présenté les comptes de leurs ministères. En même temps les Commissaires de Sa Majesté, s'exprimant avec franchise, ont dit : « La comptabilité du ministère des finances est defectueuse. » A cette déclaration courageuse une juste sollicitude s'est manifestée ou a cherché le remède à cette absence des principales conditions de l'ordre.

Établir la situation du Trésor au vrai étoit le seul moyen d'avoir *ce point de départ certain* dont on a déclaré officiellement qu'on étoit dépourvu. Je crois qu'on a entrepris de sortir d'une incertitude aussi préjudiciable aux affaires. Il faut que le Gouvernement puisse dire aux Chambres, puisse attester à la France que la comptabilité des finances n'est plus en défaut, que les doutes ont cessé; et leur présenter enfin cette situation effective tant promise, tant cherchée. Une telle entreprise ne peut être conduite à une heureuse fin qu'avec le concours des agents du Trésor; mais pour qu'elle inspire une confiance universelle, pour que la vérité demeure incontestable, les plus hautes lumières doivent pareillement y concourir.

En attendant on voudroit que les Chambres eussent les moyens d'établir, avec quelque certitude, l'opinion qu'elles doivent se former de l'état général des affaires de finances. Je conçois que les regards se soient portés vers cette Cour des comptes, dont les travaux n'ont pour objet que des opérations réelles, que des recettes et dépenses faites et consommées, et qui peut sur toutes les comptabilités séparées donner isolément ce point de départ cer-

tain qui n'existe pas aujourd'hui ; mais elle le donnera pour des époques fort différentes les unes des autres ; elle ne pourra jamais , d'après ses propres travaux , fixer après l'expiration d'une seule année et même de moins d'une année , ce point de départ sur l'ensemble qui est l'objet du compte général du Trésor. En effet , Messieurs , le compte à présenter aux Chambres doit être prêt en septembre ou octobre , mais les receveurs et les payeurs ne sont tenus de présenter leurs comptes à la Cour que dans les six mois après l'année de la gestion expirée , c'est-à-dire pour 1818 au 1^{er} juillet 1819. Les administrations financières sont autorisées à ne remettre les leurs que dix-huit mois après la fin de l'année pour laquelle elles comptent , ce qui conduiroit pour 1818 au 1^{er} juillet 1820. Je suppose , contre l'expérience que j'en ai , qu'elles seront toutes exactes à produire dans les délais ; mais il y a des comptes dont un seul ne peut être vérifié par moins de quinze ou vingt Magistrats , et plus d'une année s'écoule avant qu'il soit en état d'être jugé par un arrêt simplement préparatoire. L'arrêt définitif sera rendu beaucoup plus tard encore.

Ce seul exposé prouve que la Cour , en

usant même de la plus grande diligence, mais jugeant sur pièces et actes authentiques, sera toujours en arrière d'une ou deux années du compte général du Trésor, tel qu'il sera fourni par les Ministres aux Chambres.

J'assure même, avec une sorte de certitude, que lorsque après deux ou trois années elle établira des résultats généraux, à l'effet de comparer ses jugements avec les comptes que les Ministres auront présentés trois années auparavant, il y aura des différences que toute leur sollicitude n'aura pu prévenir. Il est même possible, malgré toute leur sincérité, que ces différences ne se bornent pas à de simples rectifications de peu d'importance.

Cependant la difficulté de soumettre à des délibérations publiques des pages de calculs et des comptes de finances, a donné naissance à une théorie entièrement nouvelle. Cette théorie a trouvé des partisans trop distingués par leurs lumières et leur expérience, pour que je ne pense pas qu'il est nécessaire d'examiner attentivement leurs propositions. Elle semble avoir été accueillie par le noble Pair dont les développements ont hier répandu tant d'intérêt sur cette discussion. Dans l'embarras qu'il éprouve, touchant l'examen des comptes qui vous sont

présentés, il demandoit qu'ils arrivassent revêtus d'un jugement propre à en garantir l'exactitude. Déjà aussi, Messieurs, et pensant exprimer le desir de votre Commission, le noble Rapporteur, dont l'important travail a ouvert cette discussion, a souhaité qu'une Proposition fût faite au Gouvernement pour que « le
« compte général du Trésor, qui est le premier
« et le principal document à fournir aux Cham-
« bres, celui dont la présentation est prescrite
« par l'art. 149 de la Loi du 25 mars 1817, soit
« accompagné d'un jugement rendu par la Cour
« des comptes qui en atteste l'exactitude et la
« régularité, et qui donne un caractère authen-
« tique à ses résultats. »

Telles sont, Messieurs, les Propositions dont le vœu est exprimé, et je suis si intimement convaincu de l'impossibilité de mettre cette nouveauté en pratique, que je crois nécessaire d'aller dès à présent au-devant des essais qui pourroient en être faits, et qui n'auroient d'autre résultat que de rendre encore plus inextricable la confusion qui existe.

Le compte du caissier général du Trésor royal est jugé par la Cour des comptes, quoique le Rapport puisse donner lieu d'en douter. Ce compte est le plus important de ceux que

cette Cour vérifie annuellement. Il est susceptible de grandes améliorations ; mais, quoiqu'il ait pour objet les mêmes recettes et les mêmes dépenses que le compte général qui doit être présenté aux deux Chambres, ce dernier ne peut en aucune manière être soumis au jugement de la Cour des comptes.

Déjà, Messieurs, toutes les dépenses publiques sont ramenées à un centre : encore un pas et les recettes pourront l'être de la même manière. Il est donc possible de les faire connoître aux deux Chambres d'une année à l'autre : mais je dois le dire, ce sera par un simple compte d'ordre, et qui n'aura pour preuve et garantie que la confiance due au Gouvernement et aux agents qu'il emploie. La Cour des comptes recevra de son côté des comptes en bonne forme, appuyés de pièces. Ces comptes, par leur nature, correspondront tous respectivement avec ceux qui sont soumis aux Chambres, et en particulier avec le compte général du Trésor. Mais elle ne les recevra pas tous à des époques correspondantes, et quelque diligence qu'on apporte à les lui envoyer, un assez long temps s'écoulera avant qu'ils soient vérifiés et jugés ; il faudra même, à la suite d'un premier jugement provisoire, préparer par des correspondances et

des éclaircissements minutieux le jugement définitif. Ainsi les époques de la présentation des comptes aux deux Chambres, et du jugement de la Cour des comptes, seront fort éloignées l'une de l'autre. On doit donc reconnoître que le compte général du Trésor, qui doit être fourni aux Chambres, ne peut leur être présenté accompagné d'un jugement rendu préalablement par cette Cour, soit sur ce compte même, soit sur les comptes qui s'y rapportent, et qu'elle n'auroit aucun moyen *d'en attester l'exactitude et la régularité, et de donner à ses résultats ce caractère authentique* que desire votre Rapporteur.

Les travaux de cette Cour n'ont rien d'hypothétique, ils sont absolus. Ils sont rendus sur le vu des actes originaux, et plutôt que de prononcer sur de simples écritures, extraits et copies, elle doit s'abstenir de juger. Il faut la garantir de cette fausse méthode, et sans doute elle saura bien s'en garantir elle-même. En procédant autrement qu'elle ne fait elle s'exposeroit au danger certain de contredire ultérieurement ses propres jugemens. Mais ce qui n'est pas moins péremptoire, c'est que le temps ne suffit pas pour ce qui est ici demandé, dût-elle, pour une plus grande diligence, suspendre tant

d'autres travaux , qui ne peuvent cependant , sans beaucoup d'inconvénients , souffrir de retard.

Une autre objection s'élève contre la proposition de faire juger par cette Cour , provisoirement et pour l'usage des Chambres, le compte du Trésor , tel que les Ministres pourront le fournir. Je suppose pour un moment la possibilité de rendre le jugement demandé. Mais la Cour pourra dans le cours de son travail avoir des doutes ; elle exigera des éclaircissements. Si les Ministres croient devoir les donner , il faudra consulter les ordonnateurs subordonnés, les comptables le plus éloignés. Si même après ces incidents, les Ministres et les juges ne peuvent tomber d'accord , les Chambres videront-elles le différent, et le pourroient-elles dans un temps aussi court sur des matières aussi compliquées et qui ont leurs éléments dans une multitude presque infinie d'autres comptes ? le pourroient-elles sans s'attribuer une juridiction qui n'a son origine, son fondement nulle part ?

Mais je fais une seconde supposition. Je veux que le jugement rendu par la Cour sur le compte provisoire du Trésor soit approbatif dans tous les points, les Chambres voudroient-elles l'adopter sans examen ? Il est probable

qu'elles se réserveront au moins ce droit d'examen ; mais si le résultat étoit de ne point l'adopter ; si les deux Chambres , ou même si une seule l'improvoit , le déclareroient-elles nul , et dans ce cas , par qui pourroit être rendu un jugement nouveau ?

Je n'ai rien dit touchant les résultats d'une proposition qui déplaceroit la responsabilité , qui la feroit même évanouir en ce qui se rapporte aux chefs de concussion.

Je m'arrête , Messieurs , car les objections se pressent de toutes parts contre une telle proposition.

Les trois premiers titres de la Loi n'ayant éprouvé jusqu'à ce moment que l'objection par suite de laquelle un amendement a été proposé , il me reste , Messieurs , à vous faire connoître les motifs qui me déterminent à adopter aussi le quatrième titre. Il paroît n'avoir été admis par le noble Rapporteur que par l'effet d'une sorte d'indulgence. Nous eussions peut-être désiré nous-mêmes que ce titre se présentât à vos délibérations , séparé des trois autres , et sous la forme d'une Loi particulière. Mais le préambule de la Loi nous apprend que le Roi en a admis les amendements , et ces diverses parties dont la sépara-

tion nous eût semblé plus naturelle que la réunion, n'en sont cependant pas moins bonnes pour être réunies. Aucune d'elles n'est la proposition d'impôt exprimée dans l'article 47 de la Charte constitutionnelle, et on n'a pas pu dire avec fondement *qu'il forçoit l'entrée de vos délibérations*. Elles sont tellement libres, que vous pourriez ne point adopter, sans que pour cela la proposition de l'impôt en fût affectée.

Votre Commission, Messieurs, a donc adopté ce titre, ainsi que les précédents. Mais vous avez pu juger si c'est par les motifs développés au Rapport : pour moi, j'en ai eu de si différents, je dirai même que j'en ai eu de si contraires, que je croirois devoir vous en rendre compte, et je rétablirais ainsi, en ce qui me concerne, l'accord entre les raisonnements et la proposition d'adopter qui en a été la conséquence, si les nobles Pairs qui ont parlé avant moi n'avoient rendu superflu ce que je m'étois proposé de dire à ce sujet.

L'avant-dernier article de la Loi est ainsi conçu : « Le compte annuel des finances sera accompagné de l'état de situation des travaux » de la Cour des comptes, au 1^{er} septembre de « chaque année. »

Cet article ne définit point avec précision en quoi consistera l'état des travaux de la Cour des comptes, et je pense qu'il n'a point dû donner cette définition.

Le Ministre des finances en présentant la Loi à la Chambre des Pairs a expliqué le sens qu'il lui attribue.

Il a dit : » La discussion de la Chambre sur
« cet article a éclairé sur la nature de ces docu-
« ments qui ne doivent être qu'un état de situa-
« tion faisant connoître le nombre, l'espèce et
« les sommes en recette et en dépense des
« comptes qu'elle a réglés à l'époque indiquée
« par la Loi. »

D'après cette explication, l'état mentionné en l'article 20 seroit, sans grande différence, semblable à celui que cette Cour adresse à chaque trimestre et tous les ans par récapitulation, à M. le Garde-des-Sceaux Ministre de la justice, pour qu'il le porte à la connoissance de Sa Majesté. Mais cette récapitulation du nombre des arrêts rendus se réduit à faire connoître par simple aperçu la somme des travaux. Il ne nous est pas démontré qu'il suffise pour remplir l'objet que les Chambres pourront se proposer.

D'un autre côté, le noble Rapporteur de votre Commission s'est exprimé sur cet article de la manière suivante :

« Les termes dans lesquels est rédigé cet article, a-t-il dit, en rendent le sens singulièrement obscur. On se demande ce que peut être la situation des travaux d'une Cour judiciaire, instituée pour instruire et juger des comptes. Ses travaux, ce sont des arrêts, et les instances commencées ne peuvent sortir du tribunal. Si on a entendu que le compte annuel de finances à présenter aux Chambres sera accompagné d'un état de tous les arrêts que les comptables subordonnés au Trésor auront pu obtenir à l'époque du 1^{er} septembre, on ne peut concevoir quelle seroit l'utilité d'une telle mesure, etc. »

Je ne prendrai pas sur moi de prononcer entre ces opinions diverses. Il est cependant à propos de dire comment la Cour des comptes pourroit procéder pour se conformer aux dispositions de l'article 20. Il seroit facile de changer les époques du compte qu'elle doit rendre annuellement au Roi par l'organe de M. le Gardes-Sceaux : au lieu d'embrasser le cours de l'année civile, ce compte embrasseroit à l'avenir l'intervalle du 1^{er} septembre d'une année, au 1^{er} septembre de l'année suivante. (*Voy. la note 2.*)

Ce travail, dans la forme qu'il reçoit annuellement, est complet; il présente la situation des

travaux sur chaque partie dans le plus grand détail. Il fait connoître les abus, et aussi les progrès des améliorations. Il propose les réformes nécessaires.

La Cour des comptes, les gens des comptes ne peuvent avoir de communication directe ou immédiate avec les Chambres. Mais on trouve dans le travail dont je viens de parler des états, tableaux, et observations dont plusieurs seront propres à remplir l'intention de l'article 20, et les Ministres pourront les joindre, conformément à cet article, au compte des finances qui doit être présenté annuellement aux Chambres.

Je suis d'avis d'adopter la Loi proposée.

NOTES.

(1) On lit ce qui suit dans le récit d'une audience donnée par Henri IV au premier Président de la Chambre des comptes.

« Le premier Président dit à Sa Majesté que les comptes des recettes générales des finances de Sa Majesté étoient tellement nécessaires à la Chambre des comptes de Paris, que sans iceux ils ne pourroient procéder à la correction des comptes de son épargne.

« A quoi fut répondu par Sa dite Majesté qu'il le croyoit ainsi.

« Que ses intentions étoient de régler ses affaires de telle sorte, qu'il réuniroit non seulement toutes les

« recettes générales, mais toutes les Chambres des comptes à celle de Paris, ayant jugé de longue main que c'étoit le bien de ses affaires.

« Mais que nous devons considérer que toutes choses ne se peuvent pas accomplir sitôt que l'on le pourroit désirer, et qu'il espéroit de faire voir avec le temps les effets de ses bonnes intentions. » Extrait des registres de la Chambre des comptes du 24 janvier 1603.

C'est principalement pendant le règne de Henri IV, sous les yeux de Sully, sous la présidence des Nicolai, que la Chambre des comptes rendit aux finances de l'État les plus grands services. Elle fut depuis aussi utile, mais toujours à proportion de l'appui qu'elle reçut du Gouvernement.

Anciennement elle n'avoit pas eu le même zèle, la même diligence.

On lit ce qui suit dans une ordonnance de 1356, de Charles, lieutenant du roi Jean, son père.

« Item, et pour ce que à nostre cognoissance, est venu par la clameur du peuple, que toutes personnes qui avoient à faire en la Chambre des comptes, feust la besoingne grosse ou petite, ou que l'en requiest raison, ne povoient par manière du monde estre (a) délivrez, ainsoiz leur convenoit (b) muser et despendre tout le leur, et eulz en aler senz rienz faire, ja soit ce ce que en la dicte Chambre eust très grant foison et confusion de gens, et que il eussent excessifs droitz, avecques leurs gages; dont maint de maulz sont vennis

(a) Expédiez.

(b) Perdre leur temps, et dépenser leur argent.

« et les (a) marchiez de nostre dit seigneur et les nostres
 « redoubtez à prendre, ne ny vouloient entendre au-
 « cuns qui eussent (b) chevence, et de ce pouvoient en-
 « cores mainz maulz advenir se pourveu n'y est, tant
 « sur le nombre de ceulz qu'il convient en la dicte
 « Chambre, car quant (c) plus ont esté, moinz ont fait,
 « comme sur la briefve (d) delivrance, et que ceulz qui
 « establi y sont ne s'entremettent de cognoissance de
 « cause, nous qui voulons en ce estre miz bon et bref
 « remede à l'honneur et prouffit de nostre dit seigneur et
 « père, de nous et du peuple, avons ordonné et orden-
 « nons que par nous et le grant conseil sera (e) fait cer-
 « tain nombre de gens en la dicte Chambre, bons,
 « loyaulz, sages et experts qui auront certains gages
 « souffisants, liquel seront tenu de venir en la dicte
 « Chambre à heure de soleil levant, et jureront aux
 « saints Évangilles de bien que bien et loyalement il
 « (f) deliverront la bonne sens et par ordre, senz eulz
 « faire muser, et feront ce qu'il appartiendra à faire pour
 « cause de leurs offices, senz eulz entremettre de cognois-
 « sance de cause aucune; et se il faisoient le contraire,
 « nous voulons que ilz soient de leurs offices privez; et
 « avecques ce ordonnons que le nombre qui sera or-
 « donné des dictes gens, tiengne sens plus y en mettre.

(a) Fermes.

(b) Du bien.

(c) Plus leur nombre a esté grand.

(d) Expédition des affaires.

(e) Establi.

(f) Expedieront les affaires.

« Item, et par exprès se fera par la manière que dessus, certaine Ordonnance de nombre de gens qui tenra
 « à tous jours en la Chambre de Parlement ès enquestes,
 « ès requestes, et des notaires, secretaires, sergents, et
 « huissiers d'armes et autres officiers, laquelle Ordon-
 « nance tenra et sera publiée et registrée : lesquelz jure-
 « ront par la maniere dessus-dicte, de bien exercer,
 « chacun en droit soy, son office, selon l'ancienne Or-
 « donnance, et sur la paine dessus-dicte etc. »

(2) Ces comptes annuels à rendre au Roi par sa Chambre des comptes, ont cinq cents ans d'origine.

On lit l'article suivant dans une Ordonnance de Philippe V dit le Long, du 18 juillet 1318.

« Nous avons ordené que nous verrons chacun an
 « nostre estat une fois par les gens de nos comptes. »

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
 CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
 IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
 Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818.

Séance du mercredi 23 juin 1819.

OPINION

DE M. LE COMTE MOLÉ

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SEANCE DU 15 JUILLET 1810

SEANCE DU 15 JUILLET 1810

OPINION

DE M. LE COMTE DE

sur la loi relative à la réorganisation des
tribunaux judiciaires de 1810, et sur la
réorganisation des tribunaux de commerce.

PRÉSENTÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

De M. le Comte MOLÉ sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

Je réclame votre indulgence, non pas pour l'acte de mon administration que je viens expliquer, mais pour l'étendue des détails que j'aurai l'honneur de vous soumettre. Peut-être en aurois-je supprimé quelques uns, si je n'a-vois eu pour objet que de vous convaincre. Mais ce n'est pas seulement à la Chambre, c'est à l'opinion publique, à la nation elle-même, qu'un Ministre inculpé s'adresse quand

il se défend à cette tribune. Que lui importeroit en effet que la somme dont il auroit excédé son crédit eût été allouée, qu'un *bill* d'indemnité même lui eût été accordé, si au lieu de l'estime publique il n'emportoit avec lui que le soupçon d'avoir violé toutes les formes constitutionnelles, ou, comme l'a dit un autre Orateur, d'avoir employé selon son caprice et sa fantaisie les deniers de l'Etat ?

Dans un Gouvernement tel que le nôtre, le bien le plus précieux d'un homme public est la bonne renommée de ses principes. Les principes seuls sont la source constante des actions. Ces dernières ont beau être irréprochables, même dignes d'éloges, elles ne sont que des accidents, d'heureux hasards, si elles ne découlent pas de principes certains. On ne peut compter sur la reproduction régulière des fruits que si l'arbre est vivant et tenant au sol par des racines.

Avant donc de vous entretenir des expéditions du Sénégal et de Cayenne, avant de mettre sous vos yeux les circonstances et les faits qui motivèrent la décision du Conseil et déterminèrent mon opinion, souffrez que j'expose ici nettement l'idée que je me suis formée de la

responsabilité des Ministres et de leurs rapports avec les Chambres.

Je le disois l'année dernière en défendant le Budget de la marine devant la Chambre des Députés, et je le répète ici devant vous : « Ce n'est pas moi qui considérerai jamais les Chambres comme les adversaires du Ministère. Dans le véritable esprit de nos institutions, les Chambres et le Ministère sont deux partis d'un même tout. Elles se dirigent avec lui vers le même but et en consentant aux mêmes moyens. Ils ne peuvent rester divisés que faute de s'entendre, que si les faits qui sont à la connoissance de l'un n'ont pas été portés à la connoissance des autres. » Ce que j'ai dit des Chambres, Messieurs, je l'étendrai à la nation elle-même, qui est trop éclairée pour ne pas vouloir tout ce que veulent ceux qui la gouvernent, si ceux qui la gouvernent ne veulent clairement que ce qui est dans ses intérêts. Il seroit étrange que celui qui ne professa jamais d'autre doctrine, tout d'un coup, séduit par une expédition aventureuse, eût, sans autre motif et au mépris des formes constitutionnelles, dépassé son Budget de seize cent mille francs.

Il faut bien s'entendre sur la nature et l'étendue de l'obligation imposée aux Ministres de se renfermer dans les limites du crédit législatif qui leur est ouvert. A mes yeux, il n'en existe pas de plus sacré. Hors de là il n'y a plus que confusion et désordre. Autant vaudroit supprimer les Chambres et renoncer au Gouvernement constitutionnel.

Mais le Gouvernement constitutionnel n'auroit-il pas quelque chose à envier au Gouvernement absolu, si celui-ci pouvoit, dans certaines circonstances, procurer à la nation un grand bien auquel, dans les mêmes circonstances, les formes constitutionnelles s'opposeroient invinciblement? Et n'est-ce pas ce qui arriveroit si le crédit ouvert aux Ministres par le pouvoir législatif, leur lioit les mains entre les sessions, pour toute entreprise dont la nation pourroit recueillir de grands avantages, et qui ne sauroit s'ajourner sans en compromettre le succès? Pardonnez-moi, Messieurs, si je rappelle encore des paroles que j'eus l'honneur de vous adresser: je disois l'an dernier à cette tribune « que ce n'étoit point à « cause des rois, mais pour les peuples, que la « royauté existoit; que ce n'étoit pas pour les

« rois, mais pour les peuples, qu'il falloit que « l'autorité royale soit forte ». J'en dirai autant des Chambres aujourd'hui; comme les rois et leurs ministres, comme toutes les institutions et tous les fonctionnaires, elles n'existent que pour le plus grand bien de la communauté, pour favoriser le progrès de la civilisation et des lumières, et seconder de leur concours tout ce qui peut ajouter à la prospérité de l'État. La responsabilité ministérielle ne seroit qu'un mot pompeux et vide de sens, si les Ministres n'avoient jamais qu'à se conformer strictement au Budget voté par les Chambres. Là où ils cessent d'être autorisés par elles, là précisément leur responsabilité commence. Ils seroient trop heureux s'ils ne répondoient que de ce qu'ils ont fait, mais ils répondent encore de tout ce qu'ils auroient pu faire. Et quelle est la pénalité de cette espèce de responsabilité bien autrement redoutable que celle qui se trouve décrite et spécifiée dans les Lois? Sa pénalité, Messieurs? elle consiste à perdre votre confiance, à déchoir dans l'esprit de ses concitoyens. C'est ainsi que le Gouvernement représentatif appelle nécessairement à la direction des affaires des hommes capables de

les conduire, et les oblige, une fois qu'ils y sont arrivés, à ne pas se négliger un seul jour.

Si l'idée que j'ai conçue de la responsabilité d'un Ministre a quelque justesse, loin de se borner à prouver qu'il s'est conformé aux Lois, le Ministre doit encore rendre compte des améliorations qu'il auroit pu obtenir, et du progrès que devoient faire, dans ses mains, les parties d'administration qui lui étoient confiées.

En appliquant ces principes aux expéditions du Sénégal et des mers d'Asie, j'ai à démontrer 1^o qu'elles étoient utiles, 2^o qu'on ne pouvoit les différer, 3^o que je n'ai point dû entretenir les Chambres pendant leur dernière session.

La révolution de Saint-Domingue et la guerre maritime avoient enlevé à la France toutes ses colonies. Celles que lui rendit le traité de 1815 étoient toutes à charge à la métropole. Le Gouvernement eut à examiner s'il falloit renoncer à ces possessions purement onéreuses, ou si elles ne renfermoient pas quelques germes de prospérité pour l'avenir. Qu'auroient dit, Messieurs, ces mêmes hommes si prompts à le condamner, si, secondant leur ardeur pour

les économies, il eût renoncé à nos établissemens d'outre-mer? Le Budget de la marine, sans doute, en eût été fort réduit, car indépendamment de la somme accordée annuellement à chaque colonie, la plupart de nos armemens seroient aussi devenus inutiles, on auroit pu fermer presque tous nos chantiers, vider nos arsenaux, et renvoyer non seulement la plus grande partie des ouvriers de nos ports, mais encore de ces braves et savants officiers, de cette brillante jeunesse, l'espoir et l'honneur de la patrie. Mais le Gouvernement du Roi ne désespéra pas plus des colonies que de la France, et tandis qu'il travailloit sans relâche à affranchir l'une, il s'appliquoit avec ardeur à faire renaître les autres de leurs cendres.

Deux colonies lui parurent sur-tout susceptibles d'un grand développement, la Guyanne françoise et le Sénégal. Dès ce moment elles fixèrent toute son attention, et devinrent l'objet de la constante sollicitude de tous les Ministres de la marine qui se sont succédé. Au mois de juin 1816 le colonel Schmaltz, nommé commandant pour le Roi au Sénégal, partit avec des instructions pour s'assurer des moyens d'y fonder une colonie agricole. Ici vous n'at-

tendez pas de moi des détails qui ne seroient pas de nature à être présentés à cette tribune. Il vous suffira de savoir que le mémoire adressé par ce commandant ne laissoit pas de doute sur l'extrême fertilité du sol, l'abondance et la variété de ses produits. Tout le problème consistoit à trouver assez de bras, et de bras libres pour cultiver. Or le colonel Schmaltz annonçoit que les naturels du pays pourroient les fournir, que leurs dispositions à notre égard étoient toutes favorables, mais qu'il falloit se hâter d'en profiter, et sur-tout leur procurer, sans perte de temps, la protection qu'ils réclamoient contre les irruptions des Maures de la rive droite, qui ravageant incessamment le pays, enlevoient les enfants pour en faire des esclaves, et détruisoient tous les essais de culture. La première chose à faire étoit donc de relever les forts qui avoient existé autrefois, et d'envoyer quelques troupes pour inspirer de la sécurité aux naturels, et en imposer à leurs ennemis.

Toutefois, avant de consentir à ces dépenses, le Gouvernement eut la sagesse d'appeler auprès de lui le colonel Schmaltz pour l'entendre. En outre, il profita de son absence de la colonie pour varier les moyens d'investigation,

et provoquer les témoignages contradictoires. C'est alors que le Roi daigna me confier le portefeuille de la marine. Je fis choix, pour remplacer temporairement le commandant du Sénégal, d'un officier qui connoissoit la colonie, et avoit sur elle et ses habitants des idées et un système opposé à ceux du colonel. A peine étoit-il sur les lieux, et avoit-il eu le temps de recueillir à leur source les renseignements qu'on attendoit de lui, qu'il rendit hommage à l'exactitude des rapports du commandant, et partagea toutes ses vues et ses espérances. Cependant, à force d'appeler de toutes parts la contradiction, je parvins à réunir quelques objections, et je les communiquai à l'auteur du Projet; il répondit par un long mémoire plus détaillé encore que le premier, et qui sembloit dissiper tous les doutes. Peut-être étois-je fondé alors à me croire suffisamment éclairé, mais justement imposé par l'importance de la détermination à prendre, je ne voulus pas m'en rapporter à mon seul jugement, et je résolus de soumettre le mémoire de M. Schmaltz, et M. Schmaltz lui-même à l'examen d'hommes plus éclairés que moi. Malheureusement la fin de la session ne me permit pas d'invoquer les lumières de plusieurs

Députés de nos ports qui avoient quitté la capitale; mais je formai une Commission où voulurent bien se trouver un Député du Havre, l'un des membres les plus honorables et les plus instruits du commerce françois, un négociant de Bordeaux, deux banquiers de Paris, dont l'un, Député de cette ville, porte un nom que l'on trouve associé à toutes les idées utiles, enfin un de nos nobles Collègues si connu par ses vastes connoissances en matière de commerce et d'industrie. La Commission parut approuver le plan qui lui étoit soumis, et concevoir de son exécution les meilleures espérances. Le Ministère n'hésita plus, et il ne devoit plus hésiter. Jamais le succès d'une entreprise de cette nature ne sauroit être certain; il suffisoit qu'il fût probable après que tous les moyens d'examen avoient été épuisés, les hommes les plus éclairés consultés, pour qu'il fût du devoir des Ministres de la conseiller au Roi. Ils engageoient également leur responsabilité en le faisant ou en ne le faisant pas. Mais en ne le faisant pas ils l'engageoient, en s'exposant au reproche d'avoir préféré leur repos à l'intérêt public, au lieu qu'en le faisant ils l'engageoient utilement pour le service du Roi et le bien de l'État.

La question de savoir si l'on ne pouvoit pas différer d'une année n'en sera plus une, quand on saura que celui qui avoit présenté le Projet et qui restoit chargé de son exécution, regardoit le succès comme incompatible avec tout délai. Deux expéditions furent représentées par lui comme absolument nécessaires à faire dans l'année 1818; l'une devoit partir au mois de juillet, et l'autre au mois d'octobre. La première devoit entraîner peu de frais; j'en remis le commandement à un officier expérimenté, et que la lecture du mémoire de M. Schmaltz n'avoit pas suffi pour convaincre. Ce nouvel observateur confirma à son tour le témoignage du commandant par *interim*, et s'unit à lui pour appuyer les propositions du colonel Schmaltz.

Il restoit à pourvoir à la dépense de l'expédition d'octobre. Je cherchai vainement un moyen de le faire sans excéder le crédit qui m'étoit ouvert. Alors je consultai de nouveau le Conseil sur la question de savoir s'il ne convenoit pas d'ajourner l'expédition au printemps de 1819. Le Conseil, Messieurs, l'avoit d'abord ainsi résolu, et ici, seulement ici, pourriez-vous peut-être nous adresser quelques reproches, lorsque M. Schmaltz, insistant avec cha-

leur, démontra, par des arguments qui paroissent sans réplique, que le moindre retard devoit faire désespérer du succès. Enfin, celui qui est toujours notre seconde Providence, celui auquel les sacrifices ne coûtent jamais quand il s'agit du bien de ses sujets, consentit à avancer un million sur sa liste civile, et autorisa, par la même ordonnance, une autre avance de six cent mille francs sur les fonds de réserve du Trésor. Ces deux sommes devoient être remboursées sur des produits que leur origine semble affecter particulièrement aux dépenses coloniales, sur les arrérages pour 1819 de la rente de l'Inde, payables à Madras et Calcutta.

Ainsi se trouvoit assurée, non seulement l'expédition du Sénégal, mais encore celle pour Cayenne, dont au surplus la dépense étoit bien peu de chose, comparée à son intérêt. Je craindrois d'abuser de votre attention en entrant dans de nouveaux détails à l'égard de cette dernière expédition. Pour juger de son importance, il n'y a qu'à porter ses regards sur les établissemens européens dans le grand archipel d'Asie, et particulièrement sur Java, dont les terres basses ressemblent si bien à celles de Cayenne. On verra que leur prodi-

gieuse prospérité est due aux Chinois qui y ont porté leur industrie, et dont on compte à Java et Madura plus de cinq cent mille, sans compter ceux qui s'y établissent encore tous les ans.

Certes, Messieurs, ce ne sont pas là des dépenses ni des tentatives qu'il faille jamais regretter, quel qu'en soit le succès, le peuple ou le Gouvernement qui les fait s'honore toujours. D'ailleurs elles ne sauroient tourner en pure perte. Ces expéditions lointaines montreront notre pavillon sur des rivages d'où il sembloit exilé : elles rétabliront nos relations d'amitié et de commerce avec des nations qui n'ont point oublié le nom françois ; elles enrichiront le domaine des sciences, et agrandiront celui de notre industrie. Car telle est l'importance et la variété des services que la marine rend aux Gouvernements qui l'encouragent. La marine est le premier auxiliaire de la civilisation ; le commerce, l'industrie, les sciences en attendent le même appui ; et ce qui l'élève à mes yeux au-dessus de tous les autres moyens de puissance, de tous les autres développements de la force publique, c'est que la liberté et les Lois n'ont rien à en redouter.

Maintenant si l'on demande pourquoi je

n'ai pas entretenu les Chambres de ces expéditions lorsqu'elles n'étoient que projetées, ma réponse sera facile, parceque le Gouvernement ne leur doit compte de ses projets qu'au moment où l'intervention du pouvoir législatif devient nécessaire; parceque des entreprises de cette nature ne doivent leur être soumises que quand elles ont à accorder des fonds pour leur exécution. C'est alors, mais alors seulement, que tous les détails, tous les renseignements doivent leur être offerts, parcequ'à leur tour elles ne pourroient imposer aux contribuables la moindre charge nouvelle sans que l'avantage ou la nécessité leur en eût été bien démontrée.

Vous connoissez actuellement comme moi-même, Messieurs, les circonstances et les motifs qui ont fait entreprendre les expéditions du Sénégal et des mers d'Asie. Vous jugerez qui a encouru le reproche de légèreté et de précipitation, ou de ceux qui les ont ordonnées, ou de ceux qui les ont condamnées avec tant d'assurance. A Dieu ne plaise toutefois que je veuille récriminer ni me plaindre! où en trouverois-je l'envie et le courage, lorsque j'ai entendu attaquer avec tant de violence un des hommes que j'honore le plus. Vous me permet-

trez sans doute de rendre à mon tour ce public hommage à celui dont je fus le collègue pendant treize ans, et dont j'ai pu si bien apprécier le noble caractère, les vastes connoissances et les sentiments vraiment françois. Moins heureux que mes autres Collègues, il ne m'a point été donné de le défendre; mais qu'il trouve du moins ici l'expression des sentiments qu'il inspire à tous ceux qui le connoissent et que je lui ai voués depuis si longtemps.

Tels sont, Messieurs, les renseignements et les explications que j'avois besoin de vous présenter; il ne me resteroit plus qu'à voter en faveur de la Loi qui vous est soumise si le langage tenu par votre Rapporteur et par le Ministre lui même n'imposoit l'obligation d'une sorte d'apologie à tous ceux qui voteront pour le Projet. En effet, Messieurs, l'un et l'autre regardent la prérogative royale comme menacée, et trouvent dans les amendements proposés par l'autre Chambre une tendance à s'emparer de l'initiative que la Charte a réservée au Roi. A la vérité, le Ministre ne demande pas le rejet de ces amendements, tout inconstitutionnels qu'ils lui paroissent, et votre Rapporteur conclut aussi à

les adopter par respect pour l'adhésion royale qu'ils ont déjà obtenue.

Mais qu'ils me permettent de leur demander avec toute la déférence que l'on doit à leurs lumières, s'ils auroient donc pensé que l'avancement de la session, le désir d'entretenir l'union entre les Chambres et le Ministère, enfin l'intérêt même du Budget furent des considérations suffisantes pour se résigner à une violation quelconque de la Charte et pour laisser envahir la portion la plus légère de l'autorité que cette même Charte a placée dans les mains du Roi?

S'ils l'avoient pensé, Messieurs, je n'hésiterois pas à déclarer que je suis d'une opinion contraire. Dans une Monarchie constitutionnelle la distribution des pouvoirs ne sauroit rien avoir d'arbitraire, c'est là que la nature des choses exerce son empire le plus absolu. Si l'on s'en écarte, si même sans s'en douter on viole ses Lois, on est bientôt averti de ce qu'on a fait par un trouble général et par le désordre qui remplace tout d'un coup la plus belle harmonie. Là toutes les erreurs tirent à conséquence, et si le législateur s'étoit trompé dans la distribution qu'il auroit faite, s'il avoit attribué à l'un des pouvoirs ce que la nature

des ch
toute
s'en re
verroit
s'entre
ment l
d'un m
d'autre
où ser

Ce s
ticle d
l'initia
ger cet
dispos
des ch
bonne
ment,
chemin
une so

Qua
roit-ce
amen
du M
riez al
sa pré
tière
elle e

des choses a réservé à un autre, on verroit toute cette machine si vaste et si compliquée s'en ressentir dans chacune de ses parties, on verroit tous les rouages dont elle se compose s'entrechoquer au lieu de seconder mutuellement leur action, et le corps social travaillé d'un malaise qui n'auroit d'autre terme, ni d'autre issue que la réparation de la méprise ou seroit tombé le législateur.

Ce seroit donc critiquer implicitement l'article de la Charte qui donne exclusivement l'initiative au Roi que de laisser en rien partager cette initiative aux Chambres. Car ou cette disposition est bonne et conforme à la nature des choses, ou elle est mauvaise; si elle est bonne, on ne pourroit l'enfreindre impunément; si elle est mauvaise, il faut le dire franchement et ne pas y chercher le remède dans une sorte de tolérance et d'abus.

Quant au respect dû à l'adhésion royale seroit-ce donc y manquer que de rejeter des amendemens attentatoires à la prérogative du Monarque? non, Messieurs, vous vous diriez alors que le Roi a été mal conseillé, que sa prérogative appartient à la nation toute entière donc elle fait la force, à la société dont elle est le repos, et vous rendriez ses Ministres

responsables d'avoir pu consentir un seul moment à ce qu'il y fût porté atteinte.

J'ai dû rappeler ces principes pour justifier mon vote. Mon intention n'est pas de suivre votre noble Rapporteur dans sa discussion d'ailleurs si lumineuse. Je ne m'attacherai pas non plus à aucun des amendements en particulier. Je dirai seulement qu'en votant leur adoption je ne cède à aucune considération du moment, et qu'aucune considération du moment ne me les feroit adopter s'ils me paroissent en rien inconstitutionnels ou attentatoires aux droits de la couronne. J'ajouterai que cette théorie des amendements, objet de tant de controverses, me paroît loin encore d'être connue. Je suis peu effrayé, je l'avoue, de l'abus que les Chambres en pourroient faire et très embarrassé de savoir quelles restrictions on y pourroit apporter. Je n'entends pas plus aisément, comment le vote libre de l'impôt n'entraîneroit pas pour les Chambres la faculté de demander tous les documents propres à leur prouver le bon et légitime emploi des fonds précédemment accordés et à justifier la demande de nouveaux fonds pour le futur exercice. J'irois même au besoin plus loin encore en soutenant que c'est peut-être dans l'in-

térêt le plus direct du pouvoir royal qu'il ne faut pas gêner les Chambres dans l'exercice de leur droit d'amender les Lois, comme c'est dans l'intérêt le plus direct des Ministres que tous les renseignements, toutes les espèces de comptes en tant que *renseignements* doivent vous être fournis.

Je vote l'adoption du projet de Loi avec tous les amendements proposés par la Chambre des Députés et consentis par le Roi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mercredi 23 juin 1819.

OPINION

DE M. LE VICOMTE DU BOUCHAGE

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif
des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectifica-
tion provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMEE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818.

Ordonnance du 23 mai 1818.

OPINION

DE M. LE VICOMTE DE ROCHEMONT

Sur le projet de loi relatif à l'organisation
des tribunaux de commerce, et à la
révision de la loi du 15 mai 1809.

RECHERCHES PAR ORDRE DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Vicomte DU BOUCHAGE sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

Un noble Pair a justement observé que les suppléments de crédit sur les Budgets ne devoient être alloués qu'en connoissance de cause, et que c'étoit aux Ministres, sous l'administration desquels les dépenses avoient excédé les crédits ouverts, à en faire connoître et à en justifier les motifs; je viens remplir ce devoir.

J'avois le portefeuille de la marine en 1815, le crédit ouvert pour les dépenses de cet exer-

cice étoit primitivement de 51 millions; les évènements ayant retardé la reprise de possession de nos colonies, il fut réduit à 39 millions 500 mille fr.

Le supplément de crédit de 116,698 fr. 98 c. en numéraire demandé pour cet exercice a deux causes.

1^o Dépenses nouvelles reconnues en France depuis la fixation du crédit par la Loi du 25 mars 1817, faites dans les ports étrangers (1). 16,698 fr. 98 c.

2^o Dépenses faites aux États-Unis par M. l'Escallier, alors Consul général pour le service de la marine, et qui n'ont été connues qu'à son retour en France en 1818. 100,000

TOTAL. 116,698 fr. 98 c.

Les détails en ont été fournis par mon successeur dans le compte imprimé et rendu aux Chambres au 31 décembre 1818, dans lequel se trouve le tableau des dépenses de l'exercice de 1815 *sur le crédit numéraire* (2). Cet excé-

(1) Le Trésor a été couvert de ce paiement par le transport de 20,000 francs du Budget de 1816 sur celui de 1815 (voir le compte des Ministres, année 1816, qui a été distribué aux Chambres, pages 159 et 176).

(2) Il y a eu économie d'environ trois millions sur le crédit ouvert en valeur de l'arriéré.

dant de dépense est porté au chapitre *des dépenses diverses ou imprévues* avec la note ci-après.

L'insertion de cette dépense (note de l'art. 2) dans le compte de 1815, a pour objet de couvrir le Trésor d'une somme équivalente prélevée sur ses fonds pour le service de la marine, par le Consul général de France aux États-Unis.

Le crédit qu'on demande est seulement pour ordre; il ne donnera lieu à aucune sortie réelle de fonds.

Il me reste à vous parler, Messieurs, de la caisse des invalides de la marine, à justifier la liquidation en rente sur l'État, qu'elle a obtenue pendant mon ministère; j'espère convaincre le noble Pair, qui a cru cette disposition susceptible d'objections, qu'elle est juste et régulière.

Louis XIV, de glorieuse mémoire, après avoir fondé l'hôtel royal des invalides, noble asile consacré aux vétérans des armées de terre, ne pouvoit oublier cette intéressante milice des mers qui combattit avec tant de gloire sous son règne; elle avoit aussi des droits à sa justice et à sa bienveillance, et il fonda une caisse spéciale des invalides de la marine.

Prenant en considération l'état des marins, presque tous mariés, l'habitude qu'ils ont contractée d'habiter les bords de la mer, il voulut les faire jouir dans leurs foyers, au sein de leur famille, de la récompense de leurs services.

Cette institution fut simple et modeste comme ceux qui en étoient l'objet; on n'y retrouve pas ce faste, cette grandeur qui caractérisent généralement les institutions de son règne; celle-ci fut toute paternelle, fondée sur la morale et sur l'humanité.

Mais cette intéressante population, trop peu appréciée peut-être, se consacre en naissant, et pour la vie, à la prospérité du commerce maritime, aux progrès des sciences et de la civilisation, comme à la défense de l'État; sans espoir comme sans ambition de fortune, la récompense du matelot est toute entière dans le noble souvenir des fatigues et des dangers qu'il a bravés pour le service de la patrie.

Le commerce maritime fut donc appelé à concourir à la dotation de la caisse des invalides de la marine; elle y contribue:

1^o Par des droits aux armements et désarmements des bâtimens de commerce;

2° Par le versement dans la caisse de la moitié de la solde des déserteurs ;

3° Par des droits sur les bris et naufrages ;

4° Enfin par des droits sur les prises faites en temps de guerre par les armateurs du commerce.

La caisse des invalides est donc, en dernier résultat, le produit d'une association entre l'État et le commerce maritime établie en faveur des marins et de leurs veuves.

L'institution de cette caisse a cela de particulier que la guerre qui fait beaucoup de veuves et d'invalides, l'enrichit par de nombreuses prises sur l'ennemi, et lui prépare ainsi les moyens de pourvoir, à la paix, à l'accroissement inévitable de ses charges.

En effet, dans le cours d'une longue guerre, la caisse des invalides avoit recueilli des économies dont le produit successivement placé sur le grand-livre servoit au maintien et même à l'amélioration du crédit public.

Cet utile emploi des fonds, autorisé dans son principe par les Lois des 13 mai 1791 et 9 messidor an 3, ménageoit à la caisse des ressources pour le moment où les revenus qu'elle devoit à l'état de guerre viendroient à cesser.

Mais bientôt le Gouvernement impérial en-

nemi né de toute prévoyance déconcerta les mesures prises par l'administration. On le vit appliquer aux dépenses du service général les capitaux qui garantissoient la sécurité des pensionnaires.

La masse des fonds enlevés ainsi à la caisse des invalides représentoit près de 4 millions de rentes.

Tant que la guerre se prolongea, la caisse des invalides qui trouvoit d'importants produits soit dans l'extension du crédit de la marine, soit dans les prises et les naufrages ennemis n'éprouva pas une gêne sensible par la privation de ses économies.

Mais en 1814, au moment de la signature du premier traité de Paris, les principaux revenus s'arrêtant subitement avec la cause qui les avoit soutenus, on reconnut entre l'actif et le passif une disproportion extrême.

Il fallut demander un crédit aux Chambres.

La somme allouée pour 1815 fut de 2,500,000 l.

Pour 1816 de 1,900,000 fr.

Le seul moyen qui pût mettre un terme à ces demandes annuelles de secours, c'étoit de liquider les créances que la caisse, comme tous les établissements spéciaux, comme tous les particuliers, pouvoit répéter sur le Trésor.

On s'en occupa en 1816.

L'administration des invalides, sans recours légal pour les créances antérieures à l'an 9, pouvoit du moins réclamer toutes les autres; mais s'associant de bonne foi aux embarras du Trésor, dirigée par le seul desir d'atteindre à la hauteur de ses obligations, elle renonça aux créances qu'elle pouvoit répéter de l'an 9 à l'an 13, quoiqu'elles fussent consolidées par les Lois générales.

L'Ordonnance du 29 mai 1816, en prescrivant la liquidation des créances postérieures à 1806, immobilisa les rentes qui devoient en provenir. Délibérée dans le conseil du Roi, cette mesure obtint même l'assentiment du Ministre des finances, qui l'avoit long-temps combattue.

Tel est l'exposé sincère des liquidations de 1816.

On y a vu :

Que la caisse des Invalides, loin d'abuser de ses titres contre le Trésor, n'avoit pas même réclaté la totalité de ses créances exigibles ;

Que la liquidation de ses créances ayant remplacé un secours équivalent, les charges de l'État n'en avoient point été augmentées ;

Et que les précautions nécessaires avoient été prises pour que les produits amortis dans la caisse ne pussent avoir aucune influence sur la place.

L'administration est donc à l'abri de tout reproche.

Mais ce qui achève de régulariser l'opération, ce qui lui fait perdre toute apparence d'illégalité, c'est que, par le projet de Loi de finances présenté à la fin de novembre 1816, il en a été rendu compte aux Chambres; que le montant des créances indiqué dans le Rapport au Roi, pag. 29 et 30, a été consigné au tableau général de la dette arriérée, page 126; que dans la discussion étendue et animée qui s'est engagée sur le projet de Loi, cette liquidation n'a provoqué aucune observation, pas même de la part de MM. les Rapporteurs de l'époque; et que les deux autres sessions n'ayant pas attaqué davantage un acte signalé depuis trois ans, il faut bien admettre que les Ministres de la marine et des finances, qui ont concouru à l'exécution de l'Ordonnance, sont désormais affranchis de toute responsabilité à cet égard.

Au surplus, les pensions accordées sur cette caisse sont soumises à toutes les formes pres-

crites par la Loi ; les états en sont imprimés et distribués tous les ans au Corps législatif.

Il en est de même des comptes de recettes et dépenses. Ceux de 1819 ont été examinés par la Chambre des Députés , et M. Lamirault en a fait le rapport à la Chambre.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS ,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

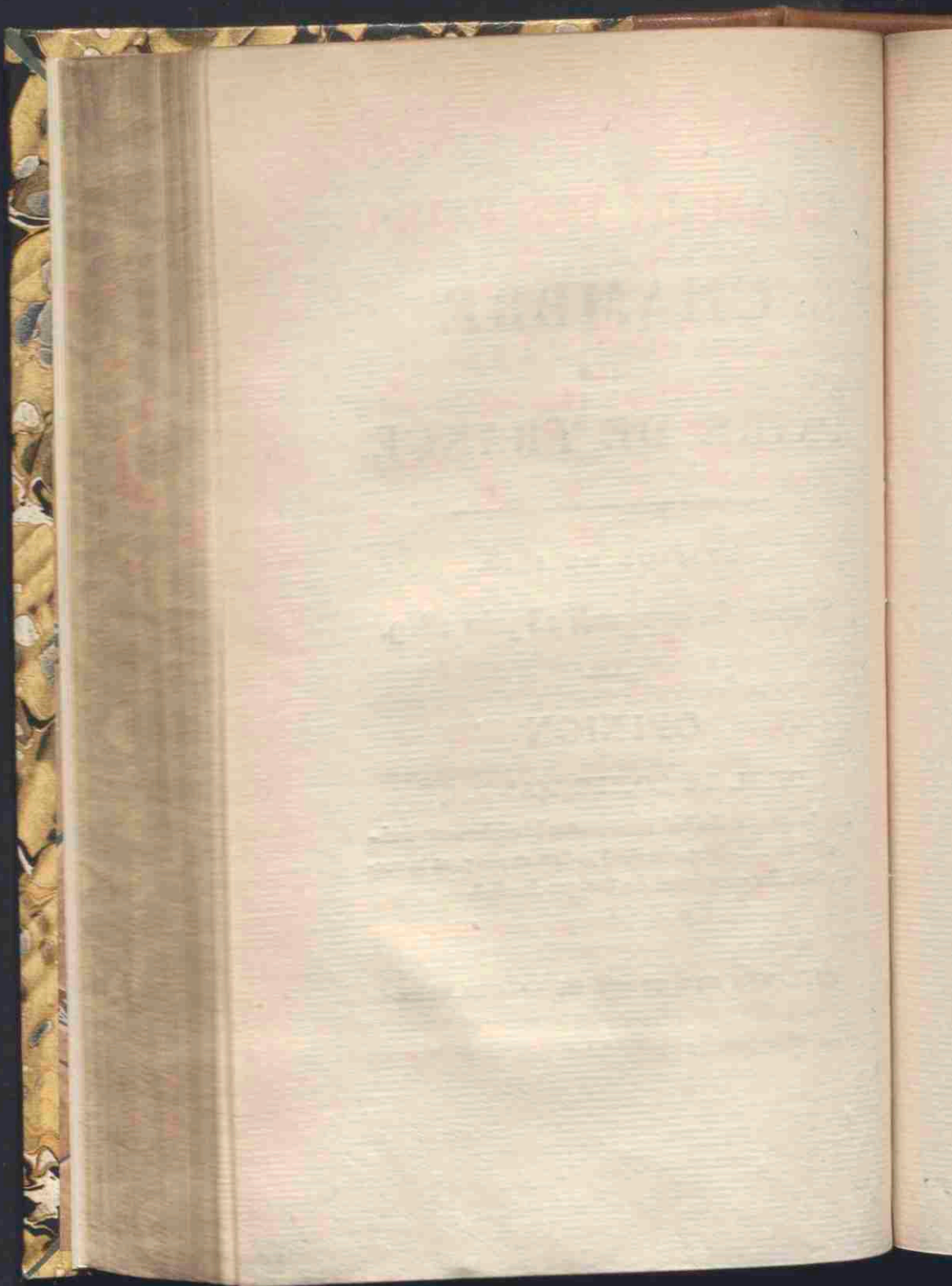
Séance du mercredi 23 juin 1819.

OPINION

DE M. LE COMTE D'ARGOUT

Sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

De M. le Comte D'ARCOUT sur le projet de Loi concernant le règlement définitif des Budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du Budget de 1818.

MESSIEURS,

L'ancien Ministre de la marine vient de répondre de cette tribune aux objections faites à la Chambre des Députés sur les dépenses de l'expédition du Sénégal. Les explications que vous avez entendues vous ont sans doute paru satisfaisantes.

Mais il est un autre Ministre dont les opérations ont été également attaquées, et qui n'est Membre ni de la Chambre des Députés

ni de celle des Pairs. J'entreprends de suppléer au silence qu'il a été obligé de garder.

Si cette tâche est au-dessus de mes forces, elle est du moins honorable, j'ose espérer qu'elle me donnera des droits à votre indulgence.

Les censures auxquelles les emprunts ont donné lieu ont été déjà victorieusement réfutées ; aucune voix ne s'est élevée dans cette enceinte contre l'ancien Ministre des finances ; une nouvelle discussion sur ces emprunts vous paroîtra peut-être inutile.

Certes, je n'ai pas la prétention de dire mieux ce qui a été si bien dit avant moi. J'ai cherché seulement à réunir dans le même examen les objections et les réponses faites partiellement sur les détails de ces opérations.

Si personne n'a censuré dans cette Chambre les actes de l'ancien Ministre des finances, personne n'y a blâmé non plus ceux de l'ancien Ministre de la marine. Vous avez écouté celui-ci avec un juste intérêt, vous ne refuserez pas votre attention à ce que je vais dire pour la défense de son Collègue.

D'ailleurs les résultats des emprunts entrent dans les éléments de la Loi qui vous est proposée, il n'est donc pas hors de propos d'exa-

miner attentivement si ces opérations ont été sagement conduites, et si les Lois n'ont point été violées.

Tout le monde sait que trois emprunts ont été opérés.

La Loi du 25 mars 1817 avoit autorisé un emprunt de 30 millions de rente. Celle du 6 mai 1818 un emprunt éventuel de 24 millions. Celle du 15 mai, même année, un emprunt de 16 millions 600 mille francs.

L'emprunt de 30 millions a été négocié en diverses portions aux cours progressifs de 55, 58, 64, 64—50 et 67—60. Ses produits ont excédé de 34 millions l'évaluation qui en avoit été faite.

L'emprunt de 16 millions a été vendu aux capitalistes financiers qui l'avoient soumissionné. Cette vente a été effectuée au cours de 66—50.

L'emprunt de 24 millions a été cédé éventuellement à M. Baring au cours de 67 francs. 6,700,000 fr. de rentes sont restées sans emploi, et doivent être déduits des 24 millions.

Le premier emprunt a rétabli notre crédit, et a lié aux intérêts de la France les intérêts commerciaux de toute l'Europe.

Le second a nationalisé la rente parmi nous , et a fait connoître cette nature de valeur aux départements.

Le troisième nous a affranchi du joug des étrangers.

De si grands résultats auroient dû exempter de critique les détails de ces opérations ; il en a été tout autrement.

Les premières négociations faites sur l'emprunt de 30 millions n'ont donné lieu cette année qu'à un petit nombre d'objections ; elles avoient été discutées jusqu'à satiété pendant la dernière session. Je ne vous en entretiendrois pas , s'il n'étoit juste de vous rappeler , dans un moment où de plus récentes opérations sont si fortement attaquées , combien il y a eu de mérite et d'habileté à conclure la première.

Dans quelle position étions-nous alors ? Le crédit étoit anéanti , la rente étoit à 54 , une augmentation d'impôts étoit impraticable , une partie de la France étoit en proie à la famine , tous les services alloient manquer , et la moindre suspension dans nos paiements aux étrangers pouvoit aggraver une position déjà si cruelle. Le succès de l'emprunt étoit une condition d'existence.

Ce succès étoit regardé comme impossible.

Un des banquiers les plus renommés de la capitale avertissoit le Ministre de ne pas se livrer à de vaines illusions.

Cependant l'emprunt fut conclu, et il le fut à des conditions bien moins défavorables qu'on n'auroit dû le supposer. L'argent nous revint à 9 pour cent; les prêteurs gagnèrent environ 12 pour cent; l'emprunt anglois de la même année avoit donné aux prêteurs un bénéfice de 23 pour cent.

Les conséquences de cette opération se firent rapidement sentir. La confiance du commerce étranger devint le signal de celle que les puissances nous accordèrent par la suite. La rigueur qui pesoit sur nous commença à s'adoucir. Nous obtinmes le départ du premier cinquième de l'armée d'occupation; des délais nous furent accordés pour un paiement échu de 70 millions. Les rentes haussèrent, le crédit se ranima comme par enchantement.

Telles furent, Messieurs, les difficultés et les résultats de la première opération de ce Ministre, auquel on semble aujourd'hui faire grace en ne l'accusant que d'incapacité.

La négociation des deux derniers millions de ce premier emprunt a été vivement censurée dans la session actuelle.

On a insinué, si on n'a affirmé, que le but de cette vente avoit été d'opérer une baisse qui auroit rendu les emprunts subséquents plus onéreux à la France, et plus avantageux aux prêteurs.

Vous montreraï-je ce Ministre, s'est-on écrié, rendant une baisse inévitable par la vente de 2 millions de rente précisément au moment même de l'emprunt du 30 mai. Pourquoi les vendre précisément quelques jours avant la conclusion de cet emprunt?

Si on avoit suffisamment examiné les faits, on auroit vu que la vente des deux millions de rente étoit du 14 mars, et l'emprunt du 30 mai. Ces deux opérations n'ont donc pas été faites en même temps, ni à peu de jours de distance; elles sont séparées par un intervalle de deux mois et demi.

On auroit vu aussi que le prix des 2 millions avoit été soldé au Gouvernement du 6 avril au 6 mai, tandis que les rentes n'avoient été remises qu'après l'adoption du Budget, c'est-à-dire à une époque favorable au maintien de leurs cours, en sorte que la première opération étoit entièrement terminée avant que la seconde n'eût commencé.

Comment prétendre d'ailleurs que la baisse

étoit inévitable, lorsque au lieu de baisser les rentes ont été constamment à la hausse.

Nous allons entrer dans l'examen des reproches faits aux deux emprunts du 30 mai. Nous commencerons par celui de 16 millions 600 mille francs.

On a dit qu'il n'y avoit pas eu de concurrence dans cet emprunt, et que le mode d'exécution n'avoit pas été conforme à celui qui avoit été indiqué pendant la discussion de la Loi. On s'est plaint de la brièveté des délais fixés pour la remise des soumissions, de la manière arbitraire dont la répartition a été faite, de l'exclusion donnée à plusieurs souscripteurs, des distributions opérées après coup, et enfin du terme trop rapproché des premiers paiements.

Personne n'ignore de quelle manière cet emprunt a été effectué, et il n'est pas nécessaire de le rappeler.

C'est à tort qu'on a prétendu qu'il n'y avoit pas eu de concurrence.

Il y a concurrence par-tout où chacun est admis aux mêmes conditions. Il n'y a pas de véritable concurrence lorsqu'on aliène en faveur de quelques capitalistes.

Ils n'achètent pas pour garder, mais pour

revendre avec bénéfice. Ce bénéfice est enlevé à tous ceux qui auroient été appelés à une participation directe.

Le Gouvernement a voulu assurer ce bénéfice à tous ceux qui prendroient directement du Trésor; c'est ce qui a été pratiqué. Deux mille François ont souscrit, deux mille François ont participé à l'emprunt aux mêmes conditions.

Si ce n'est pas là une véritable concurrence, qu'on explique ce qu'a été l'opération. Quant au Ministre, il a cru qu'il y avoit concurrence, et tout le public l'a cru avec lui.

Le reproche suivant n'est pas mieux fondé. Le Ministre ne s'est point écarté du mode indiqué pendant la discussion de la Loi. Il a suivi scrupuleusement la marche qu'il avoit lui-même annoncée dans son discours du 28 avril, qui parut réunir l'assentiment de toute la Chambre des Députés.

Il seroit facile de le prouver, en citant les passages de ce discours qui sont relatifs à l'emprunt; mais je craindrois d'abuser de vos moments. Qu'il me soit permis cependant de rappeler les conclusions du Ministre : *Le monopole doit être exclus, a-t-il dit, des conditions préétablies doivent être déterminées, tous les Fran-*

çais doivent être appelés à y participer. N'est-ce pas ce qui a été fait, et pourquoi venir dire aujourd'hui que l'expérience de cet emprunt doit nous mettre en garde contre ce que promettent les Ministres pendant les discussions ?

Au fond, les Ministres ne pouvoient opter qu'entre le monopole de quelques compagnies et une concurrence générale, à des conditions réglées.

Pour suivre ce dernier mode, il falloit avoir la certitude que si les capitalistes françois ne trouvoient pas les conditions déclarées à leur convenance, l'emprunt dont la réalisation étoit indispensable, ne se feroit pas moins. On s'étoit ménagé d'avance cette sûreté, et dans le cas où l'emprunt françois n'auroit pas réussi en tout ou en partie, on s'étoit assuré qu'il seroit rempli en tout ou en partie par des maisons étrangères.

On a trouvé que la brièveté des délais fixés pour l'envoi des soumissions avoit rendu dérisoire l'appel fait aux départements.

Ce qui prouve que les délais suffisoient, c'est qu'ils ont suffi. Toutes les demandes sont arrivées à temps; les commerçants des villes les plus éloignées ont eu part à l'emprunt.

Et comment ces délais n'auroient-ils pas

suffi? Dix-neuf jours ont été accordés; en dix jours, la poste se rend aux extrémités de la France et revient à Paris. On a eu par conséquent neuf jours au moins pour se décider et pour prendre ses mesures. Depuis trois semaines, on savoit qu'un emprunt seroit ouvert, et que tous les François y seroient appelés.

Le mode de répartition a été vivement critiqué; on a demandé *quels principes avoient été suivis dans le choix des prêteurs; si l'on avoit eu égard à la solvabilité, aux services rendus à l'État, à la confiance témoignée à la fortune publique, à l'importance proportionnelle des demandes?*

Le Ministre pourroit demander à son tour de quel droit ces interpellations lui ont été adressées.

Lorsque la Loi ne règle point le mode d'exécution, le Gouvernement reste le maître du mode d'exécution. Deux obligations étoient imposées au Ministre, celle de réaliser l'emprunt et celle de rendre compte de ses produits. Ces deux obligations ont été remplies. Qu'a-t-on à exiger de plus? On peut bien s'enquérir si les prêteurs ont payé ce qu'ils devoient au Trésor; mais non exiger du Gouver-

nement qu'il eût préféré telles ou telles personnes, et qu'il les eût préférées de telle ou telle manière.

Mais si on ne peut attaquer justement le Ministre sur le mode d'exécution, il ne s'ensuit pas qu'il ait cherché à en dérober la connoissance au public. Loin d'avoir rien à redouter de la publicité, elle servira à faire ressortir sa prudence.

Un comité de personnes intègres et éclairées fut nommé pour préparer le travail de répartition. On décida que les soumissions françaises seroient seules admises, et qu'il y auroit un maximum de 150,000 fr. et un minimum de 2,500. Il étoit juste, en effet, d'accorder davantage aux soumissions les plus fortes et aux soumissionnaires dont les facultés étoient les plus connues.

Le Ministre voulut rester étranger à ces opérations, et lorsque la répartition fut arrêtée en conseil des Ministres, il ne s'en mêla point, et ce ne fut pas lui qui fut chargé de tenir la plume. Cette particularité a été déclarée à la tribune par le Ministre de l'intérieur, qui a si noblement défendu son ancien Collègue.

On a répondu que lors même que le Ministre des finances n'auroit pris aucune part à ce tra-

vail, il ne seroit pas moins responsable. La responsabilité légale pèse toujours sur lui il est vrai, mais ce n'est pas celle-là que craint l'homme d'honneur. La responsabilité morale a été mise à couvert par la déclaration dont nous venons de parler, c'est tout ce que pouvoit desirer l'ancien Ministre.

La plainte formée contre l'exclusion d'un certain nombre de soumissions françaises est destituée de toute réalité; 3000 soumissions environ ont été envoyées, 2000 environ ont été admises, il a fallu écarter les soumissions étrangères et celles des soumissions françaises qui formoient double emploi. A-t-on nommé un seul François qui eût été repoussé de l'emprunt? Y en a-t-il un seul qui ait élevé la voix pour réclamer contre son exclusion?

L'accusation suivante est plus grave. *L'emprunt annoncé pour 14,600,000 fr., a-t-on dit, a été porté à 14,925,000 fr. Qu'a-t-on fait de cette différence? On l'a répartie postérieurement au terme assigné pour l'emprunt, dans un temps où la rente étoit plus élevée, et où cette distribution formoit par conséquent un cadeau de 6 à 7,000 fr. par chaque concession de 5,000 fr. de rente.*

On a déjà expliqué qu'en opérant la répar-

tion, les Ministres avoient dépassé, sans s'en apercevoir, le total à distribuer. Lorsque l'erreur fut reconnue, le travail étoit arrêté, on ne pouvoit revenir sur des droits acquis. Il en fut sur-le-champ rendu compte au Roi, et il fut décidé que la répartition auroit lieu telle qu'elle avoit été faite.

Cette augmentation présentée comme criminelle n'étoit pas même une irrégularité. Le crédit ouvert étoit de 16,600,000 fr., il n'a été réparti que 14,925,000 fr., loin d'aller au-delà de ce crédit, 1,685,000 fr. de rente sont demeurés sans emploi.

Il est du reste de toute fausseté qu'aucune distribution ait été faite après coup, on défie qui que ce soit d'en fournir la moindre preuve. N'est-il pas affligeant de penser qu'une imputation de cette nature n'ait pas même été présentée sous la forme d'un doute ?

Enfin on s'est plaint de la brièveté des termes assignés pour les premiers paiements, mais ils étoient calculés dans l'intérêt du Trésor et dans celui des prêteurs. Le Trésor avoit besoin d'argent, les prêteurs devoient desirer de recevoir promptement une portion de leurs rentes. En quoi cette condition a-t-elle nuï d'ailleurs au succès de l'emprunt ?

On a réclamé l'impression de la liste des souscripteurs, cette prétention n'est pas admissible. Y adhérer, ce seroit associer les Chambres aux actes intérieurs du Gouvernement, ce seroit porter une atteinte grave au pouvoir administratif.

Cette impression, qui intéresse d'ailleurs une foule d'individus, et qui constitueroit un véritable acte d'inquisition dans des intérêts privés, n'auroit, à ces considérations près, aucun inconvénient. En quoi importeroit-elle au Gouvernement? Son travail a été fait avec impartialité, et en définitive il a rempli sa tâche, celle d'échanger de la rente contre des écus auxquels on n'a à demander que le titre et le poids.

Les objections faites contre l'emprunt de 24 millions ne sont ni moins nombreuses, ni mieux fondées.

Les principales attaques ont porté :

Sur le défaut de concurrence ;

Sur ce que l'emprunt a été conclu intempestivement ;

Sur la préférence accordée aux étrangers ;

Sur ses conditions plus avantageuses aux prêteurs que celles de l'emprunt de 14 millions ;

Sur la clause résolutoire du traité passé avec M. Baring.

Enfin le Ministre a été accusé d'avoir illégalement résilié la transaction relative aux cents derniers millions payables en rentes aux étrangers et d'avoir préparé le désastre de la bourse en employant des fonds du Trésor à des reports sur rentes.

La première accusation repose sur une erreur : il n'y a pas eu de transgression de Loi, quoique l'emprunt soit arrivé dans le public tout fermé; on a évidemment confondu les Lois des 6 et 15 mai; l'une autorisoit à ouvrir un emprunt, ce qui implique la concurrence; l'autre n'en parloit pas et mettoit simplement à la disposition des Ministres un crédit de 24 millions de rentes.

Pour prouver que l'emprunt avoit été conclu intempestivement, on a prétendu que rien ne pressoit, que l'application ne devant avoir lieu que dans six ou huit mois et la rente montant toujours, un retard ne pouvoit qu'améliorer l'opération; que l'évènement même, qui rendoit l'emprunt nécessaire, en garantissoit le succès.

Est-ce bien sérieusement que l'on auroit conseillé au Gouvernement d'attendre la réunion du congrès pour se préparer à la demande de l'évacuation? Des négociations prélimi-

naires avoient eu lieu à Paris; la condition préalable étoit le paiement de ce que la France devoit encore. Comment ne pas préparer à l'avance les moyens de remplir cette condition? Il falloit être prêt et sous le rapport des fonds et sous celui des personnes. Il étoit également nécessaire de donner aux prêteurs le temps de prendre leurs mesures et de réunir leurs capitaux. Ces considérations déterminèrent le conseil à traiter au prix déjà assez élevé du jour.

Les détracteurs du Ministre se seroient-ils présentés à Aix-la-Chapelle, demandant l'évacuation et cherchant, après l'avoir obtenue, les moyens de payer? Je dis après l'avoir obtenue, malgré l'invraisemblance de cette supposition, et alors pendant combien de temps l'occupation ne se seroit-elle pas prolongée? A-t-on oublié qu'elle coûtoit 12 millions par mois à la France?

On a répliqué qu'un délai de huit jours seulement eût rendu la négociation moins défavorable d'un dixième; mais s'il est vrai que la rente a haussé après l'emprunt, n'est-ce pas à la conclusion de cet emprunt que cette hausse doit être attribuée? quelle autre cause pourroit-on lui assigner?

Si la hausse a été indépendante de l'emprunt,

comment le Ministre auroit-il pu la deviner à l'avance? Ceux qui le blâment ont-ils eu cette révélation mieux que lui?

La préférence accordée aux étrangers est le point qui a excité le plus de réclamations.

Personne n'ignore cependant que des considérations politiques ont seules déterminé cet emprunt. Cela est si vrai que les propositions faites par des compagnies françoises, pour obtenir l'emprunt, ont été adressées à M. le Duc de Richelieu et non au Ministre des finances.

Mais c'est le fond des choses qu'il faut examiner.

Les opposants trouveroient-ils raisonnable que, si on cherchoit à interposer entre eux et leurs débiteurs des tiers obligés, ces tiers obligés fussent à leur gré? La position étoit la même à l'égard des puissances. On leur offroit des valeurs, les étrangers avoient incontestablement le droit d'en discuter la nature; et si, malgré toutes les garanties qu'eussent présentées des maisons françoises, ils ne trouvoient leur sûreté que dans des maisons établies sous leur main à Londres, à Amsterdam, etc, y a-t-il dans cette manière de penser quelque chose qui eût pu être repoussé avec raison et surtout repoussé avec succès?

On a objecté que si les puissances avoient réellement exigé l'intervention de M. Baring, le Gouvernement n'auroit pas eu besoin de promettre ses bons offices à celui-ci pour lui faire obtenir la cession des cent derniers millions payables en rentes aux puissances.

Personne n'a affirmé, je pense, que toutes les puissances eussent désigné nominativement M. Baring comme étant la personne de leur choix, mais on peut supposer qu'on trouvoit en même temps en lui l'homme qui réunissoit le mieux les conditions dont les autres puissances avoient témoigné le désir.

Or le traité passé avec MM. Baring ne pouvoit comprendre les 100 millions à payer directement aux puissances; M. Baring avoit à craindre, non la concurrence des capitalistes françois, puisque les étrangers vouloient avoir des débiteurs sous leur dépendance, mais celle des banquiers des autres nations. Il avoit intérêt à concentrer l'opération dans ses mains, le Gouvernement, dans l'intérêt du Trésor et du crédit, devoit le desirer également. Tel fut le motif de cette promesse d'intervention.

Les bons offices du Gouvernement ne suffirent point pour lever toutes les difficultés. Plusieurs puissances vouloient favoriser exclu-

sivement leurs banquiers; la Prusse, par exemple, vouloit avoir 20 banquiers prussiens responsables, ce ne fut que par des paiements anticipés et très onéreux que fit M. Baring que l'on parvint à conclure.

On objecte encore *que si les étrangers regardoient la garantie de M. Baring comme nécessaire, il ne s'ensuivoit pas qu'ils regardassent une garantie de plus comme superflue, loin de là, car ils exigeoient encore celle du Trésor, eussent-ils refusé la garantie des capitalistes françois?*

Si les puissances avoient exigé la garantie des capitalistes françois indépendamment de celle de M. Baring, il auroit bien fallu chercher à la leur procurer, mais puisqu'on ne réclamoit pas ce surcroît de sûretés, il y avoit mieux à faire que ce qu'on reproche au Ministre de n'avoir pas fait: c'étoit de laisser peser sur M. Baring la solidarité toute entière et de faire participer les François à l'opération sans engagement solidaire. C'est ce qui a été pratiqué, les François ont eu plus de moitié dans l'emprunt, ils ne répondent à M. Baring que pour leur contingent, et M. Baring répond aux puissances pour le tout.

Quant à la garantie réservée sur le Trésor, il

semble assez naturel que les puissances, acceptant ses traites sur M. Baring, conservassent leur recours sur le tireur en cas de besoin. C'est une des plus simples notions des transactions commerciales.

On a affirmé que si l'emprunt avoit été accordé aux François, il auroit été rempli en entier et que même il auroit été réalisé sur-le-champ.

Nous avons déjà dit que la possibilité de l'admission des compagnies françoises étoit regardée à Aix-la-Chapelle comme chimérique. Indépendamment de cette difficulté, une question reste à examiner. De deux choses l'une, ou les François eussent associé des étrangers à leur opération et alors la chose revenoit au même, puisque les étrangers se sont associés des François pour plus de moitié, ou bien les François eussent fourni sur-le-champ 265 millions de leurs propres fonds, ce qui est absurde. Et en admettant que cela fût possible, quel tort immense une disparution si effrayante de numéraire n'eût-elle pas causé à l'industrie, à la propriété, au commerce, à la nation toute entière ?

Les offres faites par les compagnies françoises ne peuvent donc être alléguées contre la

traité du 30 mai. Eussent-elles été encore plus élevées, elles n'auroient été ni plus profitables au Gouvernement qui étoit lié, ni plus hasardeuses pour les proposants qui devoient présenter un refus fondé sur la foi due aux engagements contractés. M. le Duc de Richelieu ne laissa point ces compagnies dans l'incertitude. Sa loyauté connue de toute l'Europe ne peut être atteinte par les insinuations faites à cet égard. Son accusateur a d'ailleurs pris soin de le justifier, en produisant une lettre écrite, le 31 mai, par le noble Duc et dans laquelle celui-ci déclare formellement que d'autres arrangements ont été pris.

Je rends toute justice aux sentiments patriotiques qui ont dirigé les compagnies françoises, mais peut-on se plaindre que leurs offres n'aient pas été admises lorsque l'événement a prouvé que cette acceptation eût entraîné leur ruine?

Voyons maintenant s'il est vrai que les conditions imposées à M. Baring furent plus avantageuses que celles des prêteurs françois.

L'emprunt françois a été conclu à 66—50, l'emprunt étranger à 67. La différence numérique n'est pas en faveur du dernier.

Elle est compensée et au-delà, dira-t-on, par la différence des délais de paiements.

Il est vrai, mais cette différence est peu considérable. Elle a même disparu par l'effet des dernières transactions qui ont porté l'emprunt étranger à-peu-près au taux de 67—90.

L'équilibre étoit d'ailleurs parfaitement rétabli par la disparité des positions. Les prêteurs françois pouvoient disposer de leurs rentes à mesure des paiements, les prêteurs étrangers s'étoient engagés éventuellement pour une époque indéterminée. L'évacuation pouvoit avoir lieu plus tôt ou plus tard, elle pouvoit ne pas avoir lieu du tout; dans toutes les suppositions ils devoient se tenir prêts, leurs capitaux étoient engagés et ils ne pouvoient disposer de rien.

On a demandé comment il se faisoit que l'emprunt de 24 millions eût été donné à des prêteurs qui ne pouvoient que gagner à un taux inférieur à celui des prêteurs françois qui ne pouvoient que perdre. Mais comment a-t-on démontré cette proposition?

Si l'évacuation n'avoit pas lieu, l'emprunt étoit résilié, les étrangers ne supportoient d'autres pertes que celles des dispositions de fonds, faites d'après l'éventualité du traité; si l'éva-

evacuation avoit lieu, ou la rente s'élevoit, et les prêteurs des deux emprunts gagnoient dans la même proportion, où elle baissoit, et tous deux perdoient également.

Veut-on dire, et on le dit en effet, que la rente devoit nécessairement monter après l'évacuation et que l'évacuation étoit assurée? C'est tourner dans le même cercle, les étrangers ne pouvoient gagner sans que les François ne gagnassent. Comment soutenir ensuite que la hausse étoit immanquable, tandis que la rente vendue à 67 dans le mois de mai est descendue jusqu'à 63 après l'évacuation, et lorsqu'elle ne dépasse guère aujourd'hui le taux primitif de l'emprunt?

Ce qui précède se lie aux arguments faits contre la clause résolutoire.

En supposant que cette clause pût avoir de fâcheuses conséquences, on ne pourroit en imputer le blâme aux Ministres, le crédit n'étoit qu'éventuel, ils étoient obligés de traiter conditionnellement.

Mais il n'est pas vrai que cette clause ait eu les conséquences qu'on lui attribue.

Voici comment raisonnent les adversaires du Ministre. *Les traitants pouvoient vendre les rentes à volonté, ils ne les avoient pas, dira-t-*

on; mais chacun sait que dans toutes les bourses du monde, avec du crédit on vend ce qu'on n'a pas, à plus forte raison ce qu'on est sûr d'avoir, en profitant pour vendre de la première hausse. Ils avoient deux chances également favorables et aucune contre. Si l'évacuation avoit lieu, ils recevoient les rentes et ils les livroient à très gros profits à leurs acheteurs, si elle n'avoit pas lieu la baisse considérable qui en étoit le résultat infallible leur procuroit un moyen facile de remplir leurs engagements.

Ce raisonnement roule sur la supposition que M. Baring auroit vendu des rentes qu'il n'avoit pas encore. On sort par cela même de la question de l'emprunt. Des ventes, faites sans être nanties de l'objet que l'on doit livrer, constituent précisément le jeu journalier de la bourse. Il n'est pas besoin pour y jouer d'avoir traité d'un emprunt.

Cette opération, possible s'il se fût agi de sommes modiques, devenoit impraticable lorsqu'il s'agissoit de tant de millions. Dans tous les cas, elle eût été d'une haute imprudence. M. Baring, en provoquant une baisse rapide, courroit le risque de n'être pas payé par ses acheteurs. Alors, loin d'avoir réalisé d'avance le gage qu'il devoit recevoir du Gouvernement,

il l'auroit avili , et lorsqu'il auroit fallu le négocier en réalité , il eût éprouvé des pertes énormes.

Mais il est faux que M. Baring ait fait une pareille spéculation. S'il en eût été ainsi , auroit-il traité des 100 derniers millions , à Aix-la-Chapelle , au prix de 74 f. ?

Il est à remarquer que les rentes de l'emprunt étoient encore inscrites au nom de M. Baring , le 1^{er} mars 1819. Ne les eût-il pas transférées plus tôt , s'il eût fait des ventes antérieures à la crise de la bourse ?

Du reste , par quelle garantie eût-on évité ces prétendus inconvénients dans un emprunt françois ou mixte ? Des banquiers françois ont eu la moitié de l'emprunt ; personne ne les accuse d'avoir vendu à cette époque. Leurs noms , il est vrai , et la haute réputation dont ils jouissent , ne laissent aucune prise à la calomnie ; mais il n'y a pas plus de raison pour qu'elle s'attache à M. Baring. Leur intérêt étoit commun , et le fait est que les uns ni les autres ne se sont rendus coupables d'une opération également réprouvée par la loyauté et par la prudence.

Ce n'est pas seulement aux opérations de M. Baring que la crise de la bourse a été imputée ;

le Ministre a été accusé d'y avoir contribué , en employant des fonds du Trésor sur des reports de rentes.

Les escomptes payés par le Trésor pour anticipations des paiements de l'emprunt de 14 millions avoient coûté 500,000 francs. Le Ministre chercha à recouvrer cette perte.

Ces anticipations avoient apporté au Trésor plus de fonds que le service n'en réclamoit pour le moment. La rente s'étoit élevée à 74, en juillet ; la confiance étoit générale ; la banque demandoit à partager l'excédant de sa réserve ; les emprunts de la Russie , de la Prusse , de l'Autriche , n'étoient pas ouverts ; le jeu de Beerenbroock n'étoit pas porté à son plus haut point d'extravagance. Tous les pamphlets accusoient le Ministre de jouer à la baisse , pour rapprocher la rente du taux de l'emprunt.

Ce fut dans ces circonstances que le Ministre crut devoir employer à cette opération une somme qui s'éleva d'abord à environ 11 millions.

Il ne faut sans doute ni aliéner les fonds de l'Etat ni les compromettre. Rien de tout cela n'existoit dans les reports. C'est un prêt assuré à un taux qui ne laisse aucune chance de perte, et qui est garanti par les effets mêmes dont l'Etat est débiteur.

Si la Loi n'autorisoit pas l'emploi de ces fonds, elle ne le défendoit pas non plus. S'il est convenable d'interdire à l'avenir de semblables placements, la prohibition n'existoit pas encore, l'opération étoit indiquée par les circonstances, elles motivoient une exception.

Il étoit nécessaire en effet de rendre promptement à la circulation des fonds oisifs. La somme n'étoit pas assez forte pour produire un mouvement marqué à la Bourse, elle pouvoit seulement favoriser l'impulsion générale au profit de l'État et des stipulations ultérieures d'Aix-la-Chapelle. Dans tous les cas on réduisoit les frais de négociation, et le Trésor a gagné effectivement un million.

A cette époque, on avoit fausement accusé le Ministre de jouer à la baisse, aujourd'hui on l'accuse d'avoir joué à la hausse. S'il en eût été ainsi, il auroit du moins joué contre lui-même, et dans cette faute supposée il n'y a rien de déloyal à désavouer. Comme tous les banquiers, comme toute la place de Paris, il a cru que la rente valoit réellement 75 fr.

Tout change en novembre, et alors ce qui étoit volontaire devint forcé. La crise s'étoit manifestée. Le commerce françois fit de géné-

reux efforts, les agents de change s'imposèrent d'immenses sacrifices, mais ils ne suffisoient point, et sans l'intervention du Gouvernement, sans l'emploi des fonds qui se trouvoient en réserve, la place de Paris n'auroit pu être sauvée.

La reconnoissance de ce service ne fut pas de longue durée, personne ne le rappelle à notre souvenir, tandis qu'une multitude de voix s'élèvent pour reprocher au Ministre cette crise désastreuse.

D'un autre côté on a imputé cette crise, tantôt aux propositions des compagnies françoises, tantôt au jeu insensé de Beerenbroock, tantôt aux facilités données aux papiers appelés, à tort ou à raison, effets de circulation, tantôt au resserrement des escomptes de la Banque, tantôt à l'élévation du cours à 80, qui amena beaucoup de vendeurs. Il ne seroit point absurde de supposer que toutes ces causes ont dû influer collectivement sur la crise. Toutefois je n'entreprendrai point d'assigner la portion d'influence que chacune d'elles a pu exercer, je ne dirai pas même qu'elles en aient exercé aucune. Je ne ferai qu'une remarque, c'est qu'il est étrange qu'on écarte tant de motifs plausibles pour arriver jusqu'au Ministre, et qu'on

l'accuse seul d'avoir perdu la Bourse, tandis qu'il est incontestable que c'est le Gouvernement qui l'a sauvée.

Je ne dirai qu'un mot sur la résiliation du traité conclu pour les cent derniers millions; je crois cette opération bonne et légale, mais c'est bien gratuitement qu'on, en attribuerait le blâme ou le mérite à l'ancien Ministre des finances; il a quitté le Ministère le 7 décembre, le marché n'a été résilié que le 2 février.

Nous avons terminé cette longue série de plaintes et d'accusations. Vous avez pu juger si elles sont mal fondées. L'examen des actes ministériels est permis, la censure l'est également, mais peut-on inculper les intentions d'un fonctionnaire public, peut-on porter atteinte à son honneur et se dispenser d'en fournir la moindre preuve? Ces attaques ont dû paroître cruelles à un Ministre qui a servi son Roi et son pays avec tant de zèle, tant de droiture, et j'ajouterai avec tant de succès? Les faux ménagements qu'on a semblé lui témoigner n'ont-ils pas dû le blesser plus vivement encore? On lui impute les faits les plus graves et on paroît dédaigner de le poursuivre. Ne seroit-il pas fondé à imposer silence à ses détracteurs ou à les obliger à provoquer sa mise en

accusation? Révéler des abus est un devoir, en poursuivre la réparation en est un autre, n'accomplir ces devoirs qu'à moitié, ce n'est pas de la modération, c'est une criante injustice. C'est laisser peser sur l'accusé le poids du soupçon en le mettant dans l'impossibilité de se justifier, c'est se réserver une espèce de privilège de calomnie.

Telles n'ont point été assurément les intentions des adversaires du Ministre, et je m'empresse de le reconnoître, mais n'importe, tel seroit le résultat de leur conduite, et je ne puis admettre les fuites raisons qui ont été alléguées pour différer de donner une suite légale à ces imputations.

Il faut attendre, a-t-on dit, l'approbation définitive des comptes de 1818, et elle a été renvoyée à 1820. Il ne s'agit pas ici d'une question de comptabilité, il s'agit d'une opération de gouvernement, qui peut et qui doit être appréciée dès la session actuelle. Les chiffres seront apurés et jugés de manière ou d'autre en 1820, mais leur fixation définitive ne peut ni condamner, ni absoudre, ni changer la nature des opérations relatives aux emprunts. Rien ne peut donc excuser des retards qui laisseroient, pendant un an encore, l'ancien Mi-

nistr
aussi

Qu
les p
quel
enve
envi
poin
tion
lion
litiqu
tout
conn
avec
lisé d
qu'il
et de
franc
qu'en
d'une
qui n
Lo
obten
irrég
dans
le pé
ment
N° 1

nistre sous le poids d'accusations morales, aussi injurieuses à sa délicatesse.

Quant à nous, Messieurs, loin de partager les préventions qui ont pu aveugler à ce point quelques individus, et les rendre si injustes envers un Ministre que nous avons toujours environné de notre estime, nous n'oublierons point que ce Ministre *inhabile et mal intentionné* a trouvé la France envahie par un million d'hommes, en proie aux déchirements politiques, privée de ressources, destituée de tout crédit; nous nous souviendrons avec reconnaissance qu'il a soutenu tous les services avec une exactitude sans exemple, qu'il a réalisé des emprunts pour des sommes immenses, qu'il a assuré le paiement de la dette publique et de l'amortissement, qu'il a contribué à affranchir notre territoire du joug étranger, et qu'enfin, après avoir sauvé la place de Paris d'une crise désastreuse, il a laissé à 70 la rente qui n'étoit qu'à 54 à son entrée au Ministère.

Lorsque d'aussi grands avantages ont été obtenus, qu'il est facile de signaler quelques irrégularités auxquelles on n'a pu échapper dans des moments critiques! qu'il est aisé après le péril d'affirmer qu'on auroit dû agir autrement! A-t-on calculé les inconvénients qui se-

roient résultés d'une marche contraire? On n'en est point frappé, ils n'ont point existé, tandis qu'on relève avec amertume des inconvénients inséparables de l'administration la plus paisible et la plus anciennement établie. Est-il équitable de grossir ces inconvénients, et de les transformer en des crimes? N'est-il pas souverainement injuste d'exiger, alors que tout étoit à construire au milieu d'obstacles sans nombre, que tout ait été porté du premier jet au plus haut point de perfection? Nous, Messieurs, c'est sur les résultats, c'est sur les intentions que nous porterons notre jugement, et après nous être livrés à cet examen nous demeurerons convaincus que l'ancien Ministre des finances a bien mérité de la patrie.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mardi 29 juin 1819.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du Budget des dépenses de 1819;
Adopté par la Chambre des Députés le 22 juin 1819,
Présenté à la Chambre des Pairs le 29 du même mois, par
le Ministre des finances.

DISCOURS du Ministre, contenant l'exposé des motifs
du Projet.

ORDONNANCE du Roi portant consentement de la part
de Sa Majesté aux amendements proposés par la
Chambre des Députés.

TEXTE du Projet amendé.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

L
hér
du
d'ér
A
plu
règ
c'es
tim
des
A

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Le Roi nous a ordonné de porter à vos délibérations le projet de Loi relatif à la fixation du Budget des dépenses de 1819, tel qu'il vient d'être adopté par la Chambre des Députés.

Aucun acte législatif n'a peut-être un besoin plus impérieux de la force de l'opinion que le règlement des dépenses publiques, parceque c'est la conviction qu'elles ont été jugées légitimes et indispensables qui rend facile la levée des impôts destinés à les payer.

Aussi regardons-nous comme une améliora-

tion sensible dans notre régime constitutionnel, la méthode introduite cette année de discuter séparément les dépenses avant de s'occuper des voies et moyens. Par-là, les charges diverses de l'État ont été soumises à une investigation plus scrupuleuse. Par-là, un plus grand nombre de détails ont été mis en lumière, et l'on peut mieux juger de la limite à laquelle doit s'arrêter la quotité des impôts.

Les nécessités de l'État doivent être aussi positivement connues des mandataires chargés de les apprécier pour y satisfaire, que des Ministres qui les leur exposent. Car les Ministres ont aussi pour premier devoir comme citoyens, comme serviteurs honorés de la confiance du Roi, d'accomplir sa volonté la plus constante, celle d'alléger les charges du peuple et, conséquemment, de ne rien demander qui ne soit juste et indispensable.

En étudiant les détails de l'administration, on verra si cette pensée de ménager, par la modération des dépenses, les facultés du contribuable, ne nous a pas toujours été présente; si les Ministres n'ont pas fait toujours et progressivement toutes épargnes compatibles avec le bon ordre et l'équité; on verra si, dans les frais d'administration, il en est quelques uns

qui ne puissent se justifier par aucun but utile à l'intérêt général.

Cet examen , contenu dans les limites de la question par une connoissance plus familière de son objet , préviendra ces digressions vagues qui , dans la recherche du mieux , mettent par fois le bien en péril , et attaquent le fonds à propos d'accessoires. L'expérience rendra plus circonspect sur les propositions d'innover. Elle enseignera probablement à ne point tant dédaigner ce qui existe , à ne pas supposer qu'on puisse tout-à-coup le remplacer par des systèmes plus réguliers et plus économiques.

Les retranchements faits sans maturité ne donneroient lieu qu'à une épargne passagère qui pourroit n'être pas sans repentirs. Cet écueil du zèle pour l'économie est peu à redouter sous un Gouvernement où la lumière des controverses publiques fait distinguer le nécessaire des profusions , et l'avantage de restreindre du danger de détruire.

Les réductions de dépenses qui ont été proposées par la Chambre des Députés et consenties par le Roi , ne nuiront point au service de l'année , mais nous ne pouvons garantir qu'elles ne laissent pas quelque lacune dans le service de l'exercice entier. Le compte qui en sera

rendu après la révolution de cet exercice, fera connoître si nos doutes sont fondés.

En bornant le Budget aux besoins d'une année, c'est-à-dire aux seuls paiements qui doivent être effectivement accomplis depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre, il y auroit eu moins à demander que pour un exercice dont la durée a plus de douze mois, et laisse par-delà cette période, des recouvrements à faire et des dépenses à acquitter, qui ont pris naissance dans l'année dont il porte le nom.

Choissant l'exemple le plus clair, nous allons montrer comment, pour arriver à une réduction, on a raisonné dans un système analogue au Budget d'année.

Les reconnoissances de liquidation doivent toutes porter un intérêt depuis le 5 mai 1816. Celles qui sont délivrées en ce moment ont donc à redemander une portion de cet intérêt à l'exercice 1816, celles qui seront délivrées l'année prochaine seront aussi créancières de cet exercice.

Nous avons demandé que des crédits fussent ouverts, et à l'exercice courant, et aux exercices antérieurs, afin qu'ils pussent solder ces créances lorsqu'elles se présenteroient.

On a objecté qu'il étoit inutile de faire des

fonds quand les liquidations n'étoient point encore terminées , et qu'il suffisoit d'ouvrir un crédit pour les reconnoissances déjà émises , et pour celles qui le seront dans le courant de l'année. C'est ce raisonnement qui a déterminé la réduction d'une somme de 4 millions sur le chapitre de la dette constituée. Cette réduction, bonne pour une année, est, quant à l'exercice, plutôt un ajournement de dépense qu'une épargne.

Le même raisonnement peut s'appliquer au retranchement de 8 millions , fait au crédit du Ministère de la guerre. La discussion à ce sujet a laissé éclater un sentiment si vif de dignité et d'indépendance nationale, qu'il est impossible de croire qu'on ait voulu diminuer en rien les forces qui doivent maintenir la France au rang qui lui appartient en Europe. Un amendement qui devoit avoir de tels effets , n'est pas de ceux que le Roi eut consentis.

D'autres retranchements ont eu lieu dans le crédit du Ministère des finances, l'un de 2,817,000 fr. appartient à la dette flottante, l'autre de 1,800,000 fr. frappe sur les frais de négociations.

La dette flottante a été le sujet d'une discussion qui a laissé les opinions incertaines; il est

nécessaire qu'elles se fixent sur cette partie du service des finances qui a toujours existé et qui se reproduira toujours avec plus ou moins d'étendue.

Cette dette est plus inévitable dans un État que la dette constituée. Celle-ci ne provient en général que de besoins causés ou accumulés par des circonstances extraordinaires, l'autre est inhérente au mouvement habituel du service dont elle est l'auxiliaire utile, et l'on pourroit dire indispensable. C'est par elle que les paiements sont à l'abri d'ajournement, parce que dans le cas d'insuffisance de moyens présents pour les compléter, elle prête le supplément nécessaire.

Il étoit généralement convenu que les dépenses avoient une marche plus rapide que les recettes; on a mis en avant cette année pour la première fois une proposition contraire. Les bons esprits à qui elle a pu faire illusion, reconnoîtront bientôt que c'est un paradoxe.

En effet, Messieurs, si on réfléchit que l'amortissement se paie tous les jours, la solde par quinzaine, la liste civile, les appointements tous les mois, que tous les mois aussi on donne de forts à-comptes sur le prix des travaux et des fournitures de tout genre, que

même un assez grand nombre se soldent ; qu'enfin le Trésor acquitte dans les neuf premiers mois de chaque année, plus de 300 millions pour les arrérages des rentes perpétuelles et viagères, et pour les pensions de toute nature, on aura peine à croire que la réalisation des recettes devance ou seulement égale les exigibilités de tous ces paiements.

Cette méprise vient, de ce qu'on enregistre comme recettes, lors de leur encaissement, les traites coupes de bois, celles des douanes et d'autres effets à terme, dont l'échéance est de trois, six, neuf mois, un an, et quelquefois de quinze mois.

Le fait est que dans la rotation générale des paiements et des rentrées, prise sans acception de terme, ce sont les paiements qui se présentent plus vite, et c'est par la délivrance des valeurs intermédiaires appelées dette flottante, qu'on remédie au défaut de coïncidence des recettes avec les paiements.

D'ailleurs, quand même il y auroit toujours dans les diverses caisses publiques une masse de fonds réalisés, égale à la masse des paiements exigibles, il faudroit que cette proportion existât par-tout où ces paiements doivent se faire. Cela est impossible. L'équilibre s'éta-

blit par des virements d'un département trop garni sur celui qui ne l'est pas assez.

Ces virements s'opérant en papier pour éviter les retards et les risques de routes, et pour épargner les frais de transports, il en résulte des dépenses de compensation qui se rattachent à la dette flottante.

Le Trésor est bien loin de recevoir de Paris toutes les sommes qu'il y paie.

Les ressources extérieures qui lui arrivent ne se trouvent pas toujours dans ses caisses à point nommé, et dans un rapport exact avec ce qu'il doit. Il y supplée par des bons dont les intérêts rentrent aussi dans les charges de la dette flottante.

Cette dette se compose encore des fonds libres appartenants aux communes et aux établissements publics, et qui, confiés à la garde du Trésor, échappent à la stérilité des stagnations par les intérêts qu'ils produisent.

Il faut aussi comprendre dans la dette flottante les sommes que les receveurs-généraux paient pour le Trésor, ou qu'ils lui envoient au-delà de leurs recettes. Ces avances entraînent des intérêts qui se classent dans le chapitre de la dette flottante.

Toutes ces ressources auxiliaires, qui rendent

le service du Trésor sur tous les points et dans tous les temps aussi facile et aussi ponctuel que s'il avoit sous la main le montant de tous ses revenus, sont obtenus par le crédit de ses bons et par l'entremise de ses agents, à des conditions qui, comparées à celles des anciens traitants, ont tous les avantages de l'économie, indépendamment de ceux de la plus grande sûreté.

Nous sommes si convaincus des bons effets d'une dette flottante sagement dirigée, que nous desirons qu'elle devienne, dans ses détails, l'objet d'une investigation aussi soignée que les autres dépenses du Budget, espérant que le résultat de cette investigation produira dans l'esprit de ceux qui s'en occuperont une opinion conforme à la nôtre.

L'intérêt des bons royaux étant aujourd'hui plus modéré qu'à l'époque où le Budget a été rédigé, la réduction proposée par la Chambre sera moins sensible pour le service.

Quant à celle de 1,800,000 fr. sur l'article des frais de négociations, nous attendrons la révolution de l'exercice pour vous faire connoître quel en aura été l'effet.

Tel est en substance, Messieurs, le résultat de la discussion du Budget des dépenses de

l'exercice 1819. Les modérations qu'il a éprouvées sont dues à la louable impatience d'alléger les impôts plus promptement que la prévoyance du Gouvernement ne l'avoit jugé possible. Cet empressement d'une part, et cette prévoyance de l'autre, devoient se concilier, puisque le desir de l'allègement existoit des deux côtés, et que, pour le réaliser, on ne différoit que sur le choix de l'époque.

D'autres questions se sont élevées relativement au projet de Loi, et nous les croyons trop importantes pour ne pas vous en entretenir.

La première est relative à l'exécution de l'Ordonnance du 4 juin 1814, Ordonnance qu'a expressément maintenue l'article 6 de la Loi du 8 novembre. Cette Ordonnance, vous le savez, Messieurs, a affecté l'ancienne dotation du Sénat à deux sortes de destinations. Les pensions conservées aux anciens Sénateurs et à leurs Veuves, et les dépenses de la Chambre des Pairs.

Il résulte aussi de cette Ordonnance que cette dotation est administrée conjointement avec le domaine de la Couronne, et par conséquent répartie par les administrateurs de ce domaine entre les deux destinations diverses que nous venons d'indiquer.

Les fonds tirés du domaine de l'État qui complètent cette dotation, en se joignant à ceux qu'elle possède en propre, ont pu légalement garder jusqu'ici ce caractère de spécialité.

L'administration des domaines de la Couronne s'est conformée à l'article 6 de la Loi du 8 novembre qui lui confie la gestion de cette spécialité. Mais on avoit senti en 1814 qu'une portion si importante du domaine public, et consacrée à deux emplois si essentiels, ne pouvoit continuer à être ainsi administrée sans des règles légales. La loi du 8 novembre annonçoit qu'il devoit en être rendu une autre sur cet objet. On a réclamé l'accomplissement de cette promesse. Nous croyons qu'il sera indispensable de s'en occuper.

La dotation de la Légion-d'Honneur, déjà insuffisante au 1^{er} avril 1814, pour subvenir à toutes les charges dont elle étoit grevée, l'est devenue bien davantage par suite des événements qui lui ont enlevé, hors de France, une partie importante de ses revenus.

Cette insuffisance a donné lieu à une proposition pour y remédier.

C'est à regret qu'elle a été écartée : d'abord, pour ne pas encourager le dangereux exemple

de voir s'introduire à la Chambre des Députés l'initiative d'une dépense ; en second lieu , pour ne point prendre d'engagements sans en bien connoître l'étendue.

Le nombre des membres de la Légion , en ne comptant que ceux à qui la Charte a garanti un traitement préexistant , est hors de proportion avec le nombre primitif et avec les ressources créées pour cette dépense.

Avant donc de se livrer à la munificence nationale , il convient de calculer de quelle manière et jusqu'à quel point l'état de nos finances permet de suppléer à l'insuffisance de la dotation.

Si le desir d'être généreux pouvoit dispenser de prévoyance , ce seroit assurément pour une classe de serviteurs qui a si bien mérité de l'État. Mais le bien même ne s'improvise pas , et celui que réclame la situation présente du fonds des dotations a besoin d'être mûri , pour reposer sur des bases qui le rendent certain et durable.

Les dispositions bienfaisantes qui ont été prises relativement à l'Ordre de Saint-Louis ne se rattachent pas au même principe : on n'a point fait de nouveaux fonds pour une nouvelle dépense , on s'est borné à modifier la législation relative au cumul des pensions.

Des sentiments de même nature ont appelé l'intérêt public sur les donataires privés de leurs dotations, qui reçoivent, depuis quelques années, des secours provisoires puisés dans les débris de l'ancien domaine extraordinaire. Sans doute ils n'ont point, comme on a semblé le dire, de droits acquis sur aucune portion du domaine public. La récompense qu'ils avoient reçue et si glorieusement méritée étoit devenue un propriété privée : elle a péri entre les mains du possesseur par des événements qu'il n'étoit au pouvoir de personne d'empêcher ; mais l'origine de cette propriété privée, la destination qu'elle avoit reçue ont déterminé le Roi, d'après un principe non de justice légale mais d'équité, à considérer les derniers restes de ce domaine extraordinaire que les donataires avoient autrefois conquis au prix de leur sang, comme une propriété appartenant en commun à ceux d'entre eux qui se trouvoient dans le dénuement. C'est ce principe qu'a consacré la Loi du 15 mai. Dès que l'actif de ce domaine aura été liquidé, alors on pourra, avec connoissance de cause, rendre légale et définitive sa distribution.

Nous ne terminerons point, Messieurs, ce résumé sommaire des principaux points de la

discussion sans nous féliciter avec vous de l'heureuse différence qui distingue ce Budget de celui que vous réglâtes l'an dernier. Alors une charge annuelle de 290 millions pesoit sur nous. Le présent étoit accablé de ce fardeau et l'avenir étoit couvert d'une inquiétante obscurité.

Aujourd'hui la France est libre; ses taxes n'appartiennent qu'à elle, et la source ruineuse des emprunts est fermée. Si les maux ne sont pas encore guéris, du moins leurs causes ont disparu.

Une longue paix extérieure nous est promise. La paix intérieure dépend de nous. Espérons qu'elle prendra de la consistance avec nos institutions; que sous son abri l'amortissement ne sera point ralenti dans son action toujours croissante; que nous recueillerons sans altération les fruits successifs des extinctions journalières dans la dette viagère et les pensions, et des économies qu'un ordre prolongé apportera graduellement dans les rouages de la machine administrative; qu'enfin il n'est pas impossible que le terme de nos traverses soit le commencement d'une période qui nous en procure l'entière et durable réparation.

BUDGET

DE LA DETTE CONSOLIDÉE ET DE L'AMORTISSEMENT,

POUR L'EXERCICE 1819.

Intérêts des reconnoissances de liquidation délivrées avant le 1 ^{er} janvier 1819.	9,984,308 fr.	15,000,000 fr.
A délivrer ultérieurement (par évaluation).	5,015,692 fr.	
Intérêts de 5 p. 100 consolidés inscrits avant le 1 ^{er} janvier 1819.	167,776,309 fr.	172,997,123 fr.
A inscrire ultérieurement en exécution des Lois rendues.	5,220,814 fr.	
		187,997,123 fr.
Dotation de la Caisse d'amortissement.		40,000,000 fr.
TOTAL GÉNÉRAL.		227,997,123 fr.

ÉTAT B.

BUDGET DES DÉPENSES ET SERVICES POUR L'EXERCICE 1819.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET SERVICES.		ORDINAIRE.	TEMPORAIRE.	TOTAL GÉNÉRAL.
Liste civile.		25,000,000		34,000,000
Famille royale.		9,000,000		
Ministère de la justice.		17,460,000		17,460,000
Ministère des affaires étrangères (y compris 280,000 fr. pour construction de l'hôtel de ce ministère.		7,850,000		7,850,000
Ministère de l'intérieur.				
Service ordinaire.	10,700,000	102,700,000		102,700,000
Cultes.				
Clergé, non compris 4,700,000 fr. payés par le Trésor à titre de pensions faisant partie des traitements ecclésiastiques.	22,300,000			
Culte non catholique.	500,000			
Travaux publics.				
Ponts et chaussées et mines, y compris les fonds spéciaux.	30,000,000			
Travaux d'intérêt général à Paris.	1,400,000			
idem dans les départements.	1,800,000			
Dépenses départementales fixes.	12,000,000			
idem variables.	22,000,000			
Secours pour grêle, incendies, et autres cas fortuits (un centime sur les fonds de non-valeurs).	2,000,000			
Ministère de la guerre.				
Service actif.	168,494,000	168,494,000	16,256,000	184,750,000
Demi-solde et secours temporaires.	15,600,000			
Frais de liquidation de l'arriéré.	656,000	16,256,000		
Ministère de la marine et des colonies.				
Service général.		45,200,000		45,200,000
Ministère des finances.				
Dettes viagères.			11,800,000	249,559,000
Pensions.		23,000,000	43,938,000	
Intérêts de cautionnements.		8,000,000		
Intérêts de la Dette flottante.			7,500,000	
Chambre des Pairs.		2,000,000		
Chambre des Députés.		680,000		
Légion-d'Honneur (rente payable sur les produits de l'enregistrement).		240,000		
Cour des Comptes.		1,243,000		
Commission de liquidation française et étrangères.			151,000	
Cadaastre.			3,000,000	
Constructions, rue de Rivoli.			1,200,000	
Service ordinaire du Ministère, déduction faite de 224,000 fr. pour intérêts d'anciennes créances sur le Trésor.		7,341,000		
Frais de service du Trésor, déduction faite de 1,800,000 francs sur les 4,086,000 francs demandés pour commission aux receveurs-généraux et particuliers.		5,796,000		
Frais de régie et de perception, déduction faite 1 ^o de 2,000,000 sur le fonds de non-valeurs transporté au Ministère de l'intérieur pour les secours pour grêle, incendies, etc.; 2 ^o de 500,000 francs pour réimpositions; 3 ^o de 200,000 francs sur l'administration des contributions indirectes.		133,670,000		
TOTAL GÉNÉRAL.		557,674,000	83,845,000	641,519,000

RÉCAPITULATION DES CHARGES ET DES DÉPENSES DE 1819.

Dettes consolidées et amortissement.	227,997,123
Service général.	641,519,000
TOTAL GÉNÉRAL.	869,516,123

ARTICLES PORTÉS POUR ORDRE EN DÉPENSES, ET QUI DEVONT L'ÊTRE EN RECETTES.

Dépenses de l'administration de l'instruction publique. (Ministère de l'intérieur.)	1,789,352	5,070,852
Dépenses de la direction générale des poudres et salpêtres. (Ministère de la guerre.)	3,290,500	

ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT:

Nous avons ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de Loi ci-annexé, concernant la fixation des dépenses de l'exercice 1819, proposé par Nous, et adopté par la Chambre des Députés, avec des amendements que Nous admettons, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre Secrétaire d'État au département des finances; et par les Conseillers d'État Comte Béranger, Chevalier Cuvier, Baron Capelle, Baron de Barante et Guizot et Allent, que nous char-



(18)

geons d'en exposer les motifs , et d'en soutenir la discussion.

DONNÉ à Paris le 27^e jour de juin de l'an de grace 1819, et de notre règne le 25^e.

Signé LOUIS.

Et plus bas ,

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'État des finances ,

Signé Baron LOUIS.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du Budget des dépenses de 1819.

TITRE PREMIER.

Dispositions relatives aux Pensions.

ARTICLE PREMIER.

Le crédit des pensions militaires, fixé par la Loi du 25 mars 1817 à 51,762,317 fr., pourra être augmenté jusqu'à concurrence d'une somme de 1,500,000 fr., destinée à couvrir l'insuffisance de ce crédit, comparé au montant réel des pensions militaires, acquises antérieurement à ladite Loi.

Les inscriptions qui auront lieu, en vertu du présent article, porteront jouissance du 1^{er} janvier 1819.

2.

Les soldes de retraite des militaires sujets à la visite annuelle, et pour lesquels il avoit été fait un fonds particulier de 1,600,000 fr. au Budget du Ministère de la guerre, en exécution

de l'art. 28 de la Loi du 25 mars 1817, seront inscrites au livre des pensions du Trésor royal pour être payées à compter du 1^{er} janvier 1819, sur les fonds généraux mis à la disposition du Ministre des finances.

3.

Ces soldes de retraites provisoires sont déclarées définitives, et les titulaires ne seront plus assujettis à la visite annuelle.

4.

L'inscription au Trésor aura lieu d'après les tableaux qui seront adressés au Ministre des finances par le Ministre de la guerre, et suivant les formalités prescrites par les articles 24 et 25 de la Loi du 25 mars 1817.

5.

A l'avenir, la totalité des extinctions qui surviendront dans les pensions militaires sera acquise à l'État.

La moitié desdites extinctions, affectée à la concession de pensions nouvelles par la Loi du 25 mars 1817, sera remplacée, à compter du 1^{er} janvier 1819, par un crédit annuel qui, en temps de paix, ne pourra s'élever au-delà de 600,000 fr.

Tous les ans le Ministre de la guerre rendra un compte spécial de l'emploi de ce crédit, qui ne pourra être augmenté qu'en vertu d'une Loi.

6.

Les dispositions de l'article 12 de la Loi du 15 mai 1818, relatives à la pension dont jouissent les Chevaliers de Malte présents à la capitulation de l'île, sont étendues à ceux de ces Chevaliers qui jouissent d'une pension de retraite ou de tout traitement quelconque, et leur sont applicables à dater de la promulgation de ladite Loi.

7.

Sont exceptées de la disposition des Lois qui prohibent le cumul, les pensions accordées aux Grand-Croix, Commandeurs, et Chevaliers de St-Louis.

8.

La disposition de l'article 98 de la Loi du 15 mai 1818, qui assimile les vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie aux donataires des quatrième, cinquième, et sixième classes, est abrogée.

Les vétérans des camps de Juliers et d'A-

alexandrie , ainsi que les veuves et les orphelins de ceux qui sont décédés , tant sur les établissemens que depuis leur rentrée en France , seront inscrits au livre des pensions pour une somme égale à leur solde de retraite , en indemnité des domaines nationaux qui leur avoient été concédés par la Loi du 1^{er} floréal an 11 (21 avril 1803).

Ces pensions seront reversibles sur les veuves des vétérans.

Les arrérages du doublement de solde accordés par l'Ordonnance du 2 décembre 1814, et suspendus au 1^{er} avril 1817, seront acquittés sauf déduction des sommes reçues du domaine extraordinaire , en vertu de l'article 98 de la Loi du 25 mars 1817.

9.

Les comptes des caisses des pensions de tous les Ministères et de toutes les administrations , appuyés sur toutes les pièces justificatives , seront soumis au jugement de la Cour des comptes ; ils comprendront toutes les recettes et toutes les dépenses faites depuis l'établissement des retenues.

TITRE II.

*Fixation des charges et dépenses de l'exercice
1819.*

§ 1^{er}.

Budget de la Dette consolidée.

10.

Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement, sont fixées, pour l'exercice 1819, à la somme de 227,997,123 fr., conformément à l'état A ci-annexé.

11.

La rente de 7,000,000 inscrite en vertu des conventions faites en 1815 avec les puissances étrangères pour la garantie de la contribution de guerre, laquelle ne portoit point d'intérêts, sera rayée du Grand-Livre.

12.

Le crédit de 745,838 fr. de rentes resté sans emploi sur celui de 3,500,000 fr. ouvert par l'article 2 de la Loi du 23 décembre 1815, pour le paiement des sommes dues aux sujets anglais, et le crédit de 5,170,623 fr. de rentes aussi resté sans emploi, sur celui de 24,000,000

(24)

ouvert par la Loi du 6 mai 1818, pour le paiement de ce qui restoit dû aux puissances étrangères, sont annulés.

§ II.

Fixation des dépenses générales du service.

13.

Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de 641,519,000 fr. pour les dépenses générales du service de l'année 1819, conformément à l'état B.

14.

Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 10 et 13 de la présente Loi, et dans les tableaux y annexés par les voies et moyens de l'exercice 1819.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mercredi 7 juillet 1819

Renouvellement des Bureaux, conformément
à l'article LX du Règlement.

Organisation de ces mêmes Bureaux, confor-
mément aux articles LVIII et LIX.

Nomination du Comité des Pétitions, confor-
mément à l'article LXIII.

Renouvellement des Bureaux.

LA Chambre des Pairs ayant conservé provi-
soirement le nombre de six Bureaux dans les-
quels elle s'étoit originairement distribuée, les
257 Membres reçus dont elle se compose en
ce moment ont été, par la voie du sort, ré-
partis entre les six Bureaux ainsi qu'il suit :

PREMIER BUREAU.

- M. le Baron Dubreton.
- M. le Comte Bourlier.
- M. le Maréchal Duc de Trévise.
- M. le Comte de Tascher.
- M. le Maréchal Duc de Tarente.
- M. le Comte Molé.
- M. le Comte Maurice Mathieu.
- M. le Comte d'Autichamp.
- M. le Duc d'Aumont.
- M. le Marquis d'Aragon.
- M. le Duc de Massa.
- M. le Comte de Marescot.
- M. le Duc de Castries.
- M. le Marquis de Vibraye.
- M. le Marquis de Catellan.
- M. le Vice-Amiral Comte Verhuell.
- M. le Marquis de Chabannes.
- M. le Marquis de Verac.
- M. le Duc de Caylus.
- M. le Marquis de Vence.
- M. le Comte du Cayla.
- M. le Marquis Dessolle.

- M. le Comte De Sèze.
M. le Comte Depère.
M. le Prince Duc de Bauffremont.
M. le Marquis de Chasseloup-Laubat.
M. le Comte d'Orvilliers.
M. le Vicomte Dubouchage.
M. le Comte de Sussy.
M. le Duc de Doudeauville.
M. le Duc de Chevreuse.
M. le Marquis de Brézé.
M. le Duc de Brancas.
M. le Comte de Brigode.
M. le Vicomte de Châteaubriand.
M. le Comte Emmery.
M. le Comte Ferrand.
M. le Duc d'Esclignac.
M. le Comte d'Escars.
M. le Comte de Rully.
M. le Duc de Polignac.
M. le Prince Duc de Poix.
M. le Marquis de Pérignon.

DEUXIÈME BUREAU.

- M. le Duc de Plaisance.
M. le Duc de Fitz-James.
M. le Marquis de Garnier.
M. le Marquis de Fontanes.
M. le Comte Dembarrere.
M. le Cardinal Duc de Bausset.
M. le Comte de Beaumont.
M. le Duc de Beaumont.
M. le Marquis de Talhouet.
M. le Comte d'Ecquevilly.
M. le Maréchal Prince d'Eckmühl.
M. le Comte Belliard.
M. le Comte Beker.
M. le Marquis de Talaru.
M. le Comte de Montalivet.
M. le Maréchal Duc de Bellune.
M. le Marquis de Boisgelin.
M. le Marquis de Pange.
M. le Marquis d'Osmond.
M. le Marquis de Bonnay.
M. le Marquis de Boissy du Coudray.
M. le Duc de La Châtre.

- M. le Comte de La Ferronnays.
M. le Comte de Boissy-d'Anglas.
M. le Comte de Sainte-Maure-Montausier.
M. le Comte Shée.
M. le Comte Decazes.
M. le Comte Davous.
M. le Comte de Croix.
M. le Comte Dehedouville.
M. le Comte de Talleyrand.
M. le Comte Curial.
M. le Duc de Croi.
M. le Vicomte Digeon.
M. le Baron Boissel de Monville.
M. le Comte Dejean.
M. le Duc de Crillon.
M. le Duc de Montbazou.
M. le Comte Destutt de Tracy.
M. le Prince Duc de Talleyrand.
M. le Comte Péré.
M. le Comte Pelet de la Lozère.
M. le Duc d'Avary.
-

TROISIÈME BUREAU.

- M. le Comte Mollien.
M. le Marquis d'Aligre.
M. le Comte Chaptal.
M. le Marquis d'Angosse.
M. le Comte de Vaubois.
M. le Comte d'Aboville.
M. le Maréchal Duc de Valmy.
M. le Baron d'Andigné.
M. le Duc de La Force.
M. l'Abbé Comte de Montesquiou.
M. le Comte Laforest.
M. le Marquis de La Guiche.
M. le Marquis de Lally-Tolendal.
M. le Duc de Choiseul.
M. le Comte de Clermont-Tonnerre.
M. le Comte de Choiseul-Gouffier.
M. le Comte Cholet.
M. le Marquis de Clermont-Gallerande.
M. le Comte Claparède.
M. le Comte de La Villegontier.
M. le Baron Séguier.
M. le Duc de La Trémoille.

(7)

- M. le Marquis de Lauriston.
M. le Duc de La Vauguyon.
M. le Comte Lebrun de Rochemont.
M. le Comte Lemercier.
M. le Comte de Durfort.
M. le Comte Lecouteux de Canteleu.
M. le Comte Lenoir-Laroche.
M. le Maréchal Duc d'Albuféra.
M. le Marquis d'Aguesseau.
M. le Marquis d'Albertas.
M. le Duc de Narbonne-Pelet.
M. le Comte du Muy.
M. le Marquis de Mun.
M. le Baron Mounier.
M. le Comte de Pontécoulant.
M. le Comte de Polignac.
M. le Comte de Noë.
M. le Comte Abrial.
M. le Maréchal Marquis de Beurnonville.
M. le Comte Berthollet.
M. le Marquis de Pastoret.
-

QUATRIÈME BUREAU.

- M. le Baron Bastard-d'Estang.
M. le Duc de Clermont-Tonnerre.
M. le Marquis de Biron.
M. le Comte d'Arjuzon.
M. le Marquis d'Aramon.
M. le Prince Duc de Chalais.
M. le Vicomte Dambray.
M. le Comte d'Argout.
M. le Comte de Suffren Saint-Tropez.
M. le Comte de Sparre.
M. le Comte Soulès.
M. le Duc de Brissac.
M. le Comte de Sainte-Suzanne.
M. le Comte de Saint-Vallier.
M. le Marquis de Saint-Simon.
M. le Comte de Saint-Roman.
M. le Marquis Maison.
M. le Comte Lynch.
M. le Comte de Mailly.
M. le Duc de Maillé.
M. le Comte Machault-d'Arnouville.
M. le Comte de Gouvion.

- M. le Comte de Germiny.
M. le Comte Germain.
M. le Comte de Castellane.
M. le Duc de Valentinois.
M. le Duc d'Uzès.
M. le Vice-Amiral Comte Truguet.
M. le Marquis de Semonville.
M. le Vicomte de Lamoignon.
M. le Duc de Sérent.
M. le Comte Lanjuinais.
M. le Marquis de Laplace.
M. le Comte de Béranger.
M. le Cardinal Duc de La Luzerne.
M. le Maréchal Comte Serurier.
M. le Maréchal Duc de Dantzick.
M. le Comte Daru.
M. le Comte de La Roche-Aimon.
M. le Duc de La Rochefoucauld.
M. le Baron de La Rochefoucauld.
M. le Marquis de Dampierre.
M. le Comte Demont.
-

CINQUIÈME BUREAU.

- M. le Marquis de Latour-Maubourg.
M. le Comte de Blacas.
M. le Duc de Damas-Crux.
M. le Comte de Latour-Maubourg,
M. le Baron de Barante.
M. le Duc d'Harcourt.
M. le Comte de Greffulhe.
M. le Maréchal Duc de Coigny.
M. le Marquis de Clermont-Tonnerre.
M. le Maréchal Duc de Conéglano.
M. le Comte Colaud.
M. le Comte Compans.
M. le Comte Colchen.
M. le Marquis Barthélemy.
M. le Marquis d'Harcourt.
M. le Comte d'Haussonville.
M. le Comte d'Haubersart.
M. le Comte Herwyn de Nevêlé.
M. le Marquis d'Herbouville.
M. le Duc de Croi-d'Havré.
M. le Maréchal Comte Jourdan.
M. le Comte d'Hunolstein.

- M. le Cardinal Duc de Talleyrand-Périgord.
M. le Vicomte de Montmorency.
M. le Baron de Montalembert.
M. le Comte de Monbadon.
M. le Duc de Saulx-Tavannes.
M. le Marquis de Caraman.
M. le Duc de Cadore.
M. le Duc de Saint-Aignan.
M. le Comte de Saint-Priest.
M. le Comte de Volney.
M. le Maréchal Marquis de Vioménil.
M. le Comte de Contades.
M. le Duc de Broglie.
M. le Marquis de La Suze.
M. le Comte de Damas.
M. le Duc de Dalberg.
M. le Marquis de La Tour du Pin-Gouvernet.
M. le Duc de Gramont.
M. le Maréchal Duc de Reggio.
M. le Comte Rapp.
M. le Marquis de Raigecourt.
-

SIXIÈME BUREAU.

M. le Comte de Gramont-d'Aster.
M. le Marquis de Grave.
M. le Comte Cornudet.
M. le Comte de Cornet.
M. le Marquis de Marbois.
M. le Maréchal Marquis de Gouvion-Saint-Cyr.
M. le Comte Dupont.
M. le Comte Dupuy.
M. le Comte Ricard.
M. le Duc de Duras.
M. le Comte Rampon.
M. le Duc de Lévis.
M. le Comte Reille.
M. le Vicomte d'Houdetot.
M. le Duc de Lorges.
M. le Marquis de Jaucourt.
M. le Marquis de Louvois.
M. le Marquis de Mathan.
M. le Duc de Luxembourg.
M. le Comte Vimar.
M. le Comte de Villemanzy.
M. le Comte Klein.

- M. le Comte de Lacépède.
M. le Comte de La Bourdonnaye-Blossac.
M. le Comte de Sabran.
M. le Duc de Montmorency.
M. le Comte Ruty.
M. le Comte de Montesquiou.
M. le Marquis de Rougé.
M. le Baron Morel de Vindé.
M. le Vicomte Le Peletier Rosambo.
M. le Duc de Mortemart.
M. le Duc de Rohan.
M. le Marquis de Mortemart.
M. le Marquis de Rivière.
M. le Marquis de Nicolaï.
M. le Duc de Richelieu.
M. le Duc de Noailles.
M. le Comte de Richebourg.
M. le Maréchal Duc de Raguse.
M. le Comte de Pressigny.
M. le Marquis de Maleville.
-

Organisation des Bureaux.

PAR le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les six Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Duc de Doudeauville.
Vice-Président, M. le Comte Maurice Mathieu.
Secrétaire, M. le Comte de Brigode.
Vice-Secrétaire, M. le Comte De Sèze.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Maréchal Prince d'Eckmühl.
Vice-Président, M. le Duc d'Avray.
Secrétaire, M. le Comte De Croix.
Vice-Secrétaire, M. le Comte d'Aboville.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de La Vauguyon.
Vice-Président, M. le Comte Lenoir-Laroche.
Secrétaire, M. le Comte Mollien.
Vice-Secrétaire, M. le Comte de Lally-Tolendal.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Daru.
Vice-Président, M. le Duc de La Rochefoucauld.
Secrétaire, M. le Marquis de Saint-Simon.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte Dambray.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le M^{al} Duc de Conégliano.
Vice-Président, M. le M^{al} M^{is} de Vioménil.
Secrétaire, M. le M^{is} de Clermont-Tonnerre.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Rapp.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Marquis de Marbois.
Vice-Président, M. le Marquis de Jaucourt.
Secrétaire, M. le Comte Ricard.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte d'Houdetot.

Nomination du Comité des Pétitions.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le I^{er} Bureau, M. le Marquis de Catellan.
Pour le II^e, M. le Comte de Boissy-d'Anglas.

(16)

Pour le III ^e ,	M. le Maréchal Duc d'Albuféra.
Pour le IV ^e ,	M. le Comte Germain.
Pour le V ^e ,	M. le V ^{te} de Montmorency.
Pour le VI ^e ,	M. le Comte Cornudet.

ra. COMMISSIONS
P 112.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du mercredi 7 juillet 1819.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte CHAPTAL,
au nom d'une Commission spéciale (*) chargée de
l'examen du projet de Loi relatif à la fixation du
Budget des dépenses de 1819.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le Comte CHAPTAL,
le Maréchal Duc d'ALBUFÈRA, le Comte DE CORNET, le Marquis DE
JAUCOURT, le Comte DE BRIGODE, le Baron DE MONVILLE et le Vice-
Amiral Comte TRUGUET.

REPORT
OF THE
COMMISSIONERS OF THE
LAND OFFICE

FOR THE YEAR
1871

IN
RESPONSE TO A RESOLUTION
PASSED BY THE HOUSE OF REPRESENTATIVES
JANUARY 1870

BY
J. M. SMITH

WASHINGTON:
PUBLISHED BY THE
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
1871

FOR SALE BY
THE NATIONAL BOOK CONCERN

WASHINGTON, D. C.
1871

RAPPORT.

MESSIEURS,

A l'ouverture de chaque session, la nation françoise attend avec une sorte d'anxiété qu'on lui fasse connoître l'étendue des sacrifices qu'on exige d'elle pour assurer le service public.

Jusqu'ici elle a supporté avec une noble résignation le fardeau qu'on lui a imposé; elle n'a vu dans l'énormité des taxes que le moyen de reconquérir son indépendance par la prompte libération de son territoire.

Mais aujourd'hui que ce bienfait est assuré, elle peut nous demander à connoître les rai-

sons qui ont pu déterminer les Chambres à voter un impôt qui ne lui présente presque aucun allègement.

Nous n'emploierons pour lui répondre que le langage de la franchise et de la raison : c'est le seul qu'on puisse faire entendre à une nation à-la-fois grande, éclairée et généreuse.

Nous lui dirons :

Sans doute les fléaux qui ont si long-temps affligé la France ont cessé, mais les sacrifices qu'on a faits pour s'en affranchir pèsent encore sur elle, et le passé dévore le présent.

La dette consolidée s'est accrue de plus de moitié.

La paix a rendu au repos des milliers de braves illustrés dans le service de leur patrie, et la France reconnoissante a mis au rang de ses premiers devoirs de leur assurer des pensions ou des traitements de retraite.

Ces deux premiers objets de nos dépenses absorbent le tiers de nos revenus.

A côté de ces dettes sacrées se trouvent d'autres obligations qu'il n'est pas moins important de remplir.

Depuis quatre ans, uniquement occupés de pourvoir aux engagements que nous avons contractés, nous avons été forcés d'ajourner

des dépenses que réclamoient impérieusement les besoins de l'administration intérieure : les travaux commencés ont été suspendus ; les routes et les canaux ont été imparfaitement réparés ; les arsenaux de la guerre et de la marine sont restés vides ; les places fortes , longtemps négligées , exigent de promptes réparations ; nos vaisseaux inactifs pourrissent dans les ports ; l'état militaire est encore loin de ce que prescrivent la sûreté et la prévoyance ; l'agriculture , l'industrie , le commerce , réclament des encouragements. En un mot , Messieurs , tout ce qui intéresse la prospérité , l'indépendance , la sûreté , et la dignité de la France , exige des secours et mérite toute la sollicitude du Gouvernement.

Présentez à la nation des dépenses d'une utilité aussi générale , et la nation souscrira , avec empressement , à toutes vos délibérations. La France ne craint que les dilapidations de la fortune publique.

Mais si l'énormité des charges produit sur la nation un sentiment pénible , nous pouvons au moins lui présenter l'idée consolante que ses charges diminueront chaque année , et qu'on aperçoit , dans un avenir qui n'est pas éloigné , le terme de ses sacrifices. En effet ,

Messieurs, la Loi a posé la limite que ne peut plus franchir la dette publique; elle a créé un fonds d'amortissement qui la réduit chaque jour, et qui finira par l'éteindre. Cette législation de sagesse et de prévoyance commande, sans doute, de grands efforts à la génération présente, puisqu'elle absorbe plus de 40 millions de l'impôt; mais elle prépare, pour les générations futures, un état plus prospère. Et si ce mode de libération est pratiqué par les individus qui se respectent, à plus forte raison doit-il l'être par la grande famille.

Des circonstances qui ne peuvent plus se présenter ont exigé qu'on appliquât une somme énorme à former des pensions militaires: la Loi du 25 mars 1817 avoit sagement statué que, jusqu'au moment où ces pensions seroient réduites à 20 millions, il ne pourroit en être inscrit de nouvelles au-delà de la moitié des extinctions annuelles: l'extinction qui doit avoir lieu en 1819 est calculée, par approximation, à une somme de 1,663,814 fr.; mais l'article 5 de la Loi qui vous est soumise aujourd'hui affecte à la concession annuelle de pensions nouvelles un crédit de 600,000 fr.; ce qui nous paroît plus régulier que le mode de ré-

duction prescrit par la Loi du 25 mars, et arrive néanmoins aux mêmes résultats.

La Loi du 12 mai a accordé pour le paiement des pensions ecclésiastiques, en 1818, un crédit de 12 millions, dont 7 ont été affectés aux pensions dont l'extinction profite définitivement au Trésor; les 5 millions restants font déduction sur les traitements ecclésiastiques, et les extinctions accroissent le fonds destiné à ces traitements. Les extinctions au profit du Trésor ont été, en 1818, de 731,621 fr.; on les estime à 451,000 fr. pour l'année courante.

Les rentes viagères se trouvoient réduites, au 1^{er} janvier 1818, à 12,941,141 francs. Les extinctions survenues dans le courant de l'année les ont diminuées de 635,936 fr.; on suppose que les extinctions seront en 1819 de 505,205 fr.

Le fonds de treize millions affecté à la solde de non-activité se réduit chaque jour, en raison de la mise en activité et de la mortalité.

Ainsi, Messieurs, la dette nationale diminue chaque année d'environ 6 millions, par les extinctions et l'amortissement; et si nous nous portons, par la pensée, à cette époque peu éloignée où notre état militaire sera parvenu au degré de ne plus exiger qu'un simple entre-

rien, la France, sans être surchargée d'impôts, pourra déverser, dans l'intérieur une grande partie de ses revenus pour y améliorer toutes les branches de service public.

Mais, Messieurs, l'idée consolante d'un avenir plus heureux, que vous présentez à la France, ne doit pas être une de ces fictions mensongères au moyen desquelles on a endormi trop souvent une nation confiante pour lui arracher des impôts: ce n'est que par une sage réserve dans le vote des contributions, et par une sévère économie dans les dépenses, que l'on parviendra à réaliser un aussi grand bienfait.

Vainement vous continueriez à porter dans vos délibérations cet esprit de sagesse qui les distingue; vainement, embrasés de l'amour du bien public, vous croiriez atteindre le but de toutes vos espérances, si le ministère ne s'associoit sincèrement à vos vues d'ordre et d'économie.

Ainsi, quelque confiance que mérite le ministère, vous ne devez délibérer une dépense que par la conscience du besoin et de son utilité; et l'administration doit se faire un devoir d'apporter dans l'emploi des deniers publics toute l'économie possible.

En se livrant au travail que votre confiance nous a imposé, votre Commission n'a pas pu se défendre d'un sentiment pénible que vous partagerez avec elle.

C'est vers le milieu de l'année financière, et à la fin d'une session qui est ouverte depuis sept mois, qu'on vous appelle à voter sur le Budget. Déjà la moitié des dépenses est effectuée, les Chambres sont au moment de se séparer; vous ne pouvez ni rejeter un article, ni proposer un amendement, sans compromettre le sort de la Loi et faire manquer le service public.

Sans doute la discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre des Députés a déjà formé l'opinion sur chaque article de dépense; le résultat de ses délibérations peut mériter votre assentiment; mais la Chambre des Pairs ne doit pas moins tout voir, tout vérifier par elle-même, et déterminer son vote d'après un examen approfondi du projet de Loi.

Vous penserez donc, Messieurs, que cette marche du ministère, si elle étoit suivie, finiroit par diminuer l'importance des fonctions qui vous sont confiées; et votre Commission croit entrer dans vos vues et dans le but de l'institution de la Chambre, en invitant MM.

les Ministres à présenter désormais la Loi des finances à l'ouverture de chaque session.

Votre Commission ne pourra donc encore cette année que vous faire connoître l'étendue des charges qu'on impose, et vous soumettre quelques observations sur les articles de dépense qui lui en ont paru susceptibles, et surtout sur ceux qui forment une augmentation de crédit.

DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.

La dette consolidée est devenue, par suite des événements, la charge la plus forte de l'État; elle s'est successivement accrue de tous les emprunts qu'on a dû contracter pour fournir aux engagements souscrits en faveur des Puissances étrangères. Cette dette ne peut plus se grossir que de la partie de l'arriéré dont la liquidation n'est pas terminée, mais dont le montant est connu.

La dette consolidée se compose, en ce moment, des objets suivants :

Intérêts de reconnoissances	
de liquidation	15,000,000 f.
Dettes perpétuelle	172,997,123
Total	187,997,123

Mais il convient d'ajouter à cette somme celle de 40 millions, qu'on verse annuellement dans la Caisse d'amortissement, pour parvenir à éteindre la dette.

Ainsi, cette dépense est par

le fait de 227,997,123 f.

Cette dette comprend plus de 56 millions de rente, qui appartiennent à des établissements publics ou qui constituent des majorats; on peut regarder, dès aujourd'hui, cette portion de la dette comme immobilisée; il en existe donc pour environ 130 millions entre les mains des particuliers, dont une partie entretient le mouvement de la Bourse.

Cette dette diminue chaque jour par l'amortissement, et on peut marquer avec précision l'époque où elle sera complètement éteinte: alors le Trésor sera déchargé de son fardeau le plus pesant, et les 40 millions qu'on emploie annuellement à l'amortissement rentreront dans le domaine du service administratif.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Le crédit qu'on vous propose d'ouvrir au Ministère de la justice est de . . . 17,460,000 f.

Il ne fut accordé à ce ministère, en 1818,

que 17, 300,000 f. ; mais vous observerez, Messieurs, que le traitement des Ministres d'État, qui est de 256,500 f., étoit alors ordonné par le Ministre des finances, et que la Loi qui vous est proposée reporte cette charge sur le Ministre de la justice, de sorte qu'il y a réellement économie sur ce Budget.

Les dépenses du ministère de la justice sont presque toutes en traitements.

Ces traitements, soumis à la retenue, laissent au Trésor une somme de 1,027,551 f.

Ce qui réduit le Budget effectif à 16,432,449 f.

En dégageant de ce Budget les traitements du Conseil-d'État et des Ministres d'État, il ne reste à ce ministère qu'un cré-

dit de 15,374,949 f.
pour les traitements des juges de tous les tribunaux, celui du Ministre, et ceux de ses bureaux, pour les frais de parquet, et ceux en matières criminelles, correctionnelles, et de simple police.

Vous ne penserez pas, Messieurs, qu'il fût possible d'opérer des réductions sur ce Budget ; et vous regretterez, sans doute, que l'état de nos finances ne nous permette pas d'améliorer le traitement des juges en première instance ;

aucun de vous n'ignore que leur modique traitement éloigne trop souvent de ces fonctions importantes des hommes qui, dans une profession moins honorable sans doute, trouvent néanmoins plus de fortune. La considération et l'indépendance sont sur-tout nécessaires à ceux qui sont préposés à la conservation de nos propriétés et de nos droits; et si l'indépendance et la considération ne s'établissent pas par la fortune seule, on ne peut pas disconvenir qu'elle n'en soit un puissant auxiliaire aux yeux du peuple.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

En 1813, c'est-à-dire à une époque où nos relations diplomatiques étoient bien moins étendues qu'elles ne le sont aujourd'hui, le crédit du Ministre des affaires étrangères étoit de. 8,500,000 fr.

Celui qu'on vous propose d'ouvrir au Ministre du Roi est de. 7,850,000 fr.

Cette différence a dû vous frapper comme elle a frappé votre Commission, et les circonstances où se trouve la France n'ont pu qu'accroître votre surprise.

En effet, Messieurs, une guerre de 25 ans

nous avoit aliéné toute l'Europe; les relations diplomatiques étoient suspendues avec la plupart des Gouvernemens: le retour du Roi a tout pacifié, et nos rapports de bonne amitié ont été par-tout rétablis.

Mais pour entretenir ces heureuses dispositions dans le cœur des Gouvernemens, il faut des négociateurs habiles qui écartent les préventions, qui déjouent tous les complots de la malveillance, qui fassent aimer la nation et respecter ses droits et son commerce. Cette force morale, sagement employée, dispense très souvent de recourir à la force physique, dont les succès même coûtent toujours des larmes. Vous venez de voir, Messieurs, dans le Congrès d'Aix-la-Chapelle, ce que peut un Ministre considéré, sur les Cours de l'Europe et sur les destinées d'une nation.

Le commerce réclame des protecteurs accrédités, par-tout où le pavillon françois pourra pénétrer; il croit, avec raison, que c'est le vrai moyen de rouvrir ses débouchés accoutumés et de s'en former de nouveaux; le rétablissement de tous les consulats peut seul lui inspirer la confiance dont il a besoin, car il ne se dirige jamais vers les pays où il ne trouve ni sûreté ni protection. Cette vérité a

été si bien sentie dans tous les temps , que le commerce de Marseille , avant la révolution , salarioit les consuls dans les Échelles du Levant et de Barbarie pour avoir plus de droit à leur protection. Une nation voisine n'a porté son commerce au plus haut degré de prospérité qu'en suivant ces principes ; elle a des agents et des comptoirs dans tous les pays du monde ; elle envoie des ambassades , à grands frais , dans les régions les plus lointaines , pour y faire goûter ses produits et lier des relations commerciales ; elle n'a jamais craint qu'une dépense qui avoit pour résultat une extension de commerce , une obtention de privilège , ou une protection spéciale , pût lui être onéreuse.

Les fonctions d'un Ministre des affaires étrangères se rattachent à de si grands intérêts que votre Commission n'a pas cru pouvoir vous présenter la moindre réduction sur le crédit qu'on vous demande.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Les dépenses du Ministère de l'intérieur ont pour objet des traitements, des travaux d'utilité générale, et les encouragements aux arts, à l'agriculture, au commerce, aux sciences et aux lettres.

Le crédit qui vous est demandé est de 102,700,000 fr.

Ce crédit excède de 9,783,200 fr. celui que vous aviez accordé en 1818.

Cette augmentation est motivée, 1^o sur 5,500,000 fr. qu'on ajoute au Budget des ponts et chaussées; 2^o sur 300,000 fr. dont on grossit le traitement du clergé; 3^o sur de nouvelles charges dont la réunion du Ministère de la police à celui de l'intérieur a grevé ce dernier.

Les dépenses pour le service ordinaire sont de 66,700,000 fr.

Ces dépenses comprennent principalement :

Pour les ponts et chaussées . 30,000,000 fr.

Pour les établissements ecclésiastiques 22,300,000

Pour les frais des cultes non catholiques. 500,000

Pour travaux d'intérêt général dans les départements et à Paris. . 3,200,000

Pour l'Administration centrale, les établissements généraux d'instruction publique et d'agriculture, les haras, le commerce et les manufactures . 10,700,000

Total 66,700,000 fr.

Les autres dépenses, qui forment une somme de 36 millions, sont fournies par dix-sept centimes additionnels aux contributions, et servent à solder les dépenses fixes et variables des départements.

Le Budget des ponts-et-chaussées est augmenté cette année de 5,500,000 fr. ; et c'est en effet celui de tous les articles de dépense qui devoit profiter le premier de l'allégement de nos charges.

Forcés, pendant plusieurs années, à solder scrupuleusement les engagements que vous aviez contractés, vous n'avez pu consacrer à des travaux utiles que de bien foibles moyens ; vous avez cru devoir renvoyer à des temps plus opportuns les constructions et même la continuation des ouvrages entrepris ; vous vous êtes sagement bornés à réparer et à entretenir.

Aujourd'hui, Messieurs, libérés de toute obligation envers les étrangers, il vous est enfin permis de vous livrer à des améliorations dans l'intérieur ; et, de tous les objets d'une utilité générale, les travaux publics vous paraîtront les plus importants : les routes et les canaux animent toutes les parties du corps social ; en multipliant les moyens de circulation,

on facilite les communications, on diminue les frais de transport, on perfectionne la civilisation, on porte l'industrie dans les pays les plus reculés, on rend commune, à tous les habitants du royaume, la jouissance de tous les produits du sol et du commerce.

Vous penserez donc, avec votre Commission, qu'on ne peut pas refuser l'augmentation de crédit qu'on vous propose d'ouvrir aux ponts-et-chaussées.

L'augmentation de 300,000 francs qu'on demande pour le clergé ne sera point une nouvelle charge pour l'État; cette augmentation doit être fournie par le produit des extinctions de pensions imputables sur le traitement des ecclésiastiques.

Vous ne partagerez pas, Messieurs, l'opinion de ceux qui, isolant la capitale du reste de la France, voudroient rejeter à sa charge ses quais, ses monuments, et tous ses établissements publics : vous penserez que tout ce qui présente un intérêt général, dans les départements comme dans Paris, doit être fait, entretenu et réparé à frais communs; et les articles de la Loi qui consacrent à cet objet 1,400,000 francs pour Paris, et 1,800,000 francs pour les départements, ne peuvent que recevoir votre approbation.

Les dépenses qu'on vous propose d'accorder pour l'agriculture, les haras, le commerce, l'industrie, les sciences et les beaux-arts, s'élèvent à la somme de 8,350,000 fr.

En parcourant tous les détails qui motivent cette demande, on voit qu'il y a peu de réductions à opérer; mais nous pensons qu'en rentrant, pour quelques uns de ces services, dans les principes d'une saine administration, on pourroit se promettre des économies : je n'en citerai qu'un exemple. Les haras sont portés pour une dépense de 1,700,000 fr.

Convient-il au Gouvernement d'entretenir, à grands frais, des haras? Peut-il rivaliser d'économie avec les propriétaires? Des étalons qui ne sont point employés aux travaux de la culture peuvent-ils donner d'aussi bonnes productions? Si l'on établisoit un bon système de primes et d'encouragements, ne suffiroit-il pas d'une partie de la somme qu'on dépense annuellement, pour obtenir de meilleurs résultats? Lorsque la politique du cardinal de Richelieu lui fit appeler à la Cour les principaux seigneurs du Royaume qui vivoient dans leurs terres, les nombreux haras qu'ils entretenoient dans leurs domaines furent négligés ou abandonnés; la France cessa, dès ce moment, de fournir à l'Eu-

rope les plus beaux chevaux qui fussent alors connus; et ce que l'industrie, l'amour-propre et la surveillance des particuliers avoient fait jusqu'alors, le Gouvernement n'a jamais pu l'imiter : l'Angleterre a hérité de cette branche d'industrie qui avoit prospéré en France depuis les croisades; mais le Gouvernement anglois s'est borné à l'encourager par des primes, et a laissé aux particuliers le soin de produire; il savoit qu'une concurrence aussi redoutable que la sienne n'auroit pu qu'éteindre toute émulation.

Nous voyons encore, dans les articles de dépense du Ministère de l'intérieur, une somme de 300,000 francs pour *bergeries et agriculture*; on se rappelle ces temps où le dernier Gouvernement créa pour son compte de nombreuses bergeries de mérinos; quoique ces établissements fussent formés dans l'intention louable de propager cette race précieuse d'animaux, le découragement devint général parmi les propriétaires de ces troupeaux; et le décret du 8 mars 1811 faillit à étouffer, dans ses premiers développements, le germe de cette prospérité agricole : tant il est vrai qu'un Gouvernement qui quitte le rôle de protecteur pour jouer celui de producteur s'écarte de ses véritables attributions.

Nous terminerons l'examen du Budget du Ministre de l'intérieur par vous faire observer que les sommes qui y sont allouées pour les bibliothèques, les conservatoires, le bureau des longitudes, l'Institut royal, etc., suffisent à peine pour fournir aux traitements, et que ces fonds sont insuffisants pour enrichir ces précieux dépôts des bons livres et des instruments utiles qui paroissent chaque jour : de sorte que ces belles collections n'offrent déjà plus que l'état du passé, et cesseront bientôt de faire connoître le présent. Comme ce seroit l'objet d'une très faible dépense, il nous suffit d'en faire l'observation.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Le Ministère de la guerre est porté sur le Budget des dépenses pour une somme de 184,750,000 francs.

Il y a donc une augmentation de 31,600,000 francs sur celui de 1818.

Cette augmentation est motivée,

1^o Sur ce que le traitement des officiers, intendants et sous-intendants militaires, qui étoient employés près l'armée d'occupation, et

soldés sur les fonds de cette armée, est reporté au Budget du service ordinaire;

2° Sur la création d'emplois d'état-major de place, dans celles qui étoient occupées par l'armée étrangère;

3° Sur la formation d'un corps royal d'état-major et la fixation d'un cadre de disponibilité pour les officiers généraux;

4° Sur l'augmentation, sur-tout, de l'effectif de l'armée; d'où il résulte que les quarante mille hommes qui n'ont été soldés et entretenus que pendant une partie de l'année 1818, le seront pendant toute l'année 1819;

5° Sur l'appel sous les drapeaux de trente-deux mille hommes d'infanterie, et de huit mille hommes de cavalerie, qui recevront, pendant les six derniers mois de l'année, leur première mise d'habillement, le petit équipement et leur entretien;

6° Sur l'achat de quatre mille chevaux d'augmentation, leur harnachement, et la dépense de leur entretien.

7° Sur l'accroissement indispensable des travaux relatifs au service d'artillerie, aux réparations et constructions de bâtimens, et sur-tout à la restauration des places fortes.

Dans la demande primitive du Ministre,

176,494,000 francs lui paroissent nécessaires pour le service d'une armée de cent quatre-vingt-treize mille trois cent quatre-vingt-seize hommes, y compris vingt-six mille huit cent cinquante hommes formant l'état-major, les officiers dans les cadres de remplacement, la maison du Roi, la gendarmerie, et les compagnies sédentaires; ce qui fait une dépense de 912 fr. par homme, par rapport aux frais extraordinaires de première mise d'habillement, d'achat de chevaux, etc. Cette dépense se réduira à 799 fr. par homme dès que l'armée sera au complet.

C'est sur ces bases bien calculées que le Ministre de la guerre avoit établi et motivé une demande de crédit de. . . . 192,750,000 fr.

La Chambre des Députés, après avoir discuté séparément chaque article de dépense, a cru devoir diminuer ce crédit de 8 millions, sans désigner les objets sur lesquels devoit porter cette réduction. Le Ministre de la guerre se renfermera dans les limites qui lui sont tracées; et il faut espérer qu'il trouvera cette économie dans le bas prix du pain et des fourrages, et dans les frais de son administration: s'il en étoit autrement, et qu'elle dût porter sur la restauration et l'approvisionnement de nos pla-

ces frontières, ou sur une réduction de dix à douze mille hommes dans l'armée, des évènements que nous sommes loin de craindre, mais sur lesquels la prévoyance du Gouvernement doit être toujours éveillée, pourroient nous faire payer cher cette économie.

Si on défalque du service actif du Ministère de la guerre les dépenses qui y sont étrangères, telles que ,

1° Pour la solde de non-activité, les soldes de retraite et les traitements de réforme. 14,000,000 fr.

2° Pour secours aux militaires, aux employés, aux veuves et enfants des militaires non pensionnés, aux réfugiés étrangers. . . 1,600,000

3° Aux employés de la liquidation de l'arriéré. 656,000

TOTAL. 16,256,000 fr.

il reste, pour l'effectif, 168,494,000 fr. tandis que le Ministre l'avoit calculé pour une dépense de 176,494,000 fr.

Cette somme pourra paroître encore considérable : mais, Messieurs, malgré la haute sagesse du Roi, et les sacrifices de la nation, nous ne sommes pas sortis encore de l'état malheu-

reux dans lequel nous ont plongés des évènements déplorables : nos places fortes ont besoin d'être réparées et approvisionnées; la brillante jeunesse qui se range sous les drapeaux demande à être habillée, la cavalerie exige des remotes; nous sommes réduits à tout recréer : et vous penserez qu'on ne peut ajourner aucune de ces dépenses, parcequ'elles sont toutes impérieusement commandées par la dignité nationale, la sûreté des frontières, et sur-tout par l'état militaire du reste de l'Europe.

Vous voterez donc le Budget du Ministre de la guerre, et vous le voterez avec d'autant plus de confiance, que ce Ministre vous a rendu 8 millions qui n'ont pas été dépensés en 1818, et qui feront partie de ses dépenses pour 1819.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Le Budget du Ministre de la marine est porté pour l'année courante, à 45,200,000 fr.

Celui de 1818 avoit été arrêté à la somme de 42,500,000, fr.

38,857,906 fr. sont affectés aux dépenses de l'administration ou des ports.

6,342,094 fr. forment le Budget de nos colo-

nies. 4,600,000 fr. établissoient ce crédit l'année dernière.

Cette augmentation de dépenses pour les colonies est motivée sur un service extraordinaire qu'on se propose de continuer et d'augmenter en 1819. Ce service, conçu et entrepris par le noble Pair à qui le Ministre actuel a succédé, a donné lieu, en 1818, à une dépense de 1,600,000 fr.

On vous demande aujourd'hui un nouveau crédit de 2,442,000 fr. pour l'appliquer au même objet: vous jugerez mieux de l'importance de ce service extraordinaire lorsque vous en connoîtrez mieux la destination.

L'année dernière, deux expéditions ont été dirigées sur le Sénégal, et une troisième sur l'Archipel d'Asie: depuis l'abolition de la traite des noirs, le commerce du Sénégal a été borné à quelque échange insignifiant d'un petit nombre de produits bruts de la colonie, contre les articles les plus grossiers de nos fabriques: la fertilité du sol, la possibilité d'y établir la culture du sucre et de l'indigo, et la facilité de défendre l'entrée du fleuve qui conduit dans l'intérieur, ont déterminé le Gouvernement à y développer tous les genres de culture dont le climat rend le sol susceptible: les naturels

du pays, et les princes qui le gouvernent, montrent les plus heureuses dispositions pour s'associer à nos entreprises; ils ne demandent de notre part que protection et instruction.

L'expédition pour les mers d'Asie avoit un autre but : la Guyane française manque de bras, on avoit l'intention de lui en procurer, en transportant à Cayenne des familles de cultivateurs et d'ouvriers, pour y exercer librement leur industrie: ici, il ne faut que fournir des moyens d'exploitation; au Sénégal, il faut tout créer.

Il y auroit de la témérité à garantir le succès de telles entreprises; on prévoit tous les obstacles qui peuvent s'opposer à la réussite: mais, après la perte de nos plus belles colonies, dans l'état d'inaction où se trouve notre marine marchande, vous penserez, Messieurs, qu'il est honorable de chercher à s'ouvrir des ressources, pour prouver au commerce que tous nos efforts tendent à le ranimer; dans le malheur qui pèse sur lui, l'espérance d'un meilleur avenir, et la constante sollicitude du Roi et des Chambres peuvent seules soutenir son courage. D'ailleurs, ne pas encourager la marine marchande c'est couper les bras de la marine militaire.

Vous accorderez au Ministre l'augmentation de dépenses qu'il propose, parceque vous voulez relever votre marine, et la rappeler à son ancienne et salubre influence; vous sentez que votre position sur les deux mers, votre commerce, et le repos de l'Europe, vous en font un devoir. Mais ce n'est point en laissant se consumer dans l'inaction le petit nombre d'officiers expérimentés qui nous restent, ce n'est point en laissant languir dans nos ports nos vaisseaux désarmés, que nous recréerons une marine; ce n'est qu'à la mer qu'on fait les marins; et, si on n'y prend garde, nous pourrions avoir des vaisseaux, mais nous n'aurons plus bientôt ni des matelots habitués aux manœuvres, ni des officiers expérimentés pour les commander; et, au premier choc d'une escadre novice contre une escadre exercée, nous pourrions perdre le fruit des dépenses que nous faisons chaque année.

Conformément à la Loi du 15 mai, le Ministre de la marine a produit les comptes de la Caisse des invalides.

Ces comptes sont établis pour 1817, et présentés, par aperçu, pour 1818 et 1819.

Suivant le compte de 1817, l'excédant des recettes, au 31 décembre 1816, étoit de 6,203,015 f. 93 c., presque toutes en valeurs de l'arriéré. La

Caisse possédoit, en outre, une inscription de rente de 2,944,223 f.

Les rentrées en caisse, en 1817, y compris 421,433 f. en valeurs de l'arriéré, se sont élevées à 6,283,082 fr. 86 cent., et la dépense, à 5,266,814 f. 64 c.

Le restant en caisse étoit donc au premier janvier 1818, de 7,219,494 f. 15 c.

Les ressources de la Caisse s'accroissent tous les jours; la rente qui, en 1817, étoit de 2,944,223 f., étoit portée, au premier janvier 1819, à 3,361,980 f.

L'excédant des recettes sur les dépenses est employé chaque année en acquisition de nouvelles rentes.

Nous devons vous faire observer que les valeurs en caisse, pour compte de ce qu'on appelle la Caisse des prises, excédoit, à cette époque, 17 millions; elles s'élevoient à 4 millions pour la part des gens de mer; et la portion attribuée dans ces sommes à la Caisse des invalides, sera d'autant plus considérable, que les liquidations se reportent à des époques plus éloignées.

La Caisse des invalides, formée par la retenue de 3 pour 100 sur les traitements et les fournitures de la marine, absorbe, par le fait, une portion du Budget de ce Ministère, et il

seroit plus régulier et plus conforme aux principes d'une bonne administration de supprimer les retenues sur les fournitures, et de voter, chaque année, une somme proportionnée aux besoins du service auquel elles pourvoient.

Quant aux retenues sur les traitements, elles établissent une véritable Caisse d'épargne, dont il faudroit prescrire la formation auprès de chaque administration; cette salutaire institution prépare des ressources pour la vieillesse, et l'employé peut envisager l'avenir avec moins d'effroi : il se nourrit de l'idée consolante que, si une mort prématurée l'enlève à sa famille, elle trouvera quelques secours dans ses épargnes; le matelot qui s'éloigne de ses foyers pour le service de sa patrie, lègue à ses enfants son héritage sur la Caisse des invalides, et cette seule pensée lui fait affronter les dangers qu'il va courir avec plus de résignation.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Le Budget du Ministre des finances s'élève à 249,559,000 fr.

Le seul article des pensions militaires, civiles et ecclésiastiques forme dans ce Budget une somme de 66,938,000 fr.

Et celui des frais de régie et de perception pour les contributions directes, les directions générales, et les administrations financières, y est porté pour 133,670,000 fr.

La dette viagère est encore comprise dans le Budget de ce Ministère pour 11,800,000 fr.

Les autres articles de dépenses sont :

Intérêts de la dette flottante. . .	7,500,000 fr.
Chambre des Pairs.	2,000,000
Chambre des Députés.	680,000
Cour des Comptes.	1,243,000
Commission de liquidation. . . .	151,000
Cadaastre.	3,000,000
Hôtel de Rivoli.	1,200,000
Service du Ministère.	7,341,000
Frais de service et de négociation. .	5,796,000
TOTAL.	28,911,000 fr.

On ne comprend pas dans cette énumération de dépenses, une somme de 240,000 fr. qui est payée à la Légion-d'Honneur, en vertu du décret du 28 février 1809, pour lui tenir lieu du produit des bois qui lui appartenoient.

Votre Commission n'a pas cru devoir arrêter votre attention sur les articles du Budget qui ne lui ont pas paru susceptibles d'observations ;

elle se bornera à vous présenter son opinion sur quelques uns.

La dénomination de *dette flottante* a été introduite, depuis peu, dans le langage des finances; et, quoique le service qu'elle exprime ne soit pas nouveau, nous croyons devoir vous faire connoître son but et ses moyens. Cette dette occupe aujourd'hui une place assez importante au Trésor public pour que le législateur doive s'en faire une idée exacte.

La dette flottante est formée des dépôts que le Trésor reçoit en compte courant, et des effets qu'il met en émission pour des besoins variables.

Au 1^{er} janvier cette dette se composoit :

1 ^o Effets à payer par le		
Trésor.	86,746,588 f.	22 c.
2 ^o Dépôts portant inté-		
rêts.	35,020,753	69 c.
3 ^o Prêts.	11,000,000	
4 ^o Créances en compte		
courant.	43,206,871	45
TOTAL.	175,974,213	36

Comme les rentrées ne suivent pas toujours un cours régulier, et que les engagements du Trésor ne peuvent pas être ajournés, le Minis-

tre des finances se trouve souvent forcé d'user du crédit public pour assurer son service; heureusement que ce crédit est aujourd'hui si bien établi que les effets du Trésor sont très recherchés, et qu'ils se négocient comme les meilleurs effets du commerce.

Si le Ministre ordonnançoit seul sur le Trésor public, il pourroit faire mieux coïncider ses paiements avec les recettes, et user moins de son crédit; mais, comme les dépenses principales ont lieu dans les autres Ministères, et que les Ministres ordonnancent les paiements à proportion des besoins, et sans avoir égard ni aux époques où se font les recettes, ni à l'état où se trouve le Trésor, il s'ensuit que le Ministre est obligé de se servir de son crédit pour assurer les paiements; ainsi cette dette flottante est devenue un besoin pour garantir le service.

Cependant les Chambres doivent retenir cette dette dans de justes limites; car, quel que soit le nom qu'on donne à ces engagements, c'est toujours une dette qu'on contracte, et pour les intérêts de laquelle on vous demande aujourd'hui d'ouvrir un crédit de 7 millions et demi.

Les frais de service et de négociations consistent :

1° Dans les frais de transport et emballage des fonds;

2° Dans les commissions payées aux receveurs généraux et particuliers;

3° Dans la commission à la Banque de France, chargée d'acquitter les rentes;

4° Dans la perte sur les escomptes du Trésor.

Le système que le Ministre a adopté pour opérer les paiements sur les divers points de la France, nous paroît avantageux au commerce sans être onéreux au Trésor : au lieu de déplacer les fonds, il prend ou émet des traites selon le besoin, et assure par-tout son service; il maintient, par ce moyen, l'équilibre de numéraire que les besoins des localités ont établi; il évite les secousses que les déplacements occasioneroient dans le commerce, et prévient les risques qu'entraînent les transports.

On vous propose d'ouvrir un crédit de 5,796,000 fr. pour ces frais de service et de négociations.

Vous avez dû remarquer, Messieurs, que, dans la série des dépenses qui forment le Budget du Ministère des finances, le cadastre s'y trouve compris pour une somme de 3 millions.

Votre Commission a cru devoir fixer votre attention sur cet objet.

L'idée séduisante de pouvoir arriver à la répartition rigoureuse et proportionnelle de l'impôt a conduit à la confection d'un cadastre général qui fit connoître exactement l'étendue, la valeur, et le produit de chaque propriété. Nous fournissons depuis longues années des sommes énormes pour arriver à ce but, et nous ne sommes pas parvenus encore au tiers des opérations.

Un cadastre ne peut être utile qu'autant qu'il est terminé promptement : car la construction d'une route ou d'un canal, et bien d'autres causes, changent journellement la valeur des propriétés, et dérangent les bases sur lesquelles l'évaluation cadastrale avoit été fondée. Ainsi, cette grande et coûteuse entreprise seroit à peine terminée, que, pour être juste envers tous les contribuables, il faudroit la recommencer.

Un cadastre ne peut être bon qu'autant que toutes les estimations comparées sont exactes; et nous savons déjà, par l'expérience de ce qui est fait, que, de quelque précaution que se soit entourée l'administration, les estimations sont souvent erronées : on vient d'en fournir la

preuve à la tribune de la Chambre des Députés, et nous pourrions nous-mêmes citer des communes et des cantons qui paient plus du tiers de leur revenu net depuis qu'elles sont cadastrées.

Nous ajouterons que la valeur des propriétés est depuis long-temps établie, non seulement d'après leur produit réel, mais encore d'après la quotité de l'impôt qu'elles paient : aujourd'hui, charger un département, dégrever l'autre, c'est opérer sur la valeur des propriétés respectives, c'est augmenter la valeur des unes, et diminuer d'autorité celle des autres ; c'est rompre toutes les conditions et briser toutes les bases qui, jusqu'ici, ont déterminé les transactions, les ventes, les achats, les partages.

La dépense du cadastre est une portion de l'héritage que nous a transmis le dernier Gouvernement ; nous eussions peut-être mieux fait de la répudier, et d'appliquer les fonds qui y sont consacrés, à diminuer l'impôt dans les départements qui sont trop chargés, sans toutefois l'augmenter dans ceux qui le sont moins.

Nous terminerons nos observations sur le Budget du Ministre des finances, en faisant sentir l'irrégularité que nous avons cru aper-

cevoir dans l'énoncé de quelques articles de dépenses.

Nous voyons, par exemple, aux chapitres 5 et 6 du tableau général des dépenses, un article de 2 millions pour celles de la Chambre des Pairs, et 680,000 fr. pour celles de la Chambre des Députés.

Cet énoncé est inexact, pour ce qui concerne la Chambre des Pairs; et nous pensons qu'il faut le rectifier, afin de ne plus donner lieu à de fausses interprétations.

Ces deux millions forment la moitié de la dotation, en biens-fonds, de l'ancien Sénat. Cette dotation a été établie par un sénatus-consulte organique; elle a été consacrée par la Charte; elle a été réunie au domaine de la Couronne par l'Ordonnance annexée à la Charte, en conservant leurs pensions aux Sénateurs; elle a été maintenue et confirmée par la Loi du 8 novembre 1814.

La dotation a été de quatre millions jusqu'en 1814; chaque Sénateur avoit alors un traitement de 36,000 fr.

Les circonstances pénibles dans lesquelles s'est trouvé le Trésor a fait réduire temporairement la dotation à 2 millions, et les mêmes causes ont déterminé les anciens Sénateurs à

borner momentanément leurs pensions à 24,000 fr.

Sur les 2 millions qui sont portés sur le Budget, environ 720,000 fr. sont affectés aux dépenses de la Chambre, et le restant est employé à fournir une portion de la pension à laquelle les Sénateurs et les veuves ont droit.

C'est donc mal-à-propos qu'on porte ces 2 millions sous le titre de *dépenses de la Chambre des Pairs*.

Pour régulariser cet article, et ne plus donner lieu à des discussions qui n'ont pas paru fondées sur une connoissance parfaite des faits, il faudroit qu'on ouvrît au Trésor un crédit spécial pour les dépenses de la Chambre des Pairs, comme on le fait pour celle des Députés, et que les comptes fussent rendus publics chaque année.

Les 7 derniers chapitres des dépenses du Ministère des finances présentent une somme de 133,670,000 fr. sous le titre de *frais de régie, de perception, de non-valeurs, pour les contributions*.

Cet énoncé nous a paru inexact en ce que, sous le nom de *frais de régie et de perception*, on comprend des dépenses qui y sont étrangères, telles que :

Pour achats de feuilles de tabac,	16,000,000 f.
Pour frais de fabrication, . . .	4,445,000
Pour transports,	2,000,000
Pour achats de poudre,	1,489,000

Ces dépenses et quelques autres de même nature, qu'on porte, mal-à-propos, comme frais de régie et de perception, et qu'on fait entrer dans la somme totale de 133,670,000 f., devroient en être séparées, et former un chapitre de dépense sous le titre de *achats, fabrication, transports de matières, etc.*

Cette observation, qui paroît minutieuse au premier coup-d'œil, est néanmoins d'une grande importance; car plusieurs orateurs de la Chambre des Députés, comparant les produits aux dépenses, ont conclu que ces dernières formoient 14 à 15 pour cent des produits, tandis que si on eût défalqué tout ce qui est étranger aux frais de régie et de perception, on auroit vu que les dépenses ne s'élevaient qu'à 12 pour cent des produits, ce qui est encore beaucoup trop.

Nous terminerons, Messieurs, ce Rapport par vous soumettre quelques observations générales, applicables à tous les Ministères et à chacune des Administrations.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

En discutant le Budget des dépenses, on se sent pénétré de deux sortes de crainte : la première, de charger le contribuable au-dessus de ses forces ; la seconde, de laisser en souffrance, par des réductions, quelque partie importante du service public.

En fait d'impôt il est des limites que le législateur ne peut pas franchir sans de graves inconvénients.

L'excès des charges amène d'abord la misère du contribuable, et par suite celle du Gouvernement : les impôts ne doivent être qu'une portion du produit net d'une industrie quelconque : s'ils en absorbent la totalité, ils ne laissent plus le moyen ni d'améliorer, ni de reproduire. Le législateur doit être constamment pénétré de cette vérité incontestable, que les Gouvernements ne sont riches que lorsque le peuple est dans l'aisance : alors l'impôt se perçoit sur l'excédant aux besoins du contribuable, tandis que, dans l'autre cas, on le perçoit sur ses besoins même, et dès-lors il ne peut plus continuer à produire.

D'un autre côté, il est des dépenses d'une

utilité si générale, d'une nécessité si urgente, que la sagesse et la prudence ne permettent pas de les ajourner. Les événements malheureux qui se sont succédé ont rendu les dépenses de cette nature plus nombreuses et plus fortes; après avoir été long-temps occupés de solder nos engagements envers l'étranger, il nous importe aujourd'hui de faire de nouveaux efforts pour vivifier, dans l'intérieur, toutes les parties de la prospérité publique.

Le législateur marche donc entre deux écueils qu'il doit soigneusement éviter : et votre Commission a pensé que, pour éclairer votre délibération à ce sujet, il convenoit de diviser les dépenses par classes et par nature, afin de mieux juger quelles sont celles qui vous paroîtront susceptibles d'économie ou d'ajournement.

PREMIÈRE CLASSE.

Dépenses fixes et inscrites.

Dette publique,
Liste civile,
Pensions,
Solde de non-activité,
Retraites,

Dotation de l'ancien Sénat,
Rentes viagères.

DEUXIÈME CLASSE.

Dépenses d'utilité générale.

Travaux publics,
Armée,
Marine,
Cours de justice,
Établissements publics,
Instruction publique.

TROISIÈME CLASSE.

Dépenses d'encouragement.

Colonisation du Sénégal,
Commerce,
Pêcheries,
Arts,
Sciences,
Agriculture,
Belles-lettres.

QUATRIÈME CLASSE.

Dépenses d'Administration centrale.

Traitements,
Frais de bureaux,

Frais de fabrication,
Frais de régie et de perception,
Fournitures générales.

CINQUIÈME CLASSE.

Dépenses temporaires.

Cadaastre,
Liquidation de l'arriéré,
Constructions.

1^o En parcourant ces cinq classes de dépenses, vous vous convaincrez, Messieurs, que celles qui sont comprises dans la première ne sont, par leur nature même, susceptibles d'aucune réduction; le temps seul doit en amener de considérables 1^o dans la dette publique, par l'amortissement, 2^o dans les pensions, les soldes de non-activité et la dette viagère, par les extinctions.

2^o Quant aux dépenses *d'utilité générale*, le seul titre les légitime à vos yeux : tout ce que vous devez exiger, c'est que l'administration apporte la plus sévère économie dans l'emploi des fonds que vous accordez à cette destination.

3^o La troisième classe des dépenses comprend les encouragements : la somme qu'on demande

pour cet objet ne vous paroitra pas excéder les besoins; et les sacrifices que vous ferez pour l'amélioration de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la navigation, ne pourroient exciter vos regrets qu'autant que, par une fausse application, ils atteindroient imparfaitement le but que vous vous proposez.

Ce n'est pas ici, Messieurs, que le Gouvernement trouvera de l'opposition pour les dépenses d'un intérêt réel : vous donnerez votre assentiment à toutes les propositions qui vous seront faites pour répandre l'instruction, faire connoître les meilleurs procédés de culture et d'industrie, enrichir l'agriculture, encourager la navigation, féconder une colonie, exciter l'émulation, et récompenser les services. Nous avons des terres à défricher, des landes à planter, des marais à dessécher, et vous vous applaudiriez d'avoir pu ouvrir, par des encouragements, ces nouvelles sources de la prospérité agricole, et d'avoir préparé, par ce moyen, un avenir plus heureux à cette nombreuse population qui s'accroît tous les jours.

4° Les dépenses de la quatrième classe ont pour objet les traitements et les frais de bureaux dans les administrations.

C'est sur-tout, Messieurs, contre l'énormité des dépenses de cette nature que se prononce l'opinion publique; il est du devoir du Gouvernement, il est du devoir des Chambres d'y porter un œil sévère; nous nous bornerons à vous signaler celles qui se font à Paris, sous vos yeux.

Les traitements, les loyers des hôtels, et les frais de bureaux des six Ministères s'élèvent à plus de 10 millions.

En aucun temps, pas même lorsque la France gouvernoit la moitié de la population de l'Europe, les dépenses de l'administration centrale n'ont été aussi fortes, et cependant chacun des dix Ministres qui existoient alors recevoit un traitement bien plus considérable que celui dont jouissent les Ministres du Roi; ce n'est pas non plus à l'augmentation du traitement des commis qu'on doit attribuer exclusivement cette différence; ces traitements sont à-peu-près les mêmes qu'autrefois. Le vice remonte à cette époque où des administrateurs suprêmes, sous le prétexte de n'avoir pas confiance dans les subordonnés qu'ils trouvoient en place, leur ont accordé des retraites, et se sont entourés d'hommes inexpérimentés; ils ont cru suppléer par le nombre à l'inexpé-

rience des nouveaux employés, et ils ne pouvoient pas même atteindre ce but, car, en administration, comme dans toutes les professions, il y a un apprentissage indispensable; en administration, comme dans tous les arts, les rouages trop multipliés se nuisent; la simplicité est par-tout le caractère de la perfection.

Centraliser les opérations, établir une bonne division de travail, ne faire choix que d'hommes capables, maintenir l'ordre, exiger l'assiduité, exciter l'émulation, distinguer la conduite et le talent, voilà une source inépuisable d'économie, et c'est la tâche qui est imposée aujourd'hui aux Ministres du Roi; il suffit d'une volonté ferme pour la remplir.

Ce que nous venons de dire du traitement et des frais de bureaux dans les Ministères peut s'appliquer aux directions générales: les mêmes causes ont produit l'augmentation de dépenses dans quelques unes, les mêmes moyens doivent être employés pour y remédier.

Si ces réductions s'opéroient promptement dans les administrations centrales, cet exemple salutaire en feroit une loi pour les administrations secondaires, et nous arriverions bientôt à un système d'économie qui rendroit l'impôt moins pesant; le contribuable croiroit alors

en se libérant qu'il remplit un devoir et non qu'il acquitte une charge.

Un autre objet qui paroît mériter une sérieuse attention de la part du Gouvernement et des Chambres, ce sont les réclamations qui arrivent journellement à cette tribune contre les vexations que paroît nécessiter le mode de perception des contributions indirectes; il est possible peut-être que, pour assurer une perception aussi étendue et aussi variée, il faille, pour ainsi dire, placer un agent du fisc à côté de chaque contribuable; mais on propose chaque jour de nouveaux moyens d'exécution pour assurer au Trésor les mêmes produits, sans tourmenter les contribuables au même point; il est du devoir du Gouvernement de s'occuper sérieusement de cet objet, et de vous soumettre ses vues à cet égard dans votre prochaine session.

5° Parmi les dépenses *temporaires* qui forment la cinquième classe du tableau que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, un seul article a paru à votre Commission mériter quelques observations, c'est celui de la liquidation de l'arriéré.

Nous voyons encore dans le Ministère de la guerre, dans celui des finances, et dans plu-

sieurs directions générales, des bureaux destinés à liquider l'arriéré, qui coûtent annuellement 8 à 900,000 fr. au Trésor public : sans doute ces opérations sont importantes, parce qu'elles se lient intimement à la fortune publique; elles exigent des travaux que l'Administration ne sauroit trop surveiller; mais les retards sont aussi funestes au Trésor qu'aux créanciers; il importe donc de terminer au plus tôt toutes ces liquidations, pour ne plus s'occuper du passé, et pouvoir diriger tous nos moyens et tous nos efforts vers l'amélioration de l'intérieur.

La nation françoise ne se refusera jamais à souscrire une dépense utile; elle sanctionnera, elle préviendra de ses vœux toutes celles de ce genre qu'on pourra lui imposer; mais elle suit avidement l'emploi de la fortune publique, elle juge avec sévérité les opérations de l'Administration; aujourd'hui, Messieurs, la forme du Gouvernement ne permet plus de rien dérober à la surveillance du contribuable, son œil vigilant est ouvert sur les actes du Gouvernement comme sur nos délibérations, il approuve tout ce qui est utile, il condamne tout ce qui est profusion.

Avec une nation généreuse et éclairée, on

peut tout lorsqu'elle a la conviction d'être bien administrée ; on ne pourroit plus rien si un jour on avoit le malheur de perdre sa confiance , ou qu'elle vit se perpétuer des abus et dédaigner ses plaintes.

Votre Commission vous propose , à l'unanimité, l'adoption du projet de Loi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS ,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du samedi 10 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE CHOISEUL

Sur le projet de Loi relatif à la fixation du Budget
des dépenses de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

rec
dis
Cha
la C
C
l'ign
surt
de la

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE CHOISEUL sur le projet de Loi
relatif à la fixation du Budget des dépenses
de 1819.

MESSIEURS,

Ce que je prévoyois, ce que je desirois faire rectifier le 15 mars 1817 est encore arrivé; une discussion sur les prétendues dépenses de la Chambre des Pairs s'est élevée, cette session, à la Chambre des Députés.

Cette discussion a eu lieu sans doute d'après l'ignorance où l'on est de notre situation, et surtout d'après l'intitulé du chapitre *Dépenses de la Chambre des Pairs*; intitulé inexact, et

que je voulus, mais en vain, faire réformer il y a deux ans pour l'honneur de la Chambre.

Malgré les explications données par les Ministres du Roi, malgré deux lettres publiques de l'un de nos nobles Collègues (M. le Comte Cornet), cette situation est encore si peu connue, que, dans la séance du 21 juin, un honorable Député (M. Bédoch) a demandé que le Budget de la Chambre des Pairs fût communiqué aux Chambres la session prochaine; et il a ajouté: « qu'il ne croit pas que la Chambre des Pairs » puisse se refuser à donner un état de ses dépenses au moins aussi détaillé que celui de la » Chambre des Députés. » Et d'après la réponse de M. le Garde-des-Sceaux d'y faire droit, M. Bédoch a retiré son amendement.

Le noble et savant Rapporteur de votre Commission, chargé de l'examen du projet de Loi relatif à la fixation du Budget des dépenses de 1819, vous a fait connoître, dans la dernière séance, que non seulement l'État ne payoit rien pour les dépenses de la Chambre, mais il a formé le vœu qu'un crédit spécial fût dorénavant ouvert au Trésor pour lesdites dépenses.

C'est cette proposition que je viens développer et appuyer.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent de Budget de la Chambre des Pairs, et il n'a pu y en avoir.

Qu'appelle-t-on, dans un Budget, *Dépenses de la Chambre des Pairs*? c'est sans doute ce que cette Chambre coûte à l'État, ce qui doit être payé pour elle par le Trésor, et imposé pour y satisfaire.

Mais la Chambre des Pairs, différente des autres assemblées, non seulement ne coûte rien à l'État, mais son institution est devenue pour le Trésor public l'époque d'une augmentation dans ses revenus de deux millions de rente.

Il faut rétablir les faits, en détailler la série, et faire connoître enfin l'exacte et l'honorable vérité.

La dotation de l'ancien Sénat, Messieurs, étoit, au premier janvier 1814, de 5,800,000 f. de rente.

A l'époque de la restauration, l'Ordonnance du 4 juin réunit cette dotation au domaine de la Couronne pour y demeurer incorporée quoique distincte, après en avoir distrait les propriétés particulières.

L'article 2 et l'article 3 de cette Ordonnance règlent les pensions des Sénateurs et des veu-

ves; et l'article 4 réunit au domaine de la Couronne tout ce qui proviendra à l'avenir par extinction des pensionnaires, pour être confondu avec ces domaines, régi et administré comme eux.

Je dois faire observer que l'Ordonnance du 4 juin qui affecte aux Pairs le palais du Luxembourg, et qui règle l'entretien dudit palais ne fait aucune mention des dépenses de la Chambre, telles que le bois, la lumière, les frais de bureau et d'impression; et que cependant toutes ces dépenses sont acquittées par le domaine de la Couronne.

Cette Ordonnance du 4 juin n'est susceptible, Messieurs, d'aucune modification, ni explication, elle est *Loi* comme la *Charte*, et la vérité de cette assertion est tellement démontrée, que l'art. 6 de la Loi du 8 novembre 1814 y donne une sanction nouvelle. Cet article est ainsi conçu:

ART. 6.

« Tous les domaines et revenus non compris
« dans les articles précédents font partie du
« *domaine de l'État*, sans déroger toutefois à
« l'Ordonnance du 4 juin, concernant la dota-

« tion du Sénat et des sénatoreries, l'affectation
 « des fonds provenant de cette dotation et leur
 « administration ; sauf à pourvoir par une Loi
 « aux dispositions ultérieures que pourroit exi-
 « ger l'exécution de cette Ordonnance. »

La Loi est positive, et de nouvelles dispositions, ultérieures pour son exécution, ne peuvent jamais en changer la base ; or, cette base est la réunion de la dotation de l'ancien Sénat au domaine de la Couronne, domaine qui est inaliénable ; et non point au domaine de l'État, ainsi que l'ont prétendu plusieurs orateurs ; et par conséquent il ne peut y avoir, en cas d'extinction, aucune réversibilité au Trésor public.

Il m'a paru nécessaire, Messieurs, de rétablir la vérité des faits, le texte des Lois, et de ne pas laisser confondre le domaine de la Couronne avec ce qui a été appelé jusqu'à présent *Domaine extraordinaire*.

Le domaine de la Couronne s'est donc trouvé agrandi par l'Ordonnance du 4 juin des 5 millions 800 mille francs de rente ci-dessus, sauf la valeur de ce qui a été rendu aux anciens propriétaires, ce qui les réduisit à 5 millions 530 mille francs.

Sur cette somme , les pensions des anciens Sénateurs ou de leurs veuves , l'entretien et les réparations du Luxembourg , le paiement ou les retraites de tous les employés de l'ancien Sénat doivent être acquittés ; et le Roi dispose de l'excédant , s'il y en a , selon sa volonté.

Sur les 5 millions 530 mille francs , 4 millions de rente étoient affectés sur les forêts de l'État , le Sénat se trouvoit donc créancier de l'État pour cette somme.

Sur ces 4 millions , 2 millions de rente ont été remis en pur don audit Trésor (je n'en connois d'ailleurs ni l'Ordonnance ni le mode). C'est donc la créance des 2 autres millions payés par le Trésor au domaine de la Couronne , qui depuis quatre années nous est présentée dans le Budget sous la fausse dénomination de *Dépenses de la Chambre des Pairs*.

Ainsi , non seulement la Chambre des Pairs ne coûte rien au Trésor , mais elle a même été l'occasion heureuse d'un don très considérable.

Quel a donc dû être notre étonnement , Messieurs , lorsque , contre toute vérité , on a pu croire , d'après la discussion de l'autre Chambre , et d'après de faux intitulés , que la

Chambre des Pairs coûtoit 2 millions, que ses dépenses étoient trop élevées, qu'il falloit lui demander des comptes, et vous proposer même de réduire vos dépenses à 260 mille francs.

J'avois donc raison, Messieurs, de fixer votre attention sur cet objet le 15 mars 1817.

J'ignore les motifs qui, l'année dernière, ont empêché d'éclaircir ces faits; on a peut-être trouvé que les Lois antérieures devoient être assez connues pour ne pas laisser de doute, et cette négligence a fortifié toutes les idées fausses qu'il est de mon devoir de détruire.

Maintenant, m'élevant à quelques considérations générales, je ne puis dissimuler que j'ai toujours été étonné du genre de notre administration faite au nom de la Chambre, et à laquelle elle n'a aucune part. Nous n'avons point de conseil d'administration, et nous ne devons pas en avoir; car nous ne touchons aucun revenu, et nous n'avons le droit d'ordonner aucune dépense; nous trouvons, il est vrai, un local très beau, du feu, des lumières, du papier, des plumes; mais si nous ne trouvons pas tous ces accessoires, je ne sais si nous aurions le droit de nous en plaindre.

L'usage que nous avons pris de voter les impressions ne me paroît pas même être un droit de la Chambre; et j'avoue que ce n'est pas sans quelque scrupule que j'ai vu cette facilité d'ordonner des dépenses, quand la Chambre ne connoît pas le moyen de les acquitter.

J'ai souvent pensé, en admettant même qu'il existe des fonds plus que suffisants pour satisfaire aux pensions, aux traitements des anciens employés, aux réparations et à l'entretien du local, enfin à toutes les dépenses que l'Ordonnance du 4 juin désigne, j'ai pensé, dis je, que notre délicatesse devoit s'informer s'il y avoit des fonds excédants, et dans quelle proportion; car si nous les dépassions, qui les paieroit? Seroit-ce sur le domaine du Roi? Certes, nous ne pouvons nous arrêter à cette idée, lorsque les fonds sont épuisés, de charger M. le Directeur de la maison du Roi de payer l'impression de nos opinions; et je pense qu'avant de rien ordonner, il seroit nécessaire de savoir préalablement, de M. le Grand-Référendaire, quelle est la somme disponible pour les impressions, afin au moins de ne pas l'ou-

La première année, les frais d'impression se sont élevés de 11 à 12 mille francs.

Les années suivantes ont présenté une dépense de plus de 30 mille francs.

La Chambre s'étant augmentée, cette dépense va nécessairement devenir plus considérable; et il pourroit être même possible que, prenant l'habitude de voter, chaque jour, l'impression de tous les Discours, on arrivât par la suite à voter les impressions à plusieurs exemplaires, ce qui porteroit les dépenses à des sommes très considérables; et tout cela sur des fonds qui ne nous appartiennent pas, dont nous n'avons aucune connoissance, et dont l'administrateur auroit très légalement le droit de refuser l'exécution de vos ordres.

Je ne suis entré dans tous ces détails, Messieurs, que pour bien prouver et bien établir que la Chambre des Pairs ne coûte rien à l'État; que ses dépenses ne sont pas comprises dans le Budget, que le domaine de la Couronne ne doit y paroître que comme créancier de 2 millions sur 4, au lieu et place de l'ancien Sénat; et que le Roi est parfaitement le maître, les conditions de l'Ordonnance du 4 juin remplies, de faire l'emploi qu'il veut de l'excédant

desdits revenus; et si le Roi en fait un emploi avantageux soit à la Pairie, soit à quelques Pairs, ce ne sont que des avantages temporaires, car le domaine de la Couronne est inaliénable.

Ceci me conduit naturellement, Messieurs, à réfuter diverses opinions émises sur des traitements accordés, dit-on, par le Roi à plusieurs de nos Collègues; je suis du nombre de ceux qui sont le mieux placés pour discuter cette question, n'ayant jamais été l'objet d'aucune grâce pécuniaire du Roi, ni de l'État.

J'ignore sur quelles bases ces distributions ont pu être faites; le Roi seul est jugé des services qui méritent ses graces particulières, et ne les accorde sans doute qu'aux plus grands talents, au plus pur dévouement, et aux services les plus remarquables. Mais sur quoi sont prises ces pensions? Elles sont prises sur les fonds des domaines de la Couronne, ou sur ceux de la Liste civile. Cet objet n'est pas de notre compétence; les Pairs n'ont aucun droit sur les fonds provenus de l'ancien Sénat; et lorsque les membres de ce Sénat, à l'imitation de tous les fonctionnaires, abandonnèrent

temporairement le tiers de leurs pensions pour s'unir à l'auguste bienfaisance du Roi dans les moments si difficiles auxquels nous venons d'échapper, cet abandon, qui n'ayant pas figuré dans les recettes du Budget, a dû être versé dans la caisse du Domaine, ne peut être l'objet d'aucune discussion ni vérification, vu qu'il étoit le résultat de la confiance, du respect, et du désintéressement des donateurs.

Il est malheureux, Messieurs, pour les grandes comme pour les petites choses, que l'époque où l'on nous présente le Budget soit toujours celle où, pour première base de son adoption, on établit l'impossibilité d'aucun amendement et la nécessité de terminer des sessions aussi longues; et certes, ce ne seroit pas pour changer un intitulé faux et désagréable, que je me permettrois d'en demander la suppression par amendement, mais je desire que l'adhésion de la Chambre à mes observations prouve que c'est la dernière fois qu'une telle faute peut être commise.

Je n'entrerai pas dans la discussion sur la Loi à intervenir pour assurer l'exécution de l'Ordonnance du 4 juin; je suis trop convaincu

qu'elle n'en peut changer la base, pour ne pas attendre, sans aucune impatience, l'accomplissement de cette promesse.

Tout ce qui tient à la dignité de la Chambre me paroît d'autant plus important que, par un système que je ne veux point caractériser en ce moment, on se plaît à attaquer clandestinement l'institution de la Chambre des Pairs, tant sur ses dépenses, que sur ses attributions et son utilité; ce genre d'attaque, qui tient à un plus vaste système, est de nature à attirer l'attention de la Chambre; et le sentiment de sa dignité ne lui permettra jamais de laisser dépérir, par un silence mal interprété, la considération et le respect qui sont inséparables de son existence.

Je me borne donc à demander que mes observations soient renvoyées à une Commission spéciale, ou à la Commission du Budget, afin que, par un Rapport supplémentaire, elle présente à la Chambre un Projet de règlement relatif aux impressions et à la somme que M. le Grand-Référendaire est autorisé à ordonner pour cet objet; et, en même temps, afin qu'elle examine l'Ordonnance du 4 juin, en ce sens, que les dépenses relatives à la

Chambre des Pairs, autres que celles de l'entretien et des réparations du Luxembourg n'y étant point textuellement indiquées, et par conséquent n'étant payées que de la libéralité royale, soit sur la Liste civile, soit sur le domaine de la Couronne, elle examine, dis-je, si ces dépenses excédantes ne doivent pas, pour la dignité de la Chambre, être payées par le Trésor public, et faire partie de la Loi de finance annuelle.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

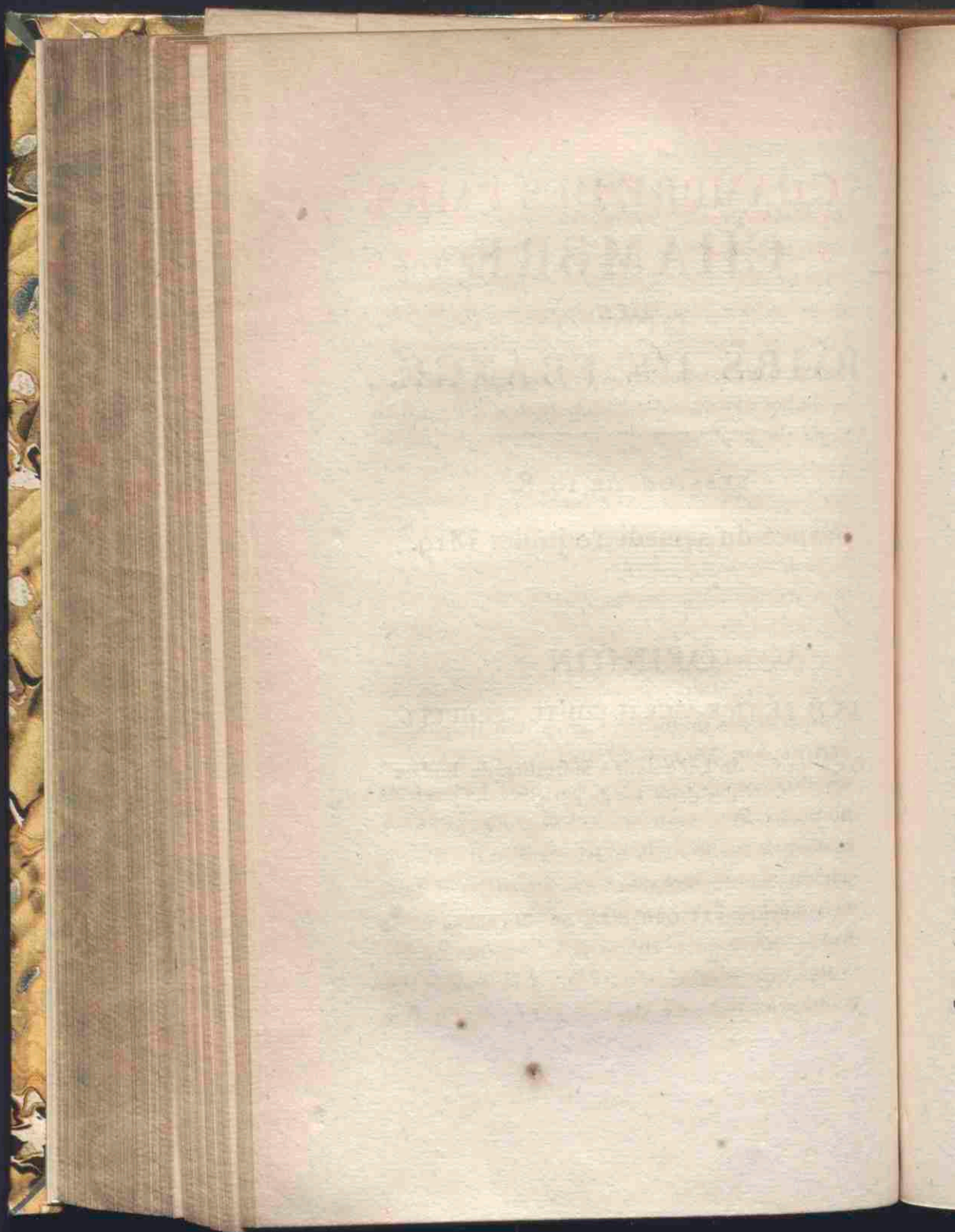
Séance du samedi 10 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE VICE-AMIRAL COMTE VERHUELL

SUR le projet de Loi relatif à la fixation du Budget
des dépenses de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Vice-Amiral Comte VERHUELL sur le projet
de Loi relatif à la fixation du Budget des dépenses
de 1819.

MESSIEURS,

Je croirois manquer à mon devoir, comme marin, si je laissois échapper cette occasion où vous vous occupez des dépenses de l'État, de ne point fixer votre attention sur la foible situation actuelle de la marine militaire. Ce département mérite toute votre attention ; l'honneur national l'exige, et votre amour pour le Roi et son auguste dynastie le commande.

Par une erreur funeste on a introduit des économies dans ce département, là où l'on

auroit jamais dû ne les chercher qu'après le plus scrupuleux examen. Les économies sont presque devenues des réformes destructrices.

Ce département essentiellement militaire, à l'exception de la gestion des colonies, destinées à protéger le commerce, et de soutenir la grandeur et l'éclat de la Monarchie dans des régions lointaines, n'a guère cette apparence dans son état actuel. Il se compose :

Du corps des officiers de la marine ;

Du corps de l'artillerie ;

Des équipages en activité ;

Et des officiers du génie *des constructions* navales.

Tout le reste du personnel *est accessoire, et en conséquence*, en premier lieu, susceptible de diminution ou de réforme. Si l'Administration étoit élevée trop haut, l'État n'y perdrait rien, et le Ministère trouvera toujours facilement à augmenter le personnel de l'Administration si cela devenoit nécessaire. Mais c'est tout autre chose avec les officiers de la marine ; leur perte ne se répare pas tout d'un coup, il faut de longues années pour les former. Un trop funeste exemple a prouvé dans la mémorable bataille de 1794, quelles étoient les

conséquences fatales de l'anéantissement du corps d'officiers instruits qui existoit avant la révolution.

La France, sur plus de cinq cents lieues de côtes, baignée par les trois mers de l'Europe, peut-elle se passer d'une forte marine militaire? Se trouve-t-il une puissance plus heureusement située pour avoir un commerce étendu avec toutes les parties du globe? Tout le monde paroît pénétré de cette vérité, et exprime hautement des regrets en voyant cet état de langueur. Cependant l'on ne remédie pas au mal. La partie industrielle de la nation, les grandes villes de commerce, les manufactures qui ont acquis un si haut degré de perfectionnement, qu'elles rivalisent avec les meilleurs ouvrages de nos voisins, et les surpassent dans différentes parties, tous attendent avec impatience que la marine se relève.

Le pavillon françois ne paroît plus que rarement dans les mers des Indes orientales, on ne le voit presque plus sur les immenses côtes de l'Amérique méridionale, qui ouvriront bientôt un si vaste débouché pour le commerce. Que peut-on faire à cet égard? puisque à peine on peut garantir les bâtimens de com-

merce contre les attaques des pirates qui écu-ment ces mers. Tout a besoin d'encouragement, et tout ce que l'on fera à cet égard produira des effets heureux.

L'ancien système maritime du continent de l'Europe paroît être détruit; le moment renaitra où la force des circonstances obligera de le rétablir, et le mauvais génie qui a paru planer sur lui disparaîtra devant l'énergie et l'intrépide courage des François. La France est la seule puissance qui puisse rétablir ce système maritime, si indispensable pour la sûreté des États de l'Europe. Toutes les Puissances y concourront, pour faire jouir leurs sujets de tous les avantages du commerce.

Qu'un coup de canon tiré hostilement met maintenant en péril !

On ne se trompera pas sur les soins que la France portera à sa marine. Toutes les Puissances qui ne sont pas jalouses de sa grandeur sauront que ce n'est point dans des vues hostiles. Et pourra-t-on jamais trouver un moment plus favorable, pendant que la paix nous sourit encore, que sous le règne d'un Monarque bien-faisant, dont le seul but est le bien-être de son

peuple, et de rétablir tout ce que les événements ont affoibli.

La marine françoise a éprouvé dans les dernières vingt-cinq années mille désastres. Mais elle n'a jamais été abattue. Ses officiers ont constamment montré cet amour ardent de la gloire que le desir de tous pendant cette longue guerre n'étoit que de trouver l'occasion de combattre pour soutenir l'honneur du pavillon françois. Vingt combats différens attestent ce que je viens d'avancer, et j'en appelle à témoin le noble Pair, doyen des amiraux françois, qui siège dans cette Chambre.

L'économie est louable dans toutes les administrations; mais il faut chercher à en faire là où elle ne nuit point au service de l'État, quelque urgente qu'elle soit. Il est fâcheux qu'on l'ait fait tomber sur un corps d'officiers qui avoit acquis des droits irrécusables à la protection du Gouvernement. On n'ignore point que la marine est de tous les états celui où l'on se forme le plus difficilement à travers de nombreux sacrifices, et si l'on parvient à mériter le titre de bas-officier de marine, il est de l'intérêt du Gouvernement de conserver celui qui à

force de travaux se l'est acquis. Le corps des officiers qui existoit dans l'année 1814 étoit généralement bien composé; s'il y avoit des réformes à faire, elles n'auroient dû frapper que ceux hors d'état de servir. Les états de service existant au Ministère de la marine auroient dû être les seuls régulateurs pour fixer les éliminations. Qu'on les consulte impartialement, et l'on se convaincra qu'on a eu grandement tort d'éloigner tant de braves officiers encore si précieux pour le service.

J'ai comprimé ma douleur en apprenant ces erreurs, dans l'espoir qu'on ouvreroit bientôt les yeux sur ces oublis fâcheux. Maintenant, Messieurs, que je puis me faire entendre dans votre enceinte, dans la réunion de tant d'hommes dont les talents et les services honorent la France, qui regardent comme un devoir sacré d'éclairer le Gouvernement dans tout ce qui peut contribuer à la prospérité et à la gloire d'un règne auquel nous sommes tous si entièrement dévoués, je le fais pour l'acquit de ma conscience, et avec tout l'intérêt que l'importance de l'objet m'inspire.

Quoique intimement convaincu que la somme accordée dans les dépenses de l'État pour

le département de la marine est trop foible, je ne me permettrai pas de vous proposer de l'augmenter pour cette année, vu l'impossibilité de l'obtenir.

Remarquez seulement qu'en réduisant de la somme de 45,200,000 f.
l'entretien des forçats qui est
à la charge de la marine . . . 4,166,000 f.
Les colonies 6,342,000
Des ouvrages hydrauliques et
l'entretien des bâtimens ci-
vils 2,600,000

Il ne reste réellement que la
somme de 32,112,000
pour la marine militaire. Je vous demande s'il est possible de la faire marcher convenablement au besoin de l'État avec cette somme.

Le matériel de la marine n'est guère dans une situation plus avantageuse que le personnel. Le Ministre de la marine a dit dans son discours à la Chambre des Députés que la flotte encore existante décroît rapidement, faute de moyens de la remplacer. Le Ministre qui l'a précédé a présenté dans un discours très lumineux un exposé dans lequel il prouve que dans six années le nombre des vaisseaux en

état de service sera réduit à vingt-cinq. Je n'examinerai pas si ce calcul n'est pas un peu trop sévère ; il est du moins certain qu'il est très approximatif. N'est-il donc pas urgent d'y porter par tous les moyens possibles des remèdes pour diminuer cet état de dépérissement ?

Le Ministre actuel nous dit qu'il reste quarante-huit vaisseaux à flot, et onze en construction. Il est à présumer que les derniers ne s'achèveront que lentement, vu le petit nombre d'ouvriers qu'on emploie dans les ports. Nous reste-t-il des moyens de faire des approvisionnements de ces sortes de munitions navales que le sol de la France ne produit pas, chose si indispensable pendant la paix, puisque les prix doublent pendant la guerre. Les armemens sont évidemment trop foibles pour l'instruction des officiers et marins, et pour la protection et la sûreté du commerce.

Ainsi, de quelque côté qu'on porte sa vue dans les différentes parties de ce ministère, on ne rencontre que peu d'objets satisfaisants.

Vous pourriez me demander, Messieurs, à quoi nous sert cette énumération des parties foibles de la marine que vous connoissez, pen-

dant que les moyens manquent dans le moment pour les redresser ?

Je vous répondrai qu'il faut envisager le mal pour pouvoir y porter des remèdes ; et je me permettrai d'indiquer les moyens qui me paroissent les plus propres , sans accroître momentanément les dépenses, de donner à la marine une attitude plus respectable , et de la faire sortir de son état de langueur.

C'est en premier lieu de rétablir les équipages de haut bord : grande et belle institution, qui a été approuvée par tous les chefs de la marine qui ont commandé pendant la dernière guerre , comme la meilleure pour conserver son état militaire.

L'art de la guerre sur mer a subi de grands changements dans les dernières trente années. Il est devenu indispensable d'avoir un corps militaire, pour avoir de l'ensemble dans une grande réunion de vaisseaux. Quand on peut avoir de fréquentes escadres d'évolution en mer, le corps se forme de lui-même ; mais après de longs désastres, et la perspective d'une paix que nous espérons être cimentée pour long-temps, il est nécessaire de le former d'avance des officiers qui ont commandé des

équipages de haut bord, et en ont reconnu tous les avantages.

Pour obtenir de la part des marins les efforts presque plus qu'humains, afin que leurs esprits ne soient pas ébranlés dans les terribles combats de mer de nos jours, où l'on a toujours vu briller la bravoure françoise, même dans les malheurs, il est nécessaire que les commandants connoissent beaucoup leur équipage, afin que le merveilleux mécanisme de l'intérieur d'un vaisseau soit bien organisé, et qu'un chef puisse s'assurer de voir dans un jour de combat le résultat de ce qu'il a préparé d'avance.

Les combats à grandes armées navales deviendront peut-être rares; mais il faut se préparer à pouvoir les soutenir, si l'intérêt de la Monarchie l'exigeoit.

Les équipages de haut bord ne produiront pas moins toute leur utilité dans les combats particuliers, car chaque équipage devient comme une famille dans laquelle les sentiments d'honneur se centralisent.

Ils peuvent même faire à terre le service des troupes; la garde des ports peut leur être confiée, ainsi que la défense des forteresses et bat-

teries des côtes. L'artillerie de la marine pourra être comprise dans ce système, et n'en sera que plus utile. La quantité de sous-officiers de la mestrance, si précieux à conserver, pourront y être appelés, et formeront de nouveaux élèves. Afin de ne pas enlever présentement trop d'habiles marins au commerce (si nécessaire d'encourager), une partie du personnel des équipages pourra servir dans le commerce avec des congés limités : ce sera même utile pour leur faire acquérir plus d'expérience. En commençant par former les cadres de quarante équipages de haut bord, presque la totalité des officiers de la marine peuvent y être compris et recevront par cette mesure une nouvelle existence.

Il seroit également avantageux de rétablir les compagnies des ouvriers militaires qui, sous les ordres des officiers du génie maritime, ont fait des merveilles dans les différents ports; on rendroit ainsi une existence assurée à cette classe utile d'ouvriers qui maintenant se dispersent faute de n'être pas constamment attachés au service, et se perdent pour l'État. On devroit sur-tout réintégrer et rappeler au service les officiers encore en état de bien servir,

et les faire rentrer successivement dans les équipages de haut bord , à mesure que les cadres seront formés. Ce seroit un acte de justice , et qui rendroit un grand nombre de braves officiers à l'État, lesquels maintenant languissent dans l'obscurité, et cherchent de toutes les manières à trouver d'autres moyens d'existence, lorsqu'ils ont des droits à réclamer le soutien du Gouvernement.

Un des honorables Membres de la Chambre des Députés, officier-général de la marine , a démontré la disproportion existante dans le traitement des officiers de la marine militaire en comparaison de l'armée de terre. Cette disproportion , j'ose le dire , est humiliante pour la marine royale.

Le Ministre de la marine lui-même , pénétré de cette vérité, s'en est noblement expliqué ; et j'espère qu'il fera cesser cette disproportion si injuste.

Les discussions qui ont eu lieu à la Chambre des Députés relativement aux colonies ont porté sur cette matière un degré de lumière auquel il ne reste presque plus rien à ajouter. Tous les essais qu'on fait à cet égard, quand même ils ne répondroient pas tous à l'attente

qu'on s'en promet, sont dignes d'une grande nation. Le commerce, une des premières sources de la prospérité de l'État, a besoin d'être encouragé de toutes les manières. J'espère que, par le même principe, on ne négligera point d'ouvrir un débouché au commerce avec ces États naissants, dont une autre puissance tire déjà de si grands avantages.

Dans les travaux hydrauliques, le merveilleux ouvrage de Cherbourg mérite une attention particulière. Il est fâcheux que cette entreprise presque gigantesque n'est pas poursuivie. J'espère que le Ministre pourra assigner dans l'année prochaine une partie de ses fonds pour continuer des travaux si essentiellement utiles à notre système maritime.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ

CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.



F

S

DE

SUR I

I

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du samedi 10 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLLENDAL
SUR le Projet de Loi relatif à la fixation du Budget
des dépenses de 1819.

IMPRIMEE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE

Session de 1856
Séance du mardi 10 juillet 1856

OPINION
DE M. LE MARQUIS DE LAFAYETTE
Sur le projet de loi relatif à
la réorganisation des
tribunaux de commerce

PRÉSENTÉ PAR M. LE COMTE DE LAFAYETTE

P
pan
et su
sent
de z
dern
fond
lesqu
préc
devo

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Marquis DE LALLY-TOLENDAL sur le projet
de Loi relatif à la fixation du Budget des dépenses
de 1819.

MESSIEURS,

Plus le Rapport de votre Commission a répandu de lumières sur le Budget des dépenses et sur la position dans laquelle il vous est présenté, plus MM. les Commissaires ont déployé de zèle et apporté d'attention à profiter des derniers jours qui leur restoient pour approfondir, autant qu'il étoit en eux, les objets sur lesquels ils devoient préparer, j'ai presque dit précipiter notre décision; et plus leur scrupule devoit éveiller le nôtre, plus il étoit impossible

que nous ne desirassions pas pouvoir nous recueillir, au moins pendant quelques heures, sur huit cent millions d'impôts dont nos Commissaires n'avoient pu examiner le besoin que pendant quelques jours. La Chambre des Pairs, depuis quatre ans, peut se rendre à elle-même le témoignage que de session en session elle a toujours mieux mérité de la chose publique, toujours acquis de nouveaux droits à l'estime et à la bienveillance du Roi et de la nation. Elle eût changé d'erremens, elle se fût démentie elle-même, si sur l'audition rapide du travail compliqué, dont lecture lui a été faite, elle se fût laissé entraîner à voter, pour ainsi dire, par acclamation un fardeau aussi énorme, aussi difficile à supporter, que celui qu'imposent encore à la France, pour cette année, l'honneur et le crédit national, la loyauté envers le Souverain, la sécurité du repos domestique et de la paix extérieure. Ceux qui ont vécu long-temps, ceux qui ont vu naître des délibérations publiques, fort éloignées, il est vrai, de la régularité qu'elles ont acquise aujourd'hui, savent qu'en 1789 la première atteinte portée au crédit financier du Gouvernement, la première perfidie jetée en avant pour dé-

jouer les opérations du Ministre qu'on vou-
 loit supplanter, fut une décision où l'on s'in-
 terdit l'examen, un vote qu'on appela un *vote*
de confiance, qui se produisit avec l'accent
 mielleux d'un hommage rendu à ce Ministre,
 et qui empoisonna et ruina son premier em-
 prunt. J'ajouterai encore, et je demande à être
 écouté au moins avec indulgence, parceque la
 remarque est importante, j'ajouterai que nous
 serions entrés fort peu avant dans les formes
 constitutionnelles, si nous laissions s'établir
 parmi nous qu'on peut couramment argumen-
 ter et conclure dans une des deux Chambres
 d'après les discours seuls qui se sont tenus dans
 l'autre. Les cas sont infiniment rares, au con-
 traire, où une Chambre peut avec régularité
 faire allusion aux procédés de l'autre; et cette
 allusion, quand elle est permise, ne peut être
 trop voilée. Quant à la citation que j'ai entendu
 faire des *journaux*, pour prouver que nous
 pouvions délibérer sur le Rapport dont la
 Chambre ordonnoit l'impression, sans avoir eu
 le temps de le lire; l'impatience elle-même
 qui a pu laisser échapper ce mot, aura senti,
 je n'en doute pas, après un instant de réflexion,
 combien il seroit au-dessous de la dignité de

la Chambre de lui donner des *journaux* pour documents officiels. Tout projet de Loi naît pour nous dans l'instant où il nous est apporté par des Ministres ou des Commissaires de la couronne. Que la question ait été ou n'ait pas été jugée ailleurs, elle est entière quand elle entre dans cette Chambre; nous devons la juger et la décider d'après des arguments tirés des entrailles mêmes de la chose, *ex visceribus rei*, non d'après des discussions étrangères, qu'il ne nous appartient ni de louer ni de censurer officiellement, bien moins encore d'après des *journaux*, qui peuvent exciter notre intérêt et notre curiosité comme individus, mais dont nous ne pouvons nous occuper, comme législateurs, que sous les rapports de l'ordre public, et pour les maintenir, s'ils s'en écartoient, dans le respect que tous les sujets du Roi sans exception doivent au Souverain, à son Gouvernement, et aux Chambres. En deux mots le projet de Loi qui nous est apporté, et les discours que nous adressent à ce sujet les Organes du Trône, voilà tout ce que nous connoissons officiellement de tout acte législatif présenté de la part de la Couronne à notre adoption.

D'après ces principes, que je crois incon-

testables, la Chambre a donc porté une décision digne de sa sagesse, en ne voulant ouvrir la délibération sur le dernier Rapport qu'elle a entendu, qu'après que chaque Pair auroit eu le temps de le lire au moins une fois avec réflexion, et de le méditer dans le silence et le recueillement du cabinet.

Il n'est certainement personne dans cette Chambre qui n'ait profondément senti et partagé la douleur exprimée par ses Commissaires, sur le triste lot qui, depuis quatre ans, est celui de la Chambre des Pairs relativement à l'impôt. Il lui faut vaincre ses répugnances, sacrifier ses vues d'amélioration, ajourner des économies qui lui paroïtroient indispensables, ou en consacrer qu'elle trouve injustes, épouser les molles condescendances ou les résistances inconsidérées, signer enfin aveuglément la pensée des autres sans jamais y mêler la sienne, et cela parcequ'au lieu d'avoir une avance de temps raisonnable pour juger la Loi avant de la porter, nous sommes toujours arriérés d'une demi-année sur son exécution qu'on anticipe; parceque sur nos têtes est suspendu, comme le glaive de Damoclès, celui de la nécessité, cette crainte terrible, cette

crainte, qui doit toujours être victorieuse, d'arrêter le service public. Je ne prétends pas que les Ministres doivent seuls en subir la responsabilité. Nos Commissaires demandent que le Gouvernement présente dès le début de la première session la Loi des finances de 1819 à 1820 ; mais il faudroit aussi nous demander à nous-mêmes d'aider le Gouvernement à nous donner la satisfaction que nous desirons, et dont il vouloit nous faire jouir dès cette année. Il n'a pas tenu à lui que nous neussions dès aujourd'hui à quoi nous en tenir pour l'année prochaine ; mais le moyen qu'il avoit proposé, ce moyen si simple d'une nouvelle *année financière*, n'ayant été adopté que par une des Chambres, nous allons sortir de cette longue et laborieuse session, ne sachant pas encore quand nous cesserons d'être autre chose, en matière d'impôts, que les instruments de la fatalité pour faire sonner l'heure du paiement, sans pouvoir jamais contribuer ni à la modération d'une taxe, ni à l'allègement d'une perception.

Au moins votre Commission a senti que, même dans l'extrémité de cette irrémédiable situation, tous les moyens de servir le Roi et l'État ne nous étoient pas ravis jusqu'au dernier. En

regrettant ce qui, dans des temps ordinaires et sagement réglés, doit sortir pour nous de l'examen d'un Budget, la double faculté d'agir sur le présent et de proposer pour l'avenir, elle a jugé que précisément parceque toute *action* immédiate nous est aujourd'hui interdite, nous en sommes d'autant plus autorisés, d'autant plus astreints peut-être à présenter toutes les *Propositions* éventuelles qui s'offrent à nos recherches et à notre zèle pour le bien public. Ainsi, après nous avoir avertis « que déjà la « moitié des dépenses sur lesquelles on nous ap-
« pelle à voter est effectuée; que les Chambres
« sont au moment de se séparer; que nous ne
« pouvons ni rejeter un article, ni proposer un
« amendement, sans faire manquer le service
« public »; nos Commissaires eux-mêmes, sur plusieurs articles des dépenses, sur leur objet, leur classification ou leur énoncé, se sont livrés à des observations dont la plupart ont dû vous frapper de justesse, il faut les adopter; dont quelques unes ont pu vous paroître douteuses, il faut les éclaircir; et auxquelles peut-être il est utile d'en ajouter plusieurs autres, pour que toutes soient également recommandées à la sollicitude du Gouvernement.

Je suis bien éloigné de prétendre suivre M. le Rapporteur dans toutes les parties d'un travail aussi distingué par l'étendue des détails que par la précision des résultats. Certains objets m'ont frappé particulièrement, et m'ont suggéré un petit nombre de réflexions que je soumettrai le plus rapidement possible à la Chambre et aux Ministres de Sa Majesté.

Ministère de la
justice.

Je parlerai d'abord du Ministère de la justice. Vos Commissaires ne croient pas possible d'opérer jamais des réductions sur ce Budget, j'avoue que je le crois susceptible dans l'avenir d'une réduction considérable, et je me hâte d'expliquer ma pensée, car je sens qu'au premier abord elle doit surprendre. Sans doute les 15 à 16 millions portés dans le Budget actuel du Ministère de la justice sont bien plutôt insuffisants qu'exagérés dans l'état actuel de la judicature françoise. Mais cet état doit-il durer? peut-il durer? Quel homme, en réfléchissant sur les combinaisons de l'ordre social et sur toutes les qualités que doit renfermer en lui un juge digne d'exercer cet auguste, ce saint ministère, n'est pas effrayé de ces juges par milliers qui pullulent et foisonnent sur le sol françois; de ces vingt-six Cours royales dont on en

cite qui jugent une quarantaine de procès par an; de ces trois cent cinquante-sept tribunaux de première instance à une, à deux, à trois chambres, que composent depuis trois jusqu'à douze juges, les uns encore doublés, les autres encore tiercés par des suppléants? Quel homme, ayant voyagé dans l'intérieur du Royaume, n'a pas recueilli les plus tristes documents sur une grande partie de ces tribunaux de première instance, sur l'inutilité des uns, sur l'inhabileté des autres, je cherche les expressions les plus douces pour ne pas affliger injustement par des descriptions trop sévères ceux qui auroient droit d'en être exceptés. Les Cours royales, moins nombreuses, mais qui le sont encore trop, méritent en général par leur caractère le respect dû à leur titre. J'en citerois plusieurs où même une censure, telle que celle qui étoit établie dans l'ancienne Rome, ne trouveroit pas un magistrat à rayer sur le tableau. Mais il en est qui, trop rapprochées les unes des autres, ont à peine de quoi s'occuper, ont souvent peine à se rassembler. Je ne parle point au hasard sur une matière aussi grave. Dans ces deux dernières années j'ai fait beaucoup de lieues en France; j'ai parcouru beaucoup de départe-

ments. Partout, en sujet dévoué du Roi, en loyal Pair de France, par ce titre seul conseiller né de la Couronne, en bon citoyen, le dirai-je ? en homme qui a passé sa jeunesse à être altéré de justice et abreuvé d'iniquité, excepté au Conseil du Roi, j'ai examiné sur les lieux, j'ai consulté, les faits, les justiciables, les autorités administratives, les Magistrats chargés du Ministère public, et je dois dire qu'en général ceux-ci m'ont édifié : je suis resté convaincu qu'il y a de trop en France au moins un tiers des Cours royales, et plus d'une moitié des Tribunaux de première instance. Douze parlements suffisoient à l'ancienne France ; celui de Paris seul avoit un ressort démesuré ; il y en avoit parmi les autres qui étoient peu occupés : et alors les matières féodales ou bénéficiaires, les substitutions, la diversité des coutumes locales, toutes choses qui n'existent plus aujourd'hui, rendoient les procès bien plus nombreux et bien plus compliqués. Alors ces Cours exerçoient des fonctions législatives, en même temps que judiciaires. Alors la haute police même leur étoit déférée, (et peut-être seroit-il bon que quelques attributions de ce genre fussent encore dévolues aux Cours royales : j'aime mieux voir la justice faire

la police, que la police rendre la justice). Alors enfin les affaires criminelles subissoient deux degrés de juridiction, et la clandestinité des procédures en entraînoit souvent la prolongation. On ne me reprochera pas cette fois d'aller chercher mes exemples dans les institutions d'un peuple voisin ; mais il me sera permis de dire que quand on voit quelque part ; n'importe où , un Chancelier, un Maître des rôles, douze grands Juges , un seul Procureur et un seul Avocat général, avec un peu plus de 900,000 fr., suffire pour distribuer la justice à dix millions d'hommes, un Ministre, une centaine de Tribunaux de première instance, douze Cours royales et douze fois 900,000 fr. devroient suffire pour la distribuer à à vingt-neuf millions d'hommes. Ce seroit 6,000,000 de moins à imposer sur les contribuables, et l'avenir peut relever la magistrature judiciaire de la France, jusqu'à présenter une économie encore bien plus considérable.

Et remarquez, Messieurs, qu'à partir seulement de ce dernier calcul, en supprimant plus d'une moitié des Juges actuellement existants, on ne supprimeroit qu'un tiers du crédit alloué pour leurs honoraires ; ainsi ceux que l'on conserveroit, déjà plus respectés par cela seul qu'ils

seroient moins nombreux , jouiroient encore d'une plus grande aisance : leur indépendance en seroit fortifiée , leur existence agrandie ; il y auroit à la fois pour l'État réduction dans le nombre et la dépense , pour la magistrature accroissement de fortune et d'honneurs.

Élever la compétence des Tribunaux de premier ressort, et les rendre juges sans appel d'intérêts et de sommes plus considérables, seroit encore un moyen de diminuer le nombre des Juges et celui des procès. L'importance et l'augmentation de pouvoir attribuées aux présidiaux ont été rangées parmi les vues profondes et salutaires du grand d'Aguesseau. Ce Roi qui n'a vécu que pour protéger la justice, avant d'être martyr de sa bonté, avoit encore fait ce bien à ses sujets , d'ajouter un degré de latitude de plus à la compétence des premiers juges.

On pourroit aussi élever celle des Juges de paix : précieuse magistrature , qui fait tant de bien en prévenant tant de mal ! qui ne juge que de petits procès , mais qui en concilie de si grands ! qui éteint tant de divisions dans les familles , et qui épargne tant de scandale à la société !

Enfin ce seroit encore concourir au but que

nous cherchons, que de couper court à cette longueur de certains procès, qui plus d'une fois a dégénéré en scandale, et à laquelle je ne conçois pas que l'on s'habitue, car, en matière criminelle, elle ne tend à rien moins qu'à pervertir entièrement cette divine institution du Jury.

Quelle est en effet l'essence, quel est le but, quel est le prix de cette institution? Un crime a été commis; la société a besoin d'être rassurée par la punition du coupable; une magistrature s'élève, qui n'existoit pas hier, qui n'existera plus demain, qui ne doit durer que le temps qu'on aura besoin d'elle pour rétablir l'ordre. Elle n'a pas contracté dans l'habitude du pouvoir la dangereuse facilité d'en abuser. Elle apporte au jugement qu'elle va prononcer cette frayeur salutaire, qu'un homme éprouve toujours la première fois qu'il décide de l'honneur et de la vie d'un autre homme. Sur-tout elle est isolée du monde entier, elle est laissée aux lumières de sa raison, à l'instinct de sa conscience; personne n'approche qui puisse égarer l'une ou troubler l'autre. Comme le jury n'est connu pour juge qu'à l'instant où il le devient, et comme il ne le sera

déjà plus quand il descendra du tribunal pour rentrer dans la société, on n'aura pu ni le circonvenir, ni le solliciter, ni travailler à le prévenir, ni tenter de le corrompre. Mais pour qu'un tel état de pureté reste inhérent à cette magistrature, il faut que le jugement s'ouvre et se consomme dans un jour. S'il traîne pendant une semaine, pendant plusieurs; si le jury va boire, manger et dormir chez lui; si, même en restant dans le palais de la justice, il y reçoit des communications, s'il y a des pour-parler, si une partie, si un défenseur, si un magistrat peuvent lui adresser la parole ailleurs qu'en face de la justice et du public, alors le voilà, comme tous les autres juges, livré au danger des sollicitations, des préventions, des séductions de tout genre. Je m'arrête, Messieurs; il ne faut pas, je le sais, que les émotions usurpent ici la place des calculs. Je ramène la question à son véritable point, en répétant qu'allonger les procès outre mesure, c'est multiplier les juges hors de proportion, et qu'ici l'économie de temps produira l'économie d'hommes et l'économie d'argent.

Au reste, je ne présente ces réflexions ni avec un sentiment de présomption, qui est bien loin

de moi, ni avec une méfiance absolue que démentiroit ma conscience, parceque je parle de ce que je sais et de ce que j'ai vu. Je les offre avec un désir sincère du bien, et les sou mets avec une entière déférence à la Chambre qui veut bien me permettre de les lui communiquer, aux Membres du Gouvernement qui les entendent, spécialement au Ministre de la justice, dont les prédécesseurs nous ont promis plus d'une fois la réduction de tant de tribunaux; au Ministre de la justice, qui, entre beaucoup de mots célèbres sortis de sa bouche pendant cette session, nous a dit, avec l'accent de Montequieu, que *la justice publique devoit être aussi inviolable que la majesté suprême.*

Sur le Ministère des affaires étrangères, non seulement je partagerai la surprise qu'a témoignée votre Commission, mais j'oserai déclarer hautement que la somme allouée pour ce département est insuffisante; plus qu'insuffisante en vérité : et si je ne devois pas m'interdire de porter la vue sur ce qui s'est fait ailleurs, je dirois que je n'ai pu me défendre d'une espèce de sentiment de honte, en entendant parler de je ne sais quelle pauvre économie d'une centaine de mille francs sur un département dont

Ministère des
affaires étran-
gères.

l'importance est si grande, et dont les ramifications s'étendent si loin. L'esprit de modération, de désintéressement et de noblesse, que je suis loin de refuser aux autres branches de l'administration, mais qui, dans celle-ci, a éclaté d'une manière toute particulière depuis la restauration, ne devoit pas être un encouragement à en abuser. Cette partie du Rapport de votre Commission, portant sur les relations diplomatiques, sur l'utilité des consulats, sur la comparaison de notre conduite avec celle de nos voisins, me paroît une des parties les plus lumineuses de ce Rapport, une de celles qui doivent entraîner notre assentiment le plus complet. J'ai encore vu de mes yeux sur cet objet : j'ai vu, il y a deux ans, dans des grandes villes commerçantes voisines de la France, des consuls françois, rehaussant encore leur caractère public par leur caractère privé; je les ai vus dans un état de gêne voisin de la pauvreté. Il n'y a peut-être pas un seul degré de la hiérarchie diplomatique, qui ne pût donner lieu à quelque remarque de ce genre. Je ne conçois pas, je l'avoue, qu'une nation, à laquelle on n'a jamais reproché de méconnoître sa dignité, puisse supporter qu'aucun des représentants de

son Roi et des siens, soit placé dans une telle infériorité à côté de ceux des autres princes et des autres peuples.

Je suis obligé de l'avouer, je n'éprouve pas le même regret que votre Commission sur les huit millions dont a été réduit le Budget de la guerre. Je crois qu'il eût pu l'être, et j'espère qu'il le sera davantage. Ce qui me paroît n'admettre aucun délai, c'est la restauration complète de toutes les places fortes sur la triple barrière qui doit défendre l'entrée de notre pays. Non assurément que je croie qu'il y ait en Europe une tête assez égarée pour concevoir aujourd'hui le projet d'envahir la France; mais il faut que la sécurité se joigne à la sûreté. Vouloir s'enfermer chez soi est quelque chose qui tient, pour ainsi dire, à l'instinct de nature. Le seul aspect d'une frontière indéfendue accuse l'insouciance du pays qui semble ainsi s'abandonner lui-même, et peut enhardir les attentats de l'ambition, qui ne craint pas de violer un territoire, comme elle eût craint d'attaquer des places. Enfin, tout en ayant la conscience de son courage, tout en se reposant sur une glorieuse expérience, pour être sûr de faire face, dans l'heure même, au danger le plus imprévu

Ministère de la
guerre.

et le plus imminent, encore faut-il une suite de remparts, à l'abri desquels toute une jeunesse courant aux armes pour défendre son pays et son Roi, puisse se former en ligne avec les vétérans de la gloire, du trône et de la patrie. Rien de plus naturel encore, et de plus conséquent à ces principes, que de vouloir compléter le matériel de la guerre, qu'on assure être déjà très abondant. Quant à *dix ou douze mille hommes de plus ou de moins* dans l'état de paix, et d'une paix qui, s'il plaît à la Providence, durera pour le moins autant que les guerres qui l'ont précédée, j'avoue que je mets beaucoup plus d'intérêt à savoir ces milliers d'hommes en repos, qu'à les voir sous les armes. C'est aux habitudes civiles que nous avons besoin de nous remettre. Quelques personnes répètent trop que la France est un État militaire. La France est un État libre, et les États libres redoutent les armées trop nombreuses. Le Gouvernement de la France est une Monarchie tempérée, et le Prince d'une Monarchie tempérée, heureux du bonheur qu'il répand sur ses peuples, récompensé de sa bienfaisance par leurs bénédictions, n'a pas la manie des conquêtes. Ce sont les

despotes qui veulent être conquérants, ne fût-ce que pour en devenir plus despotes encore (1).

(1) Une garde loyale, martiale, superbe, environne le Trône; celle-là remplit le premier besoin de tous nos cœurs, de celle-là personne sans doute ne songe à rien retrancher, ni à rien lui envier. Mais cent quatre-vingt-un mille hommes effectifs, pour le moins, vont être sur pied cette année, même en supposant l'armée réduite de dix à douze mille, supposition qui n'est rien moins qu'une réalité. Des cadres sont tout prêts, des dispositions toutes faites pour tripler au premier signal cette armée de cent quatre-vingt-un mille, si même elle n'est pas encore de cent quatre-vingt-treize mille hommes. Cependant la garde nationale maintient l'ordre dans les cités, comme la gendarmerie dans les campagnes. Je demande si dans un tel état de paix ne se déploie pas encore un luxe de guerre, qui dépasse déjà les vrais besoins de l'État. *La dignité nationale*, nous dit-on! *l'état militaire du reste de l'Europe!* Ah! la France ne sera jamais plus digne de sa puissance et de sa renommée, son Roi ne sera jamais plus couvert de gloire et de bénédictions, que le jour où le reste de l'Europe, souverains et sujets, gouverneurs et gouvernés, se diroient les uns aux autres: « à quoi bon ces armées innombrables qui érasent notre sol et dévorent notre substance? Voyez les François et leur Monarque. Leur mutuel amour, leur patriotisme commun, des places qui valent des armées, des vaisseaux moyens de richesse autant que de salut, une armée enfin calculée par la sagesse, aussi forte de sa modération que de son

Ministère de
la marine.

Par la seule raison qui me fait desirer des places fortes sur les frontières, je desirerois beaucoup de citadelles flottantes sur les côtes; mais pour mille motifs je forme, ainsi que vos Commissaires, les vœux plus ardents pour la renaissance de la marine françoise. C'est sa faiblesse qui sous Louis XV nous a valu tant de désastres, et, dans les deux Indes, a fait succéder de si affreux revers à de si brillants succès.

« courage, défient toutes les attaques et ne font craindre
« aucune agression. Suivons l'exemple de la France. Préfé-
« rons au déploiement de la force celui de la félicité publi-
« que. Cessons de nous épuiser d'hommes et d'argent, pour
« établir la méfiance jusque dans le cœur de nos traités,
« pour donner à notre paix les traits, les mœurs de la
« guerre, et une partie de ses tristes résultats. » Croit-on
que la France seroit déchue de sa *dignité* le jour où elle
inspireroit à ses voisins un pareil langage, qui, de pro-
che en proche, deviendrait bientôt celui de l'Europe en-
tière? J'ai entendu, il y a quatre ans, de grandes paroles
sur ce sujet. Puisse le Ciel accorder à l'humanité de les
voir se réaliser! *Puisse la France donner l'exemple des pe-
tites armées*, a dit, l'année dernière, un Député, qui a fait
ses preuves comme soldat, comme général et comme
ministre, et dont l'opinion récente sur les places fortes
est certainement une des plus distinguées parmi celles
dont s'honore la tribune nationale. (Le Général Comte
Dupont.)

Les vaisseaux ne sont pas moins précieux pour la paix que pour la guerre. La liberté publique, la Charte constitutionnelle ne peuvent rien en redouter. L'établissement du Sénégal, celui de Cayenne ne dussent-ils servir qu'à former des marins, ce seroit un grand service rendu à l'État que d'en avoir conçu et tenté l'entreprise; mais je crois qu'elle aura encore bien d'autres avantages. Enfin je me livre à l'espérance que l'année prochaine des moyens plus abondants seront accordés à ce précieux département de la marine, dont les besoins ont été déduits avec une candeur persuasive, et les droits réclamés avec une irrésistible logique.

Je n'ai plus, Messieurs, qu'une seule observation à faire. Elle porte sur une question délicate, qu'on ne peut encore qu'effleurer aujourd'hui, qui depuis long-temps eût dû être irrévocablement décidée, qu'on a craint, je ne sais pourquoi, d'aborder, mais sur laquelle enfin il faudra bien se prononcer. Je veux parler, Messieurs, de la dotation du corps aristocratique, qui, avant 1815, étoit le Sénat, et qui, depuis cette époque, est la Chambre des Pairs.

Dotation de la
Chambre des
Pairs.

Non seulement je pense, comme votre Com-

mission, que l'énoncé des *dépenses de la Chambre des Pairs portées à deux millions* dans le Budget, est un *énoncé inexact*; mais je pense que tout énoncé, qui a pu et pourroit être porté dans aucun Budget, relatif à la Chambre des Pairs, à ses dépenses, à ses revenus, à leur emploi, à sa dotation enfin, est frappé d'une irrégularité radicale, et qu'aucun de ces objets ne doit entrer, être nommé, être indiqué seulement dans un Budget.

Je diffère donc entièrement de l'avis de votre Commission, lorsqu'elle propose « que, pour « régulariser cet article, on ouvre au Trésor un « crédit spécial pour les dépenses de la Chambre « des Pairs, comme on le fait pour celle des Députés, et que les comptes en soient rendus « publics chaque année. »

Je ne connois d'autre moyen de régulariser cet article que de le faire sortir du tableau où il n'auroit jamais dû figurer, et de le concentrer entièrement entre le Roi et la Chambre des Pairs.

Les dépenses de la Chambre des Députés et la dotation de l'ancien Sénat, devenue celle de la Pairie, n'ont jamais eu rien de commun ni d'analogue.

Les dépenses de la Chambre des Députés, même quand une indemnité pécuniaire étoit attachée à leurs fonctions, ont toujours été, comme elles le sont encore, fournies par l'État sur les fonds que les contribuables versent chaque année dans le Trésor de l'État.

La dotation de l'ancien Sénat, devenue celle de la Pairie, dans laquelle ce Sénat s'est fondu, n'a jamais été levée par des taxes sur le peuple françois. Elle a été, dès le début, une propriété de biens-fonds appartenant au corps qui en étoit possesseur; propriété fixe, perpétuelle, inaliénable.

En remontant aux origines, il ne faut, pour trancher cette question sans retour, que citer deux sénatus-consultes rendus à la fin de l'année 1803, réglant l'établissement, le traitement, l'administration intérieure de la Chambre des Députés et du Sénat (1).

L'un, du 23 décembre, regardoit la Chambre des Députés, autrement le Corps-Législatif; l'article 19 porte : « Les fonds votés *dans le*

(1) J'ai dû, à la tribune, resserrer beaucoup ces détails et ces citations. Je trouve utile de les produire à la lecture.

« *Budget annuel* pour les dépenses du Corps-Législatif, seront mis par douzième, de mois en mois, à la disposition des questeurs, sur « l'Ordonnance du Ministre des finances. »

L'autre sénatus-consulte, du 30 novembre, avoit statué en définitif sur ce qui concernoit l'établissement du Sénat. Il avoit eu pour titre : « Règlement sur l'entrée en possession et le « mode d'administration des *domaines affectés à la dotation du Sénat* et des *biens formant celle des Sénatoreries*. Il avoit dit art. 1^{er} : *Le Chancelier (du Sénat) administre les PROPRIÉTÉS du Sénat*; art. 2 : *les biens des seize Sénatoreries conférés seront administrés par leurs titulaires*; art. 3 : *les biens composant les quinze sénatoreries qui n'ont pas encore de titulaires, seront administrés par le Chancelier*; article 4 : *le Chancelier prend possession, au nom du Sénat, des DOMAINES DE SA DOTATION*; article 7 : *les Sénateurs pourvus maintenant de sénatoreries, prendront possession des biens qui en dépendent, tant au nom du Sénat qu'en leur propre nom*; article 8 : *le Chancelier se fera faire par la régie du domaine et par tous les autres propriétaires LA REMISE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ, 1^o des DOMAINES DU SÉNAT, 2^o des*

BIENS AFFECTÉS *aux sénatoreries qui n'ont pas encore de titulaires ; il les déposera dans les archives du Sénat , etc.*

Conséquemment à ces deux sénatus-consultes , depuis 1803 jusqu'en 1814 les fonds nécessaires pour les dépenses de la Chambre des Députés ont été , d'année en année , *voteés dans le Budget annuel ; de mois en mois , ordonnés par le Ministre des finances.* La dotation , les biens , les domaines , la possession , l'administration du Sénat , n'ont jamais été rappelés par un seul mot dans le Budget. Le Ministre des finances n'y a pas touché du doigt.

Veut-on quelques détails de plus ?

C'étoit dans la constitution même de l'an 8, dès le 13 décembre 1799, que l'article 22 de cette constitution avoit dit : « des revenus de « *domaines nationaux déterminés sont affectés* « aux dépenses du Sénat. Le traitement annuel de chacun de ses Membres se prend sur « ces revenus , et il est égal au vingtième de « celui du premier Consul » (par conséquent de 25,000 fr.)

Le conquérant qui constituoit alors la France , qui déjà la gouvernoit sous le titre modeste de

Consul, qui prétendoit la gouverner bientôt avec un titre plus imposant, avoit trop de génie et de sagacité pour ne pas sentir qu'elle, pour elle comme pour lui, une puissance aristocratique devoit être une des parties intégrantes du Gouvernement. Il déposa le germe de cette aristocratie dans cet article que je viens de citer ; mais il ne lui convenoit pas qu'elle s'élevât plus vite que lui, car elle auroit pu l'arrêter. Ce ne fut que la troisième année qu'il, déjà sûr de son pouvoir par le consulat qui lui avoit été déferé pour sa vie, il songea à réaliser ce qu'il avoit promis à son Sénat. Le 4 janvier 1803, il lui envoya un sénatus-consulte dont le dix-septième article, *en exécution de l'article 22 de la constitution, affectoit à la dotation du Sénat, une somme annuelle de 4 millions à prendre sur le produit des forêts nationales.* Revenu vainqueur de ses diverses expéditions, il ajouta à ces quatre millions établis sur le produit des forêts nationales, un cinquième million de revenu annuel, fruit des dépouilles opimes qu'il avoit conquises sur l'étranger vaincu. Sa vive pénétration lui fit sentir qu'un fonds général de cette dotation devoit être, suivant une justice rigou-

reuse, partagé entre tous les Sénateurs par traitemens égaux, et leur constituer à tous une existence honorable et une indépendance apparente. Son habile munificence alla plus loin : il créa trente-une sénatoreries, objets de faveurs extraordinaires, récompenses de services signalés, qu'il distribuoit à sa volonté, et qui pouvoient ajouter depuis vingt jusqu'à cinquante mille francs au revenu de trente six mille dont jouissoit chaque Sénateur. Ces sénatoreries furent nécessairement territoriales. Pour la partie de la dotation qui étoit assise sur le revenu des forêts, il laissa au Sénat le choix ou de posséder les forêts en nature, ou de percevoir le revenu hypothéqué sur les forêts. Le Sénat préféra le revenu et l'hypothèque. Bientôt les Sénateurs désirèrent faire des ventes, des échanges, des concessions à longs termes. Assis sur le trône impérial, Bonaparte ne demandoit qu'à fortifier son aristocratie, pour en fortifier sa Monarchie. Le Sénat eut dans son sein son Chancelier, son Préteur, son Trésorier; son grand Conseil d'administration, dont l'Empereur n'étoit que le Président; son Conseil particulier qui n'étoit formé que de ses membres. En 1805 il put faire une revue générale de ses biens; diviser en trois classes, ceux à con-

server, ceux à vendre ou échanger, ceux à concéder pour longues années. La Caisse d'amortissement lui acheta tous les biens d'Italie, moyennant 555,000 fr. de rentes constituées qui furent déclarées inaliénables. Bientôt le théâtre de l'Odéon fut donné au Sénat *en toute propriété, franc et quitte de toute charge et hypothèque*. Enfin la retenue d'un dixième sur chaque traitement et sur chaque sénatorerie suffisoit tout à-la-fois et à augmenter annuellement la masse des propriétés sénatoriales, et à fournir un douaire honorable pour les veuves des Sénateurs.

C'est ainsi que la dotation du corps aristocratique de France étoit arrivée au 1^{er} janvier 1814 à cinq millions huit cent mille livres de rentes.

Alors le Roi légitime a été *rappelé par l'amour de son peuple au trône de ses pères* (1). Louis XVIII a conçu l'idée aussi grande que pure de donner à ses François une constitution vraiment libre; de *renouer la chaîne des temps*, suivant la belle expression employée par lui-même; de confondre les anciennes et les nou-

(1) Déclaration de Saint-Ouen, du 2 mai 1814.

velles renommées, l'éclat du présent et la mémoire du passé. Il a voulu conserver un corps aristocratique, sans lequel la France pouvoit redevenir incessamment la proie de l'anarchie. Ce corps aristocratique, la France et l'Europe l'auroient également désavoué, si elles n'y eussent pas vu ceux qui depuis un quart de siècle avoient rempli le monde de la gloire de leurs exploits et de l'éclat de leurs talents : mais certes la France et l'Europe n'eussent ni moins méconnu, ni moins repoussé une Pairie françoise, où elles n'auroient retrouvé aucun de ces anciens Pairs, de ces anciens Barons françois, nés et disparus avec la Monarchie, et qui se remontoient avec elle. Une pauvreté noble étoit tout ce qui restoit à la plupart d'entre eux. Qu'y avoit-il de plus juste, de plus naturel, de plus nécessaire, que de leur établir des indemnités et le moyen d'exister honorablement sur ce qui resteroit libre des fonds sénatoriaux, une fois que les engagements contractés avec les anciens Sénateurs seroient acquittés. La Pairie avoit succédé au Sénat, la propriété du Sénat devenoit celle de la Pairie. Mais à quelle combinaison s'arrêter, comment régler un partage, comment faire autre chose que du provisoire, au

milieu de tous les embarras inséparables des premiers moments d'une restauration; quand il falloit purger cette dotation de ce qui pouvoit encore en compromettre quelques parties dans l'estime publique; quand il falloit comparer la position respective des individus, pour mesurer la jouissance qui pouvoit appartenir à chacun d'eux; quand la Charte enfin annonçoit un mélange de Pairs héréditaires et de Pairs viagers qui devoit nécessiter des combinaisons différentes, puisqu'une dignité héréditaire se soutient par d'autres moyens qu'une dignité à vie?

Au milieu des difficultés et des incertitudes, le Roi a pris d'abord une mesure provisoire et conservatrice. Le Roi, tuteur né de tous les intérêts publics qui périssent dans son Royaume, a commencé par se déclarer gardien de la propriété sénatoriale, en la réunissant au domaine de sa Couronne par une Ordonnance du 4 juin 1814, qui, annexée à la Charte et publiée en même temps qu'elle, a dû être associée à son inviolabilité. Mais cette même Ordonnance a stipulé formellement que, quoique *incorporée* au domaine, cette dotation en resteroit *distincte*, et pour son *affectation* et pour son *administra-*

tion. La Loi du 8 novembre suivant, *relative à la liste civile et à la dotation de la Couronne*, a reconnu et maintenu l'inviolabilité de l'Ordonnance du 4 juin, l'affectation et administration distincte des fonds provenant de la dotation du Sénat et des sénatoreries, enfin leur séparation d'avec le domaine de l'État. Des dispositions ultérieures ont été annoncées par cette Loi, et une nouvelle Loi a été promise, si elle étoit jugée nécessaire, pour pourvoir à ces dispositions ultérieures, et pour consommer l'exécution de l'Ordonnance du 4 juin (1).

Pouvoit-on plus clairement, plus persévéramment annoncer la destination future de ces fonds sénatoriaux, réunis provisoirement au do-

(1) *Loi relative à liste civile et à la dotation de la Couronne.*

A Paris, le 8 novembre 1814.

Article 6. « Tous les domaines et revenus non compris dans les articles précédents, font partie du domaine de l'État, sans déroger toutefois à l'Ordonnance du 4 juin, concernant la dotation du Sénat et des sénatoreries, l'affectation des fonds provenant de cette dotation et leur administration; sauf à pourvoir par une Loi aux dispositions ultérieures que pourroit exiger l'exécution de ladite Ordonnance.

maine de la Couronne? Je dis la destination future, et je devrois dire la destination continuée, car cette destination n'a jamais été, par le fait, comme elle ne pouvoit jamais être, dans le droit, qu'exclusivement consacrée à la Chambre des Pairs, sous la direction suprême du Roi, chef de la pairie, protecteur de ses droits, et conservateur de ses biens. Je n'ai donc pas entendu, sans un grand étonnement, un de mes nobles amis hasarder cette proposition, que l'engagement une fois rempli de faire toucher aux anciens Sénateurs un revenu, à leurs veuves un douaire, et à leurs employés des retraites, la Couronne pouvoit *disposer de l'excédant de la dotation selon sa volonté*. Si les Ministres de 1814 eussent entendu ainsi la réunion de cette dotation au domaine royal, ils auroient offensé tout à-la-fois la Couronne, les anciens Sénateurs et les nouveaux Pairs (1) : mais aucun d'eux n'a

(1) *La Couronne*, qui n'étoit pas maîtresse de se donner à elle-même la propriété d'un corps même éteint, à plus forte raison de celui auquel elle venoit d'imprimer une nouvelle vigueur : *Les anciens Sénateurs*, qui eussent rougi à la seule idée de paroître avoir été occupés de leur seul marché individuel, sans s'embarrasser de l'intérêt public attaché à la grande institution dont ils étoient

eu cette idée ; aucun d'eux , s'il l'eût eue , n'au-
roit osé la présenter au Roi. Le premier mo-
ment passé , je ne crois pas qu'on ait fait
tout ce qu'il falloit faire. On n'a pas prévu
des difficultés qu'il étoit facile de prévenir ;
mais on n'a rien voulu de ce qui eût été éga-
lement injuste et impolitique : seulement on
a hésité , on a remis à faire ce qui étoit juste et
sage , et le terrible 20 mars est venu arrêter le
cours de toutes les bonnes dispositions , rouvrir
toutes les plaies , déjà presque cicatrisées , de la
malheureuse France.

La tempête surmontée , il a fallu donner de
nouveaux soutiens au pouvoir et faire de nou-
veaux sacrifices à l'État. Toute la Pairie est de-
venue héréditaire , et ses Membres ont été mul-
tipliés. Les anciens Sénateurs ont noblement
abandonné 12,000 fr. sur 36,000 , c'est-à-dire
le tiers du revenu qui leur avoit été solennelle-
ment garanti. Les nouveaux Pairs se sont géné-
reusement résignés les uns à un retranchement ,
les autres à une privation entière de toute in-

Membres : les nouveaux Pairs , à qui l'excès de leur dévoue-
ment et de leurs sacrifices devoit valoir autre chose que
le privilège d'être exhéredés de leur portion dans les pro-
priétés du corps dont ils faisoient partie.

démnité. Grace à ces sacrifices la dotation intégrale de la pairie a pu suivre le bel exemple de la liste civile; elle a pu offrir à l'État, pour tout le temps de sa gêne, deux millions sur les quatre qu'elle avoit droit de réclamer. Ainsi un noble Duc a eu raison de dire que la Chambre des Pairs, loin d'avoir rien coûté au Trésor de l'État, a au contraire, depuis quatre ans, versé en pur don huit millions dans ce Trésor.

Cependant de fausses notions se sont répandues; des esprits avides de difficultés ont cherché à en faire naître plusieurs là où l'on n'auroit pas cru possible de trouver prétexte à une seule; faut-il tout dire? Quelques artisans de troubles, heureusement aussi peu puissants que peu nombreux, ont trahi le secret de leur pensée, et l'on a vu qu'ils supportoient impatiemment l'influence d'une Chambre essentiellement modératrice. Le noble et loyal personnage qui, en 1817, présidoit les conseils de Sa Majesté, le Ministre de la justice qui secondoit dignement ses vues, ont désiré de terminer avec franchise ces débats imprudemment ouverts, et d'établir avec solidité la dotation de la Pairie de France. L'état de cette dotation, tel qu'il a été produit alors dans les comités de Ministres et de Pairs te-

nus chez M. le Garde-des-Sceaux, s'élevoit à 5,554,642 fr. de revenu annuel, défalcation faite de toutes les parties restituables et restituées. Il falloit encore en déduire les deux millions abandonnés volontairement et temporairement pour les besoins de l'État. Restoient 3,554,642 francs, sur lesquels 1,982,550 fr. étoient alloués pour les anciens Sénateurs, leurs veuves, leurs employés, etc. et cette somme, jointe à la dépense matérielle ou administrative de la Chambre, ne laissoit plus à Sa Majesté de fonds libres, pour doter les nouveaux Pairs, que 934,000 fr., sauf les extinctions par mort du traitement des anciens Sénateurs.

Je parle ici avec une franchise entière, parceque la temporisation a amené des difficultés d'où il faut sortir, et dussé-je me répéter jusqu'à satiété, je redirai encore qu'il n'est plus aujourd'hui de difficultés dont on puisse triompher autrement que par la franchise. Je crois donc qu'il y a de ma part loyauté, utilité, et non indiscretion à dire que dans ces comités de 1817 où j'ai eu l'honneur d'être appelé et de faire les fonctions de Rapporteur, toutes les questions, toutes les différentes manières de consolider cette dotation de la Pairie fran-

goise , et de fonder ainsi définitivement l'aristocratie propriétaire ainsi que l'aristocratie honorifique de la France , ont été agitées sous tous leurs rapports. Majorats royaux concourant avec des majorats patrimoniaux ; majorats héréditaires ou bénéfices viagers ; majorats en terres ou en rentes immobilisées ; majorats de rigueur pour l'indépendance , et de faveur pour les services : toutes ces combinaisons diverses ont été soumises à un examen réfléchi. La manière d'établir a été discutée comme les établissements eux-mêmes. A quelque parti qu'on s'arrêtât , étoit-il bien vrai qu'une Loi fût nécessaire pour le régulariser ? Une Ordonnance royale ne suffiroit-elle pas , comme explication , comme complément de celle du 4 juin ? Pendant toutes les discussions il a été admis par les Ministres de Sa Majesté que le Roi n'avoit réuni à son domaine la dotation sénatoriale , que pour en être le protecteur et le gardien , et en assurer la jouissance à ses seuls propriétaires , c'est-à-dire aux Pairs de France. D'un autre côté tous les Pairs appelés à ces conférences ont professé avec acclamation que quel que fût le genre de concession , ou de majorat , ou de rentes qui

dût être leur apanage dans la dotation de la pairie, ils devoient le tenir du Roi, et que pour toute portion héréditaire il devoit y avoir réversion à la Couronne dans le cas où leur ligne directe s'éteindroit.

Tout a donc été agité, ébauché en 1817; des résolutions même ont été arrêtées, des lettres-patentes ont été dressées conformes aux principes que je viens d'énoncer; mais des obstacles imprévus, mais l'aliénation temporaire des deux millions abandonnés aux besoins publics, ont paru s'opposer à l'exécution d'une mesure générale et définitive concernant la dotation. Je crois qu'elle ne peut plus être retardée davantage. Je crois que dans les circonstances plus heureuses où la France commence à respirer, les deux millions de rentes sacrifiés depuis quatre ans par la Chambre des Pairs à l'urgence des besoins publics, doivent être rappelés l'année prochaine à la masse de sa dotation, et qu'un plan général doit enfin être formé et réalisé pour l'emploi de cette dotation. Il seroit téméraire d'en indiquer, même d'en pressentir aucun, quand les Ministres de Sa Majesté ont annoncé qu'ils alloient s'occuper de ce grand objet pendant l'intervalle des ses-

sions : mais je n'ai pas pu admettre que les *dépenses de la Chambre des Pairs* figurassent une fois de plus dans un Budget ; je n'ai pas pu admettre que la Chambre des Pairs dût, plus qu'aucun autre propriétaire, un compte public de l'emploi de sa propriété, et peut-être n'étoit-il pas sans utilité de fixer dès aujourd'hui l'attention sur des questions qui peuvent ne tendre à rien moins qu'à décider s'il y aura ou n'y aura pas en France une aristocratie (1).

Ministères de
l'intérieur et
des finances.

Permettez-moi, Messieurs, deux mots de plus pour exprimer que sur le ministère de l'intérieur, sur celui des finances, j'adopte entièrement les opinions, les observations, les espérances de vos Commissaires. Je remarque avec consolation le dégrèvement des impôts déjà commencé ; le crédit qui non seulement se soutient, mais croît visiblement ; les arts qui de jour en jour fleurissent davantage ; le malheur toujours plus secouru, l'humanité tou-

(1) C'est-à-dire si la France restera paisiblement constituée sous le sceptre paternel de ses rois ; ou si elle sera de nouveau bouleversée périodiquement par les fureurs démagogiques et les ambitions rivales de ses niveleurs.

jours plus exaucée; l'innocent soutenu dans ses épreuves, et jusqu'au coupable, conduit à un repentir salulaire par une pitié généreuse. Je regarde comme une bonne nouvelle, pour une infinité d'intérêts locaux et pour l'intérêt général, le premier accroissement de fonds qu'a reçu l'utile et sage administration des ponts et chaussées. Je jouis avec tous les gens de bien des 300,000 francs de rentes ajoutés encore cette année à la dotation de l'église gallicane. Quand on songe combien il y a de millions d'hommes qui n'entendent jamais parler de morale que par leur curé, on sent que jamais on ne pourra donner ni trop de protection ni trop de considération à ces dignes ministres d'une morale toujours d'autant plus solide, qu'elle sera plus religieuse. Mais sans doute il doit être permis de désirer qu'entre ces pasteurs, objets d'une si constante sollicitude, et dont la plupart la méritent personnellement par tant de vertus, il ne s'en rencontre plus d'assez injustes pour croire, ni d'assez imprudents pour dire du haut de la chaire évangélique, que *la religion est exilée des Lois*; quand ces Lois sont proposées et sanctionnées par le plus religieux des Rois; quand les deux tribunes nationales ont

retenti des hommages dus et rendus à la religion; quand une dispute de *mots*, excitée par des prétentions et des craintes également chimériques, a fini par le triomphe de la *chose* sacrée qui devoit triompher; quand depuis quatre ans nous avons eu la consolation de pouvoir élever le traitement des ministres de l'autel de 11 millions à plus de 22, sans compter la portion de bois susceptible de leur être affectée, et les legs ou donations dont les fidèles peuvent légalement leur offrir le tribut.

Je vote pour l'admission du Budget qu'à unanimement admis votre Commission.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

igion;
ar des
iméri-
sacrée
re ans
élever
de 11
ortion
et les
t lég-
a una-

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

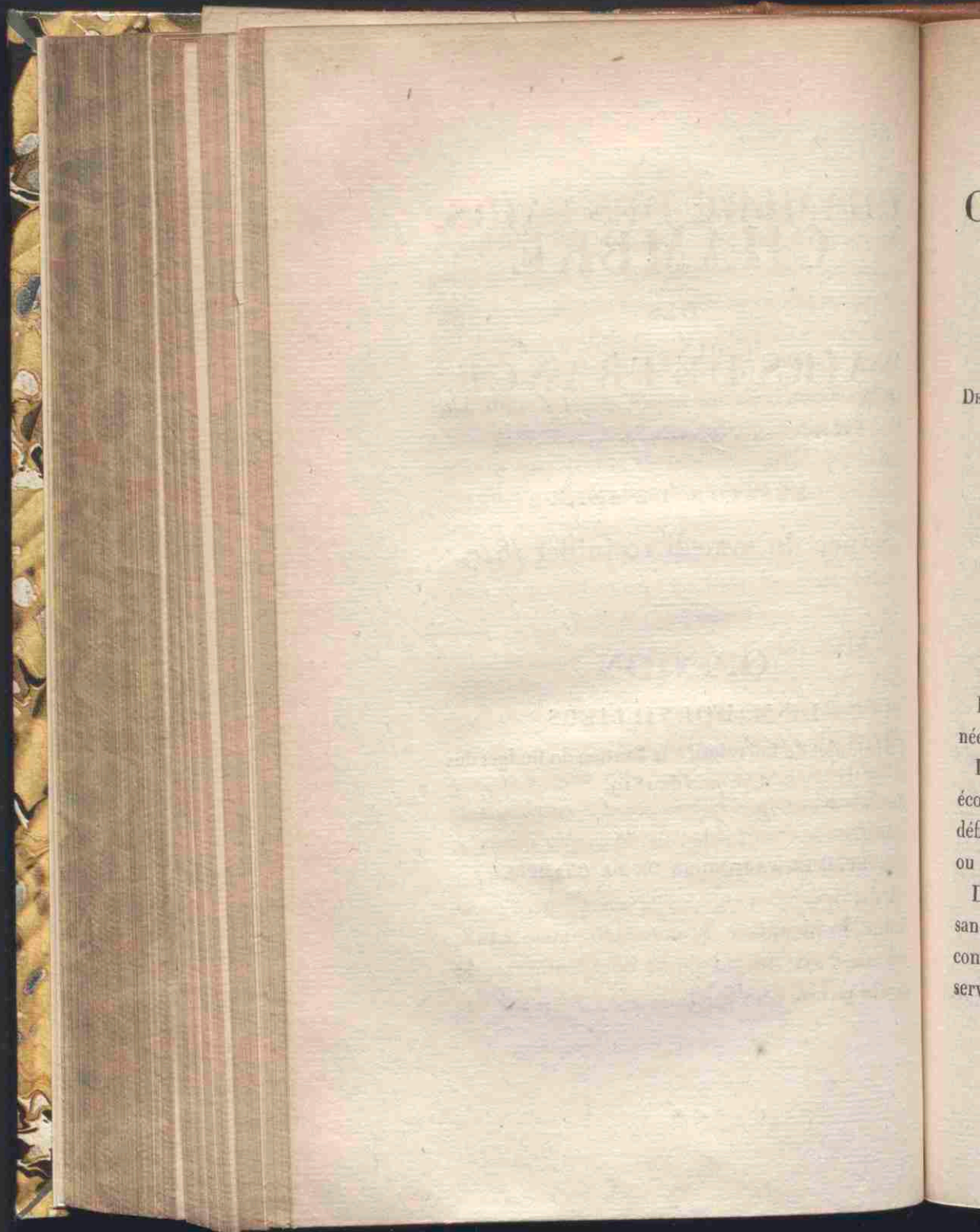
Séance du samedi 10 juillet 1819.

OPINION

DE M. D'ORVILLIERS

Sur le projet de Loi relatif à la fixation du Budget des
dépenses de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. D'ORVILLIERS sur le projet de Loi relatif à la
fixation du Budget des dépenses de 1819.

MESSIEURS,

La moitié des dépenses de l'exercice de l'année courante devrait être déjà payée;

Les deux tiers de cette même année seront écoulés avant que la totalité des recettes soit définitivement autorisée par la Loi de finances, ou mise en recouvrement.

Dans des circonstances devenues aussi pressantes, la prudence, le véritable patriotisme, commandent de ne point compromettre le service public en s'appesantissant trop sur des

recettes déjà faites , sur des dépenses ou payées ou ordonnancées.

Le Budget de 1819 a été divisé en trois Lois distinctes ; lors de votre examen de la première de ces Lois , la Chambre a dû accueillir des explications d'une haute importance , des énonciations de principes positifs sur la nécessité de votre concours , et dans sa plus grande extension , à toutes les mesures d'ordre , d'économie et d'amélioration de nos finances. Espérons qu'un nouveau Budget pourra être agréé par les Chambres dès la session prochaine et avant le mois de janvier. Vous insisterez alors utilement , Messieurs , sur quelques économies déjà proposées. Je signale avec votre Commission , l'une de ces économies , celle qui pourroit être faite sur le cadastre.

Plus de 30 millions ont été dépensés pour commencer le cadastre de la France : cent autres millions ne suffiroient pas pour l'achever ; cette dépense a dû paroître trop considérable , et plusieurs propositions ont été faites pour l'ajourner ou la réformer sans retour. Dans ce combat d'opinions , il n'y a jamais eu d'incertitude sur la nécessité d'établir le meilleur et le plus juste système de répartition de l'impôt

foncier. Une répartition égale et proportionnelle des charges publiques a toujours été le premier bienfait des législateurs ; et dans leur éminente participation aux fonctions législatives, la Chambre des Pairs et celle des Députés s'empresseront toujours d'adopter ou de provoquer les améliorations qui pourroient procurer le plus promptement modération et répartition égale des contributions.

Les plus anciens, les meilleurs cadastres faits en Europe, sont ceux du Piémont, du Milanois et de la Silésie ; il avoit été fait aussi des cadastres dans plusieurs de nos provinces méridionales ; ils y sont aujourd'hui tellement surannés qu'il en résulte de grandes disproportions entre les évaluations locales ; une partie de ces cadastres avoit été faite d'après le prix des ventes, et non d'après les revenus établis par les baux ; toutes ces disproportions, ces irrégularités existent encore dans ces départements, parceque les propriétaires ont eu intérêt de les maintenir ; il ne s'y paie qu'une contribution très foible, le douzième, le quinzième, le vingtième du revenu, et même souvent bien moins, tandis au contraire que les propriétaires de quelques départements sont surchar-

gés à un tel excès , qu'ils paient , non pas le cinquième ou le quart , mais le tiers et jusqu'à la moitié de leurs revenus.

Nous ne le dissimulons pas, Messieurs, les derniers gouvernements qui ont opprimé la France, n'ont point ordonné son cadastre général dans l'intention de diminuer la masse des contributions ; il seroit même impossible de parvenir à une bonne répartition par les moyens qui y sont employés, et la formation du cadastre, de la manière qu'il a été conçu, dans son mode d'exécution, le rend un impôt énorme , éternel, et sans aucune utilité par le fait même de sa longue durée.

En administration, toutes les conceptions, toutes les résultats, doivent être ramenés au point le plus simple.

Sans doute, de petits états, qui, par leur peu d'étendue, présentent en même temps moins de variété dans leurs produits, ont pu être soumis à une forme de répartition fondée sur des cadastres où l'on doit trouver, sans aucune exception, tous les détails de la propriété ; les différentes portions de ces cadastres ont eu l'avantage de pouvoir être ter-

minées dans un délai assez rapproché pour que le temps lui-même n'ait pas changé la proportion des valeurs.

Mais sur le sol si étendu, si varié de la France, sur ce sol dont toutes les valeurs en capitaux et en produits n'ont jamais été les mêmes de vingt en vingt ans, toute estimation, toute opération comparative, et par conséquent tout cadastre qui ne pourroit être clos et parfait en peu d'années est par cela même vicieux dans son principe, et impraticable dans son exécution; s'il a déjà coûté trente millions, déplorons l'excès de cette dépense, mais évitons de prolonger nos sacrifices; ne les étendons pas inutilement et fort au-delà de cent autres millions.

Une économie aussi majeure est commandée sur-tout par la nécessité de ne pas rendre entièrement illusoire le projet de répartir les contributions dans une proportion plus juste.

A diverses époques de la Monarchie, nos Rois s'étoient occupés avec une constante sollicitude des moyens d'établir, le plus également possible, la répartition des taxes et impôts; et pourquoi hésiterions-nous de rappe-

ler ici les intentions, les actes de leur bienfaisance? où pourroient mieux retentir que dans cette enceinte les mêmes paroles que Henri IV adressoit au peuple françois. « *Aussitôt* » disoit ce prince d'illustre mémoire, dans un édit qui établissoit une meilleure répartition des contributions, « *aussitôt qu'il a plu à Dieu mettre ce royaume en repos, nous avons jeté les yeux avec larmes de pitié sur notre peuple appauvri, et réduit à la dernière ruine par les plaies de plusieurs années que la calamité et la longueur de la guerre lui a faites, et mis tous notre soin à chercher les moyens de diminuer les tailles et autres impositions qui se lèvent sur lui, en intention de le faire jouir des fruits que la paix a accoutumé de produire sous un bon Roi..... plus desireux d'acquérir le nom de père du peuple, lui faisant du bien, que de laisser quelque souvenance à la postérité d'autres titres plus spécieux et élevés.* »

Les successeurs au trône de Henri IV vouloient comme lui améliorer le sort du peuple dans la répartition des contributions.

La législation des dix-septième et dix-huitième siècles est constante sur ce point.

C'est par suite de ces favorables dispositions,

qu'en 1763 un cadastre général avoit été ordonné, et en adressant cette Loi à tous les Parlements et aux autres Cours souveraines du Royaume, il leur avoit été demandé, au nom du Roi, des mémoires contenant leurs vues sur les moyens de perfectionner, de simplifier l'établissement, la répartition, le recouvrement, l'emploi et la comptabilité de tout ce qui compose l'état des finances, et de donner à toutes les parties la forme la moins onéreuse au peuple.

Le Roi martyr dont toute la vie et les dernières paroles ont si bien prouvé l'amour qu'il a constamment porté à ses sujets, s'étoit occupé plus activement encore que ses prédécesseurs, de la confection du cadastre du Royaume.

Qui que ce soit, Messieurs, pendant tout le cours de la révolution n'a osé rendre hommage à la sagesse des Lois qui avoient établi en principe, la nécessité du cadastre général de la France; qui que ce soit n'a osé dire que les essais d'un cadastre avoient été ordonnés par le feu Roi, qu'ils avoient été suivis et légitimés avec la plus vive sollicitude par des Lois de 1775, 1776 et 1781, qu'aux termes des mêmes Lois,

ces essais devoient être continués jusqu'en 1793 dans la généralité de Paris , qu'ils avoient été en effet continués et qu'ils y avoient complètement réussi.

C'est là qu'en peu d'années, il avoit été consommé une opération simple , économique et durable; elle avoit laissé à la charge des départements qui composoient la généralité de Paris, des contributions très fortes; mais du moins elles étoient dans des proportions comparatives exactes , et si ces mêmes proportions y avoient été conservées, si elles avoient été postérieurement établies , si les mêmes opérations avoient été exécutées dans d'autres départements , ils en éprouveroient tous aujourd'hui le bienfait , sans avoir supporté une dépense aussi considérable que celle déjà faite pour commencer un cadastre qui ne pourra jamais être achevé.

Sans vouloir entrer ici dans tous les détails de l'opération que je viens de citer , et dont il seroit si facile de suivre les développements , pour les comparer aux travaux du cadastre parcellaire , il doit suffire quant à présent , Messieurs , et en me renfermant dans des aperçus généraux , de vous présenter des motifs

sans doute déterminants pour la préférence à accorder au cadastre royal, sur celui qui se poursuit dans ce moment, et qui a déjà été si onéreux aux propriétaires par l'excès de sa dépense.

L'opération cadastrale consommée dans l'ancienne généralité de Paris étoit bien simple; elle se bornoit à laisser le cadastre lui-même mobile, et en appelant d'abord les représentants des propriétaires de plusieurs communes, ensuite tous les propriétaires, son but étoit de parvenir par le concours de ces propriétaires dans la même commune, par le concours des communes entre elles, à l'évaluation régulière de tous les héritages. Dans cette opération, les propriétés étoient divisées en un grand nombre de classes, en vingt-quatre classes, et depuis leur évaluation à 25 sous (1 fr. 25 c.), jusqu'à 30 fr. de revenus par arpent ou demi-hectare pour les terres labourables; les autres natures de propriétés étoient classées entre elles dans des proportions plus élevées. Par suite de cette première opération, la comparaison des valeurs et des produits de commune à commune avoit été appliquée avec succès dans l'ensemble de toutes les communes qui

composoient l'ancienne généralité de Paris. Après être ainsi parvenu au dernier terme de l'opération, et par des vérifications successives qui auroient pu réformer les estimations particulières, on auroit également fixé les proportions dans lesquelles tous les départements auroient été réciproquement évalués et définitivement cadastrés.

L'arpentage, dans cette opération générale, n'étoit qu'un accessoire, utile à la vérité, pour le classement des propriétés, et pour fixer la valeur et l'étendue des masses, mais rien autre chose que les masses. Cette opération, si peu dispendieuse, ne coûtoit que sept à huit sous par hectare pour la levée des plans en masse; elle étoit à jamais garantie de tout changement, de toute variation, puisqu'il ne peut y en avoir dans les limites fixées par les rivières, les routes, et même par des chemins vicinaux.

Au lieu de plans de masses qui ne coûtoient que 35 à 40 cent., ils coûtent aujourd'hui 2 fr. 80 cent. par hectare, en raison de la division à l'infini des propriétés que l'on veut y énoncer. Ces plans sont ainsi devenus la partie la plus dispendieuse du cadastre; on

se résignerait peut-être à cet accroissement si considérable de la dépense du cadastre, s'il étoit possible encore d'en espérer l'achèvement. Mais il y a impossibilité physique d'obtenir et un assez grand nombre de bons arpenteurs, et une assez grande rapidité dans l'exécution de leurs travaux, pour qu'il en résulte dans un espace de temps déterminé, la levée générale et avec une égale exactitude, des plans de détail de toutes les parties du Royaume.

D'ailleurs de quelque manière que l'arpentage soit fait, en masse ou par division de parcelles, ne faut-il pas en revenir toujours à la fixation de la matière imposable, et à déterminer cette matière imposable par les résultats des matrices; si l'administration a perfectionné ou si elle pouvoit perfectionner encore le mode des estimations, cette portion de travail seroit facilement, promptement exécutée, mais soit avant, soit après la fixation des masses de propriétés, ce qu'il importe le plus à l'intérêt des contribuables, et par conséquent à l'intérêt de la chose publique, c'est de s'assurer si toutes les matrices des contributions sont exécutées dans le Royaume sur le même mode,

d'y compléter celles des matrices qui n'ont point été achevées, et d'employer à ce travail et à son examen des inspecteurs qui en fassent exactement la vérification. Ce qu'il importe sur-tout, c'est qu'une opération aussi majeure que celle du cadastre soit promptement terminée; c'est dans cette promptitude d'exécution que l'on reconnoît le signe le plus incontestable de son utilité; mais avant d'être achevé, le cadastre seroit defectueux et inutile, si les estimations soumises à des plans de détail étoient faites vingt ou trente ans plutôt dans une partie de la France que dans l'autre. Ce terme seroit plus que suffisant pour changer les valeurs relatives des estimations, et pour dénaturer les plans eux-mêmes qui, dans des intervalles assez rapprochés, et par la multiplicité des divisions, des réunions, et des changements de toute nature, ne rendroient plus les premiers plans reconnoissables.

Quelques écrits, diverses opinions en faveur du cadastre et des formes parcellaires présentent comme un des principaux avantages de cette forme de procéder, celui de fournir aux propriétaires un titre supplémentaire de leurs héritages, titre qui porteroit lui-même le signe

de reconnaissance de propriété de la part de tous les voisins et habitants de la même commune ; c'est en abusant de toutes ces fausses théories que l'on se voit sans cesse entraîné à des dépenses d'autant plus regrettables, que l'on ne s'aperçoit souvent que trop tard de leur inutilité. Quelle est en effet la commune dans laquelle il n'y ait un certain nombre de propriétaires en contestation sur les limites ou sur les contenances de leurs héritages ? Faudroit-il alors laisser en suspens la levée, ou la fixation de contenances de toutes ces parcelles ? Il n'importe au Gouvernement, il n'importe à la régularité des opérations faites en grand, que l'établissement, la fixation juste des masses et leur évaluation ; les propriétaires doivent faire tout le reste, et on peut s'en rapporter à leur intérêt pour ne payer que la part relative qu'ils doivent des charges publiques, dans la proportion exacte des quantités dont ils ont le droit de jouir.

En me restreignant à vous parler en détail du cadastre, soit dans la forme actuellement adoptée, ou dans celle qui me paroissoit, et que je trouve encore préférable, si l'on vouloit effleurer les considérations générales qui pourroient être présentées sur l'ensemble des

ressources de la France et de ses revenus publics, on pourroit prédire, qu'après avoir porté tous les genres de contributions à un taux qui ne permet plus que de chercher des réductions, le peuple françois ne sera utilement soulagé que dans les impôts qui pèsent sur la propriété. Il étoit nécessaire sans doute, Messieurs, de réaliser dès à présent, par un dégrèvement quelconque, les espérances des propriétaires surchargés; cet acte de justice leur fera reconnoître, que malgré une dette publique immense et des charges encore si multipliées, ils éprouveront successivement des diminutions sur les impôts dont la totalité en 1786 paroissoit ne pouvoir être élevée au-delà de 500 millions, et qui produisent aujourd'hui plus de 700 millions, sans y comprendre aucune des recettes accidentelles.

Dans cette masse si forte des charges publiques, les contributions indirectes, sauf les modifications dont elles sont susceptibles, dans la nature, le mode et les quotités de leur perception, ne présentent aucune inégalité; la part qui doit entrer dans les revenus publics à toute mutation de propriété par vente ou par succession, les droits sur les consommations

tions, sur le luxe, atteignent bien mieux toutes les fortunes que l'impôt foncier, et si les revenus territoriaux pouvoient n'être assujettis qu'à une contribution légère, toujours proportionnelle, toujours cadastrée, mais sans s'arrêter à des minuties, à des examens si longs, si dispendieux de parcelles, on pourroit, ainsi qu'un peuple voisin, réserver pour leur véritable emploi toutes les ressources de la propriété, toutes les charges dont les propriétaires doivent être grevés; cet emploi, c'est sur-tout celui de subvenir, comme plus spécialement intéressés, à la défense du territoire, à la majeure partie des dépenses d'une guerre nécessaire; jusque-là, je voudrois que l'on pût regarder le territoire de la France comme une vaste et riche manufacture; les productions de notre sol en sont la matière première; que cette matière première parvenue à sa maturité, à sa perfection, supporte des taxes plus ou moins élevées à la circulation ou sur la consommation, et soit sur nos vins, nos huiles, les fourrages, les bois, toute autre nature de produits, les tabacs, les bestiaux, et tous les grains, excepté le blé, cette première substance alimentaire qui doit être maintenue

au prix le plus modéré, qui ne doit par conséquent être soumise directement ou indirectement à aucune autre contribution que l'impôt foncier : si cet impôt étoit également modéré, alors le cultivateur plus libre dans son exploitation comme dans son industrie, leur donnera un utile essor. La terre qui restitue si abondamment toute espèce d'avances et de sacrifices, augmenteroit la fortune publique, en raison de la plus grande aisance des propriétaires ; mais si un contrôleur, si un inspecteur des contributions doit porter sans relâche un œil actif pour épier chaque amélioration, ou le pere de famille découragé, épuisé par des impôts excessifs, n'aura plus les moyens d'améliorer sa propriété, ou bien dans la crainte de léguer à ses enfants une charge éternelle, et au grand préjudice de la société, il n'osera se livrer à aucune amélioration.

Les malheurs qui ont accablé la France ne pourront permettre de perfectionner tout notre système de finances aussi promptement que les Chambres l'auroient désiré, qu'elles auroient voulu satisfaire à cet égard la justice et la bonté du Roi ; les moyens d'alléger les

impôts se multiplieront cependant encore , en réalisant des économies dans toutes les parties de l'administration publique ; je crois qu'une de ces économies pourroit porter sur le cadastre , qu'elle devroit être définitivement réglée , lors de la discussion du Budget de 1820.

Quant à présent, Messieurs, je vote l'adoption entière de la Loi des dépenses de 1819.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du samedi 10 juillet 1819.

DISCOURS

DE M. LE MARQUIS DE SEMONVILLE,
GRAND-RÉFÉRENDAIRE DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

A l'occasion des observations faites sur le Budget
de cette Chambre, dans la discussion de la Loi des
dépenses.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818

Le samedi 10 juillet 1818

DISCOURS

DE M. LE MARQUIS DE STANGE

Sur la proposition des amendements faits à la loi
sur la Chambre des députés

De
c
l
J
une
pour
Gra
pub
de v
C
soin

CHAMBRE DES PAIRS.

DISCOURS

De M. le Marquis DE SEMONVILLE, à l'occasion des observations faites sur le Budget de cette Chambre, dans la discussion de la Loi des dépenses.

MESSIEURS,

J'ai demandé la parole, non pour prolonger une discussion qui touche à son terme, mais pour vous éclairer sur les rapports de votre Grand-Référendaire avec la partie des dépenses publiques, dont les derniers Orateurs viennent de vous entretenir.

Ces rapports sont mal compris; ils ont besoin d'être définis. Il importe que vous con-

noissiez où commence et où s'arrête ma responsabilité. Cette responsabilité est complexe; elle existe vis-à-vis du Roi et vis-à-vis de vous. Elle a deux caractères, l'un moral, l'autre positif.

Les incertitudes qui semblent s'élever à cet égard me défendent de garder le silence, J'attendois impatiemment une occasion de le rompre. Mais, en montant à cette tribune pour la première fois, ma démarche seroit incomplète et vous laisseroit quelque chose à désirer, si je ne commençois par vous expliquer les motifs qui m'en ont éloigné si long-temps.

Lorsque le Roi a daigné me nommer Grand-Référéndaire, cette place d'institution nouvelle ne m'offroit ni antécédents ni analogues pour y puiser des règles de conduite, et pouvoit être envisagée sous plusieurs aspects. Le premier qui se présentoit à l'esprit, qui même, dans la pensée de quelques personnes, a peut-être survécu à la réalité, sembloit constituer le Grand-Référéndaire organe avoué du Ministère envers la Chambre. Après y avoir mûrement réfléchi, je repoussai ce caractère dès les premiers moments. Il étoit facile de prévoir, et l'événement a justifié cette conjecture, qu'à

toutes les époques, le Ministère renfermeroit dans son sein des personnes choisies parmi les Membres les plus distingués de la Chambre des Pairs. Les suivre, ou chercher à les atteindre à la tribune, le disputer aux Orateurs qui obtiennent habituellement vos suffrages, eût été une entreprise d'amour-propre déguisé sous l'apparence d'un devoir. Des paroles qu'on peut supposer obligées sont sans couleur pour qui les prononce comme pour qui les recueille. Ces considérations suffisoient pour me les interdire. Je me suis tu pendant cinq ans, afin de bien établir que mon vote seroit mien lorsque je le proclamerois à la tribune, comme il a été mien lorsque je l'ai inscrit au scrutin secret.

D'autres rapports politiques m'étoient offerts, et je me suis empressé de les saisir. Il sembloit m'être permis de me considérer auprès du Gouvernement comme l'intermédiaire naturel de tous ceux avec qui j'avois eu l'honneur de siéger. Défendre leurs intérêts, sous quelque forme qu'ils se présentassent, veiller aux immunités de la Pairie en général, et aux applications particulières susceptibles de les confirmer ou de leur porter atteinte, offrir au corps

dont j'ai l'honneur d'être membre, aux individus ou à leurs familles l'hommage constant du dévouement le plus empressé, respecter toutes les opinions, être fidèle à la mienne, n'en connoître aucune hors du lieu des séances; tel m'a paru devoir être le véritable esprit de l'institution du Grand-Référendaire. Est-ce une témérité de supposer qu'elle a été ainsi conçue dans la haute pensée du Roi et par ses Ministres? Du moins est-il vrai de dire que des démarches quelquefois couronnées du succès, n'ont pas encore été reprochées.

Il en est résulté que, me trouvant par-tout où j'étois conduit par mon zèle, le nom du Grand-Référendaire a été prononcé dans mille circonstances étrangères à ses attributions. Je serois coupable envers vous, Messieurs, de laisser subsister des incertitudes à cet égard, et je m'empresse de joindre au compte moral que je viens de vous rendre un compte précis de mes fonctions.

Une Ordonnance du 4 juin les détermine. Elles ont remplacé auprès de la Chambre des Pairs celles qui étoient partagées entre trois administrations auprès du Sénat; la Chancellerie, la Préture, et la Trésorerie.

Ces places, vous le savez, Messieurs, étoient occupées par des hommes dont l'Europe envie le nom à la France, et particulièrement à cette Chambre, heureuse de les posséder dans son sein.

Plusieurs de leurs attributions ont cessé avec le Sénat. Ainsi, de l'honneur de succéder, en qualité de Chancelier, à un homme tel que M. le Marquis de Laplace, il ne m'est resté que celui d'apposer ma signature aux actes émanés de la Chambre, et de les revêtir de votre sceau. M. de Laplace étoit en outre chargé d'un travail immense, l'administration des biens du Sénat. Ces biens, distraction faite des confiscations, sont aujourd'hui régis, comme domaine de la Couronne, par le Ministère de la Maison du Roi. Votre Grand-Référendaire n'est point appelé à en connoître.

Il n'en est pas de même des fonctions attribuées aux Préteurs, leur héritage m'appartient tout entier. Mon Collègue n'a gardé que celui de la gloire. La garde, la police, l'entretien du palais, l'ordre à maintenir dans toutes les parties de votre service, le droit de vous convoquer d'après les ordres du Roi ou d'après vos ajournements, les soins à prendre pour que les égards

du à la Chambre soient toujours respectés , dans les formes établies par le Roi , sont autant de devoirs de votre Grand-Référendaire. Chaque jour vous êtes ses juges. Vous pouvez lui donner des ordres ; et , si vous vous en êtes abstenus jusqu'à présent , la cause n'en peut être que dans son empressement à les prévenir (1).

Reste la Trésorerie, dans laquelle M. le Comte Chaptal avoit apporté le privilège des esprits supérieurs , cette méthode et cette puissance d'attention qui permet de descendre sans fatigue aux occupations les plus minutieuses. Mes relations avec cette branche du service sont plus restreintes qu'avec les précédentes. C'est sur elles cependant que semble avoir plané le plus d'incertitude. On sait mal ce que le Grand-Référendaire a de commun avec les millions

(1) Ici l'Orateur a interrompu le fil de ses idées pour se reporter vers des attributions importantes dont il avoit oublié de faire mention , la garde des archives et des registres de l'état civil. L'Orateur a attribué cette omission involontaire au zèle de MM. Cauchy, à qui ces fonctions sont déléguées, et dont les travaux méritent toujours des éloges sans avoir jamais besoin de direction.

inscrits au Budget sous le titre de *Chambre des Pairs*. Mon intervention, Messieurs, se borne à des opérations bien distinctes.

La principale consiste à faire verser exactement à la caisse les fonds ordonnancés par le Ministre des finances, et ceux qui proviennent des revenus ci-devant sénatoriaux. Cette caisse, pour le dire en passant, est restée dans les mêmes mains à qui M. le Comte Chaptal l'avoit confiée; ses choix devoient être, ainsi que ses règles de comptabilité, considérés par ses successeurs comme une substitution instituée à leur profit.

Introduits dans la caisse, les fonds se divisent en trois parties. La première est affectée par le Roi au paiement des anciens Sénateurs, ou de leurs veuves. En 1814, et dans les premiers mois de 1815, ce paiement s'est effectué dans les proportions établies par l'Ordonnance du 4 juin. Plus tard, et après l'abandon provisoire des 2 millions, ces proportions ont été réduites, en raison des circonstances. Récemment, elles ont subi d'autres modifications. Aujourd'hui, les Sénateurs reçoivent 24,000 f., et les veuves 6,000 fr. Ces sommes, réunies aux pensions accordées par le Roi à des Sénateurs devenus

étrangers, ou à d'anciens employés du Sénat, absorbent la plus grande partie de l'ancienne dotation dans son état présent de réduction. Les fonctions de votre Grand-Référendaire, dans cet ordre de choses, consistent seulement à régulariser les paiements faits aux parties prenantes, conformément aux états arrêtés par le Roi. S'il a pu quelquefois être l'avocat de ses Collègues, jamais il n'est entré dans ses attributions de prononcer sur leurs intérêts.

La seconde division des fonds est opérée au profit d'une caisse particulière et spéciale, dirigée par un employé soumis à la seule autorité du Ministre de la Maison du Roi. Ces fonds dont l'emploi est connu de toute la Chambre, sont le produit d'extinctions qui, d'après une des dispositions de l'Ordonnance du 4 juin, sont réunies définitivement au domaine de la Couronne. Votre Grand-Référendaire n'a point droit d'y intervenir.

Restent les fonds affectés par le Roi à votre établissement, au palais que votre présence console de ses augustes souvenirs, aux dépenses royales qui vous environnent avec une magnificence égale à votre dignité, aux traitements de votre Président, de votre Grand-

Référendaire, de vos Officiers et des hommes que le Roi a placés autour de vous pour la nécessité ou les convenances de votre service. A ces dépenses, qui excèdent de quelques mille francs seulement celles de l'autre Chambre, commence et finit la responsabilité pécuniaire du Grand-Référendaire envers le Roi. Ce sont elles qui composent le véritable, le seul Budget propre à la Chambre des Pairs, arrêté annuellement par le Roi, acquitté par ses ordres.

Ce Budget s'établit, comme tous les autres, sur un mémoire de proposition divisé en articles de dépenses motivées, dont les unes sont fixes de leur nature, et les autres variables. Il s'exécute dans les formes ordinaires, et dans les limites des divers crédits. L'emploi des sommes accordées est établi par des pièces comptables, et après l'examen du compte, la décharge s'obtient annuellement par la signature du Roi et le contreseing du Ministre de sa Maison.

Ces diverses opérations ont lieu en vertu de l'Ordonnance du 4 juin, qui régit la matière, qui seule peut la régir, jusqu'à ce qu'elle-même soit régularisée par une Loi, ainsi que l'a fait pressentir celle du 8 novembre 1814.

Réduit à ces termes, vous voyez, Messieurs,

que, malgré le titre par lequel il est désigné, votre Grand-Référendaire est, à coup sûr, le plus petit administrateur du Royaume.

Si d'autres idées ont été conçues, il importoit de les détruire par une explication franche, donnée d'abord au Rapporteur de votre Commission et ensuite à cette tribune.

J'ai eu l'honneur de vous exposer l'origine des doutes semés dans les esprits. L'énonciation inexacte insérée dans la Loi des dépenses, sous le titre de *Chambre des Pairs*, en est la première cause. Mon intervention officieuse dans l'intérêt de mes Collègues est la seconde. Celle-ci, je ne puis que me l'imputer, et je ne me plaindrai point d'un léger préjudice, acheté au prix de quelques services. La dernière cause du vague de l'opinion, et la plus importante sans doute, est le manque de publicité. Messieurs, quarante ans sont écoulés depuis que j'ai commencé ma carrière dans le premier corps de magistrature de la France; je n'ai pas attendu la fin de ce long période pour apprendre que la publicité étoit, dans le Gouvernement représentatif, la garantie des administrateurs autant que celle des administrés. Peut-être le moment

n'est-il pas éloigné où cette vérité recevra de la Loi des applications nouvelles en ce qui me concerne. La nature de mes obligations envers le Roi me défend d'anticiper sur cette époque. Je l'attendrai avec la confiance d'avoir rempli mes devoirs.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du samedi 10 juillet 1819.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du Budget des recettes de 1819;
Adopté par la Chambre des Députés le 6 juillet 1819,
Présenté à la Chambre des Pairs le 10 du même mois, par
le Ministre des finances.

DISCOURS du Ministre, contenant l'exposé des motifs
du Projet.

ORDONNANCE du Roi portant consentement de la part
de Sa Majesté aux amendements proposés par la
Chambre des Députés.

TEXTE du Projet amendé.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE

Séance du 10 juillet 1818

PROJET DE LOI

Sur le mode de procéder à l'élection des membres de la Chambre des Pairs de France, et sur le mode de procéder à l'élection des membres de la Chambre des Députés de France.

Par le Roi.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Nous vous apportons, conformément aux ordres du Roi, le projet de Loi qui complète le règlement du service des finances pour l'exercice 1819.

La Chambre des Députés, après avoir déterminé les dépenses dont elle a reconnu la nécessité, a voté les sommes qui seroient demandées aux contribuables pour y subvenir.

La première de ses résolutions fait en ce moment l'objet de vos délibérations; nous venons y soumettre la seconde.

Si chaque article de dépense publique a subi un examen rigoureux, et n'a été admis qu'avec la conviction de son utilité démontrée, la Chambre des Députés n'a pas été moins scrupuleuse dans la discussion de chaque partie d'impôt, et n'a voté que les sommes dont le recouvrement lui a paru le moins onéreux à ceux qui devoient les fournir.

Ainsi le poids de la contribution foncière a été allégé dans l'espérance de retrouver sur les impôts indirects la compensation de ce qu'on lui ôtoit.

Ces impôts ont paru à la Chambre des Députés devoir rendre plus cette année que nous n'avions cru pouvoir en attendre quand nous avons préparé le Budget.

Si son adoption a été tardive, ce retard a donné le temps de connoître les recouvrements des cinq premiers mois, et ces recouvrements, faisant présager que le reste de l'année répondroit au commencement, ont pu fournir la base d'une appréciation qui a servi au soulagement de la propriété foncière.

La Chambre, sur la foi de ces données récentes, a donc cru pouvoir conclure que les impôts indirects rapporteroient 20 millions au-delà de l'évaluation primitive.

Ces 20 millions , joints à une somme égale retranchée de la dépense , ont formé un boni de 40 millions , dont la Chambre s'est hâtée de profiter , pour prononcer le premier dégrèvement de la contribution foncière , et réduire à moitié , à partir du 1^{er} juillet , la retenue proportionnelle sur les traitements.

Ainsi les propriétaires ne douteront plus d'un adoucissement dont ils ont supporté le retard avec une si noble résignation. Ainsi les fonctionnaires retrouveront une partie de ce qu'on a ôté au prix de leur travail par un impôt qu'ils ont acquitté sans murmure , quoiqu'il ne pesât que sur eux.

On demandera de moins , pour cette année , 20 millions à la propriété , et 2,800,000 francs aux salaires publics.

Un sentiment de justice , partagé au même degré par toute la Chambre , lui a fait adopter , pour la répartition du dégrèvement de 20 millions , le mode le plus conforme à la position respective des départements , telle qu'elle peut être maintenant connue.

On en désigne trente-cinq comme les plus surchargés ; leur dégrèvement sera de 4 millions sur le principal , et de 2 millions sur l'accessoire , indépendamment de leur part dans

les 14 millions dont seront généralement diminués les centimes additionnels à la contribution foncière et à celles des portes et fenêtres dans tous les départements.

Il est à remarquer que l'impôt devant continuer à se lever d'après les rôles de 1818, qui ne pourront pas être remplacés par ceux de 1819 avant le mois de décembre prochain, les recouvrements de cette année s'opéreront sur le même pied où ils ont commencé; mais il sera tenu compte en 1820 de la différence que les décomptes de 1819 présenteront entre le contingent arrêté d'après les nouveaux rôles et les paiements effectués d'après les anciens.

La modération de la contribution foncière, la réduction subie par les traitements et l'augmentation donnée à l'évaluation des produits perçus par les régies, tels sont les amendements principaux adoptés par la Chambre des Députés sur le Budget des recettes de l'exercice 1819.

Il assure suffisamment le service de cet exercice, considéré isolément et dégagé de tout contact avec les trois exercices antérieurs, dont le sort est provisoirement réglé.

Satisfait de l'état présent, nous pouvons jeter nos regards en arrière, et les porter sur l'avenir avec confiance.

Les temps de crise sont passés; ce qui nous reste à faire est peu difficile, en comparaison de ce que nous avons fait.

Il seroit à désirer que, pour acquitter les reliquats de nos charges exigibles, nous trouvassions dans nos revenus un excédant qui rendit inutile, sinon en totalité, du moins en partie, la disponibilité des rentes destinées à solder les exercices antérieurs, et à nous acquitter envers les étrangers.

C'est au bonheur d'obtenir cet excédant que tient le rehaussement de notre crédit, qui ne peut s'améliorer qu'en raison du peu de besoin que nous aurons d'en faire usage.

Plus les rentes dont nous avons à disposer resteront dans nos mains, plus elles gagneront, et moins sera onéreuse la consolidation au cours des reconnoissances de liquidation.

On sait qu'aujourd'hui la puissance des États consistant plus encore dans la bonté de leurs finances que dans le nombre de leurs soldats, le cours de leurs effets publics est le signe auquel on juge du degré de leur force.

Ainsi l'amélioration du prix de nos rentes touche à des intérêts autres que ceux des spéculateurs dont la tactique, assez indifférente d'ailleurs sur les variations de hausse et de

baisse, s'accommode également de l'une ou de l'autre chance.

Plus les rentes auront de valeur, moins nous en dépenserons pour nous acquitter, et l'on épargnera au contribuable l'équivalent de l'intérêt de celles qu'on aura réussi à garder.

Les rentiers qui ne trafiquent pas de leurs rentes, et c'est le plus grand nombre, verront aussi leur capital s'accroître dans leurs mains.

Voilà, Messieurs, les effets généraux que l'on se propose en travaillant à l'élévation du crédit. Ils intéressent la considération intérieure et extérieure de l'État, tous les contribuables, et tous ceux qui ont placé leur fortune sous la garantie de la foi publique.

Ces vues généreuses sont faites pour frapper tous les esprits sages; et nous n'aurons pas d'autres guides dans les efforts que nous tenterons, avec l'appui des Chambres, pour fortifier notre crédit par la sobriété de l'emploi que nous pourrons en faire.

Nous ne croyons pas devoir terminer cet exposé sans vous inviter à jeter un coup-d'œil sur chacune des branches de nos revenus, pour tirer de leur examen l'induction dont il est susceptible, relativement à la possibilité d'obtenir cet excédant dont le secours nous seroit si salutaire.

Je ne parlerai point de la contribution foncière, dont la fixation ne sera déterminée que quand on aura réuni des documents assez certains pour la répartir avec plus d'égalité.

Le Gouvernement s'en occupe.

La Chambre des Députés, en modérant provisoirement le poids de cette contribution, pour l'année 1819, a donné une première preuve de son ménagement pour les propriétés foncières. Cette contribution n'est pas la seule qui pèse sur les propriétés de cette nature et diminue leur valeur capitale.

On fait le même reproche à l'enregistrement. Mais, nous l'avons dit ailleurs, ce n'est qu'avec une extrême circonspection que l'on peut en changer le tarif, dont les produits sont si importants et si nécessaires. Nous ne sommes pas en position de rien risquer.

Le problème à résoudre est de conserver le produit dans son intégrité, tout en corrigeant les excès du tarif. Il sera donc nécessaire de combiner les rectifications de manière à compenser la réduction des taxes par l'accroissement des transactions qui y sont assujetties, et par une soumission plus volontaire et plus générale des contribuables à qui les contraventions offriront moins d'attraits. Cette combi-

raison demande de longues méditations appuyées de quelques épreuves.

Toutes les lumières, pour y parvenir, seront mises à profit, et sur-tout celles qui jailliront de la discussion des Budgets.

Les douanes ont une double destination :

1^o La protection des produits de nos fabriques contre la concurrence de ceux des fabriques étrangères ;

2^o La perception des droits attachés aux objets externes en distinguant les matières premières dont l'importation doit être encouragée par une modération de droit, et les denrées qui, tenant au luxe ou à la fantaisie, sont susceptibles de payer plus cher leur introduction.

Sous le premier rapport, les douanes sont une institution surveillante dont les produits ont peu d'importance; sous le second, elles se rattachent à la régie des taxes sur les consommations; et ses produits sont en raison des besoins de la consommation, dont la marche n'est pas ordinairement rétrograde.

Les attributions des douanes tiennent encore de plus près à celles de l'administration des contributions indirectes par la perception des droits sur le sel à l'extraction. C'est, pour le moment, un revenu brut de 48 millions.

Les douanes, considérées comme un corps toujours en état d'observation et de répression contre l'introduction des marchandises étrangères, font gagner au débit des nôtres tout ce que lui ôteroit celui des objets du dehors qu'elles réussissent à écarter de nos marchés. Elles favorisent de cette manière l'aisance de nos fabricants et de leurs débitants, et concourent à entretenir dans la circulation intérieure une activité salulaire.

Les succès de la surveillance des douanes contre la contrebande ne produisent pas toujours des recettes qui en compensent tous les frais, mais ils influent par la prospérité du commerce intérieur sur l'abondance générale des moyens d'acquitter l'impôt.

Comme régie de taxes sur les consommations, les produits des douanes n'ont de limites que la masse des objets consommés. Sous ce rapport, le revenu des douanes doit croître en raison de la consommation, laquelle ne peut elle-même que s'augmenter avec la population.

La même perspective se présente d'une manière plus positive pour les contributions indirectes, qui ne frappent en très grande partie que les produits indigènes, toujours plus abon-

dants que les produits exotiques , et d'une consommation plus générale.

Cette partie de nos perceptions , quoique soumise aux variations des récoltes auxquelles elle s'attache , tiendra toujours une des premières places dans l'état de nos revenus.

Nulle régie ne compte plus de redevables dans toutes les classes de la société parmi lesquelles se dissémine la consommation des boissons , des huiles et du tabac. Présente par-tout , et par-tout active et surveillante , elle a à se garantir des reproches d'inquisition et de vexations. Elle s'y applique avec soin.

Les tribunaux sont d'ailleurs placés entre elle et les citoyens pour réprimer les abus de pouvoir et les actes de fraude. Ainsi , dans cette partie , l'administration est justiciable de l'autorité judiciaire comme les particuliers.

La régie des contributions indirectes s'éclaire et se fortifie par la pratique. Nous ne croyons pas que ses produits aient atteint leur maximum. Si ce qui manque à leur complément tient à quelques imperfections dans l'exécution des Loix existantes , l'expérience les rectifiera. S'il tient à une insuffisance de dispositions législatives , la sagesse des Chambres sera invoquée pour y remédier.

L'administration des contributions indirectes est celle qui paroît promettre le plus pour concourir à former cet excédant de revenu qu'il seroit desirable de pouvoir compter dans nos moyens de libération.

L'administration des postes ne peut, par la nature de son service, devenir sensiblement plus productive ; néanmoins, comme tout s'améliore avec le temps, et notamment sous un Gouvernement représentatif dont la vigilance permanente laisse échapper peu d'abus et d'imperfections, les postes peuvent avoir aussi leur place dans les bonifications de l'avenir.

Nous ne dirons rien de la loterie, sur laquelle on ne peut décemment fonder l'espoir d'un accroissement de ressources.

Les salines de l'est et les recettes diverses étant d'un revenu borné, nous les comptons pour peu dans les probabilités de notre aisance future.

Mais nous devons compter pour beaucoup les atténuations de la dépense qui deviendront autant de ressources auxiliaires pour affranchir nos finances des restes de leurs charges extraordinaires.

Je ne parle point de l'influence considéra-

ble que l'amortissement aura sur cet affranchissement.

Le calcul de ses effets est à la portée de tout le monde.

Voilà, Messieurs, les auspices sous lesquels, dès la première année du rachat de notre indépendance, vous allez voter le Budget des voies et moyens de 1819.

Si le poids des dépenses est encore affligeant, vous éprouverez quelque consolation à reconnaître que nous pouvons y faire face tout en modérant les sacrifices, et sans user de ces expédients ruineux dont on a été condamné à charger les Budgets antérieurs. Celui-ci n'est formé du moins que de nos seuls revenus.

Il vous est soumis, Messieurs, à une époque avancée; mais il a l'avantage de vous arriver élaboré par une discussion lumineuse qui a dû, non pas vous apporter des documents officiels, mais appeler vos méditations sur un sujet si important.

Votre jugement, Messieurs, a pu se préparer et se mûrir à l'avance, et il pourroit être prompt sans qu'on pût dire qu'il fût précipité.

ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront,
SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le
projet de Loi ci-annexé, concernant le Budget
de l'exercice 1819 (*voies et moyens*), proposé
par Nous, et adopté par la Chambre des Dé-
putés, avec des amendements que Nous ad-
mettons, soit présenté, en notre nom, à la
Chambre des Pairs par notre Ministre Secré-
taire d'État au département des finances, et
par les Conseillers d'État Comte Béranger,
Chevalier Cuvier, Baron Capelle, Baron de

Barante et Guizot, que nous chargeons d'en exposer les motifs, et d'en soutenir la discussion.

DONNÉ à Paris le 10^e jour de juillet de l'an de grace 1819, et de notre règne le 25^e.

Signé LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'Etat des finances,

Signé Baron LOUIS.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du Budget des recettes de 1819.

TITRE PREMIER.

Divers Droits et Perceptions.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des Lois auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, et qui régissent actuellement la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeports et permis de port d'armes, des droits de douanes y compris celui sur les sels, des contributions indirectes, des postes, des loteries; de la taxe des brevets d'invention, des droits de vérification, des poids et mesures, du dixième des billets d'entrée dans les spectacles, et d'un quart de recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, sont et demeurent maintenues.

2.

Indépendamment du droit de timbre auquel les journaux sont assujettis par l'article 70 de la Loi sur les finances, du 28 avril 1816, il continuera d'être perçu un centime et demi par feuille sur ceux imprimés à Paris, et un demi-centime sur ceux imprimés dans les départements.

3.

La troisième exception prononcée par l'article 3 de la même Loi, titre 1^{er} des contributions indirectes, est restreinte aux vins, cidres, et poirés qui seront transportés par un propriétaire, colon partiaire ou fermier, des caves ou celliers où sa récolte aura été déposée, dans une autre de ses caves ou celliers situés dans l'étendue du même département, et hors du département, dans l'arrondissement ou dans les arrondissements limitrophes de celui où la récolte aura été faite.

L'article 81 de la Loi du 25 mars 1817 est abrogé.

4.

Le droit du dixième du prix des places,

auquel sont assujetties les voitures publiques de terre et d'eau à service régulier, sera indistinctement perçu à l'avenir, sous la déduction, pour les places vides, d'un tiers du prix total des places, nonobstant les dispositions contraires des articles 112 et 114 de la Loi sur les finances, du 25 mars 1817, qui sont abrogées.

5.

Le Gouvernement continuera pendant une année d'être autorisé, conformément à la Loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10) à établir des droits de péage dans le cas où ils seront reconnus nécessaires pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses et ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements et des communes : il en fixera les tarifs et le mode de perception et en déterminera la durée dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

6.

Continueront d'avoir lieu pour l'année 1819 les retenues proportionnelles sur les traitemens, remises et salaires, qui ont été prescrites par les art. 78 et 79 de la Loi du 28 avril

1816 et par l'article 137 de la Loi du 25 mars 1819.

Toutefois ces retenues seront réduites à moitié du tarif, à partir du 1^{er} juillet 1819.

7.

Sont néanmoins exceptés de ladite retenue les traitements des agents du Ministère des affaires étrangères pendant leur résidence hors du Royaume.

8.

Les redevances sur les mines continueront à être perçues comme par le passé.

9.

Les distributrices de papier timbré à Paris fourniront un cautionnement en numéraire, pour la sûreté de leur gestion; ce cautionnement est réglé pour chacune à 2,400 fr.

10.

Continueront d'être perçus:

1^o Les droits établis par l'art. 16 des Lettres-

patentes du 10 février 1780 pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers droguistes.

2° Les diverses rétributions imposées en faveur de l'université, sur les établissements particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques.

3° Les contributions spéciales destinées, soit aux frais des bourses de commerce conformément à la Loi du 19 mars 1801 (28 ventose an 9), soit à ceux des Chambres de commerce assimilés aux frais desdites bourses, ainsi que les revenus spéciaux qui seroient attribués aux dites Chambres de commerce et aux établissements sanitaires.

4° Les taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues, et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires et d'habitants.

5° Les sommes réparties sur les Israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte, après néanmoins que les rôles dressés en la forme prescrite par le décret du 10 décembre 1806, auront été rendus exécutoires par les Préfets de chaque département.

TITRE II.

Contributions directes.

11.

Le montant de la contribution foncière mise, par des rôles particuliers, en 1818, sur les bois qui ont cessé, à quelque titre que ce soit, de faire partie du domaine de l'État, sera, pour 1819, ajouté au contingent de chaque département, de chaque arrondissement, de chaque commune.

12.

Les bois et autres propriétés qui n'auroient pas été compris dans les rôles particuliers de 1818, et qui cesseroient ultérieurement de faire partie du domaine de l'État, ou deviendroient imposables pour toute autre cause, seront, d'après une matrice particulière rédigée dans la forme accoutumée, cotisés comme les autres bois et propriétés de même nature, et accroîtront le contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

13.

A l'égard des propriétés de toute nature qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'Etat, ou sont entrées dans la dotation de la couronne, et des propriétés non bâties qui, pour toute autre cause, cessent d'être imposables et deviennent, à ce titre, libres de la contribution foncière; les communes, arrondissements et départements où elles sont situées seront dégrevés de la contribution, jusqu'à concurrence de la part que lesdites propriétés prenoient dans leur matière imposable.

14.

Il est accordé sur la contribution foncière de 1819 un dégrèvement de 6,885,147 francs, dont 4,590,098 francs sur le principal, et 2,295,049 fr. sur les centimes additionnels.

Ce dégrèvement sera réparti entre les trente-cinq départements désignés dans le tableau A ci-annexé, conformément aux proportions indiquées par ledit tableau.

15.

Le dégrèvement ci-dessus n'est que provi-

soire ; il sera présenté à la session prochaine des Chambres un tableau du dégrèvement définitif à répartir entre les départements qui, d'après le complément des vérifications prescrites par la Loi du 15 mai 1818, auront été reconnus y avoir droit.

16.

La nouvelle répartition entre les cantons cadastrés, ordonnée par l'article 37 de ladite Loi du 15 mai 1818, et qui devoit avoir lieu à partir de 1819, est suspendue pour cette année.

17.

Il est accordé sur les 30 centimes temporaires de la contribution foncière une réduction de cinq centimes, montant à 8,640,000 fr.

18.

Il est accordé sur les 90 centimes temporaires de la contribution des portes et fenêtres, une réduction de 40 centimes, montant à 5,125,000 fr.

19.

La contribution personnelle et mobilière et les patentes, seront perçues, pour 1819, en

principal et centimes additionnels sur le même pied qu'en 1818.

20.

Les entrepreneurs des moulins à soie sont assimilés, pour la patente, aux filateurs de coton et de laine; ils paieront en conséquence un droit fixe de 15 fr., lorsqu'ils n'emploieront pas plus de cinq cents broches correspondantes aux guindres de leurs moulins; ils paieront en outre 3 fr. par chaque cent broches de même nature, excédant le nombre de cinq cents; le tout conformément aux règles prescrites par l'article 30 de la Loi du 15 mai 1818.

21.

Les fileurs de cocons de soie paieront un droit fixe de 3 fr. par chaque chaudière, quelle que soit la population de leur domicile, sans préjudice du droit proportionnel.

22.

En conséquence des dégrèvements et réductions ci-dessus, la contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la con-

tribution des portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues pour l'exercice 1819, tant en principal qu'en centimes additionnels, ordinaires, et temporaires, conformément à l'état B ci-annexé.

23.

Le contingent de chaque département, dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé, pour le même exercice, aux sommes portées dans l'état C de répartition générale annexé à la présente Loi.

24.

Jusqu'à ce que les rôles de l'exercice 1819 aient pu être terminés, la perception continuera d'avoir lieu sur ceux de 1818, ainsi qu'il a déjà été prescrit pour les six premiers mois par la Loi du 31 décembre dernier.

Il sera fait sur les nouveaux rôles tous décomptes résultant des paiements effectués, comparés avec les dégrèvements et réductions ci-dessus.

TITRE III.

Fonds destinés aux Dépenses départementales.

25.

Sur les centimes additionnels à la contribution foncière et à la contribution personnelle et mobilière, il sera prélevé 17 centimes et demi pour les dépenses départementales, fixes, communes et variables ;

Ces centimes seront divisés de la manière suivante :

1° Six centimes et quart seront versés au Trésor royal, pour être tenus en totalité à la disposition du Gouvernement, et être employés, sur ses ordonnances, au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départements ci-après désignés, savoir :

Traitements des Préfets, Sous-préfets et Conseillers de préfecture ;

Abonnements des préfectures et sous-préfectures ;

Travaux et dépenses des maisons centrales de détention, en y comprenant les dépenses des condamnés à un an et plus d'emprisonnement, qui, existant dans les prisons départe-

mentales, ne pourroient être admis dans les prisons de détention.

Bâtiments des Cours royales ;

Travaux aux églises et supplément aux dépenses du clergé à la charge des diocèses, autres que le personnel des ministres de la religion ;

Etablissements thermaux et sanitaires ;

Dépenses imprévues communes à plusieurs départements.

2° Six centimes et quart seront versés dans les caisses des receveurs généraux de départements, pour être à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables ci-après, savoir :

Loyers des hôtels de préfecture, contribution, acquisition, entretien et renouvellement du mobilier ;

Dépenses ordinaires des prisons, dépôts, secours et ateliers, pour remédier à la mendicité ;

Casernement de la gendarmerie ;

Loyers, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux ;

Travaux des bâtiments des préfectures, tribunaux, prisons, dépôts, casernes et autres édifices départementaux ;

Travaux des routes départementales et au-

tres d'intérêt local , non compris au budget des ponts et chaussées ;

Enfants trouvés et enfants abandonnés, sans préjudice du concours des communes , soit au moyen d'un prélèvement proportionnel à leurs revenus, soit au moyen d'une répartition qui sera proposée par le conseil général, sur l'avis du Préfet, et approuvé par le Ministre compétent ;

Encouragements et secours pour les pépinières, sociétés d'agriculture, artistes vétérinaires, cours d'accouchements et autres ;

Dettes départementales à payer en numéraire, indemnités de terrains, acquisitions ;

Dépenses imprévues de toute nature, etc.

Les dépenses variables ci-dessus seront établies dans un budget dressé par le Préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le Ministre de l'intérieur.

Les cinq centimes restant seront versés au Trésor royal , pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du Ministre Secrétaire d'État de l'intérieur, et venir au secours des départements dont les dépenses variables excéderont le produit des six centimes et quart ci-dessus.

Les conseils généraux de département pourront, en outre, et sauf l'approbation du Gouvernement, établir, pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder 5 centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1819, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général.

Les produits de ces contributions extraordinaires seront recouvrés par les receveurs des contributions directes, et versés dans les caisses des receveurs généraux de département, qui les tiendront à la disposition des Préfets pour être employés conformément aux votes des conseils généraux approuvés par le Gouvernement.

L'état de distribution du fonds de non valeur sera communiqué par les Préfets aux conseils généraux de département.

TITRE IV.

*Fonds affectés au service de la Dette constituée
et de l'amortissement.*

29.

Les produits nets de l'enregistrement, du timbre, et autres droits accessoires; ceux des domaines et des forêts; les produits nets des douanes et des droits sur les sels, sont spécialement affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

30.

La portion des produits nets ci-dessus qui restera libre après l'acquittement de toutes les charges relatives au service de la dette constituée, sera jointe aux autres produits des revenus ordinaires, pour concourir à l'acquittement des dépenses générales de l'État.

TITRE V.

Fixation des recettes de l'exercice 1819.

31.

Le Budget des recettes est fixé pour l'exer-

cice 1819, à la somme totale de 891,435,000f., conformément à l'état D ci-annexé.

TITRE VI.

Dispositions particulières.

32.

L'excédant des recettes de l'exercice 1819, sur les dépenses du même exercice, sera exclusivement appliqué à diminuer, par des remboursements effectifs, la somme à laquelle s'élève encore le déficit existant au 1^{er} avril 1814, désigné sous la dénomination de *Passif des caisses antérieur à ladite époque.*

33.

Les fonds maintenant existants au Trésor, et provenant soit de dépôts et consignations, soit des produits de retenues sur les appointements dans les Ministères et Administrations, soit de toute autre nature de produits dont l'article 110 de la Loi du 28 avril 1816 a ordonné que le service seroit fait par la caisse des dépôts et consignations, seront versés par le Trésor à ladite caisse, qui en opérera successivement le remboursement.

TITRE VII.

Disposition générale.

34.

Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées ou maintenues par la présente Loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneroient, contre les employés qui confectionneroient les rôles et tarifs, et ceux qui en feroient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant les trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auroient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable; il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la Loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42, et 43 de la Loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

(Les tableaux seront incessamment distribués.)

ÉTATS

ANNEXÉS au projet de Loi relatif à la fixation
du Budget des recettes de 1819.

ÉTAT A.

DISTRIBUTION

D'UN DÉGREVEMENT DE 4,590,100 fr., SUR LE PRINCIPAL
DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1819;
Principal de 4,590,100 fr.
1° Entre les départements imposés du 5° au 6°,
formant une première classe;
2° Entre ceux imposés au 7°, formant une 2° classe.

DÉPARTEMENTS.	CONTINGENT EN PRINCIPAL de 1819.	DÉGREVE- MENT.	CONTINGENT réduit EN PRINCIPAL pour 1819.
PREMIÈRE CLASSE.			
Alpes (Basses).....	654,170	44,013	610,157
Aveyron.....	2,140,473	154,895	1,985,578
Charente.....	2,035,117	125,332	1,909,785
Corrèze.....	1,023,473	67,099	956,374
Eure-et-Loir.....	2,899,657	196,199	2,703,458
Indre-et-Loire.....	1,861,623	115,145	1,746,478
Loiret.....	2,436,877	159,483	2,277,394
Lot-et-Garonne.....	2,468,204	157,193	2,311,011
Marne.....	2,526,904	161,317	2,365,587
Mayenne.....	2,189,468	136,595	2,052,873
Seine.....	9,536,388	680,254	8,856,134
Seine-et-Oise.....	4,583,646	297,525	4,286,121
TOTAUX.....	34,356,000	2,295,050	32,060,950
DEUXIÈME CLASSE.			
Aisne.....	3,241,734	144,085	3,097,649
Allier.....	1,427,653	66,928	1,360,725
Ardennes.....	1,621,796	79,216	1,542,580
Aude.....	1,932,808	85,485	1,847,323
Cantal.....	1,360,651	64,805	1,295,846
Charente-Inférieure.....	2,671,997	118,345	2,553,652
Creuse.....	880,050	42,547	837,503
Drôme.....	1,260,221	56,052	1,204,169
Eure.....	3,794,837	167,485	3,627,352
Garonne (Haute).....	2,356,197	110,825	2,245,372
Hérault.....	2,551,000	118,237	2,432,763
Loir-et-Cher.....	1,516,490	72,511	1,443,979
Loire.....	1,667,441	78,065	1,589,376
Maine-et-Loire.....	2,898,030	127,452	2,770,578
Moselle.....	1,779,059	78,519	1,700,540
Sarthe.....	2,768,863	131,185	2,637,678
Seine-Inférieure.....	5,348,568	248,237	5,100,331
Seine-et-Marne.....	3,287,340	156,468	3,130,872
Sèvres (Deux).....	1,782,435	83,727	1,698,708
Tarn.....	1,880,000	81,684	1,798,316
Tarn-et-Garonne.....	1,728,742	76,459	1,652,283
Vienne.....	1,354,423	57,581	1,296,842
Vienne (Haute).....	1,081,585	49,152	1,032,433
TOTAUX.....	50,191,920	2,295,050	47,896,870

TABLEAU des Contributions directes à imposer en principal et centimes additionnels, pour l'Exercice 1819.

DESTINATION DISTINCTE DES PRODUITS.	MONTANT DE CHAQUE CONTRIBUTION.								TOTAUX.	OBSERVATIONS.
	CONTRIBUTION FONCIÈRE.		PERSONNELLE ET MOBILIÈRE.		PORTES ET FENÊTRES.		PATENTES.			
	Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.		Nombre de centimes additionnels.			
<i>Produits généraux.</i>										
Principal des quatre contributions.....	"	168,167,652	"	27,161,254	"	12,812,614	"	(A) 17,480,000	225,621,520	(A) Le produit annuel des pa- tentés est présumé de 19,000,000 fr. A déduire, pour non-valeurs et attributions aux communes, 8 p. 100. 1,520,000 fr. Reste. 17,480,000 fr.
Sans affectation spéciale.....	25 $\frac{1}{2}$	42,882,751	30 $\frac{1}{2}$	8,284,183	50	6,406,307	"	"	57,573,241	
Centimes additionnels { Pour dépenses départementales fixes, com- munes à plusieurs départements.....	6 $\frac{1}{8}$									
{ Pour dépenses variables des départe- ments.....	6 $\frac{1}{8}$	31,111,016	18 $\frac{1}{2}$	5,024,831	"	"	"	"	36,135,847	
{ Pour fonds communs des mêmes dé- partements.....	5 $\frac{1}{2}$									
{ Pour secours, grêles, incendies.....	1									
Centimes additionnels facultatifs à voter par les conseils généraux (maximum 5 centimes).....	"	Mémoire.	"	Mémoire.	"	"	"	"	Mémoire.	
<i>Produits affectés aux non-valeurs, dépenses des com- munes, réimpositions et frais de perception.</i>										
Centimes additionnels { Pour non-valeurs et dégrèvements.....	1	1,681,676	1	271,613	10	(B) 1,281,261	"	"	3,234,550	(B) Y compris environ quatre cent mille francs pour frais de confection de rôles.
{ Pour idem et attributions aux communes sur les patentes.....	"	"	"	"	"	"	"	950,000	2,470,000	
{ Pour dépenses ordinaires des communes (5 centimes).....	"	Mémoire.	"	"	"	"	"	(C) 1,520,000	Mémoire.	(C) Cette somme de 1,520,000 f. fait partie du principal des pa- tentés, et en a été déduite plus haut.
{ Pour dépenses extraordinaires des com- munes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	Mémoire.	
{ Pour réimpositions.....	"	"	"	"	"	"	"	"	Mémoire.	
TOTAUX (non compris les pour mémoire)....	45	243,843,095	50	40,741,881	60	20,500,182	5	19,950,000	325,035,158	
Centimes ad- ditionnels sur principal et centimes réu- nis.										
{ Traitements et taxations des receveurs- généraux et particuliers (par évalua- tion).....	"	1,900,000	"	350,000	"	170,000	"	80,000	2,500,000	
{ Remises des percepteurs.....	1 à 5	11,000,000	1 à 5	1,980,000	1 à 5	854,842	1 à 5	630,000	14,464,842	
TOTAUX GÉNÉRAUX.....		256,743,095		43,071,881		21,525,024		20,660,000	(D) 342,000,000	(D) Non compris environ 24 millions pour les articles por- tés pour mémoire.

RÉPARTITION
De la Contribution foncière pour l'exercice 1819.

RÉPARTITION De la Contribution foncière pour l'exercice 1819.

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES pour fonds de non- valeurs, secours, grêles et incendies.	17 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels ordinaires.	25 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
1. Ain.	1,222,700	24,454	213,973	311,788	1,772,915
2. Aisne.	3,097,649	61,953	542,089	789,900	4,491,591
3. Allier.	1,360,725	27,214	238,128	346,984	1,973,051
4. Alpes (Basses).	610,157	12,203	106,777	155,390	884,727
5. Alpes (Hautes).	500,830	10,017	87,645	127,712	726,204
6. Ardèche.	885,165	17,703	154,904	235,717	1,283,489
7. Ardennes.	1,542,380	30,852	269,951	2,236,741	2,236,741
8. Ariège.	593,383	11,868	103,842	151,313	863,406
9. Aube.	1,548,632	30,973	271,010	394,901	2,245,516
10. Aude.	1,847,323	36,946	323,282	471,067	2,678,618
11. Aveyron.	1,085,578	39,712	347,476	506,323	2,879,089
12. Bouches-du-Rhône.	1,520,397	30,408	266,069	387,701	2,204,575
13. Calvados.	4,269,429	85,389	747,150	1,088,704	6,190,672
14. Cantal.	1,295,846	25,917	226,773	330,441	1,878,977
15. Charente.	1,999,785	38,196	334,212	486,995	2,769,188
16. Charente-Inférieure.	2,533,652	51,073	446,889	651,181	3,702,795
17. Cher.	1,062,406	21,248	185,921	270,914	1,540,489
18. Corrèze.	956,374	19,127	167,365	243,876	1,386,742
19. Corse (Ile de).	170,000	3,400	26,750	43,350	246,500
20. Côte-d'Or.	2,554,250	51,084	446,995	651,334	3,703,663
21. Côte-du-Nord.	1,683,728	33,675	429,652	429,351	2,441,406
22. Creuse.	837,503	16,750	146,563	213,563	1,214,379
	34,008,092	680,162	5,951,416	8,672,063	49,311,733

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES pour fonds de non- valeurs, secours, grèles et incendies	17 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels ordinaires.	25 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
<i>Report.</i>					
23. Dordogne.	34,008,002	680,162	5,951,416	8,623,063	49,311,733
24. Doubs.	2,109,368	42,187	369,140	537,888	3,058,583
25. Drôme.	1,201,041	24,021	210,182	306,264	1,741,508
26. Eure.	1,204,169	24,083	210,729	307,062	1,746,043
27. Eure-et-Loire.	3,627,352	72,547	634,787	924,975	5,259,661
28. Finistère.	2,703,458	54,069	473,105	689,382	3,920,014
29. Gard.	1,420,773	28,415	248,636	365,297	2,060,121
30. Garonne (Haute).	1,809,138	36,183	316,600	461,330	2,623,251
31. Gers.	2,245,372	44,907	392,940	572,570	3,255,789
32. Gironde.	1,683,550	33,671	294,621	429,306	2,441,148
33. Hérault.	2,890,000	57,800	505,750	736,950	4,190,500
34. Ille-et-Vilaine.	2,432,763	48,655	425,734	620,355	3,527,507
35. Indre.	1,913,745	38,275	334,905	488,005	2,774,930
36. Indre-et-Loire.	1,048,486	20,970	183,484	267,365	1,520,305
37. Isère.	1,746,478	34,930	305,634	445,351	2,532,393
38. Jura.	2,380,558	47,611	416,598	607,743	2,451,810
39. Landes.	1,323,294	26,466	231,576	337,441	1,918,777
40. Loir-et-Cher.	770,330	15,407	134,807	196,435	1,116,979
41. Loire.	1,443,979	28,880	252,696	368,214	2,093,769
42. Loire (Haute).	1,589,376	31,788	278,141	405,292	2,304,597
43. Loire-Inférieure.	1,020,168	20,403	178,529	260,142	1,479,242
44. Loir-et-V.	1,589,211	31,784	278,112	405,249	2,304,356
45. Lot.	2,277,394	45,548	398,543	580,736	2,302,221
46. Lot-et-Garonne.	1,410,860	28,217	246,901	259,769	2,045,747
	2,311,011	46,220	404,427	589,307	3,350,965
	78,159,966	1,563,199	13,677,993	19,930,791	113,331,949

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES pour fonds de non- valeurs, secours, grèles et incendies	17 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels ordinaires.	25 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
---------------	------------	--	--	---	--------

78,159,966	1,563,199	13,677,993	19,930,791	113,331,949
------------	-----------	------------	------------	-------------

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	3 CENTIMES pour fonds de non- valeurs, secours, grèges et incendies.	17 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels ordinaires.	25 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
<i>Report.</i>	78,159,966	1,563,199	13,677,993	19,930,791	113,331,949
47. Lozère.	602,000	12,040	103,350	153,510	872,900
48. Maine-et-Loire.	3,770,578	55,412	484,851	706,498	4,017,339
49. Manche.	3,721,297	74,436	651,226	948,931	5,395,880
50. Marne.	2,365,587	47,312	413,978	603,225	3,430,102
51. Marne (Haute).	1,465,944	29,319	256,540	373,816	2,125,619
52. Mayenne.	2,052,873	41,057	359,253	523,482	2,976,665
53. Meurthe.	1,703,827	34,076	298,170	434,476	2,476,549
54. Meuse.	1,609,233	32,185	281,616	410,354	2,333,388
55. Morbihan.	1,450,136	29,003	253,774	369,785	2,102,698
56. Moselle.	1,700,540	34,011	297,595	433,638	2,465,784
57. Nièvre.	1,341,076	26,821	234,689	341,974	1,944,560
58. Nord.	4,072,437	81,449	712,677	1,038,471	5,995,634
59. Oise.	2,957,578	59,152	517,576	754,183	4,288,489
60. Orne.	2,510,616	50,212	439,357	640,207	3,649,392
61. Pas-de-Calais.	2,970,508	59,411	519,839	757,480	4,307,238
62. Puy-de-Dôme.	2,506,567	50,132	438,650	639,174	3,634,523
63. Pyrénées (Basses).	879,000	17,400	152,250	221,850	1,261,500
64. Pyrénées (Hautes).	570,256	11,405	99,795	145,414	826,870
65. Pyrénées-Orientales.	700,348	14,007	122,561	178,589	1,015,505
66. Rhin (Bas).	1,878,337	37,566	338,707	478,974	2,723,574
67. Rhin (Haut).	1,535,057	31,101	272,135	396,533	2,254,832
68. Rhône.	2,100,000	42,000	367,500	535,500	3,045,000
69. Saône (Haute).	1,470,773	29,415	257,384	375,047	2,132,619
70. Saône-et-Loire.	3,037,004	60,740	531,475	774,436	4,403,655
	126,142,528	2,522,851	22,074,911	32,166,344	182,906,664

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES pour fonds de non- valeurs, secours, grêles et incendies.	17 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels ordinaires.	25 $\frac{1}{2}$ CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
<i>Report.</i>					
71. Sarthe.	126,142,528	2,522,851	22,074,941	32,166,344	182,906,664
72. Seine.	2,637,678	52,754	461,593	672,609	3,824,634
73. Seine-Inférieure.	8,856,134	177,123	1,549,823	2,258,315	12,841,395
74. Seine-et-Marne.	5,100,331	102,007	892,558	1,300,585	7,395,481
75. Seine-et-Oise.	3,130,872	62,617	547,903	798,371	4,539,763
76. Sévres (Deux).	4,286,121	85,722	750,071	1,092,960	6,214,874
77. Somme.	1,698,708	33,974	297,273	433,170	2,463,125
78. Tarn.	3,459,778	69,106	605,462	882,244	5,016,680
79. Tarn-et-Garonne.	-1,798,316	35,966	314,705	458,570	2,607,557
80. Var.	1,652,283	33,046	289,149	421,333	2,395,811
81. Vaucluse.	1,401,701	28,034	245,297	357,434	2,032,466
82. Vendée.	863,159	17,262	151,034	220,106	1,251,581
83. Vienne.	1,711,918	34,239	299,592	436,547	2,482,326
84. Vienne (Haute).	1,296,842	25,937	226,947	330,694	1,880,420
85. Vosges.	1,032,433	20,649	180,676	263,271	1,497,029
86. Yonne.	1,177,776	23,555	206,111	300,333	1,707,775
	1,921,044	38,421	336,183	480,866	2,785,514
	168,167,652	3,363,353	29,429,338	42,882,752	243,843,095

RÉPARTITION De la Contribution personnelle et mobilière pour 1819.

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES en principal seulement, pour fonds de non-valeurs.	17 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels ordinaires.	30 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels temporaires.	TOTAL.
1. Ain.	139,566	2,791	24,424	42,567	209,348
2. Aisne.	381,700	7,634	66,797	116,418	572,549
3. Allier.	154,900	3,098	27,108	47,245	232,351
4. Alpes (Basses).	61,850	1,237	10,804	18,864	92,775
5. Alpes (Hautes).	40,150	803	7,026	12,246	60,225
6. Ardèche.	97,900	1,958	17,133	29,859	146,850
7. Ardennes.	202,864	4,057	35,501	61,873	304,295
8. Ariège.	100,100	2,002	17,518	30,530	150,150
9. Aub.	244,300	4,886	42,753	74,512	366,451
10. Aude.	242,300	4,846	42,402	73,902	363,450
11. Aveyron.	217,670	4,354	38,092	66,389	326,505
12. Bouches-du-Rhône.	577,900	11,558	101,132	176,260	866,850
13. Calvados.	604,500	12,090	105,788	184,372	906,750
14. Cantal.	147,300	2,946	25,777	44,927	220,950
15. Charente.	247,300	4,946	43,277	75,427	370,950
16. Charente-Inférieure.	384,500	7,690	67,287	117,273	576,750
17. Cher.	131,700	2,634	23,048	40,168	197,550
18. Corrèze.	107,800	2,156	18,865	32,879	161,700
19. Corse (île de).	55,500	1,110	9,713	16,927	83,250
20. Côte-d'Or.	355,500	7,110	62,213	108,427	533,250
21. Côtes-du-Nord.	241,600	4,832	42,280	73,688	362,400
22. Creuse.	93,900	1,878	16,433	28,639	140,850
	4,830,850	96,616	845,392	1,473,392	7,246,200

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES en principal seulement, pour fonds de non-valeurs.	17 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels ordinaires.	30 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels temporaires.	TOTAL.
<i>Report.</i>	4,830,800	96,616	815,392	1,473,392	7,246,200
23. Dordogne.	250,000	5,000	43,750	76,250	375,000
24. Doubs.	189,932	3,799	33,338	57,929	284,898
25. Drôme.	142,700	2,854	24,973	43,523	214,050
26. Eure.	383,400	7,668	67,995	116,937	575,100
27. Eure-et-Loir.	321,200	6,424	56,210	97,965	481,800
28. Finistère.	351,800	7,036	61,565	107,209	527,700
29. Gard.	282,100	5,642	49,367	86,041	423,150
30. Garonne (Haute).	339,941	6,799	59,488	103,683	509,911
31. Gers.	210,302	4,206	36,803	64,142	315,453
32. Gironde.	680,100	13,602	119,018	207,430	1,020,150
33. Ille-et-Vilaine.	388,100	7,762	67,917	118,371	582,150
34. Indre.	329,300	6,586	57,528	100,436	493,950
35. Indre-et-Loire.	142,800	2,856	24,990	43,554	214,200
36. Isère.	265,000	5,300	40,600	70,700	348,000
37. Jura.	164,700	3,294	28,822	50,234	397,500
38. Landes.	95,600	1,912	16,730	29,158	247,050
39. Loir-et-Cher.	209,100	4,182	36,592	63,776	313,650
40. Loire.	292,900	5,858	51,257	89,335	439,350
41. Loire (Haute).	116,600	2,332	20,405	35,563	174,900
42. Loire-Inférieure.	455,900	9,118	79,782	139,050	683,850
43. Lot.	373,100	7,462	65,292	113,796	559,650
44. Lot-et-Garonne.	192,265	3,845	33,645	58,641	288,396
45. Lot-et-Garonne.	292,033	5,841	51,106	89,070	438,050
	11,531,673	230,633	2,018,043	3,517,163	17,307,509

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES en principal seulement, pour fonds de non-valeurs.	17 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels ordinaires.	30 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels temporaires.	TOTAL.
---------------	------------	---	--	---	--------

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	CENTIMES seulement, à jour fonds de non-valeurs.			CENTIMES additionnels ordinaires.		CENTIMES additionnels temporaires.	TOTAL.
		5	17	30	17	30		
<i>Report.</i>	11,531,673	230,633	2,018,043	3,517,160				17,297,509
47. Lozère.	51,700	1,034	9,048	15,768				77,556
48. Maine-et-Loire.	330,770	6,615	57,885	100,885				496,155
49. Manche.	457,400	9,148	80,045	139,507				686,100
50. Marne.	344,200	6,884	60,235	104,981				516,300
51. Marne (Haute).	196,700	3,934	34,422	59,994				295,050
52. Mayenne.	243,800	4,876	42,665	74,359				365,700
53. Meurthe.	229,600	4,592	40,180	70,028				344,400
54. Meuse.	186,600	3,732	32,656	56,914				279,900
55. Morbihan.	274,100	5,482	47,967	83,601				411,150
56. Moselle.	234,275	4,685	40,998	71,454				351,412
57. Nièvre.	176,900	3,538	30,957	53,955				265,350
58. Nord.	718,188	14,364	125,683	219,047				1,077,282
59. Oise.	395,500	7,910	69,212	120,628				593,250
60. Orne.	307,346	6,147	53,786	93,741				461,020
61. Pas-de-Calais.	422,000	8,440	73,850	128,710				633,000
62. Puy-de-Dôme.	348,700	6,974	61,022	106,354				523,050
63. Pyrénées (Basses).	150,900	3,018	26,407	46,025				226,350
64. Pyrénées (Hautes).	62,700	1,254	10,972	19,124				94,050
65. Pyrénées-Orientales.	61,200	1,224	10,710	18,666				91,800
66. Rhin (Bas).	339,340	6,787	56,385	103,499				509,010
67. Rhin (Haut).	209,989	4,200	36,748	64,047				314,984
68. Rhône.	559,000	11,180	97,825	170,495				838,500
69. Saône (Haute).	139,300	2,786	24,377	42,487				208,950
70. Saône-et-Loire.	320,400	6,408	56,070	97,722				480,600
	18,292,281	365,848	3,201,149	5,579,145				27,438,424

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	2 CENTIMES en principal seulement, pour fonds de non-valeurs.	17 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels ordinaires.	30 CENTIMES $\frac{1}{2}$ additionnels temporaires.	TOTAL.
<i>Report.</i>			3,301,149	5,579,145	27,438,424
71. Sarthe.	18,292,281	365,844	51,915	91,480	444,981
72. Seine.	296,654	5,931	731,045	1,274,107	6,266,100
73. Seine-Inférieure.	4,177,400	83,548	191,695	334,097	1,643,100
74. Seine-et-Marne.	1,095,400	21,908	77,630	135,298	665,400
75. Seine-et-Oise.	443,600	8,872	107,887	188,033	924,750
76. Sévres (Deux).	616,500	12,330	34,256	59,703	293,622
77. Somme.	195,748	3,915	81,725	142,435	700,500
78. Tarn.	467,000	9,340	36,750	64,050	315,000
79. Tarn-et-Garonne.	210,000	4,200	32,881	57,306	281,834
80. Var.	187,889	3,758	37,240	64,904	319,200
81. Vaucluse.	212,800	4,256	21,245	37,027	182,100
82. Vendée.	121,400	2,428	33,771	58,860	289,473
83. Vienne.	192,982	3,860	21,612	37,668	185,250
84. Vienne (Haute).	123,500	2,470	23,467	40,901	201,150
85. Vosges.	134,100	2,682	23,082	40,230	197,850
86. Yonne.	131,900	2,638	45,867	79,941	393,150
	262,100	5,242			
	27,161,254	543,225	4,753,218	8,284,282	49,741,979

REPARATION De la Contribution des Portes et Fenêtres, pour 1819.

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	10 CENTIMES ORDINAIRES pour frais de confection de rôles et fonds de dégrèvements et non - valeurs.	50 CENTIMES temporaires du principal.	TOTAL.
1. Ain.	88,678	8,868	44,339	141,885
2. Aisne.	220,200	22,020	110,100	352,320
3. Allier.	61,300	6,130	30,650	98,080
4. Alpes (Basses).	40,824	4,082	20,412	65,318
5. Alpes (Hautes).	25,576	2,558	12,788	40,922
6. Ardèche.	59,500	5,950	29,750	95,200
7. Ardennes.	101,556	10,156	50,778	162,490
8. Ariège.	51,000	5,100	25,500	81,600
9. Aube.	114,600	11,460	57,300	183,360
10. Aude.	93,800	9,380	46,900	150,080
11. Aveyron.	100,770	10,077	50,385	161,232
12. Bouches-du-Rhône.	429,900	42,990	214,950	687,840
13. Calvados.	234,900	23,490	117,450	375,840
14. Cantal.	40,600	4,060	20,300	64,960
15. Charente.	110,600	11,060	55,300	176,960
16. Charente-Inférieure.	163,900	16,390	81,950	262,240
17. Cher.	68,900	6,890	34,450	110,240
18. Corrèze.	55,500	5,550	27,750	88,800
19. Corse (Ile de).	6,000	600	3,000	9,600
20. Côte d'Or.	163,000	16,300	81,500	260,800
21. Côtes-du-Nord.	85,600	8,560	42,800	136,960
22. Creuze.	37,800	3,780	18,900	60,480
	2,354,504	235,451	1,177,252	3,767,207

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	10 CENTIMES ORDINAIRES pour frais de confection de rôles, et fonds de dégrèvements et non-valeurs.	50 CENTIMES temporaires du principal.	TOTAL.
<i>Report.</i>	2,354,504	235,451	1,177,252	3,767,207
23. Dordogne.	95,400	9,540	47,700	152,640
24. Doubs.	133,701	13,370	66,851	213,922
25. Drôme.	66,200	6,620	33,100	105,920
26. Eure.	268,000	26,800	134,000	428,800
27. Eure-et-Loir.	135,100	13,510	67,550	216,160
28. Finistère.	126,800	12,680	63,400	202,880
29. Gard.	144,100	14,410	72,050	230,560
30. Garonne (Haute).	194,998	19,500	97,499	311,997
31. Gers.	96,179	9,618	48,089	153,886
32. Gironde.	419,400	41,940	209,700	671,040
33. Hérault.	153,600	15,360	76,800	245,760
34. Ille-et-Vilaine.	123,400	12,340	61,700	197,440
35. Indre.	50,400	5,040	25,200	80,640
36. Indre-et-Loire.	118,800	11,880	59,400	190,080
37. Isère.	140,300	14,030	70,150	224,480
38. Jura.	110,800	11,080	55,400	177,280
39. Landes.	65,500	6,550	32,750	104,800
40. Loir-et-Cher.	85,200	8,520	42,600	136,320
41. Loire.	81,900	8,190	40,950	131,040
42. Loire (Haute).	57,400	5,740	28,700	91,840
43. Loire-Inférieure.	141,700	14,170	70,850	226,720
44. Loiret.	197,900	19,790	98,950	316,640
45. Lot.	68,821	6,882	34,411	110,114
46. Lot-et-Garonne.	92,349	9,235	46,174	147,758
	5,522,452	552,316	2,761,226	8,835,994
DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	10 CENTIMES ORDINAIRES pour frais de confection de rôles, et fonds de dégrèvements et non-valeurs.	50 CENTIMES temporaires du principal.	TOTAL.

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	TOTAL.
45. Lot.	5,522,452	552,246	552,246	552,246	8,835,924
46. Lot-et-Garonne.	30,100	3,010	3,010	3,010	48,160
47. Lozère.	129,201	12,920	12,920	12,920	206,722
48. Maine-et-Loire.	155,700	15,570	15,570	15,570	249,120
49. Manche.	228,600	22,860	22,860	22,860	305,760
50. Marne.	106,300	10,630	10,630	10,630	179,080
51. Marne (Haute).	61,200	6,120	6,120	6,120	97,920
52. Mayenne.	158,400	15,840	15,840	15,840	253,440
53. Meurthe.	118,700	11,870	11,870	11,870	189,920
54. Meuse.	88,800	8,880	8,880	8,880	142,080
55. Morbihan.	165,333	16,533	16,533	16,533	264,533
56. Moselle.	60,200	6,020	6,020	6,020	96,320
57. Nièvre.	419,487	41,949	41,949	41,949	671,179
58. Nord.	234,300	23,430	23,430	23,430	374,880
59. Oise.	123,617	12,361	12,361	12,361	197,787
60. Orne.	277,800	27,780	27,780	27,780	441,480
61. Pas-de-Calais.	77,300	7,730	7,730	7,730	123,680
62. Puy-de-Dôme.	140,500	14,050	14,050	14,050	224,800
63. Pyrénées (Basses).	48,600	4,860	4,860	4,860	77,760
64. Pyrénées (Hautes).	36,800	3,680	3,680	3,680	58,880
65. Pyrénées-Orientales.	274,322	27,432	27,432	27,432	438,915
66. Rhin (Bas).	156,137	15,614	15,614	15,614	249,819
67. Rhin (Haut).	301,900	30,190	30,190	30,190	483,040
68. Rhône.	122,100	12,210	12,210	12,210	195,360
69. Saône (Haute).	118,300	11,830	11,830	11,830	189,280
70. Saône-et-Loire.	9,156,149	915,615	915,615	915,615	14,649,839

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	552,246 pour de volles, et fonds de dépense et non-valeurs.	TOTAL.
45. Lot.	5,522,452	552,246	552,246	552,246	8,835,924
46. Lot-et-Garonne.	30,100	3,010	3,010	3,010	48,160
47. Lozère.	129,201	12,920	12,920	12,920	206,722
48. Maine-et-Loire.	155,700	15,570	15,570	15,570	249,120
49. Manche.	228,600	22,860	22,860	22,860	305,760
50. Marne.	106,300	10,630	10,630	10,630	179,080
51. Marne (Haute).	61,200	6,120	6,120	6,120	97,920
52. Mayenne.	158,400	15,840	15,840	15,840	253,440
53. Meurthe.	118,700	11,870	11,870	11,870	189,920
54. Meuse.	88,800	8,880	8,880	8,880	142,080
55. Morbihan.	165,333	16,533	16,533	16,533	264,533
56. Moselle.	60,200	6,020	6,020	6,020	96,320
57. Nièvre.	419,487	41,949	41,949	41,949	671,179
58. Nord.	234,300	23,430	23,430	23,430	374,880
59. Oise.	123,617	12,361	12,361	12,361	197,787
60. Orne.	277,800	27,780	27,780	27,780	441,480
61. Pas-de-Calais.	77,300	7,730	7,730	7,730	123,680
62. Puy-de-Dôme.	140,500	14,050	14,050	14,050	224,800
63. Pyrénées (Basses).	48,600	4,860	4,860	4,860	77,760
64. Pyrénées (Hautes).	36,800	3,680	3,680	3,680	58,880
65. Pyrénées-Orientales.	274,322	27,432	27,432	27,432	438,915
66. Rhin (Bas).	156,137	15,614	15,614	15,614	249,819
67. Rhin (Haut).	301,900	30,190	30,190	30,190	483,040
68. Rhône.	122,100	12,210	12,210	12,210	195,360
69. Saône (Haute).	118,300	11,830	11,830	11,830	189,280
70. Saône-et-Loire.	9,156,149	915,615	915,615	915,615	14,649,839

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	10 CENTIMES ORDINAIRES pour frais de confection de rôles, et fonds de dégrèvements et non - valeurs.	50 CENTIMES temporaires du principal.	TOTAL.
<i>Report.</i>				
71. Sarthe.	9,156,149	915,615	4,578,075	14,649,839
72. Seine.	108,783	10,878	54,391	174,052
73. Seine-Inférieure.	1,279,900	127,990	639,950	2,047,840
74. Seine-et-Marne.	538,300	53,830	269,150	861,280
75. Seine-et-Oise.	162,100	16,210	81,050	259,360
76. Sévres (Deux).	345,500	34,550	172,750	552,800
77. Somme.	68,799	6,880	34,399	110,078
78. Tarn.	302,400	30,240	151,200	483,840
79. Tarn-et-Garonne.	99,500	9,950	49,750	159,200
80. Var.	69,283	6,928	34,642	110,853
81. Vaucluse.	137,200	13,720	68,600	219,520
82. Vendée.	78,900	7,890	39,450	126,240
83. Vienne.	49,100	4,910	24,550	78,560
84. Vienne (Haute).	96,300	9,630	48,150	154,080
85. Vosges.	63,200	6,320	31,600	101,120
86. Yonne.	122,300	12,230	61,150	195,680
	134,900	13,490	67,450	215,840
	12,812,614	1,281,261	6,406,307	20,500,182

DÉSIGNATION DES REVENUS ET IMPOTS.	PRODUITS BRUTS présûmés.
PRODUITS AFFECTÉS A LA DETTE CONSTITUÉE.	
Enregistrement, Timbre, Domaines ..	165,384,000
Bois.....	18,310,000
Douanes.....	65,013,000
Sels.....	48,000,000
	296,707,000
PRODUITS AFFECTÉS AUX DÉPENSES GÉNÉRALES DE L'ÉTAT.	
Excédant éventuel des produits ci-des- sus, sur le service de la dette cons- tituée.....	
	Mémoire.
Contributions indirectes.....	190,000,000
Postes.....	22,460,000
Loteries.....	15,000,000
Retenues sur les traitements.....	8,400,000
Produits divers.....	11,788,150
Contributions directes. (Voir les états <i>B</i> et suivants).....	342,000,000
TOTAL.....	886,355,150
RECETTE POUR ORDRE.	
Poudres et salpêtres.....	3,290,500
Revenus de l'instruction publique. . .	1,789,350
TOTAL GÉNÉRAL.....	891,435,000

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

PROJET DE LOI RELATIF A L'IMPORTATION DES GRAINS.

Adopté par la Chambre des Députés le 7 juillet 1819,
Présenté à la Chambre des Pairs le 12 du même mois.

Discours du Ministre de l'intérieur, contenant l'exposé
des motifs du Projet de Loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818

PROJET DE LOI

RELATIVE A L'IMPORTATION DES GRAINS

IMPRIMERIE DES BUREAUX DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront,
SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS que le projet de Loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés, avec les amendements consentis par Nous, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre Secrétaire-d'État au département de l'intérieur, et les sieurs Cuvier et de Gérando, Conseillers-d'État, que Nous chargeons d'en développer les motifs et soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Le droit permanent de cinquante centimes par quintal métrique, établi par la Loi du 22

avril 1816, sur les grains et farines importés de l'étranger, est converti en un droit, également permanent, de 1 franc 25 centimes par hectolitre de grains, et de 2 francs 50 centimes par quintal métrique de farine.

Ce droit sera réduit à 25 centimes par hectolitre de grains, et à 50 centimes par quintal métrique de farines, lorsque l'importation aura lieu par navires françois.

2.

Lorsque le prix des blés-froments indigènes sera descendu au taux de 23 francs dans les départements compris dans la première classe établie par l'Ordonnance du 14 décembre 1814, rendue en exécution de la Loi du 2 décembre même année, à celui de 21 francs dans les départements compris dans la deuxième classe; à celui de 19 francs, dans les départements compris dans la troisième; les blés-froments étrangers importés dans ces départements paieront indépendamment du droit permanent, un droit supplémentaire de 1 franc par hectolitre, sans distinction de pavillon.

3.

Lorsque le prix des blés-froments indigènes sera descendu au-dessous des taux mentionnés

dans l'article précédent, chaque franc de diminution donnera lieu, indépendamment du droit permanent et du droit supplémentaire réglé par l'article 2, à un nouveau droit supplémentaire de 1 franc par hectolitre, et également sans distinction de pavillon.

4.

Dans les cas prévus par les articles 2 et 3, le quintal métrique de farine de grains venant de l'étranger, paiera, indépendamment du droit permanent, le triple des droits supplémentaires imposés sur l'hectolitre de grains.

5.

Lorsque le prix des blés-froments indigènes sera tombé au-dessous de 20 francs dans les départements compris dans la première classe, établie par l'Ordonnance du 14 décembre 1814, au-dessous de 18 francs dans les départements de la seconde classe, et au-dessous de 16 francs dans les départements de la troisième classe; toute introduction de blés et de farine de blés étrangers, pour la consommation nationale, sera prohibée dans lesdits départements.

6.

Pour l'exécution des dispositions portées

aux articles 2, 3, 4 et 5, le Ministre de l'intérieur fera dresser et arrêtera, à la fin de chaque mois, un état des prix moyens des grains vendus sur les marchés qui seront ci-après désignés; cet état sera publié au Bulletin des Lois, le 1^{er} de chaque mois; il servira pendant le mois de sa publication à percevoir, s'il y a lieu, les droits supplémentaires établis par les articles 2, 3 et 4, et à l'exécution de l'article 5.

7.

Pour l'établissement et l'application des prix moyens mentionnés en l'article précédent, les départements frontières compris dans les trois classes déterminées par l'article 2 de la Loi du 2 décembre 1814, et par l'Ordonnance du 14 du même mois, seront divisés en sections, conformément au Tableau annexé à la présente Loi.

8.

Il sera établi un prix moyen pour chacune de ces sections : ce prix se réglera sur les mercuriales des deux premiers marchés du mois courant et du dernier marché du mois précédent; ces mercuriales seront celles des mar-

chés régulateurs indiqués pour chaque section sur le Tableau annexé à la présente Loi.

9.

A l'avenir, les prix moyens arrêtés et publiés conformément à la présente Loi, serviront à régler la suspension de l'exportation dans les différentes sections indiquées au Tableau qui y est annexé; ils remplaceront ceux qui devoient être dressés en exécution des articles 6 et 7 de la Loi du 2 décembre 1814, lesquels sont abrogés.

10.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de la présente Loi seront applicables aux seigles maïs et aux farines de seigles et de maïs, lorsque le prix en sera descendu :

A 17 fr. l'hectolitre, dans les départements de la première classe;

A 15 fr., dans les départements de la seconde classe ;

A 13 fr., dans les départements de la troisième classe.

Chaque franc de diminution dans ces prix, donnera lieu aux droits supplémentaires établis par l'article 3.

La prohibition portée par l'article 5, sera applicable aux seigles, maïs et aux farines de seigles et de maïs, lorsque le prix de ces grains sera descendu au-dessous de 14 fr., dans les départements de la première classe, au-dessous de 12 fr. dans les départements de la seconde classe, au-dessous de 10 fr. dans les départements de la troisième classe.

Les mêmes dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 pourront être étendues, par des Ordonnances royales, à l'orge et autres grains non dénommés ci-dessus.

11.

Il n'est rien changé aux dispositions des Lois et règlements qui autorisent l'entrepôt réel des grains étrangers dans les ports du Royaume; cette autorisation est étendue aux villes de Strasbourg, Sierck, Thionville, Charleville, Givet, Lille et Valenciennes.

La réexportation des grains entreposés, ne pourra, dans aucun cas, être gênée, ni interdite, sous quelque prétexte que ce soit.

12.

Le Gouvernement est autorisé à modifier, dans l'intervalle des sessions, le Tableau annexé

(9)

à la présente Loi, sauf à faire approuver ces modifications dans la première session qui suivra.

DONNÉ au château des Tuileries, le 9^e jour du mois de juillet de l'an de grâce 1819, et de notre règne le 25^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi,

*Le Ministre Secrétaire d'État au
département de l'intérieur,*

Signé le Comte DECAZES.

TABLEAU

De la division en sections des trois classes de départements établies par la Loi du 2 décembre 1814, relative à l'exportation des grains, farines et légumes, et par l'Ordonnance du 18 du même mois.

DÉPARTEMENTS DE PREMIÈRE CLASSE.

(L'exportation ne peut être permise dans ces départements que quand le blé-froment est au-dessous de 23 fr. l'hectolitre.)

SECTIONS.

MARCHÉS
RÉGULATEURS.

Première.	{ De la Gironde, des Landes, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de l'Arriège et de la Haute-Garonne.	{ Marans, Bordeaux, Toulouse.
Deuxième.	{ Des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Isère, de l'Ain, du Jura et du Doubs.	{ Toulouse, Marseille, Arles, Lyon.

DÉPARTEMENTS DE DEUXIÈME CLASSE.

(L'exportation ne peut être permise dans ces départements que quand le blé-froment est au-dessous de 21 fr. l'hectolitre.)

Première.	Du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.	{ Mulhausen, Strasbourg.
Deuxième.	{ Du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados.	{ Bergues, Arras, Roye, Soissons, Paris, Rouen.

SECTIONS.

MARCHÉS
RÉGULATEURS.

Troisième.	{ De la Loire-Inférieure, de la Vendée et de la Charente-Inférieure.	Saumur, Nantes, Marans.
------------	---	-------------------------------

DÉPARTEMENTS DE TROISIÈME CLASSE.

(L'exportation ne peut être permise dans ces départements que quand le blé-froment est au-dessous de 19 fr. l'hectolitre.)

Première.	{ De la Moselle, de la Meuse, des Ardennes et de l'Aisne.	Metz, Verdun, Charleville, Soissons.
Deuxième.	{ De la Manche, d'Ille-et-Vilaine, des Côtes- du-Nord, du Finistère et du Morbihan.	Saint-Lo, Paimpol, Quimper, Hennebont, Nantes.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Le projet de Loi que nous avons l'honneur de vous présenter, a été adopté par la Chambre des Députés avec quelques amendements auxquels le Roi a accordé son approbation.

Calculé essentiellement dans l'intérêt de la propriété et de l'industrie agricole, ce Projet ne présente toutefois pas moins d'avantages aux classes ouvrières et à tous les consommateurs.

L'agriculture, en même temps qu'elle fournit à nos premiers besoins, est la manufacture

principale de la France, et la source la plus sûre et la plus abondante de nos richesses; mais, comme tout autre industrie, elle doit, pour se soutenir, trouver dans la vente de ses produits des bénéfices proportionnés à ses travaux et à ses avances.

Malheureusement il n'appartient ni aux calculs de l'homme, ni à la prévoyance des Gouvernements de régler d'une manière constante les rapports de prix des subsistances et de la main-d'œuvre. Un élément indépendant de nous, la variété des saisons empêchera toujours qu'il ne s'établisse entre les produits de la terre et les besoins des habitants une proportion comparable à celle qui, dans les autres genres d'industrie, naît pour ainsi dire d'elle-même et par le seul effet de la liberté.

Peut-être la liberté entière du commerce intérieur et extérieur suffiroit-elle pour rétablir l'équilibre, dans un pays dont toutes les parties communiqueroient facilement entre elles, et où le peuple auroit appris, par une longue expérience, à respecter ces hommes éminemment utiles qui prennent le soin de recueillir les grains dans les temps d'abondance, pour les rendre à la circulation dans les temps de besoin.

Mais il n'en est point ainsi en France; l'opinion populaire y est encore trop peu favorable au commerce des grains, pour qu'un nombre suffisant de capitalistes veuille se livrer à ce genre de spéculation; les difficultés de communications y rendent les transports si coûteux, que la protection la plus efficace accordée au commerce intérieur ne peut empêcher qu'il ne se maintienne d'une province à l'autre des différences énormes dans les prix; enfin, l'excédant des produits sur les besoins, même dans les meilleures années, n'y est jamais assez considérable pour que le Gouvernement puisse rester indifférent sur les effets d'une imprudence dans la direction du commerce extérieur.

Jusqu'à ce jour l'administration s'étoit bornée à lever les entraves qui s'opposaient à la circulation intérieure, et à permettre l'exportation toutes les fois que le bas prix du blé annonçoit un superflu dont il étoit avantageux de se débarrasser; mais elle n'avoit cru devoir ni gêner ni interdire le commerce d'importation, bien sûre, dans la situation où se trouvoient alors les pays qui nous fournissoient le plus de grains, que cette importation n'auroit

lieu qu'à des époques où la cherté nous la rendroit nécessaire.

Aujourd'hui des circonstances différentes demandent d'autres mesures. Un nouveau producteur apporte sur les marchés d'immenses quantités de grains à des prix tellement inférieurs, qu'il rend illusoire pour nous la faculté d'exporter, et que son admission dans nos ports en écarte invinciblement nos propres cultivateurs, lesquels, obligés de faire refluer leurs grains vers l'intérieur, y produisent de proche en proche une dépréciation ruineuse. Les facilités dont jouissent maintenant les blés de la Pologne pour descendre vers la mer Noire, les vastes défrichements qui se sont faits dans la Russie méridionale, et l'essor que la disette, éprouvée en 1816 et 1817 dans le reste de l'Europe, a donné à l'agriculture dans ces contrées, font que les blés d'Odessa peuvent être rendus à Marseille à moins de 15 francs l'hectolitre, tandis qu'il est reconnu que l'agriculture commence à souffrir dans nos départemens méridionaux, aussitôt que la même mesure de blé y tombe au-dessous de 23 fr. Les registres des douanes font foi que, malgré le bas prix des blés dans l'intérieur, il a été introduit pendant l'hiver dernier plus de huit cent

mille hectolitres de ces blés étrangers , et les arrivages ne s'arrêtent point, bien que la dépréciation continue.

Ce sont les plaintes réitérées des cultivateurs du Midi et la certitude qu'un tel état de choses, s'il devoit se prolonger, les mettroit hors d'état de subvenir aux frais de leurs exploitations et de supporter les charges publiques, qui ont déterminé le Gouvernement à proposer enfin des mesures restrictives auxquelles les administrations précédentes n'avoient jamais eu recours, parceque jamais ces mesures n'avoient été aussi nécessaires. Cependant vous remarquerez, Messieurs, que l'on a pris de grandes précautions pour ne pas rompre entièrement des rapports commerciaux qu'une seule mauvaise récolte pourroit de nouveau nous faire vivement désirer. La prohibition absolue n'aura lieu qu'au moment où la dépréciation sera devenue intolérable. Entre ce degré d'abondance, auquel la Loi du 2 décembre 1814 autorise à exporter, et cette excessive superfétation, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui, d'après le Projet actuel, provoquera la défense d'importer, le passage est ménagé par un droit progressif qui s'ajoute, à mesure que la dépréciation augmente, au droit fixe imposé dans tous les

temps et sur toute importation. Sans doute ce droit progressif n'empêchera pas, dès les premiers moments, qu'il n'y ait encore quelque profit à importer; mais toute disposition subite, qui auroit équivalu à une prohibition, eût été une injustice, ou du moins il auroit été nécessaire d'accorder un délai pendant lequel les importations franches eussent été plus lucratives pour l'étranger et par conséquent plus fâcheuses pour nos cultivateurs qu'elles ne le seront, pendant beaucoup plus long-temps, au moyen de l'impôt gradué qui pesera sur elle. Les négociants, de leur côté, avertis par cet impôt et par cette première réduction des gains qu'ils avoient espérés, prévenus de la prohibition qui les menacera, s'exposeront plus difficilement à faire des expéditions nouvelles, qui n'arriveroient peut-être qu'après qu'il seroit défendu de les introduire. Dans aucun cas ils ne seront obligés à la réexportation : les entrepôts leur resteront ouverts, et pour peu qu'il y ait d'apparence d'une hausse prochaine, ils pourront attendre le moment favorable pour eux.

C'est ainsi que l'on a cherché à concilier ce que l'on devoit à un commerce qui souvent encore sera dans le cas de nous procurer des

secours utiles, avec ce que réclame impérieusement le malaise de nos cultivateurs.

Quoique ce Projet ait été nécessité sur-tout par les importations qui ont eu lieu dans nos ports de la Méditerranée, il a paru utile de le rendre applicable à nos autres frontières. Pour cet effet, et à cause des différences habituelles des prix dans les divers départements, on a dû suivre la division de ces départements en trois classes, établie par la Loi du 2 décembre 1814; mais on a jugé nécessaire d'adopter un autre mode pour la fixation des prix qui donnent lieu aux applications de la Loi.

Au lieu d'isoler les départements et d'établir pour chacun d'eux un prix moyen, d'après les mercuriales de ces marchés, mode sujet à de grandes erreurs, et qui se prête, en quelques circonstances, à des manœuvres frauduleuses, on a divisé les classes en sections, et l'on a choisi dans chaque section un certain nombre de marchés principaux, régulateurs ordinaires du commerce, et dont les mercuriales serviront à donner les prix moyens. Il deviendra ainsi beaucoup plus difficile de créer des prix factices, et cette considération a engagé à adopter également ce mode de procéder à l'exécution de la Loi du 2 décembre 1814, qui se trouvera

par-là singulièrement perfectionnée dans ses applications.

Au milieu de nos efforts pour protéger l'agriculture françoise, nous n'avons point perdu de vue les intérêts de notre navigation et de nos usines. Les droits fixes sont réduits sur les blés apportés sur navires françois, et les farines étrangères sont assujetties à des droits supérieurs à ceux que paieroient les quantités de blés qui leur correspondent.

On a cherché même à favoriser les fabriques d'eau-de-vie de vin, en élevant le prix auquel l'importation du seigle devra être interdite, un peu plus haut que ses rapports ordinaires de valeur avec le blé ne sembloient l'indiquer. Les importations de seigle se font presque toutes dans la vue d'alimenter les distilleries de grains.

Telles sont, Messieurs, les idées principales qui ont présidé à la rédaction de ce Projet. Quelques unes de ces dispositions ont pris plus de force, et leur exécution a été rendue plus facile par les amendements qu'y a faits la Chambre des Députés; l'empressement avec lequel elle en a voté l'adoption, prouve combien sa nécessité est sentie par les propriétaires. Ne doutons pas qu'elle ne le soit aussi par tous

les consommateurs qui l'examineront avec attention. Leur intérêt est bien plutôt de voir les prix se maintenir, autant que l'état des choses le permet, dans une sorte d'équilibre, que de profiter momentanément d'une surabondance excessive, cruellement payée par les chertés qui n'en sont que trop souvent les conséquences.

Ce Projet suppléera, à quelques égards, à ce que la liberté absolue produiroit, si la configuration de notre territoire, le nombre, la direction et les communications des cours d'eaux qui l'arrosent, et sur-tout les préjugés qui exercent encore sur nous un empire trop puissant, permettoient de l'introduire; supplément sans doute bien incomplet, mais que des méditations ultérieures, et sur-tout les leçons de l'expérience, apprendront bientôt à porter à la perfection dont il est susceptible.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

PROJET DE LOI

RELATIF

A des échanges entre le Domaine de la Couronne
et S. A. S. M. le Duc d'ORLÉANS;

Adopté par la Chambre des Députés le 8 juillet 1819;

Présenté à la Chambre des Pairs le 12 du même mois.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBER

TABLE OF CONTENTS

TABLE OF CONTENTS

TABLE OF CONTENTS

Fr
A
SAL
M
pre
la C
tre
nis
Con
et

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront,
SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le
projet de Loi dont la teneur suit, adopté par
la Chambre des Députés, soit présenté en no-
tre nom à la Chambre des Pairs par notre Mi-
nistre des affaires étrangères, Président du
Conseil des Ministres, et par les sieurs Siméon
et de Lamalle, Conseillers d'Etat, que nous

chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

La régie de l'enregistrement est autorisée à céder à l'administration de la dotation de la Couronne le domaine de Neuilly, provenant du domaine extraordinaire, moyennant le transfert d'une rente au grand-livre de la dette publique, représentant, au cours de ce jour, la somme capitale de 791,304 francs 88 centimes, montant de l'estimation dudit domaine de Neuilly.

2.

Ledit domaine de Neuilly, celui de Villiers, et une partie de la forêt de Bondy, jusqu'à concurrence de la somme de 249,548 francs 12 centimes, d'après la démarcation et l'estimation qui seront faites contradictoirement, faisant partie de la dotation de la Couronne, seront échangés avec la régie de l'enregistrement et des domaines, contre les écuries situées à Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, provenant de la succession de feu M. le Duc d'Orléans, dont l'expropriation a été ordon-

(5)

née pour cause d'utilité publique, et la valeur estimée à 1,184,353 francs.

3.

Au moyen de cet échange, lesdites écuries feront partie du domaine de la Couronne.

4.

La régie de l'enregistrement est autorisée, pour acquitter la somme de 1,184,353 francs, montant de l'expropriation, à céder en paiement, à M. le Duc d'Orléans, les domaines de Neuilly et de Villiers, pour la somme de 934,804 fr. 88 cent., prix de leur estimation, et la partie de la forêt de Bondy mentionnée en l'article 2.

Moyennant cet échange, M. le Duc d'Orléans deviendra propriétaire incommutable des domaines de Neuilly, de Villiers et de la partie de la forêt de Bondy, à la charge par lui de payer aux créanciers de la succession bénéficiaire, ladite somme de 1,184,353 francs, et de rapporter main-levée pure et simple, et radiation de toutes les inscriptions hypothécaires dont lesdites écuries pourront se trouver grevées.

(6)

DONNÉ au château de Saint-Cloud, le 9^e jour
du mois de juillet, l'an de grace 1819, et de
notre règne le 25^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi :

Signé Le Marquis DESSOLLE.

EXPRESSIONS
N^o 131.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

PROJET DE LOI

RELATIF

A des échanges entre le Domaine de la Couronne
et trois propriétaires;

Adopté par la Chambre des Députés le 8 juillet 1819;

Présenté à la Chambre des Pairs le 12 du même mois.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1818

PROJET DE LOI

Sur le régime des forêts
et sur les propriétés
forestières
Le Sénat a l'honneur de vous adresser
le projet de loi ci-joint, en vertu duquel
il a été rendu le 22 mai 1818.

Le Sénat a l'honneur de vous adresser
le projet de loi ci-joint, en vertu duquel
il a été rendu le 22 mai 1818.

pro
la C
non
Sec
ler
cha
ten

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU , ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le
projet de Loi dont la teneur suit, adopté par
la Chambre des Députés, soit présenté en notre
nom à la Chambre des Pairs, par notre Ministre
Secrétaire d'État des finances, et notre Conseil-
ler d'État le sieur Baron Capelle, que nous
chargeons d'en exposer les motifs et d'en sou-
tenir la discussion.

(4)

Sont confirmés trois contrats d'échanges passés en vertu des Ordonnances du 16 août et 7 novembre 1817, et 5 mars 1818, entre le directeur-général du ministère de la Maison du Roi et le Comte Dupont-Chaumont, le lieutenant-général Baron de Saint-Laurent, et le Marquis de Fraquier, sous les dates des 7 et 8 novembre de ladite année 1817, 14 mars, 1^{er} et 6 avril 1818.

DONNÉ à Paris, en notre château de Saint-Cloud, le 9^e jour du mois de juillet de l'an de grace mil huit cent dix-neuf, et de notre règne le vingt-cinquième.

Signé LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi :

*Le Ministre Secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé baron LOUIS.

as-
et
di-
du
te-
ar-
no-
et

SESSIONS
132.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

nt-
de
gne

SESSION DE 1818.

Séance du jeudi 15 juillet 1819.

RAPPORT

ent

FAIT à la Chambre par M. le Duc DE LA ROCHEFOU-
CAULD, au nom d'une Commission spéciale (*)
chargée de l'examen du projet de Loi relatif à l'im-
portation des grains.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le Duc DE LA ROCHEFOU-
CAULD, le Comte CHAPTAL, le Marquis DE LA PLACE, le Marquis DE GAR-
NIER et le Duc DE LA VAUGUYON.

CHAMBERLAIN

TO THE KING

OF GREAT BRITAIN

IN PARLIAMENT ASSEMBLED

THE PETITION OF

THE COMMONS OF GREAT BRITAIN

la
ti
d
a
g
p
la
es
p

RAPPORT.

MESSIEURS,

La Commission que vous avez chargée de l'examen du projet de Loi relatif à l'importation et à l'exportation des grains, vient aujourd'hui remplir ce devoir.

D'après tous les principes que nous oserions appeler ceux de la raison, le commerce des grains seroit celui de tous qui devoit être le plus entièrement affranchi de toute gêne, et laissé à la plus entière liberté. Plus la denrée est de première nécessité, plus il est certain que le commerce en approvisionnera les mar-

chés. Prévoyant et habile, comme l'intérêt personnel, il est certain qu'il importera dans les mauvaises années; qu'il exportera dans les années d'abondance; qu'il sera guidé avec sûreté par ses propres intérêts, pour faire toujours ses opérations dans les temps les plus favorables, et qu'ainsi, à l'avantage des consommateurs, les prix des grains éprouveront peu de mouvements de la variation des saisons.

Qu'il nous soit permis de pousser plus loin la démonstration de cette vérité. Est-il vrai qu'il puisse y avoir jamais en France surabondance de grains quand l'exportation en est libre? Est-il vrai qu'il puisse y avoir jamais une disette réelle, quand la faculté laissée d'exporter dans les bonnes années active l'agriculture, et la porte à accroître la culture des grains? Nous ne le pensons pas, et si nous blessons par cette opinion l'opinion de quelques uns de nos Collègues, nous les prions de vouloir bien nous écouter avec quelque indulgence.

D'après les tableaux comparatifs des importations et des exportations des grains, farines et légumes, qui nous ont été récemment distribués, et en concluant positivement de leur exposé, il résulteroit qu'il y auroit au contraire insuffisance constante de grains dans le royaume.

me, puisque, dans la première période de treize années relatée dans ces tableaux, les importations ont surpassé les exportations de 394,187 quintaux métriques, et que, dans la seconde de dix-huit années, l'excès des importations sur les exportations a été de 594,959. Mais quelque confiance que l'on puisse accorder à ces tableaux, en ne tenant pas compte des fraudes à l'exportation qui ont pu échapper à la vigilance des douanes, la conclusion qu'on en pourroit tirer de l'insuffisance de nos produits pour notre subsistance seroit erronée.

Nous pensons que la surabondance ayant lieu, il n'y a aucun moyen possible de s'en assurer positivement. Quand les récoltes sont très abondantes les grains trouvent un autre emploi que celui de la fabrication du pain, sur la consommation duquel personne alors ne se ménage; les fabrications d'eau-de-vie se multiplient; les arts emploient, dans une certaine quantité, des farines dont ils auroient ménagé l'usage dans des années moins fécondes; l'abondance qui entraîne le bon marché des grains fait encore qu'un plus grand nombre de cultivateurs en resserrent une plus grande quantité. Voilà les effets de l'abondance dont on ne peut nier l'existence pour nous dans le plus grand

nombre des années, mais que, comme nous l'avons dit, on ne peut pas positivement calculer. Et ces effets jettent sur la question un bien plus grand jour que les tableaux comparatifs d'importation et d'exportation. Si même dans l'examen de ces tableaux on porte son attention sur quelques unes de ces années rares, dans lesquelles l'exportation a surpassé l'importation, et que l'on compare à ces excédants la masse énorme de notre consommation intérieure, on reconnoitra qu'il ne peut causer aucune altération dans ce qu'on appelle la surabondance.

Admettons si l'on veut son existence, il restera encore à savoir si l'importation abandonnée à toute sa liberté, pourroit avoir sur la quantité de nos grains un effet sensible. Sur ce point on ne dira pas que nous manquons de renseignements, nous ne les avons que trop chèrement achetés.

L'importation livrée à elle-même ne nous donnera pas plus de grains qu'elle ne l'a fait lorsque nous l'avons provoquée et excitée de toute part, par des sacrifices immenses. Nous avons le compte de ces entrées de grains étrangers. Que l'on prenne la peine de le comparer avec la consommation d'un peuple de 30 millions d'individus, et l'on verra que dans une

bonne, comme dans une mauvaise année, la plus grande importation possible ne peut pourvoir en France qu'à la consommation d'un très petit nombre de jours.

Quant aux années stériles, nous en avons éprouvé trop récemment les pénibles effets pour en pouvoir nier l'existence. La denrée de première nécessité s'est élevée à un prix au-dessus des facultés du peuple : et l'on observera toujours, comme un trait remarquable de notre histoire, que le peuple françois, obligé de payer sa subsistance à un prix deux ou trois fois plus cher que le prix commun, n'a pas pour cela cessé d'acquitter avec zèle et ponctualité les énormes impôts dont il étoit surchargé; phénomène précieux, car il ne s'expliquera que par le prix que mettoit le peuple françois à l'indépendance de son territoire.

Mais qu'ont produit ces importations soudaines de grains étrangers, commandées pour suppléer à l'insuffisance de nos récoltes? qu'ont-elles produit pour soulager notre détresse? Si nous consultons encore les tableaux des importations, nous trouverons qu'en 1817, année où elles ont été les plus abondantes, et dans laquelle les exportations ne nous sont présentées que comme des sorties d'entrepôts et non

comme des exportations véritables, elles se sont élevées à 1,866,370 quintaux métriques, quantité qui, à raison d'une livre et demie de pain pour chaque individu, n'auroit pu fournir qu'à la consommation de huit jours pour la France entière, ou bien à celle de douze jours si l'on veut réduire à une livre la consommation moyenne; et il est bon de rappeler qu'une grande proportion de ces blés étrangers n'est arrivée dans nos ports que long-temps après que notre détresse avoit cessé, et qu'ils ont été répandus dans le commerce à un prix très inférieur à celui de leur achat.

Une importation de grains étrangers aussi étendue qu'elle puisse être, n'est donc pas plus efficace pour faire cesser la détresse dans les mauvaises années que l'importation ordinaire n'a de moyens pour produire un excès sensible dans les années abondantes.

Le vrai remède à la disette quand elle se manifeste, c'est la diminution de la consommation, c'est l'épargne, c'est la cessation du gaspillage, c'est l'emploi de ces substances nutritives qui remplacent les grains, qui ont rendu à la France de si importants services dans les dernières années, et qui à elles seules, nous garantiroient des effets d'une mauvaise récolte.

Ne s'agit-il que de prévenir la disette des grains, qu'on laisse agir le commerce, lui seul peut écarter ce fléau. Ses spéculations auront devancé le danger, il n'aura point obtenu des grains à des prix exorbitants, il sait quand il faut acheter, il sait quand il faut vendre; mais il n'agira avec sécurité que lorsque l'accusation d'accaparement, qui menace toujours le commerce des grains, aura été flétrie comme elle mérite de l'être.

Nous avons cru, Messieurs, devoir faire précéder la discussion du projet de Loi, par ce court exposé de principes que nous croyons d'une saine doctrine. Mais quelque évidents qu'ils nous paroissent, leur exécution est-elle dès aujourd'hui possible? — Nous sommes assurément loin de le penser.

Ce qu'il y a de plus réel, en fait d'abondance, et sur-tout de disette, c'est l'influence des fausses opinions; ce sont les défiances populaires; ce sont les terreurs paniques, et la facilité que trouvent alors les factieux pour alarmer la multitude et pour l'agiter. Ces maux cesseront un jour; il ne s'agit que de multiplier les foyers de l'instruction publique, de l'étendre, de la propager; les idées justes et saines ont un empire irrésistible.

Mais en attendant ces heureux résultats, l'opinion publique est à ménager; l'inquiétude du peuple sur le manque de subsistances est pour lui un malheur véritable dont il doit être préservé.

C'est dans cette sage intention que le Gouvernement reconnoissant, dans l'exposé de la Loi du 2 décembre 1814, *que la liberté d'exporter les blés doit être le droit commun de la France*, a proposé de mettre à la faculté de l'exercice de ce droit *les limites exigées par le bien de l'Etat*, et que ces limites ont été fixées par la Loi qui gouverne l'exportation des grains.

La Loi qui vous est présentée aujourd'hui en est le complément; pour la bien juger il faut donc avoir présente à l'esprit celle du 2 décembre 1814, qui a réglé l'exportation des grains.

Déjà par celle-ci le législateur a distingué, du moins implicitement, la circulation intérieure des grains, du commerce extérieur de cette denrée. S'agit-il de la circulation intérieure, aucun doute ne s'est élevé sur l'avantage de la laisser entièrement libre, mais on a cru que le commerce extérieur des grains devoit être soumis à des restrictions.

Ici le mot seul de commerce extérieur comp-
plique déjà les idées : car ce commerce com-
prend deux mouvements qui semblent entiè-
rement opposés dans leur nature comme dans
leurs effets , savoir , l'exportation et l'importa-
tion.

Quand la première a pour objet de relever
le prix de nos grains , d'encourager l'agricul-
ture , de favoriser la reproduction , de faire
défricher des terres incultes , de rendre dans
l'intérieur les communications plus faciles ; la
seconde contribue à avilir de plus en plus les
prix de nos récoltes , en offrant les grains à des
taux encore plus bas ; elle tend ainsi à décou-
rager l'agriculture , à réduire la masse des pro-
duits nourissants que le sol françois peut of-
frir à nos besoins ou à notre industrie com-
merciale. L'exportation tend à nous débarras-
ser d'une surabondance ruineuse ; l'importa-
tion , au contraire , augmente cette surabon-
dance ; elle vient faire consommer sur notre
territoire d'autres grains que les nôtres , et c'est
aux autres peuples qu'elle ouvre à nos dépens
un utile débouché.

Voilà les faits , Messieurs , non pas , peut-
être , tels qu'ils sont dans leurs résultats abso-
lument positifs , mais tels du moins qu'ils se

présentent à l'esprit. L'on ne peut contester leur réalité.

Le Gouvernement a dû en conclure que l'importation et l'exportation étant pour ainsi dire corrélatives, l'une devoit être nuisible quand l'autre est avantageuse, et que, si l'on doit soumettre l'exportation à des règles, il falloit que l'importation, par des motifs semblables et et plus puissants encore, eût aussi ses restrictions.

Les restrictions de l'exportation souffrent peu de difficultés. Toutefois quand nous ordonnons que les blés ne pourront être exportés s'ils dépassent, selon les localités, les prix de 23, 21 ou 19 fr. l'hectolitre; nous ne prenons pas pour donnée que ce prix des grains soit une preuve de leur peu d'abondance, mais nous laissons cette question comme inutile à examiner, nous jugeons seulement qu'à ce taux le prix du grain, déjà élevé pour le consommateur, l'est assez pour l'intérêt de l'agriculture, et qu'il convient d'empêcher une exportation qui pourroit le faire élever davantage. Cette donnée est positive et peu susceptible d'erreur; elle n'offre d'ailleurs aucun danger à courir; car, si malgré cette élévation du prix de la denrée, il y a encore surabondance, le

blé qui n'est pas exporté dans tel moment pourra être exporté plus tard; et s'il est vrai que, dans ce cas, l'agriculture seroit privée de quelques uns de ses bénéfices, la masse du peuple auroit eu sa subsistance à un prix plus bas, ce qui assurément est une belle compensation.

Enfin, Messieurs, d'autres considérations importantes auront pu concourir encore à faire préférer le système d'idées qui a servi de point de départ au nouveau projet de Loi.

Ses auteurs auront senti que, sans s'arrêter à la question de savoir s'il pouvoit y avoir ou non une surabondance matérielle sous le rapport de la quantité de la denrée, il suffisoit pour motiver la restriction de l'importation, qu'il pût y avoir surabondance relativement au prix auquel nous avons intérêt pour les besoins de l'agriculture de maintenir le cours de cette denrée; or cette surabondance relative peut certainement avoir lieu: cela est indubitable.

Ils auront encore pensé que quoique l'importation la plus étendue soit peu capable de déranger les proportions générales entre le grain récolté et le grain à consommer, si ces proportions sont établies d'après la masse entière de notre territoire, il ne s'ensuit pas moins que l'importation peut ruiner une localité particu-

lière : aussi la Loi proposée a-t-elle combiné essentiellement ses dispositions d'après la différence des localités, et cette considération est importante.

D'ailleurs, dans les mesures administratives ou législatives qui se rapportent au commerce des grains, il faut considérer avant tout et presque uniquement l'effet de ces mesures sur l'opinion. Or, l'on ne peut douter que, par le fait, quelle qu'en soit la cause réelle, tout ce qui gêne l'importation d'une denrée, n'en fasse hausser le prix dans l'intérieur.

Par tous ces motifs, Messieurs, la Commission a donc admis les principes du projet de Loi.

Il ne reste plus qu'à examiner si cette Loi est dans ses dispositions particulières conforme à ces principes.

En considérant l'importation comme nuisible dans certains cas, deux moyens étoient à prendre pour en combattre les dangereux effets. Devoit-on prohiber sur-le-champ l'importation, aussitôt que nous pouvions avoir intérêt de le faire? ou bien, falloit-il seulement la restreindre par l'établissement de quelques droits, jusqu'à ce que le prix des grains fût dégradé à un tel point que la prohibition absolue devint

indispensable? La Proposition royale s'est décidée sagement pour la restriction graduelle, et l'on ne peut qu'applaudir à cette prudence. De cette manière nous dérangeons peu le commerce étranger, nos ports lui restent ouverts; nous ne rompons pas ses habitudes, nous lui laissons les routes qu'il s'est tracées. Et vous remarquerez, Messieurs, que cet avantage n'est pas uniquement accordé aux étrangers, et qu'aussi notre commerce national y participe.

Le Projet atteint encore un autre but en ne fermant pas les ports; c'est que l'étranger qui trouve ses bénéfices trop réduits, a la faculté de s'en ménager de plus grands, s'il le peut, en profitant de nos entrepôts et y attendant des circonstances plus favorables. Les entrepôts ne sauroient être trop favorisés, et plus particulièrement encore dans le commerce des grains; car les entrepôts de cette denrée sont de véritables greniers d'abondance.

Il faut encore applaudir à la Proposition royale, pour l'heureuse proportion qu'elle a trouvée dans la graduation des droits auxquels l'importation sera soumise. Nos blés, selon les localités, sont-ils à 23, 21 ou 19 francs l'hectolitre? Le droit sera d'un franc par hectolitre; ce

qui en masse fait une différence en faveur de nos blés d'environ cinq pour cent. Nos blés descendent-ils plus bas? Chaque franc de diminution dans nos prix intérieurs élève d'un franc de plus le tarif sur les blés étrangers. Ainsi, quand nos blés seront à 20, 18 et 16 francs, le droit sur l'importation représenteroit une différence de quinze pour cent. Au-dessous de ce taux la prohibition restera absolue, mais les entrepôts n'en resteront pas moins ouverts; l'article 11 les laisse à la plus entière indépendance, disposition réclamée par la justice, puisqu'un entrepôt n'est qu'un lieu de dépôt; disposition avantageuse sous le rapport du commerce, qui ne s'attire que par la confiance et ne s'entretient que par la loyauté.

Vous remarquerez encore avec satisfaction, Messieurs, que l'autorisation des entrepôts est étendue aux villes de Strashbourg, Sierck, Thionville, Charleville, Givet, Lille et Valenciennes, et toujours avec la garantie de la liberté la plus illimitée.

D'autres articles de la loi appliquent à l'importation de nos différentes espèces de grains les droits établis sur celle des blés; les proportions nous en ont paru justes. La même application a été faite aux farines, et de manière encore qu'outre le droit imposé, il en résulte

un avantage particulier en faveur des usines françoises.

Indépendamment des droits dont nous venons de vous entretenir, et que le projet de Loi appelle supplémentaires, il a encore légèrement augmenté le droit permanent, établi par la loi du 28 avril 1816. Ce droit n'étoit que de 50 cent. par quintal métrique, il sera maintenant d'un fr. 25 cent. par hectolitre de grains et de 2 fr. 50 cent. par quintal métrique de farine. Mais il est beaucoup moindre pour les navires françois, et notre navigation, que l'on ne peut jamais assez favoriser, en recevra quelque avantage.

Demandera-t-on si le droit établi sur l'entrée des grains étrangers fait disparoître le bas prix auquel on peut les vendre, et fait cesser l'avantage qu'ils ont sur les nôtres? Demandera-t-on encore si, par la faveur accordée à notre navigation, le frêt des navires françois pourra entrer en concurrence avec le frêt des navires étrangers? Non, Messieurs, la concurrence n'est entièrement rétablie ni pour les grains, ni pour la navigation; mais la loi n'a pas pu atteindre ce but. Dans son système, elle n'a même pas dû s'en occuper. Une proportion exacte équivaldroit à une prohibition absolue, et la pro-

position royale n'a pas cru devoir la provoquer immédiatement.

Vous aurez remarqué, Messieurs, que l'art. 6 du projet de Loi prescrit que l'état du prix des grains, publié dans le Bulletin des Lois, servira par lui-même à faire percevoir, s'il y a lieu, les droits établis, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle décision, et que, d'après l'art. 9, ce même état servira à continuer ou à suspendre l'importation. Cette disposition corrige utilement les défauts qui se trouvoient dans les articles 6 et 7 de la Loi du 2 décembre 1814, lesquels demeurent abrogés.

Enfin, Messieurs, le dernier article de la Loi énonce que le tableau qui y est annexé pourra être modifié par le Gouvernement, dans l'intervalle des sessions des Chambres. Cette précaution est des plus sages; elle étoit nécessaire. Toutes les fois qu'une Loi se complique de matières législatives et de matières administratives, et la Loi actuelle est éminemment dans cette classe, le législateur ne sauroit laisser trop de latitude aux mesures du Gouvernement. Le principal objet de ces Lois mixtes, si nous pouvons nous exprimer ainsi, est de seconder le Gouvernement, de lui prêter secours et appui, et non de lui donner des entraves.

D'ailleurs , les Ministres doivent rendre compte aux Chambres de l'usage qu'ils auront fait de cette faculté, et leur responsabilité est une garantie contre les abus qu'ils pourroient en faire et qu'il est difficile d'appréhender.

La Commission, Messieurs, a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, d'adopter le projet de Loi, tel qu'il vous est présenté.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ

CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS ,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du jeudi 15 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE LÉVIS

SUR le Projet de Loi relatif à l'importation des
grains.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

ETATS DE FRANCE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE LÉVIS sur le projet de Loi relatif à
l'importation des grains.

MESSIEURS,

Le principe de la Loi qui vous est présentée est favorable à l'agriculture; il doit donc être accueilli : quant aux dispositions réglementaires qu'il renferme, nous croyons inutile de les discuter. Un projet élaboré dans le Conseil d'État, délibéré par l'élite des négociants et des propriétaires qui forment la Chambre des Députés, réunit en sa faveur tant de probabilités, que l'on peut en toute sûreté de conscience voter de confiance les tarifs et les classements adoptés après un tel examen. Cependant ce ne

sera point sans avantage pour la chose publique que la question des grains aura été portée devant la Chambre des Pairs, si les considérations que je vais lui soumettre démontrent la nécessité de recourir à des moyens assez efficaces pour garantir enfin les peuples de ces hausses soudaines et excessives, dont l'effet est presque aussi désastreux pour les consommateurs peu aisés qu'une véritable famine.

Remarquons d'abord que le législateur, en soumettant les blés étrangers à des droits proportionnels, a bien moins en vue d'accroître les revenus du fisc que de maintenir le prix des denrées de première nécessité à un taux tel que le cultivateur reçoive un prix légitime de son travail. D'un autre côté, on veut, avec raison, s'opposer à la sortie de capitaux que l'industrie réclame, et qu'il seroit plus qu'inutile d'employer à l'acquisition de ces grains que notre sol fournit en abondance. Ces avantages sont évidents; ils ne peuvent être contestés que par les partisans de la liberté indéfinie du commerce; nous croyons leur système erroné, mais leurs arguments sont spécieux; ils méritent une réfutation sérieuse. « Pourquoi, disent-ils, vous opposez à l'importation illimitée des grains, au

« préjudice des consommateurs de toutes les
 « classes? Craignez-vous que le peuple ne se nour-
 « risse à trop bon marché? Mais au prix habituel
 « où sont les denrées de première nécessité, le
 « salaire du journalier chargé de famille est in-
 « suffisant; donnez, ou plutôt laissez-lui les
 « moyens d'élever ses enfants. Quand l'aisance
 « sera devenue générale, la population s'ac-
 « croîtra rapidement. Enfin, cet autre élément
 « de puissance, la richesse nationale augmen-
 « tera nécessairement; car le prix de la main-
 « d'œuvre baissant en même temps que les
 « grains, vous aurez, à industrie égale, l'avant-
 « tage dans les marchés étrangers; vous gagne-
 « rez donc par les exportations de vos fabriques
 « bien au-delà de ce que vous coûteront les
 « grains importés. Vous objectez en vain que
 « l'agriculture sera découragée, que les grands
 « propriétaires, que les fermiers perdront une
 « partie considérable de leurs revenus et de
 « leurs profits: cela est fâcheux, on en convient,
 « mais, après tout, le mal sera partiel, et de
 « plus temporaire. En effet, les choses repren-
 « nent bien vite leur niveau, pourvu que les
 « hommes, par des institutions déraisonnables,
 « ne contrarient pas le vœu de la nature. Au

« reste , on a droit de s'étonner que les progrès
 « si éclatants de la civilisation qui embrasse
 « bientôt tout le globe , n'ouvrent pas enfin les
 « yeux de ceux qui influent sur les destinées des
 « peuples ; comment , au point où en est la
 « science économique , ne voient-ils pas que
 « cette obstination de cultiver des terres in-
 « grates qui rendent à peine trois ou quatre
 « fois la semence est une véritable duperie ?
 « Seuls , les guérets fertiles et reconnoissants
 « méritent le travail et les soins de l'homme
 « industrieux. Mais quand le sol est rebelle à la
 « charrue , au lieu de vous consumer en vains
 « efforts , en dépenses improductives , que ne
 « portez-vous vos capitaux et vos bras dans les
 « ateliers toujours prêts à les recevoir ? C'est là
 « qu'à l'aide des ingénieuses machines qui cen-
 « tuplent les forces de l'homme , vous rendrez
 « tributaires les nations qui possèdent ces terres
 « lointaines éminemment propres à la culture
 « des plantes céréales. Et ne craignez pas que
 « les ressources du commerce soient jamais in-
 « suffisantes : voyez l'exemple de la Hollande ;
 « son sol marécageux est loin de fournir à la
 « subsistance de ses nombreux habitants , ce-
 « pendant on n'y manque point de blé , sou-

« vent même les autres nations vont s'approvisionner dans ses ports. »

J'ai présenté, Messieurs, avec sincérité, et, je crois, dans toute leur force, les raisons de ceux qui s'opposent à toute espèce de restrictions. Il faut en convenir : les développements de ce système où l'on considère le genre humain comme une grande famille exploitant le même patrimoine, ont quelque chose d'imposant, mais bientôt la réflexion dissipe les illusions de cette brillante théorie. Un jour peut-être les barrières respectives qui séparent les différents peuples tomberont d'un commun accord : les étonnants progrès de l'industrie devenue cosmopolite semblent hâter cet heureux résultat de la civilisation. Mais il seroit imprudent, insensé même, de devancer cette époque, surtout pour les blés, dont la fabrique est de toutes les manufactures celle qui doit être le plus tard défendue par les douanes. Quand il seroit vrai, ce que nous ne croyons pas, que le commerce pût, dans toutes les circonstances, subvenir aux besoins de la consommation d'un peuple de trente millions d'ames, il n'en est pas moins certain que le bouleversement d'une infinité de fortunes seroit la conséquence inévi-

table de cette liberté prématurée. Une foule de propriétaires et de fermiers seroit ruinée ; et ce malheur déjà si grand auroit de plus terribles suites ; car, de toutes les maximes d'état , il n'en est point de plus avérée que celle-ci : « Quand les riches perdent, les pauvres souffrent. » Je n'entrerai point dans des détails qui me mèneroient trop loin. Il est d'ailleurs aisé de prévoir les suites nécessaires de l'affluence illimitée des grains étrangers dans un pays agricole ; on y verroit bientôt les grands cultivateurs réduits à abandonner successivement les terres d'une qualité inférieure , parce que la valeur des produits ne pourroit pas les dédommager des frais de culture ; et comme en France les terres médiocres forment au moins le tiers du sol labourable , jugez que de millions d'ouvriers de toute espèce employés aux travaux des champs se trouveroient tout-à-coup sans condition et sans ouvrage. Vous les envoyez dans les ateliers de l'industrie : l'expédient est commode ; mais en attendant qu'ils se plient à une profession si différente de leurs premières habitudes , et qui exige toujours un certain temps d'apprentissage , qui les nourrira ? Et puis , cette extension soudaine que vous pré-

tendez donner à l'industrie ne demanderoit-elle pas de nouveaux capitaux ? Le commerce, même le plus avantageux, ne sauroit se passer de bâtimens, de machines, de matières premières, de longues avances pour défrayer les transports et les salaires. Qui fournira ces fonds ? Convenez-en : les obstacles sont insurmontables ; au lieu de l'aisance et de la prospérité que vous annoncez, l'événement n'amèneroit que l'oisiveté et la misère. Elles sont donc indispensables, du moins dans l'état actuel des choses, ces restrictions qui peuvent seules empêcher que, dans les temps d'abondance, le prix des grains ne tombe au point de frustrer les propriétaires fonciers d'une portion importante de leurs revenus, et le fisc d'une grande partie de l'impôt voté.

Mais, Messieurs, un gouvernement paternel ne rempliroit pas tous ses devoirs envers les peuples que la Providence a confiés à ses soins, s'il se contentoit de régler le commerce extérieur des grains, et d'en assurer la libre circulation dans l'intérieur. L'inconstance des saisons, l'irrégularité du produit des terres, demandent d'autres mesures.

L'idée de former des approvisionnements de

ces substances dont il est impossible de se passer, et dont la récolte est variable et incertaine, se présente naturellement à tous les esprits. Les nations les plus sages de l'antiquité en ont laissé des exemples trop dédaignés, et pourtant la nature semble en renouveler chaque année le conseil, lorsqu'elle dirige l'instinct de plusieurs espèces d'animaux qui assurent, par de véritables magasins, leur subsistance pendant la morte saison.

On croiroit que des objections très fortes, des obstacles invincibles s'opposent à l'adoption d'un système si plausible. Mais on est bientôt détrompé, lorsqu'on discute les arguments de ceux qui le combattent; les uns se fondent sur l'excessive difficulté qu'il y auroit à réunir, à conserver, sur-tout à payer l'énorme quantité de grains nécessaire, selon eux, pour prévenir la disette. La seconde objection est moins grave, mais plus hardie. On soutient, selon la doctrine rajeunie des économistes, qu'il faut s'en remettre entièrement au commerce du soin de fournir les marchés de grains, comme de toute autre denrée: aujourd'hui sur-tout que la navigation perfectionnée a rapproché les deux hémisphères, que le génie de l'homme

triomphe des courants et des calmes, il y a, dit-on, bien moins de risques à courir, ou plutôt il n'y en a point. Que l'on s'en remette à l'intérêt mercantile, ce pourvoyeur universel aura bien vite établi le niveau entre les pays où il n'y a pas assez de blé et ceux qui en ont de trop. Les prix pourront être parfois très élevés, excessifs même, on ne le nie point; mais la cherté sera momentanée, parcequ'elle est elle-même un encouragement à la production, et que l'agriculteur national et étranger, excité par la perspective des grands bénéfices, livrera bientôt plus de grains à la consommation.... Nous ne suivrons pas ces raisonnements plus loin; ils ont un fonds de vérité, mais les conséquences que l'on veut en déduire sont forcées. Ce qui le prouve, c'est que, malgré toute cette activité du commerce et l'encouragement des hauts prix, on éprouve tous les trois ou quatre ans, en France et ailleurs, un renchérissement sur les grains, tel que pendant plusieurs mois le peuple souffre prodigieusement. Il y a donc de l'imprudence, ou plutôt de l'inhumanité, à se reposer uniquement sur les spéculations commerciales pour satisfaire à des besoins si pressants.

Revenons à la première objection , celle qui porte sur l'immense quantité de grains que l'on suppose nécessaire pour former une réserve suffisante. Il est évident que pour apprécier cette considération à sa juste valeur, il faut, avant tout , déterminer la proportion convenable entre l'approvisionnement et la consommation totale du pays dont on veut assurer les subsistances. Car s'il étoit prouvé (et nous prenons d'avance l'engagement de démontrer cette vérité consolante) que la quotité des grains qui doivent être mis en réserve est, sur-tout pour les grands pays, infiniment moins grande qu'on ne le croit communément, et qu'il est en outre telle combinaison qui peut diminuer de moitié le capital dont l'avance est nécessaire, la question change de face : une mesure à laquelle on renonçoit à regret, parcequ'elle sembloit impossible, devient simple, facile, et tout se réunit pour en presser l'exécution.

Nous commencerons par établir en principe que la quotité de l'approvisionnement nécessaire pour garantir un pays quelconque de ces renchérissements excessifs presque aussi funestes qu'une véritable disette, est en proportion inverse de la grandeur de ce même

pays; en sorte que s'il étoit reconnu que pour un Etat peuplé de deux millions d'hommes la réserve doit être d'un dixième de la consommation annuelle, il suffiroit peut-être qu'elle fût d'un vingtième, pour assurer la subsistance d'une nation qui compteroit vingt millions d'habitants. La raison en est que dans une grande étendue de terrain, où le sol diffère autant que le climat, il se fait des compensations qui rétablissent jusqu'à un certain point l'équilibre. La récolte est-elle mauvaise dans le nord, il est rare qu'elle ne soit pas abondante dans les provinces du midi. La grêle, la gelée, la sécheresse, ne sont presque toujours qu'un mal partiel, et l'excédant des cantons ménagés remplace à-peu-près les pertes de ceux qui ont souffert. C'est en généralisant cette question, en considérant, par exemple, l'Europe entière, que l'on reconnoît la justesse du principe. Depuis plusieurs siècles la masse des grains annuellement récoltée dans cette partie du monde a suffi à la consommation de ses habitants⁽¹⁾.

(1) Les importations de l'Egypte et de la côte de Barbarie n'excédoient guère, année commune, ce que nos ports de l'océan envoient de farine dans les colonies.

Le fléau de la famine a cessé avec la barbarie du moyen âge. Aucun Européen n'auroit donc manqué de pain si la répartition avoit pu se faire équitablement. Les obstacles naturels et factices sont les frais de transport, les alarmes des peuples, et les fautes de ceux qui les gouvernent. Mais les difficultés sont bien moindres lorsqu'il ne s'agit que d'établir la circulation entre les provinces d'un même empire.

Comme dans une matière aussi délicate qu'importante les conjectures les plus plausibles ne méritent quelque confiance qu'autant qu'elles sont fondées sur des faits, nous avons pris pour base de nos calculs les quantités de grains importés pendant les années de cherté qui se sont déjà renouvelées trois fois depuis le commencement de ce siècle. Il est vrai que ces importations ont pu paroître insuffisantes, parcequ'elles n'ont pas empêché, sur plusieurs points, les apparences et même quelques uns des maux de la disette; mais, s'il est avéré que, dans les moments les plus pénibles, les grains ont été bien plus chers que rares; que d'ailleurs il y a eu des avaries considérables; enfin qu'une partie des arrivages, à raison de leur époque tardive, est restée inutile: on a droit

de conclure que les grains et farines venues de l'étranger sont la mesure assez exacte du déficit réel des récoltes nationales. Maintenant, pour arriver à un résultat utile, il est nécessaire de comparer cette importation à la consommation actuelle du Royaume : il faut donc la connaître.

Je dois, Messieurs, vous épargner des détails historiques qui peuvent être curieux, mais qui ne sauroient influer sur la question qui nous occupe. Il est même digne de remarque que ces renseignements sur le passé n'ont servi qu'à égarer l'opinion de ceux qui se sont occupés dernièrement de cette branche si importante de la statistique. En effet, de ce que les écrivains les plus accrédités, à la tête desquels on place avec raison l'exact Lavoisier, ont affirmé que la consommation annuelle en grains de chaque individu françois étoit de deux setiers ancienne mesure de Paris, (un peu plus de trois hectolitres), on a conclu, sans autre discussion, que l'on obtiendrait le nombre des hectolitres convertis actuellement en pain, en multipliant par trois celui de la population existante. Cependant on auroit dû songer que ce mode d'évaluation ne

pouvoit donner des résultats justes qu'autant que les deux principales bases du calcul n'auroient point essentiellement varié depuis 1789. L'une de ces bases est la proportion relative des consommateurs considérés sous le rapport du sexe, de l'âge, on pourroit dire de la profession ; l'autre est la composition de la ration, c'est-à-dire la proportion des différentes espèces d'aliments qui entrent habituellement dans la nourriture. Or, ces deux éléments du calcul, loin de demeurer stationnaires, ont éprouvé des changements si notables que l'ancienne évaluation est évidemment inadmissible. D'abord la mortalité anticipée par les guerres si meurtrières de la révolution, ayant porté exclusivement sur les hommes, leur nombre doit être inférieur à celui des femmes : en second lieu, la proportion des enfants aux adultes est beaucoup plus forte qu'autrefois, ce qui, indépendamment des suites de la guerre, provient aussi des mariages précoces. Mais ces causes de diminution dans la consommation des grains agissent avec bien moins de force que les modifications survenues dans la manière de se nourrir. On sait quels immenses progrès

l'agriculture a faits depuis trente ans en France, et combien la masse de nos produits ruraux est augmentée et s'augmente chaque jour. Mais il suffit de parcourir nos campagnes pour se convaincre que l'accroissement n'a point porté sur les plantes céréales. Si les champs de blé sont mieux cultivés et les récoltes plus belles par-tout où le nouveau mode d'assolement a été adopté, les fourrages artificiels laissent moins de terrain à la culture des grains : cela fait compensation. Cependant le propriétaire est incomparablement plus riche, parcequ'il tire des nombreux bestiaux qu'il élève, et les cuirs et les laines, outre le lait et la viande. La nourriture animale, étant plus commune, supplée aux besoins de la population qui s'accroît ; les légumes, les pommes de terre complètent ce qui manque : aussi tout porte à croire qu'il ne se consomme pas en France plus de grains que du temps de Lavoisier, c'est-à-dire environ 74 millions d'hectolitres (un peu plus de 200 mille hectolitres par jour) ; et comme nous avons plusieurs millions d'individus de plus à nourrir, il s'ensuit que la part de pain pour chacun est diminuée dans la même proportion. Cet effet de la civilisation et de l'ai-

sance générale est progressif comme elles, et cette observation est commune à tous les pays. Ainsi s'expliquent et se confirment ces anciennes évaluations de la consommation des grains dont l'exagération sembloit si choquante. On lira désormais avec moins d'étonnement dans les écrits des premiers économistes que la quantité de blé nécessaire à la nourriture d'un homme est de deux setiers et demi, et l'on concevra comment les registres des quinze-vingts évaluèrent cette même nourriture, cinq cents auparavant, sous le règne de saint Louis, à quatre setiers (1).

Au reste, Messieurs, ce n'est pas seulement d'après des renseignements partiels, des observations isolées et des probabilités, que j'ai cru pouvoir déterminer la consommation actuelle en grains à 74 millions d'hectolitres; ce résultat est devenu pour moi une vérité démontrée, lorsque j'ai eu connoissance d'une mesure administrative exécutée dernièrement à Paris dans la vue de fixer, d'une manière précise, la

(1) Il est vrai qu'alors la mouture étoit si grossière qu'un setier ne rendoit que 140 livres de pain blanc. Aujourd'hui on en tire un tiers de plus.

quantité de farine nécessaire aux besoins de la capitale. Il a été reconnu, au moyen des visites continuées avec le plus grand soin, pendant dix-neuf jours, chez tous les boulangers, que le nombre de livres de pain distribuées journellement étoit presque exactement le même que celui des habitants, dont on s'est assuré par le recensement de 1817. Or, une livre de pain par jour suppose la consommation annuelle de 2 hectolitres et demi de blé, ce qui pour 30 millions d'individus s'élèveroit à 75 millions d'hectolitres. Je m'attends que l'on contestera cette uniformité d'évaluation que j'établis entre Paris et tout le royaume. On suppose généralement que la ration de pain est beaucoup plus forte dans les campagnes : cela est vrai ; et cependant la différence est bien moindre depuis que la culture des pommes de terre est universellement adoptée, que les fruits et les légumes sont plus abondants, les bestiaux plus nombreux, sur-tout les moutons qui sont portés de 20 millions à 40 ; mais l'on ne songe point que le pain des campagnes étant beaucoup plus grossier, emploie, à poids égal, beaucoup moins de blé : il y a même des districts entiers où l'on y laisse le

son en totalité. Enfin, ce qui achève de rétablir l'équilibre entre la consommation des citadins et celle des cultivateurs, c'est que parmi ceux-ci, les enfants sont beaucoup plus nombreux, attendu que non seulement il y a moins de célibataires, et que les mariages y sont plus féconds, mais encore parcequ'une infinité de familles de la ville y font nourrir leurs enfants jusqu'à l'âge de trois ou quatre ans, et quelquefois plus tard; les citoyens aisés les y envoient pour respirer un air plus sain, mais, dans les dernières classes de la société, chez les artisans et les domestiques, il s'y joint un motif d'économie. Aussi cette coutume est-elle générale; et cependant l'on n'a point encore (du moins à ma connoissance) remarqué qu'elle agit doublement sur les rapports de population, en augmentant celle des campagnes d'enfants qui ne leur appartiennent pas, et en diminuant d'autant celle des villes, ce qui doit nécessairement y rendre la proportion des adultes plus forte.

La consommation annuelle des grains étant connue, il s'agit maintenant de déterminer le nombre des jours auxquels la réserve doit pourvoir. J'ai dit, Messieurs, que la solution

de ce problème devoit se trouver dans le relevé des importations faites pendant les années de cherté. Examinons successivement ce qui s'est passé à ces différentes époques, depuis le commencement du XIX^e siècle.

L'année 1817 a été de beaucoup la plus désastreuse, malgré le zèle et les efforts de l'administration pour adoucir la détresse des peuples. Le Gouvernement a acheté des parties considérables de grains à l'étranger, soit directement, soit par l'entremise du commerce françois, et l'on a de plus offert l'appât des primes aux spéculateurs de toutes les nations. Il en a coûté à l'État plus de 50 millions, en y comprenant les 17 millions dépensés à Paris pour maintenir le prix du pain au-dessous de la valeur des farines, et cependant la totalité des importations, en y comprenant les 1,200,000 quintaux métriques de blé, pour lesquels il a été payé des primes, a été généralement évaluée à la consommation de quatorze journées. Encore doit-on observer qu'une partie trop considérable de ces grains a été avariée et perdue; de plus, que le tiers environ de ce qui a été attiré par les primes beaucoup trop prolongées, n'est arrivé que l'année suivante, lorsque

les prix étoient retombés au taux ordinaire; en sorte qu'il est vrai de dire que la quantité de grains importés utilement équivalait à peine à la consommation de dix journées (1). Terminons ce triste exposé par une réflexion consolante. Il est inouï, le concours des circonstances malheureuses qui a pesé sur cette année prise, pour ainsi dire, au dépourvu, car il ne restoit rien de la récolte de 1815, qui avoit eu à nourrir un million d'étrangers armés, les plus prodigues des consommateurs. La situation fâcheuse de la France a été aggravée par celle des contrées limitrophes de notre frontière orientale : encore plus maltraitées que nous par l'intempérie des saisons, elles avoient tiré de bonne heure de nos départements de l'est d'assez fortes parties de grains, avant que l'on eût songé à défendre l'exportation. Il faut heureusement des siècles avant que tant de maux réunis fondent ensemble sur le même pays;

(1) Le Gouvernement a acheté en 1816 et 1817, 868,797 hectolitres de grains, et 34,393 sacs de farine du poids de 325 liv. Mais une partie des grains étoit encore à Odessa au mois de janvier 1818. Les primes ont été prolongées jusqu'au 15 mai de la même année.

aussi les autres années de cherté présentent-elles des résultats bien différents.

En 1802, la récolte avoit été généralement mauvaise en France : les prix déjà fort élevés montoient rapidement. On craignoit la disette ; déjà il y avoit eu sur plusieurs points des menaces d'insurrection. Le Gouvernement justement alarmé chargea une maison puissante de faire de grands achats de grains chez l'étranger. Ces ordres furent exécutés avec tant d'habileté et de promptitude que, dans l'espace de deux mois, 317 navires chargés d'un million de quintaux de blé entrèrent dans nos ports. Aussitôt les inquiétudes furent calmées, les prix baissèrent, et l'abondance reparut dans les marchés. Ce qu'il y eut de véritablement remarquable, c'est que, sur ce million de quintaux importés, TROIS CENT MILLE ne trouvèrent point d'acheteurs ! ainsi sept cent mille quintaux seulement, équivalant à la nourriture de deux jours et demi, furent livrés à la consommation. On auroit pu réexporter le reste : on fit mieux ; on en forma un fonds de réserve depuis imprudemment dissipé.

En 1810, la récolte fut encore mauvaise, mais cette fois, l'administration prit mal ses

mesures : les achats de grains ne furent point assez prompts, les envois furent mal dirigés. La cherté devint excessive ; le setier de blé fut vendu, dans plusieurs provinces, jusqu'à 100 fr., et par conséquent la misère fut très grande ; cependant la denrée ne manqua nulle part. Les registres des douanes constatent que l'importation n'amena pas en France au-delà de la quantité nécessaire pour fournir à la consommation de la population entière pendant deux jours et demi.

Voilà donc à quoi se réduisent ces suppléments de subsistances qui effraient tant d'imaginations et qui font rejeter, comme impossible, la mesure d'une réserve générale. Dans l'année la plus désastreuse, à peine l'étranger nous a-t-il nourris pendant dix jours ; et dans les deux autres, que l'on pourroit appeler de cherté moyenne, nous avons tiré du dehors, pour les deux ensemble, la consommation de cinq jours. Dira-t-on que ces secours ont été insuffisants, qu'à ces différentes époques, plusieurs cantons, des provinces entières ont beaucoup souffert ; que même en 1817 quelques individus sont morts de faim ; nous conviendrons, en gémissant, de ces déplorables vérités ; mais comme

on a toujours pu se procurer du blé avec de l'argent, il est clair que c'étoit le prix excessif, auquel le journalier et le consommateur peu aisé ne pouvoient atteindre qui causoit tout le mal. Encore une fois, la cherté venoit moins de la rareté réelle que des alarmes pour l'avenir; le défaut de prévoyance et de précautions ne les avoit que trop autorisées. Cette inquiétude n'eût point existé, s'il y avoit eu un approvisionnement suffisant et sur-tout connu, et pour ainsi dire légalement constaté; car les questions sur les subsistances ont ce rapport remarquable avec le crédit public, que la confiance, c'est-à-dire l'opinion, agit avec encore plus de puissance que la réalité.

Il nous paroît donc démontré par l'expérience que la quantité de grains nécessaire pour nourrir pendant quinze jours la population de tout le Royaume formeroit une réserve suffisante.

Cette quantité, d'après les calculs précédents, seroit de trois millions d'hectolitres.

Il reste à examiner comment on doit former et entretenir cet approvisionnement, et qui doit être chargé de ce soin important.

Si la France étoit un pays ingrat et stérile,

incapable de fournir, par ses récoltes habituelles, la subsistance de ses habitants, il faudroit tirer du dehors cette avance de grains qui peut seule inspirer une sécurité raisonnable, et garantir le peuple de ces variations convulsives dans le prix des denrées de première nécessité, dont les suites sont si funestes : heureusement il n'en est pas ainsi. La fécondité de notre sol n'égale pas, il est vrai, celle de quelques contrées privilégiées qui bordent la mer Noire ou la Méditerranée ; mais il est reconnu que, dans les années d'abondance qui se renouvellent tous les trois ou quatre ans, avec une espèce de périodicité très remarquable, la récolte offre un excédant qui s'élève du tiers au quart de la consommation annuelle. Une partie de cet excédant est conservée par les cultivateurs, les propriétaires payés en nature, et les marchands ; une autre est dilapidée, avariée, et souvent, quand l'avoine est relativement chère, le blé entre furtivement dans la nourriture des animaux ; mais la plus grande partie de ce qui ne se consomme pas dans l'année est enlevé à vil prix par le commerce étranger qui le garde jusqu'à ce qu'il puisse nous le rapporter avec un gros profit.

C'est cette faute énorme qu'il s'agit d'empêcher. Nous croyons que l'on y parviendra aisément, en achetant, au comptant, seulement la moitié des grains nécessaires à l'approvisionnement, c'est-à-dire 1,500,000 hectolitres de grains. Mais avant de nous occuper de trouver les fonds destinés à acquitter cette dépense, il faut en connoître le montant.

Nous pourrions prendre pour base des achats les plus bas prix, puisque c'est dans les années d'abondance que la réserve sera habituellement formée; cependant comme il n'est pas très rare que deux mauvaises récoltes se succèdent, nous établirons nos calculs sur le prix moyen du blé depuis trente ans, environ 25 francs le setier de Paris, ou 16 francs l'hectolitre. Nous observerons seulement que le seigle, l'orge, le sarrasin et le maïs, devant entrer dans l'approvisionnement selon les proportions indiquées par les localités, et ces grains étant toujours moins chers que le froment, il convient de réduire au moins d'un franc le taux commun de l'hectolitre, ce qui le porte à 15 fr. Ainsi l'on peut supposer que les quinze cent mille hectolitres coûteront 22 millions et demi.

Nous destinons cette partie de l'approvisionnement aux grandes villes et aux chefs-lieux de département, d'abord parceque les cités populeuses possèdent toutes des magasins suffisants, ainsi que des hommes versés dans ce que l'on appelle la *manutention*; ensuite, parcequ'en formant les amas de grains dans les lieux où ils doivent être consommés, on évite les frais inutiles de transport et de déplacement.

Passons aux moyens de lever les fonds. Nous pensons qu'il sera bien aisé de trouver une vingtaine de millions pour un tel objet sur le crédit particulier des villes les plus considérables du Royaume; d'autant plus que les cautionnements en nature exigés des boulangers diminuent la masse de l'approvisionnement nécessaire. Le doute ne peut porter que sur le taux de l'intérêt de ces emprunts. Sans doute il viendra un temps (et ce temps est moins éloigné qu'on ne le pense, pourvu que la nation continue à être sage et que l'administration soit habile) où l'on trouvera le plus aisément du monde tout l'argent dont on aura besoin, moyennant 5 pour cent d'intérêt. Mais sans porter si loin nos espérances, et en par-

tant de ce qui existe, n'avons-nous pas vu l'année dernière la ville de Paris emprunter à elle seule près de 30 millions, à raison d'environ 7 et demi pour cent. A ce taux, les 20 millions que l'on emploieroit à l'achat des grains coûteroient par an quinze cent mille francs, et si l'on y ajoute 750,000 francs pour les frais de garde et de manutention, à raison d'un demi-franc par hectolitre, la dépense annuelle ne monteroit encore qu'à 2,250,000 francs. Nous proposons qu'elle soit supportée par les communes dans la proportion de leur population, mais seulement comme une avance dont elles ne tarderoient pas à être remboursées. En effet, l'expérience de plusieurs siècles, constatée par des documents authentiques, apprend qu'il ne se passe jamais plus de quatre ans sans que les grains éprouvent un renchérissement qui varie depuis le tiers en sus des bas prix, jusqu'au double et au-delà. Or l'hectolitre que nous avons supposé acheté pour 15 francs, ne coûte, chaque année, suivant le calcul ci-dessus, pour intérêts et frais de garde, qu'un franc 50 cent. : il ne revient donc à la fin de la quatrième année qu'à 21 fr. Qu'on le revende à ce prix (et toutes les classes des consomma-

teurs peuvent y atteindre), l'emprunt sera remboursé; les prêteurs et les communes rentreront dans leurs avances. Et remarquez que nous avons admis l'hypothèse la plus défavorable; car, si l'on avoit besoin d'employer la réserve dès la première année qui suivroit les achats, l'hectolitre ne coûteroit que 16 fr. 50 c. Mais nous avons voulu prévenir les objections, éviter les reproches d'exagération, enfin établir cette vérité consolante, inattendue, et que toutes nos recherches ont jusqu'ici confirmée, c'est qu'il existe des moyens d'approvisionnement qui ne coûteroient *absolument rien* à l'état, et qui ne feroient tort à personne. Je me trompe; ils diminueroient de beaucoup les profits des négociants étrangers.

Cependant je n'ai pas oublié qu'il n'auroit été encore pourvu, par les moyens que je viens d'indiquer, qu'à la moitié de la réserve; il manque encore quinze cent mille hectolitres pour la compléter. Nous ne doutons point qu'il ne fût très facile de se procurer aussi par des emprunts les fonds nécessaires pour acheter les grains destinés à assurer la subsistance des campagnes. Mais ici, le défaut de magasins présente une difficulté réelle; nous avons pensé

qu'elle ne seroit point insurmontable si l'on rendoit des cultivateurs solvables, dépositaires des grains qu'on leur achèteroit. Il seroit aisé de combiner les conditions de ces marchés de manière à ce qu'ils fussent avantageux aux vendeurs sans être à charge au public, et sans exiger des avances de capitaux. Les grains seroient vendus à terme, livrables à la volonté de l'acquéreur. Le vendeur, outre son prix, recevrait un franc par hectolitre pour les frais de magasinage pendant un an, et de plus l'intérêt de son prix au cours de la rente au moment de l'achat.

Un exemple éclaircira cette partie du plan.

Un cultivateur vend pour la réserve 100 hectolitres de grains, dont 80 de froment et 20 de seigle, moyennant 1500 francs. Il reçoit contre sa soumission de livrer, quand il en sera requis, un mandat de 100 francs pour frais de garde, et si la rente rapporte comme aujourd'hui 7 pour cent, un autre mandat de 100 fr. représentant l'intérêt de son prix, le tout payable l'année suivante. A cette époque, si l'on n'a pas besoin de recourir à la réserve, les mandats sont acquittés, et on les renouvelle jusqu'à ce que la cherté se manifeste. Alors le blé est li-

vré, payé, et revendu de suite aux consommateurs. Il est impossible de douter du succès d'une opération où le propriétaire, demeurant nanti de sa chose, retire un intérêt de près de 14 pour cent de la valeur. Ainsi tout porte à croire que celui qui pourra attendre traitera de cette manière, tandis que celui qui aura des besoins impérieux vendra sa denrée au chef-lieu où l'on achète comptant. Dira-t-on que le cultivateur aimera mieux garder, dans l'espoir d'obtenir un prix beaucoup plus élevé dans un moment de disette ? Il est probable que cette spéculation tentera quelques personnes. Cependant elle est bien hasardeuse et heureusement assez rare cette avidité qui dédaigne un intérêt assuré, et sans courir de risques, de 14 pour cent. D'ailleurs cet espoir de vendre à des prix excessifs devient chimérique précisément par la mesure que l'on propose ; car la réserve sera le régulateur des marchés ; elle contiendra les prix dans des limites raisonnables, et c'est là son plus grand avantage.

Enfin l'on objectera peut-être, car il faut tout prévoir, que si les vendeurs font un si bon marché, le public qui achète sera lésé. Cette objection, qui se présente sous la forme impo-

sante d'un dilemme, ne sauroit soutenir un examen sérieux. La vérité est que le cultivateur fait un placement avantageux, et que le consommateur gagne, parcequ'il n'est plus exposé à ces prix hors de proportion avec ses moyens et avec la valeur intrinsèque de la denrée, tandis que le public qui s'interpose officieusement entre eux ne perd ni ne gagne. Il n'y a, comme nous l'avons déjà dit, qu'un perdant; c'est l'étranger qui a jusqu'ici tiré un trop bon parti de notre imprévoyance.

Il nous reste à calculer la dépense que pourra occasioner cette moitié de la réserve. On ne peut la déterminer avec précision, puisqu'elle dépendra en partie de l'état du crédit public; mais il n'est guère possible que les avances dépassent annuellement trois millions, et encore doit-on observer qu'il se passera souvent plusieurs années sans que l'on ait un écu à dépenser pour cet objet.

Supposons, par exemple, que la réserve achetée en 1820 soit employée en 1821, il n'y aura rien eu à déboursier pendant ces deux années. On la renouvelle de même gratuitement en 1822; ce n'est qu'en 1823, si la récolte est bonne, qu'il y aura des arrérages à servir. Une

pareille série , aussi vraisemblable que toute autre , a souvent existé. Le calcul des probabilités , fondé sur une très longue expérience , n'indique pas une année payante sur quatre. C'est bien peu pour obtenir une sécurité permanente.

Séduit par des avantages qui me paroissent évidents , et qu'aucun des plans proposés ne semble présenter , j'ai recherché avec d'autant plus de soin s'il paroît à tous les inconvénients. Je n'ai pas tardé à m'apercevoir qu'il ne remédieroit que très imparfaitement aux suites de deux mauvaises récoltes consécutives. Et en effet , quand la réserve est consommée , si l'année s'annonce mal , les prix sont nécessairement élevés ; les tentatives que l'on feroit alors pour former un approvisionnement , ne pourroient qu'augmenter la cherté , et hâter le mal que l'on veut prévenir. C'est pour ces occasions , qui heureusement sont assez rares , qu'il faut réserver les secours de l'importation étrangère. Mais alors que l'on se garde bien de s'écarter de cette grande maxime d'administration , qui veut que toutes les opérations mercantiles dont l'état peut avoir besoin , soient exécutées au moyen d'entreprises particulières.

En effet, c'est toujours au détriment du fisc que le Gouvernement devient spéculateur et négociant. Non seulement le public est servi avec moins d'économie et de zèle que les individus, mais son intervention est quelquefois dangereuse, et peut même paralyser les opérations du commerce que jamais il ne peut remplacer. C'est ainsi que l'on a vu naguère dans un de nos principaux ports, une vente, faite à perte, de blés achetés par le Gouvernement, produire d'abord une baisse considérable dans les prix; mais les suites n'en ont pas été moins fâcheuses, parceque les négociants qui avoient acheté des grains pour leur compte, ayant été les victimes de ce mouvement factice, n'ont plus voulu recommencer des expéditions où l'on n'avoit pas seulement à courir les chances ordinaires du commerce, mais où l'on avoit encore à redouter ce concurrent de nouvelle espèce, qui achetoit avec la volonté de perdre.

Un des plus ingénieux expédients de la civilisation moderne, les primes, n'ont point l'inconvénient que je viens de signaler. En les employant, le Gouvernement n'a point à se mêler d'achats, de transports, et de ventes; tandis

que le commerce conserve cette liberté et cette indépendance qui fait sa force et sa vie. D'un autre côté, le consommateur éprouve un double soulagement, d'abord dans la baisse de la denrée, résultat de l'abondance attirée par les primes, et ensuite parceque ce supplément de prix avancé par le fisc, sera réparti également sur tous les contribuables, et non pas seulement sur celui qui en profite directement.

Cependant cette mesure n'a pas toujours produit l'effet qu'on sembloit pouvoir en attendre. En vain avoit-on calculé avec soin les distances, les frais de transport et les autres circonstances, pour fixer la valeur de la prime et déterminer les spéculateurs à des expéditions qui promettoient l'espoir d'un gain considérable; les plus prudents étoient arrêtés par la crainte qu'une baisse soudaine dans les prix, baisse que des arrivages simultanés dans un pays où les inquiétudes auroient été exagérées causent nécessairement, ne leur enlevât tout ce profit, et peut-être au-delà. Voilà pourquoi les Anglois, modifiant le système ancien des primes, préfèrent aujourd'hui d'assurer à l'importateur un prix fixe et indépendant du cours du marché, pour tout le grain qui arrive dans

le délai indiqué. Ainsi tous les risques disparaissent ; le commerçant spéculé à coup sûr : la hausse et la baisse lui sont devenues indifférentes. Au premier aspect cette opération paroit imposer à l'état une charge trop onéreuse, l'achat d'une quantité de blé qui seroit supérieure aux besoins ; mais l'événement a prouvé que les secours obtenus de cette manière étoient plus prompts, plus certains, et qu'ils ne coûtoient pas si chers que les primes ordinaires ; on conçoit aussi que, si les prix restent élevés, on n'a rien à payer.

Je m'arrête, Messieurs ; malgré l'importance du sujet, je craindrois, par une discussion plus longue, de fatiguer votre attention. D'ailleurs, il le faut avouer, une question qui embrasse des intérêts si compliqués, où il faut concilier des localités si diverses, ne sauroit être traitée incidemment. Dans la session prochaine, si les renseignements que je réunis de tous côtés concourent avec ceux que j'ai déjà recueillis pour me convaincre de l'utilité du plan dont je viens d'indiquer les bases, je pourrai vous le soumettre sous la forme d'une Proposition. En attendant, qu'il me soit permis d'ajouter quelques mots sur le mode qui me paroît le

plus convenable pour administrer un approvisionnement quelconque. Je suis persuadé que le Gouvernement ne doit point le diriger lui-même; il suffit qu'il exerce sur cet objet, comme sur tous les établissements publics, cette surveillance générale, droit ou plutôt devoir de la souveraineté; mais pour les soins et les détails immenses que nécessitent tant d'achats, de reventes, de magasins et de manutentions, qu'il s'en repose avec confiance sur les administrations des grandes communes, et sur les conseils d'arrondissement renforcés par les principaux membres des sociétés de bienfaisance. Dans une telle institution, tout doit être local, gratuit, paternel; les idées de lucre, même au profit de l'État, en doivent être sévèrement bannies; il faut y apporter, comme par-tout, une soigneuse économie, perdre le moins possible, rien si l'on peut, jamais gagner. Avec de tels principes, et quand l'emploi des fonds sera dans de telles mains, on trouvera plus aisément et à meilleur marché toutes les avances nécessaires aux achats. Voyez de quelle considération jouissent dans toute la France ces hommes éclairés et vertueux qui composent les conseils des hospices, et dont

plusieurs, nous le disons avec orgueil, siègent dans cette Chambre. S'agit-il d'une nouvelle entreprise utile à l'humanité et aux mœurs, d'établir un refuge contre le malheur non mérité, d'ouvrir un asile à la foiblesse et au repentir, aussitôt l'opinion publique leur en confie d'avance la direction et la conduite; et certes la voix du peuple est alors l'écho de la voix divine.

Pour vous, Messieurs, appelés à délibérer sur des questions qui touchent de si près à la prospérité générale, au bonheur, à l'existence même de tant de milliers de familles laborieuses, et dont cependant la subsistance est précaire, le temps qui va s'écouler entre la session qui finit et celle qui doit la suivre ne vous paroitra pas trop long pour méditer sur un pareil sujet. Le problème est aussi difficile qu'il est important; mais aussi une grande récompense attend l'homme d'état, l'administrateur, le bon citoyen qui saura le résoudre. N'en doutons point, la reconnaissance nationale marquera sa place auprès du guerrier célèbre dont le génie traça autour de la France cette enceinte formidable qui la garantit contre l'ennemi extérieur. Il n'aura pas moins bien mérité de la

patric, celui qui la protégera contre la disette,
de tous les ennemis le plus redoutable, puis-
que la valeur ne sauroit lui être opposée.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

te,
is-

SESSIONS.
134.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du jeudi 15 juillet 1819.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte MOLLIN, au nom d'une Commission spéciale (*) chargée de l'examen du projet de Loi relatif à la fixation du Budget des recettes de 1819.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le Comte MOLLIN, le Comte DARU, le Duc DE LA ROCHEFOUGAULD, le Comte VIMAR, le Comte DE MONTALIVET, le Comte DE LA ROCHE-AÏMON, et le Comte ABRIAL.

CHAMBER

PARLIAMENT

Session of 1818.

Report of the Committee

REPORT

of the Committee appointed to inquire into the state of the

Public Revenue

and to report on the means of increasing the same

RAPPORT.

MESSIEURS,

Vous avez adopté le projet de Loi qui règle les dépenses du Budget auquel l'année 1819 a donné son nom ; la Commission que vous avez chargée d'examiner les voies et moyens qui assureront le paiement de ces dépenses croit pouvoir faire précéder de quelques considérations générales les propositions qu'elle doit vous soumettre.

La France n'a rien à envier à d'autres peuples ; elle n'a pas d'exemples à chercher ailleurs ; la haute sagesse du Roi a su approprier aux besoins de la France (et nous osons em-

ployer ici les propres expressions de Sa Majesté) les institutions que réclamoient les progrès toujours croissans des lumières, les nouveaux rapports que ces progrès avoient introduits et la direction donnée aux esprits depuis un demi-siècle. Des motifs aussi élevés ne peuvent être trop souvent présentés à la reconnaissance, à la confiance publique. Mais des institutions analogues ayant déjà subi ailleurs l'épreuve d'une plus longue expérience, il peut ne pas être inutile d'examiner rapidement, si, du moins sous quelques points de vue, leur influence ne peut pas être consultée sur les importantes questions qui vous occupent, et si, sans chercher de règles dans d'autres pays, nous ne pouvons pas y trouver d'utiles conseils et d'heureuses espérances.

La période de quarante années, qui a commencé par la guerre d'Amérique, et qui vient de finir par la pacification du monde, période si fertile en résultats pour les Gouvernemens et pour les peuples, a aussi résolu de grands problèmes en finances, et sur-tout dans les Gouvernemens qui admettent le concours de plusieurs pouvoirs pour l'arbitration des charges et des dépenses publiques.

Sous ce dernier régime tous les intérêts pri-

vés ayant des interprètes et des organes, c'est de leur débat même que résulte leur accord ; l'intérêt de l'État ne domine sur eux que parcequ'il les concilie tous, et les peuples acquièrent par eux-mêmes la conviction que tous les efforts, qui leur sont demandés au nom du salut commun, sont supportables pour eux. Personne n'hésite à consacrer au maintien de l'ordre établi, la plénitude de ses moyens virtuels ; car chacun ne voit dans ses sacrifices qu'une prime d'assurance pour lui-même. Là aussi sans doute le Gouvernement doit apporter plus de discrétion et de lumières dans le choix des subsides qu'il veut obtenir ; *il doit un compte public de leurs motifs ; il devra celui de leur emploi.* Mais loin que cette condition circoncrive la combinaison de ses ressources, elle leur ouvre un champ plus vaste. S'il ne peut demander aux uns qu'un prélèvement sur leurs revenus, il obtient des autres, au premier signal, outre la contribution commune, des avances sur leurs capitaux. Il a plus de moyens de discerner la nature d'impôts qui nuit le moins à la progression de tous les genres d'industrie, et conséquemment à la reproduction de la matière même de l'impôt, parceque sa théorie est exempte de mystère, avide de conseils, et

qu'elle se forme insensiblement par l'étude de tous les rapports et la conciliation de toutes les convenances. Le système n'est plus dans la dépendance des hommes, ce sont les hommes qui dépendent du système. L'art des dissimulations, des réticences, art qui n'éloigne les difficultés que pour les accroître, fait place au devoir et au besoin constant de tout exposer au grand jour. Les opérations de finance ne peuvent plus alors avoir qu'un mérite, celui d'être un secret pour personne, et cependant une grande part d'honneur reste encore à l'administration qui les dirige, parcequ'avec la nécessité de tout approfondir elle a le droit de tout expliquer; qu'elle prévient ou éclaircit tous les doutes, et que ce n'est qu'en éclairant la confiance publique qu'elle cherche à se la reprendre fidèle.

Un des privilèges des Gouvernements représentatifs est de retrouver cette fidélité dans leurs moments difficiles, et c'est un de leurs avantages sur les autres Gouvernements qui ne trouvent des amis que dans les temps prospères.

A la paix de 1783, l'Angleterre perdoit en Amérique treize grandes provinces; sa dette publique s'étoit accrue en sept ans de deux

milliards sept cent millions ; ses impôts étoient plus que doublés.

A la même époque , le nouvel empire , qui s'étoit détaché d'elle, sembloit, après avoir lutté contre tous les efforts de la métropole , s'être épuisé lui-même , et chanceler sous le poids d'une dette évaluée au décuple des premiers revenus publics qu'il pouvoit se former.

En ne considérant ici ces deux États que sous un seul point d'assimilation , nous voyons que depuis 1783 l'un a pu quintupler sa dette publique , offrir pendant vingt ans des subsides à toutes les puissances de l'Europe , et vous savez quelle influence il conserve sur le monde.

Nous voyons que l'autre , après avoir rempli tous ses engagements , a trouvé dans son crédit assez de capitaux pour acheter de meilleures frontières. Son pavillon flotte sur toutes les mers ; des capitaux européens vont se placer dans sa dette.

Au moment où vient de s'accomplir cette période convulsive de quarante années , la France , en rentrant dans ses limites européennes , a aussi perdu les plus importantes de ses colonies , et de plus d'immenses conquêtes. Trois années d'occupation par les troupes étrangères ont beaucoup plus coûté

à ses finances que vingt années de victoires ne lui avoient apporté de tributs du dehors; dans l'espace de quatre ans ses charges annuelles se sont accrues de plus de cent cinquante millions (1).

Mais, en paix avec elle-même et avec le reste du monde, la France se repose enfin dans le Gouvernement le plus propre à concilier ses anciens souvenirs et ses intérêts nouveaux. Comme l'Angleterre et l'Amérique septentrionale, elle vote librement ses impôts; elle n'oubliera jamais que c'est du retour de son Roi que date seulement pour elle la jouissance réelle et complète de ce droit qui garantit tous les autres. Et quel est celui des Gouvernements antérieurs qui auroit obtenu d'elle les sacrifices et les efforts auxquels elle s'est dévouée depuis cette époque? Ils honorent trop, Messieurs, l'esprit public de la France, qu'ils vengeroient s'il étoit méconnu, pour ne pas mériter quelques uns de vos regards au moment où vous allez remplir le plus important de vos devoirs envers le Monarque et envers la France.

Dans les quatre années qui ont expiré le 31 décembre dernier, le montant des taxes sup-

(1) En 1814, 738,000,000; en 1815, 891,000,000.

portées par la France, en y comprenant les frais de régie, se sont élevés à 3,500 millions.

Le terme moyen des charges de chaque année a donc été de 875 millions.

Dans ce même espace de temps les dépenses extraordinaires imposées par les événements et les traités de 1815, se montent à plus de 1,680 millions, dont une bien faible portion a pu être prélevée sur les 3,500 millions provenant des taxes ordinaires. Elles n'ont pu y contribuer que pour 367 millions; le surplus de ces dépenses, qui s'élève à plus de 1,300 millions, a été le produit de ressources, extraordinaires comme elles, d'emprunts, de négociations de rentes.

Notre dette publique a été ainsi portée de 63 millions d'intérêt à 173 millions; elle est accrue de 110 millions d'intérêt, et elle n'est pas à son dernier terme; la liquidation du reste des créances arriérées peut encore augmenter son volume de plus de 15 millions.

Le capital de notre dette, évalué au pair de son titre, étoit en 1815 de 1,260 millions : il pourra définitivement s'élever à 3,760 millions.

Nous ajouterons que le Trésor royal supporte sur les pensions et traitements de retraite un accroissement de plus de 20 millions,

parceque le Roi n'a pas voulu laisser sans récompense les anciens services, et la France n'a pas reculé devant cette dette de la justice et de l'honneur.

Cependant depuis 1815 l'intempérie des saisons avoit pendant près de deux années frappé le beau sol de la France; la présence des troupes étrangères affligcoit et appauvrissoit nos plus belles provinces. La France, en recouvrant ses anciens souverains, faisoit l'épreuve d'un nouveau mode de Gouvernement qui cherchoit sa base dans l'esprit public au milieu de l'inévitable division des opinions, de la lutte des intérêts : et vous avez vu, Messieurs, tous les François redevenir unanimes pour entourer la Monarchie constitutionnelle de tous les secours qu'elle réclamoit; des taxes plus multipliées qu'à aucune autre époque ont été payées sans résistance. Le dévouement des contribuables a surpassé l'exigence du fisc; il n'a rencontré de réfractaires ni dans les familles qui n'avoient pas retrouvé leur ancien héritage, ni dans tant d'autres qui, par la réduction des rentes, avoient perdu en 1798 un capital de 2 milliards; jamais moins de contraintes, moins de discussions fiscales portées aux

tribunaux, jamais moins de non valeurs, puisque d'assez fortes parties du fonds annuel de dégrèvement sont restées long-temps sans emploi, après l'expiration des années, qui devoient en profiter. Enfin en opposition avec la marche des Budgets anciens dont les recouvrements au terme de chaque année se montraient de plus de 100 millions en arrière des paiements faits par la Trésorerie, l'espace de tableau synoptique qui précède les états élémentaires du Budget de 1819, vous offre, au 31 décembre dernier, le phénomène d'un restant à recouvrer de 35,300,000 fr. mis en regard avec un restant à payer de 185,500,000 fr.

A quel plus honorable caractère, Messieurs, l'influence du Gouvernement qui nous régit pouvoit-elle se faire reconnoître? A quelle époque, sous quel régime le Trésor avoit-il trouvé un tel empressement de zèle dans ses débiteurs, un tel abandon de confiance dans ses créanciers, de si promptes et de si abondantes ressources dans ses prêteurs. Comparez les laborieux emprunts de l'ancienne Monarchie; comparez les emprunts forcés du Gouvernement intermédiaire. Quel augure pour les opinions qu'un tel accord dans les efforts et les sacrifices! ou plutôt quelle heureuse

preuve de cette vérité consacrée par vos exemples et ceux de l'autre Chambre, que si quelques dissidences doivent apparôître dans la discussion des intérêts publics, cette condition de tout Gouvernement représentatif, ne garantit que mieux à la Loi, non seulement la résignation de l'obéissance, mais l'uniformité de l'empressement vers tous les devoirs qu'elle aura prescrits.

Une question qui a long-temps partagé plusieurs bons esprits est celle de savoir si dans les délibérations relatives aux charges et aux dépenses publiques, l'examen approfondi des impôts que peut supporter une nation, ne doit pas précéder la détermination des dépenses, auxquelles son Gouvernement doit pourvoir, et qu'il peut prendre l'engagement d'acquitter. Il est incontestable sans doute que c'est uniquement dans les prélèvements possibles sur les revenus particuliers, que tout revenu public prend sa mesure, et que le sacrifice de cette partie de son revenu doit, avant tout autre intérêt, laisser intacts, pour chaque famille, les ressources de son entretien, ainsi que les moyens annuels de les reproduire. D'après ce principe, pour que les deux propositions qui constituent un Budget (celle des moyens et

celle des besoins) fussent discutées dans leur ordre naturel, il sembleroit que la possibilité virtuelle des recouvrements devoit être constatée avant qu'on pût assigner à chaque partie du service public une somme de fonds déterminée; mais ce n'est plus à la situation actuelle des grandes sociétés européennes que cette théorie des premiers temps peut s'appliquer dans la rigueur de sa conséquence : tout est maintenant à découvert dans la marche des finances. La mine des impôts a été trop exploitée pour n'être pas bien connue; et sans croire, d'après quelques écrivains anglois, que l'augmentation des taxes puisse devenir une cause de prospérité pour un pays, parcequ'elle développe plus de puissance productive, ni qu'une dette publique soit une création de richesse, on est forcé de reconnoître que, dans certains momens de crise, l'énergique affection des peuples pour le Gouvernement, qu'ils préfèrent, semble improviser des ressources pour le fisc, et qu'un accroissement proportionnel dans la matière imposable, suit quelquefois, ou même précède la progression des besoins de l'État; sans doute il est des limites que l'impôt ne pourroit pas franchir : l'effet de leur immodération seroit de faire abandonner la culture, désert

les ateliers, de provoquer des émigrations, etc. Mais vous avez eu la consolation de voir qu'au milieu de ses plus grands sacrifices, dont le terme est enfin arrivé, la France a échappé à de tels malheurs, et en effet ils ne sont jamais à craindre sous un Gouvernement dans lequel chaque nature de propriété, chaque espèce d'industrie, chaque intérêt social est représenté auprès du prince, siège dans les conseils, délibère sur les Lois, où enfin le défenseur de chaque province vient apporter son poids dans la balance des pouvoirs qui les préparent. Trop de mains touchent à cette balance pour qu'aucune soit assez puissante pour la faire fléchir; la tendance commune est heureusement alors de resserrer le plus possible la limite des impôts, de prévenir même les abus qu'un Gouvernement pourroit faire du séduisant auxiliaire, qu'on nomme *le crédit*; mais le devoir est aussi de ne résister à aucune des dépenses qui doivent garantir la dignité du Trône, l'indépendance du pays, la sûreté intérieure, la fidélité envers tous les engagements.

C'est là que cette maxime de la politique, qui dit que tout ce qui est *nécessaire est juste*, peut s'appliquer sans réserve aux finances.

Lorsque les dépenses de l'État ont subi l'analyse sévère d'une discussion publique, l'épreuve qui en a démontré la *justice* a en même temps consacré la *nécessité* des impôts ou subsides qui en sont le gage. La quotité de ceux-ci n'est plus qu'une *conséquence*, et il n'y a plus lieu de mettre en question si l'initiative de la délibération leur appartient; une question plus importante est résolue. Lorsque la nécessité bien constatée des dépenses est la seule mesure des impôts, chaque contribuable peut avoir la confiance qu'il retirera de leur emploi une part d'utilité personnelle supérieure au sacrifice qu'il aura fait; si les difficultés sont grandes, les efforts sont plus grands encore, et les exigences de la Loi respecteront toujours le point, où la marche de la société auroit été rétrograde.

Votre Commission a apprécié les judicieux motifs qui ont dirigé la délibération de l'autre Chambre. Et cette session, Messieurs, laissera des traces mémorables. Nous sommes loin de mal interpréter la prévoyance du Ministère qui, devant porter ses regards au-delà de cette année, obligé de pourvoir, dans l'année prochaine, au paiement d'une dépense extraordinaire de cent millions, qui formera le solde de

notre dette envers les Puissances étrangères, n'ayant à sa disposition pour acquitter ce paiement que des rentes à négocier, et trouvant à la suite de nos énormes emprunts le marché public tellement surchargé de rentes, qu'il retient encore dans ses mains celles mêmes qui appartiennent au service courant, hésitoit sur l'accomplissement du vœu manifesté par le Roi pour l'allègement de l'impôt. Un heureux accord entre le Ministère et la Chambre des Députés, accord dont le résultat est approuvé par le Roi, fait commencer pour cette année le bienfait de cet allègement; nous allons vous soumettre successivement les dispositions de la Loi qui doit le consacrer.

Nos impôts se partagent en deux grandes divisions : l'une comprend l'universalité des droits et perceptions confiés à des administrations ou régies; l'autre les contributions directes. Le titre I^{er} de la Loi embrasse dans ses dix articles cette première division des revenus publics qui présente seule un total de 549 millions, 435,000 fr. Il seroit même plus juste de dire qu'elle est presque entièrement comprise dans l'article premier de ce titre; les autres contiennent principalement des exceptions, des interprétations, des mentions de

Lois corrélatives, quelques légères extensions, quelques réductions, telles que celles de la moitié des retenues sur les traitements à compter du 1^{er} de ce mois, quelques uns des amendements proposés dans l'autre Chambre. On y découvrira peut-être aussi quelques dispositions purement réglementaires ; mais, à cette époque de l'année, la censure doit moins s'attacher aux nuances de la rédaction dans la facture de la Loi ; elles sont d'ailleurs plus difficiles à observer en matière de finance ; les nuances qui marquent la limite respective du règlement et de la Loi, et leur inobservation offre aussi moins d'inconvénients dans une législation qui réclame, plus que toute autre, un intime accord entre les trois pouvoirs tant sur les principes que sur les moyens d'exécution.

L'intention de ce titre est de présenter une nomenclature exacte de toutes les perceptions ; d'en renouveler en quelque sorte la sanction ; et une telle intention prévient toute critique : elle justifieroit même la prolixité du texte.

Les branches principales des revenus de cette classe sont les droits d'enregistrement, les droits de douanes, les droits sur les boissons et sur la vente du tabac, les postes et les loteries, etc. etc. Votre Commission se borne,

cette année, à faire entendre de simples vœux pour quelques améliorations dans le système de ces taxes.

La modération de quelques uns des droits d'enregistrement, de ceux sur-tout qui frappent les successions directes; qui se prélèvent sur la valeur de tout l'héritage, sans déduction de ses charges; qui, dans les transactions relatives à des prêts, aggravent le sort des emprunteurs en raison de ce que les conditions de l'emprunt leur sont déjà plus onéreuses, lui semble desirable; lorsque le but moral de l'enregistrement dispaçoit sous la fiscalité, les mutations deviennent rares, ou bien la Loi est éludée; et il y a perte pour le fisc en même temps que danger pour les contractants. C'est plutôt le capital que le revenu que les droits d'enregistrement atteignent dans beaucoup de cas. Le plus grand inconvénient d'une taxe est d'atténuer la valeur capitale de la propriété; toute taxe finiroit par succomber dans une telle attaque, et ce seroit sur des ruines; la nature même de la taxe ne laisse ici de remède que dans la réduction du tarif; mais vous aurez remarqué avec satisfaction, Messieurs, que le soin de sa rectification entre dans les vues du

Ministère, et il ne seroit peut-être pas imprudent d'espérer que, malgré ces modifications, l'utile régie de l'enregistrement (qui perçoit en outre le produit du timbre et des bois), obtiendrait encore des recouvrements supérieurs aux 183,694,000 francs, pour lesquels elle est comprise dans le Budget de cette année; et nous ne pouvons qu'encourager cette louable intention du Ministère.

La Loi des douanes est une Loi de réciprocité entre les peuples, une Loi de sûreté et de garantie pour l'industrie de chaque pays contre les industries rivales, dont les hostilités survivent encore aux alliances politiques, et telle est la condition des sociétés humaines, que la réciprocité des rigueurs est quelquefois pour elles un remède nécessaire; la réciprocité, cette base des contrats et des traités durables, est la meilleure réponse à toutes les objections qui peuvent s'élever contre les Lois prohibitives ou taxatives de douanes; c'est donc avec un caractère particulier que les droits de cette nature participent aux droits de consommation; et les douanes, qui, avec la triple enceinte de leurs préposés, se présentent d'abord comme un grand octroi cir-

183,694,000 f.

183,694,000 f. conférenciel, sont plutôt en effet un moyen d'équation qu'un moyen de perception ; et ce n'est qu'ainsi que peut se justifier une institution fiscale, qui, pour son seul salaire, prélève une si forte portion de ses produits. Il faut sans doute que le commerce interlope soit devenu bien progressif dans ses attaques pour que les douanes françoises aient été forcées de donner une telle progression à leurs moyens de résistance ; mais s'il étoit vrai, comme sembleroit l'indiquer une défense si dispendieuse, que cette petite guerre eût au dehors son plan d'organisation en évidente activité, comme la France ne protège pas son commerce dans des agressions pareilles contre ses voisins, peut-être ne seroit-il pas indigne de sa politique de renouveler auprès des Gouvernements alliés les négociations de la diplomatie des anciens temps contre ce système régulier de contrebande, ces dépôts publics de marchandises dont l'usage local est prohibé dans les pays qui les recèlent, et dont l'invasion menace par-tout nos frontières.

Sans abuser de la comparaison des temps, nous croyons pouvoir rappeler qu'avant 1789 les douanes françoises réclamoient cette inter-

vention comme un moyen d'économie pour 183,694,000 f. elles. Nous nous abstenons de comparer les frais de régie d'alors et les frais actuels, et c'est parceque nous apprécions comme ils doivent l'être les éminents services que cette administration rend au commerce, que nous desirons que quelque réduction dans ses dépenses ajoute encore à leur mérite. Quelque grands que soient les services que les douanes rendent au commerce françois, le principal mérite d'une telle protection sera toujours de n'être pas achetée trop cher.

A l'égard de ses tarifs, nous remarquons avec regret leur sévérité envers quelques matières premières, même exotiques, comme les cotons. Ici aucun intérêt politique ne semble justifier la perception; c'est un véritable impôt sur la consommation, et d'autant moins favorable que le consommateur doit, outre le taux primitif de la taxe, en rembourser les intérêts à toutes les manipulations intermédiaires; or, dans ce dernier cas, le fisc n'obtient définitivement lui-même qu'une part dans le sacrifice qu'il a exigé.

Dans leur état actuelles droits de douanes, y 183,694,000 f

183,694,000 f. compris ceux qui se perçoivent sur les sels, pro-
 113,013,000 f. mettent au Budget un revenu de 113,013,000 f.

La plus considérable des contributions indirectes est la taxe sur les boissons ; elle a contre elle la défaveur attachée à cette investigation domiciliaire qu'on nomme *exercice* ; mais c'est par le moyen de l'exercice qu'en s'adressant en quelque sorte à la consommation de chaque jour, elle n'atteint le consommateur que dans son revenu ou son salaire journalier ; et la compensation est grande : ce qui est sur-tout digne de remarque, c'est qu'une perception contre laquelle la France presque toute entière s'étoit soulevée en 1789, se maintienne aujourd'hui plus productive, sans le secours de tribunaux spéciaux ; et qu'un mode de recouvrement auquel l'opinion publique étoit si défavorable, doive à la nouvelle direction qu'il a reçue sa réconciliation avec elle.

L'administration qui régit les droits sur les boissons et plusieurs autres droits accessoires fait aussi valoir avec succès une branche de revenus non moins importante dans la fabrication et la vente exclusive du tabac ; elle a sans doute besoin de plus de succès encore

996,707,000 f pour se faire absoudre d'exercer une sorte de

monopole; elle paroît en mesure de les obtenir. 296,707,000 f.

Si une régie qui perçoit par fractions journalières sur tous les points du Royaume un revenu de 190,000,000 f., présente une grande surface aux attaques, une recommandation non moins grande pour elle est dans l'importance de ses recouvrements, et dans la progression qu'ils doivent obtenir du seul maintien de leur ensemble. Un des privilèges des perceptions qui se mettent chaque jour en partage de tous les revenus, de tous les salaires, est de devenir avec le temps plus productives et plus supportables; elles suivent nécessairement la marche de la prospérité commune, puisqu'elles ont la consommation pour base; elles parviennent successivement à des procédés plus économiques et mieux appropriés aux mœurs publiques; et si, sous un Gouvernement constitutionnel, elles paroissent plus efficacement protégées par la Loi qui est alors l'expression de la volonté publique, elles obtiennent aussi plus de tolérance de la part des redevables mieux protégés eux-mêmes contre tout acte arbitraire de la part de leurs agents. 190,000,000 f.

Toute perception peut ne pas être un impôt; et vous savez, Messieurs, que c'est ce qui dis- 486,707,000 f.

486,707,000 f. tingue l'administration des postes; elle est utile aux finances sans doute, puisqu'elle recouvre annuellement 22,460,000 fr.; elle est plus utile encore au public.

Mais il est des perceptions, il est des contributions même volontaires qui sont pires que des impôts, parcequ'elles ne s'adressent qu'à des volontés nuisibles, qu'elles ne secondent que des penchans que l'intérêt de la société réproouve; et s'il est nécessaire de conserver les loteries parcequ'elles doivent produire un 15,000,000 f. revenu de 15,000,000, vous regarderez peut-être cette ressource comme la plus fâcheuse nécessité de nos finances.

Enfin quelques produits divers parmi lesquels nous classons les salines de l'est, le restant des retenues sur les traitemens, les profits sur la vente des poudres et salpêtres, les droits universitaires, complètent par une 25,268,000 f. somme de 25,268,000 fr. cette première division des revenus.
549,435,000 f.

Et nous n'avons plus à vous entretenir que 342,000,000 f. des contributions directes, et de quelques dispositions générales. Ici, sans vous arrêter devant quelques mesures d'ordre que contient ce second titre de la Loi, et qui sont moins

une prescription nouvelle qu'une application et une conséquence de la législation ancienne, telles que la passibilité de l'impôt pour toutes les propriétés particulières provenant du domaine de l'État, l'immunité de celles qui deviennent domaine de l'État ou de la Couronne, l'application plus régulière de la Loi des patentes à diverses industries, nous nous hâtons de porter vos regards sur le bienfait des art. 14, 17 et 18. Vous y voyez, Messieurs, non seulement que la carrière des sacrifices est fermée, mais que déjà une amélioration sensible, dans le sort des contribuables, ouvre l'avenir consolant que le gouvernement du Roi prépare à son peuple.

La nouvelle Loi prononce un dégrèvement de 15,545,150 fr. sur la contribution foncière, et de 5,125,000 fr. sur celle des portes et fenêtres. Le dégrèvement total s'élève ainsi à 20,670,150 fr.; il équivaut à un cinquième, c'est-à-dire à vingt pour cent sur la contribution des portes et fenêtres; il équivaldrait à six pour cent sur la contribution foncière, telle qu'elle étoit fixée par le Budget de 1818, si tous les départements y participoient dans une proportion égale: mais vous avez été souvent frappés des plaintes, qui s'élevoient depuis

long-temps contre les erreurs de la répartition primitive entre les départements; c'étoit à niveler ces inégalités que tendoit l'immense entreprise du cadastre, qui, sans s'effrayer devant le grand but de justice qu'elle croyoit pouvoir atteindre, ni de l'inévitable lenteur de sa marche, ni de la difficulté presque invincible de parvenir à une égalité absolue entre les masses par une peréquation parcellaire, espéroit rétablir un jour l'équilibre, en reportant sur les départements moins imposés la surcharge dont se plaignoient les autres. Sans contester à un cadastre les services qu'il peut rendre, les esprits les plus éclairés sont aujourd'hui unanimes sur ce point, c'est que ce retour à l'égalité, entre les départements, par la réduction de l'impôt pour les uns, et la réimposition à la charge des autres, présenteroit à un Gouvernement constitutionnel la plus grave des impossibilités, celle qui naît de l'injustice; que la seule manière d'être juste étoit de procéder par dégrèvements partiels et successifs, en donnant quelques préférences aux contrées dont la surcharge est notoirement la plus forte. Cependant tous les départements obtiennent, dès cette année, une remise de 5 centimes sur les 30 centimes temporaires de la contribution

foncière; tous participent sur l'impôt des portes et fenêtres à une remise de 40 centimes, qui représentent le cinquième de cet impôt. Seulement dans ce premier bienfait d'un dégrèvement général, une part privilégiée est assignée aux départements qui, depuis long-temps, faisoient entendre de plus graves plaintes, et sans doute il vous paroîtra juste, comme à l'autre Chambre, qu'une indemnité moins restreinte devienne dès à présent le prix de leur patience et de leurs longues privations.

Trente-cinq départements ont l'initiative du dégrèvement sur le *principal*, et conséquemment sur les centimes corrélatifs de leur imposition foncière; ces départements sont ceux dans lesquels la charge de l'impôt s'élevoit en PRINCIPAL au cinquième, au sixième et au septième du *revenu présumé*.

Ils sont divisés en deux classes; douze sont compris dans la première, ce sont ceux qui, d'après le revenu présumé, paient à l'impôt *en principal* de 16 pour 100 à 19 pour 100; vingt-trois autres sont désignés comme étant imposés *en principal* à raison de 14 et de 15 pour 100. Quelque soin qu'on ait pu apporter à l'impartition du dégrèvement entre les deux classes de ces départements, et les départements

de la même classe, il étoit trop difficile avec l'incertitude de la première base (le revenu présumé), avec l'inégalité relative de la seconde qui présente pour une classe un écart de 16 à 19, de parvenir à une rectification, telle que le niveau proportionnel de l'impôt fût rétabli entre les copartageants ; il étoit impossible, par exemple, que le département qui paie, *en principal*, 19 pour 100, et qui aura à prélever une part relative dans le fonds du dégrèvement, ne restât pas réellement plus chargé, que le département qui ne payoit que 16 pour 100, et avoit aussi obtenu sa part relative. Mais vous considérerez, Messieurs, qu'il n'est question que d'un allègement partiel et provisoire, qui précède les résultats d'une justice plus éclairée ; le Ministère les prépare ; et votre Commission ne vous propose aucun changement dans la répartition que présente l'état qui complète l'article 14.

Quant aux réductions que prononcent les articles 17 et 18, elles se composent d'aliquotes précises, de fractions proportionnellement uniformes pour chaque circonscription, et le Ministère en a déjà fait opérer la déduction dans les états qui doivent être annexés aux articles 22 et 23.

L'art. 24 dit que *la perception continuera*

d'avoir lieu sur les rôles de 1818, jusqu'à ce que les rôles de l'exercice 1819 aient pu être terminés, et qu'il sera fait sur les nouveaux rôles un décompte comparatif des paiements effectués, et des dégrèvements et réductions prononcés par la Loi.

La première partie de cet article autorise sans doute les percepteurs à remplacer provisoirement les rôles de 1819 (dont on n'a pu jusqu'à présent que préparer les cadres sans en remplir les sommes) par les rôles de 1818, qui déjà depuis six mois sont admis à cette suppléance; mais s'il résulte de la nécessité non contestée du renouvellement annuel des rôles qu'ils ne sont légalement exécutoires que pour l'année dont ils portent le nom, ce qui peut seulement résulter de l'emprunt qui en est fait pour une seconde année, c'est que la Loi permet de les employer, seulement à titre de renseignement autorisé, et sous toute la réserve des changements que cette Loi a pu introduire dans le régime d'une année sur laquelle leur pouvoir ne s'exerce plus. Rien dans le texte du second paragraphe de l'art. 24 ne nous paroît contredire cette induction; ce paragraphe suppose la possibilité de décomptes comparatifs entre les paiements faits en 1819 d'après les

rôles de 1818, et les dégrèvements applicables à 1819; comme dans son acception propre un décompte n'est que la balance d'un compte, cette expression même pourroit servir à prouver que dans le vœu de la Loi, l'initiative du compte de dégrèvement pourroit être ouvert sur les rôles de 1818, sauf à le solder sur les rôles de 1819 quand ils auront reçu leur complément. Les rôles ne sont et ne peuvent être qu'une formule d'exécution; le texte d'une Loi ne peut pas recommander une formule qui se mettroit en opposition ouverte avec ses principales prescriptions; la Loi qui modifie les impôts pour 1819 n'emprunte donc les rôles de 1818 que pour qu'ils soient moyen et non pas obstacle aux dégrèvements qu'elle a ordonnés.

Votre Commission, Messieurs, croit puiser dans les termes et dans l'esprit de la Loi l'interprétation qu'elle vous soumet; et elle sait que si elle leur en donnoit une autre, elle seroit hautement désavouée par plusieurs nobles Pairs dont l'opinion sur cette question a même prévenu la sienne.

La même Loi qui assigne à 1819 un dégrèvement de 20 millions, faveur déjà arriérée pour les six premiers mois, peut-elle avoir voulu en

ajourner le bienfait en 1820? Cette supposition ne peut pas être admise.

Y a-t-il obstacle dans les moyens d'exécution? La formule même de notre calcul rend applicable à tous les moments et à toutes les sommes un dégrèvement qui peut atteindre, par une fraction explicite, les plus foibles contributions, puisque sur la contribution foncière, par exemple, ce dégrèvement doit être d'environ quinze centimes pour douze départements; d'un peu plus de dix centimes pour vingt-trois, uniformément de cinq centimes pour les autres. Sans doute quelques fractions de centimes resteront à régulariser; mais s'il n'y avoit pas eu de régularisation à opérer, l'article 24 n'auroit pas parlé de *décomptes*.

L'article 34 déclare concussionnaire le percepteur de toute contribution qui ne seroit pas autorisée ou maintenue par la Loi. Les contributions de 1818 ne sont évidemment pas maintenues par la Loi de 1819, puisqu'elle les soumet à une réduction de plus de 20 millions; et il ne seroit pas plus juste de dire que l'autorisation provisoire de leur ancien taux résultera à leur égard de l'emploi des rôles de 1818, puisque sur ces rôles mêmes elles peuvent n'être re-

couvrées que dans la nouvelle proportion qui leur est assignée.

Si un contribuable refusoit de payer une autre contribution foncière que celle qui lui sera assignée par la Loi nouvelle, est-il une autorité qui, placée entre le texte de cette Loi et les rôles de 1818, pourroit le condamner ? Cette question équivaut à celle-ci : Un rôle de 1818 est-il plus exécutoire pour les impôts de 1819, que la Loi même qui fixe les impôts de cette année ?

On ne regarderoit pas assurément comme reprochable le percepteur, qui, en employant le rôle de 1818, ne percevrait cependant la contribution de 1819 que dans la proportion prescrite. Mais son exemple seul ne condamnera-t-il pas tout percepteur qui feroit le contraire ?

Nous ne nous permettons pas de mettre en question si la juste réduction qu'obtiennent tous les agents publics, de la moitié de la retenue, qu'ils subissoient sur leurs traitements, doit prendre sa date pour eux à compter du premier de ce mois. Ce seroit commettre une exaction à leur égard, que de leur faire subir la retenue entière pendant les six derniers mois de cette année, sauf la restitution qui

s'opéreroit ensuite en leur faveur ; n'y a-t-il pas au moins parité entre le droit des contribuables et celui des agents publics à la jouissance immédiate du bienfait d'une Loi qui leur est commune ?

Nous ne cherchions pas certes à multiplier, à prolonger ces réflexions, ces questions ; elles sont nées dans le sein même de cette Chambre ; nous n'avons pas dû les taire ; mais s'il nous a suffi, Messieurs, de rapprocher ces pénibles doutes du texte de l'article 24 pour qu'ils fussent éclaircis , il vous suffira , sans doute, de les avoir exposés au Ministère pour que vous ayez l'assurance que ses instructions seront conformes au vœu que vous puisez dans la Loi qui vous occupe. Sans doute, à cette époque de l'année, un changement à introduire dans les rapports de trois ou quatre mille agents du recouvrement avec plusieurs millions de contribuables devra exiger quelque surcroît de soins ; mais l'impulsion qui partira du centre sera simple, puisqu'elle sera la même pour tous les points ; et les agents qui devront y obéir, obtenant des facilités de leur nombre même, retrouveront en ce cas et pour une meilleure cause la simultanéité de zèle qui a si rapidement improvisé dans d'autres temps

des tarifs supplétifs des rôles. Certes ce n'est pas la nation qui doit être punie des retards que des circonstances, indépendantes de toutes les volontés, ont apportés dans cette session à la discussion des Lois de finances; et punie par une consignation de 20,600,000 fr. pendant six mois.

Mais cette confiance est due au Ministère; il n'ajournera pas ainsi une mesure de justice qui doit appeler de nouvelles bénédictions sur le Gouvernement du Roi.

Il ne nous reste plus, Messieurs, qu'à vous entretenir de quelques autres dispositions qui complètent la Loi.

Vous remarquerez :

1^o Celle qui affecte au paiement de la dette publique et du fonds d'amortissement les produits de l'enregistrement des bois, des douanes et des droits sur le sel, jusqu'à concurrence de 227,337,123 fr.; renouvellement solennel de la spécialité du gage promis par le Gouvernement aux créanciers de la dette publique et à l'établissement qui prépare l'extinction de cette dette, ainsi que de la déclaration qu'il a faite de regarder comme indisponible pour aucun autre emploi, la portion des revenus publics que réclament ces deux services (art. 29 et 30).

2° Celle qui restitue à la Caisse des consignations et dépôts les sommes de même origine et les fonds de retenues qu'avoient conservés les Caisses du Trésor (art. 33).

3° Celle enfin qui consacre un excédant d'environ 16,800,000 fr. que promettent les recettes du Budget de cette année comparé à ses dépenses, à diminuer d'autant la dette flottante du Trésor, antérieure au 1^{er} avril 1814. Art. 32.

RECETTES
891,435,000 f.

DÉPENSES.
874,595,975 f.

Tous les moyens d'ordre qui créent la confiance, besoin réciproque des gouvernants et des gouvernés, créent aussi l'économie, et déjà les symptômes s'en manifestent dans les marchés que renouvellent le Ministère de l'intérieur pour les ponts et chaussées, celui de la guerre, et celui de la marine.

Un autre sujet de remarque vous est offert dans le titre qui règle les fonds des dépenses départementales ; les dépenses fixes et variables semblent augmentées d'un 3/4^e, puisque la Loi leur attribue dix-sept centimes et demi, au lieu de dix-sept centimes. Ici, Messieurs, la différence des chiffres n'en opère aucune dans la valeur réelle ; le principal de la contribution étant réduit par l'effet du dégrèvement, la centième partie d capital atténué éprouve dans sa valeur une réduction proportionnelle, et la

dépense à laquelle les centimes sont assignés restant la même, la proportion ne peut se rétablir que par l'augmentation de leur nombre.

Nous avons réservé pour le dernier article du compte que nous avons à vous rendre le titre V qui est ainsi conçu :

Le Budget des recettes est fixé pour l'exercice 1819 à la somme totale de 891,435,000 fr., conformément à l'état D ci-annexé.

Nous ne contestons pas l'exactitude arithmétique, ainsi nous n'aurions à relever dans un texte aussi concis qu'une nuance de rédaction ; mais celle qu'une ancienne routine a fait ici prévaloir dénature tellement le fait qu'elle veut exprimer, et il est si important en pareille matière que la clarté, la propriété de l'expression réponde à la précision du résultat qu'elle expose, que ce, qui ne seroit ailleurs qu'une remarque grammaticale, prend, en ce cas, un autre caractère.

Dans l'acception exacte des mots, *fixer des recettes*, ce seroit y mettre des limites, ce seroit tracer une ligne que les recouvrements ne devroient pas franchir ; telle n'a pu être l'intention de la Loi, tel ne devroit pas être son langage.

Ce que peut faire un Budget, c'est d'affecter

sur les produits nécessairement éventuels des impôts, une somme déterminée à des dépenses également déterminées. Un Budget fixe le maximum des dépenses parcequ'on peut les prévoir, sur-tout dans un système de finances, qui admet pour chaque Budget six septièmes au moins de dépenses fixes ; et parceque chaque ordonnateur, responsable de l'emploi des fonds dans leur application, l'est aussi de la proportion légale dans laquelle ils seront appliqués. Mais il n'est au pouvoir d'aucune Loi de prévoir et d'arrêter la marche des consommations, des transactions, des expéditions commerciales, ni l'effet des tarifs qui les imposent ; ce que peut faire seulement la Loi, c'est *d'attribuer* aux dépenses qu'elle aura fixées une somme égale sur des impôts qui soient au moins susceptibles de les produire, en léguant à une autre Loi le droit de disposer des excédants pour les dépenses d'une autre période. Nous ne croyons pas nous exagérer l'importance d'une rectification dans les termes, que nous ne proposons d'ailleurs que pour un autre temps ; de simples recommandations sur la Loi présente, appuyées de votre suffrage, peuvent ne pas être perdues pour la Loi à venir.

Votre Commission, Messieurs, auroit besoin de toute votre indulgence pour l'exposé si imparfait qu'elle vient de vous soumettre; mais cette indulgence, lors même qu'elle l'obtiendrait de vous, ne suffiroit pas à sa conscience; et peut-être quelques scrupules s'élèvent-ils jusqu'aux vôtres lorsque vous êtes appelés, comme elle, après un examen si rapide, à prononcer sur des résolutions aussi importantes, que celles, qui prélèvent, sur le revenu des François, un revenu public de plus de 891,000,000. Vous n'aviez pas attendu sans doute la présentation qui vous a été faite par le Ministère pour préparer, par vos méditations et vos recherches, le jugement que vous allez porter; mais la Loi des impôts touche à trop d'intérêts, pour que vos Commissaires se présentent avec la confiance de les avoir tous exactement pesés, dans un si court espace de temps. Quelque lumineuses que soient sur ces questions les discussions de l'autre Chambre, elles vous laissent à remplir des devoirs égaux aux siens envers le Roi et son peuple; et le dernier vœu que votre Commission se permettroit d'exprimer, seroit que les Loix de finances sur lesquelles la délibération de l'autre Chambre doit précéder la vôtre, fussent en première

ligne dans les communications officielles qui ouvrent chaque session.

C'est au surplus avec une vive reconnaissance envers le Roi pour le bienfait du dégrèvement et avec l'opinion que la nouvelle Loi n'impose à la France que des sacrifices nécessaires et plus supportables, que vos Commissaires vous proposent à l'unanimité l'adoption de cette Loi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

Séance du vendredi 16 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LAPLACE

Sur le projet de Loi relatif à la fixation du Budget des
recettes de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBER

LAIRY DE FRANCE

PARIS 1718

PARIS 1718

OPUS

PARIS 1718

PARIS 1718

PARIS 1718

PARIS 1718

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Marquis DE LAPLACE sur le projet de Loi
relatif à la fixation du Budget des recettes de
1819.

MESSIEURS,

L'état des finances permet de diminuer les impôts. Le projet de Loi qui nous est présenté, applique cette diminution aux contributions directes et à la retenue sur les traitements. Cette disposition est-elle la plus avantageuse? J'ai l'honneur de soumettre à la Chambre les réflexions suivantes sur cet objet. Je n'examinerai point la contribution directe, élément de notre système représentatif, étant mieux répartie, seroit dans une trop forte proportion avec les autres impôts. J'observerai seulement qu'il est

juste et conforme à ce système, de diminuer les grandes différences qui existent dans les rapports des contributions directes aux revenus fonciers; et que le mode adopté pour cela dans le projet de Loi seroit, avec quelques changements nécessaires, le moins sujet aux réclamations. Mais je pense que l'on feroit une chose bien plus utile, en supprimant l'impôt de la loterie.

Que l'on se rappelle ce qui a été dit mille fois contre l'immoralité de ce jeu, et sur les maux qu'il occasionne. Il est de tous les jeux celui où le banquier faisant les plus grands bénéfices, les joueurs ont, pour la plupart, le moins de fortune; en sorte que son désavantage, soit physique, soit moral, est très supérieur au désavantage que présentent les autres jeux publics qu'on ne tolère qu'avec peine, et pour éviter un plus grand mal. Dans ceux-ci, le banquier ne prélève qu'un quarantième de la mise; au jeu de la loterie, le Gouvernement en prélève le tiers. Dix-huit francs placés sur un extrait, sont par-là réduits à quinze francs: ils sont réduits aux deux tiers sur un ambe, à la moitié sur un terne, et fort au-dessous sur un quaterne: voilà le désavantage physique de ce jeu. Mais leur perte, insensible pour le

riche , est très sensible pour le plus grand nombre de ceux qui mettent à la loterie : c'est là son désavantage moral. Le pauvre , excité par le desir d'un meilleur sort , et séduit par des espérances dont il est hors d'état d'apprécier l'in vraisemblance , expose à ce jeu son nécessaire. Il s'attache aux combinaisons qui lui promettent un grand bénéfice , et l'on vient de voir combien elles sont défavorables. Ainsi tout concourt à rendre ce jeu désavantageux , tout nous fait une loi de le proscrire. Nous applaudirions l'orateur qui , pour détourner de la loterie ses auditeurs , retraceroit avec force les vols , la misère , les banqueroutes , et les suicides qu'elle enfante. Hàtons-nous donc d'abolir un jeu aussi contraire à la morale , et tellement désavantageux aux joueurs , que la police ne le souffriroit pas au nombre des jeux publics qu'elle se croit forcée de tolérer.

On dit que les billets des loteries étrangères s'introduiroient parmi nous. Mais la surveillance du Gouvernement peut les arrêter , ou du moins les rendre si rares , qu'ils ne parviendroient point au peuple dans l'intérieur du Royaume ; et l'on peut affirmer qu'avec un peu de vigilance , les mises à ces loteries ne seroient pas un cinquantième des mises actuelles

à la loterie de France. On dit encore que cet impôt est volontaire. Sans doute il est volontaire pour chaque individu ; mais pour l'ensemble des individus , il est nécessaire ; comme les mariages , les naissances , et tous les effets variables sont nécessaires , et les mêmes à-peu-près , chaque année , lorsqu'ils sont en grand nombre ; en sorte que le revenu de la loterie est au moins aussi constant que les produits de l'agriculture.

Cet impôt est celui qui exige le plus de frais de perception. Il pèse beaucoup plus sur le peuple , qu'il ne rapporte au Gouvernement ; car ce que l'on rend sur les mises ne retourne pas au centième des joueurs ; et par la publicité qu'on s'empresse de donner aux gains qui en résultent , il devient une nouvelle cause d'excitation à ce jeu funeste. Ainsi , quoique la loterie ne fasse entrer annuellement que dix ou douze millions dans le Trésor public ; l'impôt qu'elle fait supporter à une partie considérable du peuple , et à la plus pauvre , s'élève à quarante ou cinquante millions.

Que de faux raisonnements , que d'illusions et de préjugés la loterie fait éclore ! Elle corrompt à-la-fois l'esprit et les mœurs du peuple. C'est cependant vers son éducation mo-

rale, que le législateur doit porter principalement sa vue. Il doit sacrifier à ce grand objet les petites considérations fiscales. Mais je soutiens qu'il ne résulteroit de ce sacrifice, aucune diminution dans nos finances; car ici, comme en toutes choses, ce qui est bon en soi, est en même temps profitable. Le peuple devenu plus industrieux et plus à son aise, paieroit plus facilement ses impôts, consommeroit davantage; et le fisc recouvreroit par les contributions indirectes, au-delà de ce que la suppression de la loterie lui feroit perdre.

Graces soient rendues au noble Pair (1) fondateur de la Caisse d'épargnes! Cet établissement si favorable aux mœurs et à l'industrie, diminuera les bénéfices de la loterie, et ce sera l'un de ses avantages. Que le Gouvernement encourage les établissements semblables dans lesquels, par un léger sacrifice de son revenu, on assure son existence et celle de sa famille pour un temps où l'on ne pourra plus suffire à ses besoins. Autant le jeu de la loterie est immoral, autant ces établissements sont avantageux aux mœurs, en favorisant les plus doux penchans de la nature. Mais ils doivent

(1) M. le Duc de La Rochefoucauld.

être respectés dans les vicissitudes de la fortune publique; car les espérances qu'ils présentent, portant sur un avenir éloigné, ils ne peuvent prospérer qu'à l'abri de toute inquiétude sur leur durée. C'est un avantage que la forme heureuse de notre Gouvernement leur assure. Que l'on encourage encore les associations dont les membres se garantissent mutuellement leurs propriétés contre les accidents, en supportant proportionnellement les charges de cette garantie; à l'imitation de la société, qui peut être, en effet, envisagée comme une grande association d'assurances mutuelles. Mais que les établissements fondés sur les illusions de l'ignorance et de la cupidité, soient sévèrement proscrits: nul bénéfice ne peut compenser les maux qu'ils produisent. On doit donc extrêmement regretter que la suppression de la loterie n'ait pas été placée à la tête du tableau de la diminution des impôts, comme un hommage rendu à la morale.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

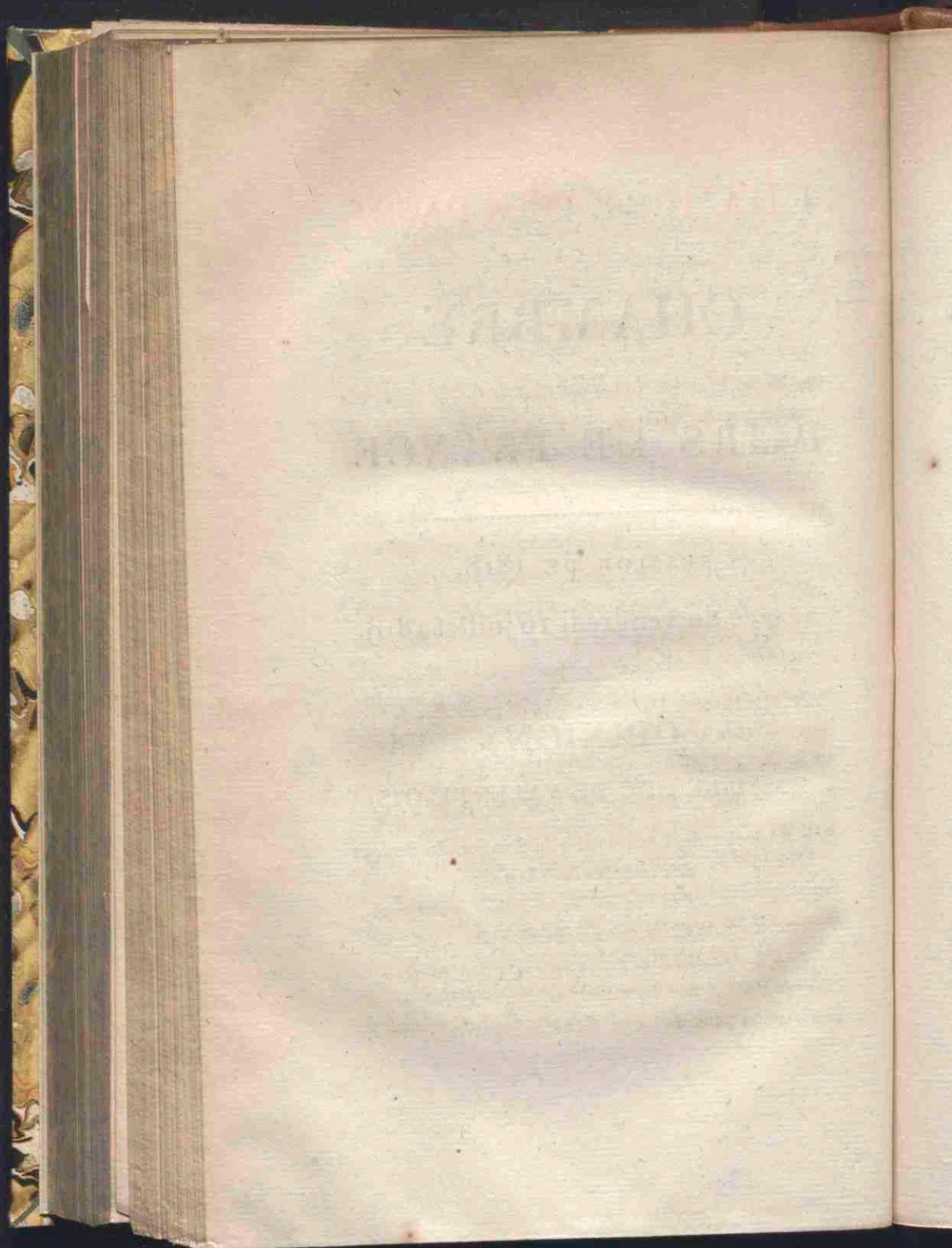
Séance du vendredi 16 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE DUC DE VALENTINOIS

SUR le projet de Loi relatif à la fixation du Budget
des recettes de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le Duc DE VALENTINOIS sur le projet de Loi
relatif à la fixation du Budget des recettes de
1819.

MESSIEURS,

Je n'abuserai pas des moments de la Chambre; je sais que tout amendement est impossible et qu'aujourd'hui comme par le passé notre bonne volonté doit être ajournée à l'année prochaine.

Mais je ne puis m'empêcher d'exprimer un vœu qui sera je crois partagé par la Chambre, et que MM. les Ministres du Roi ne manqueront pas d'accueillir.

Je forme donc le vœu qu'à la session prochaine l'article de dépenses nommé impropre-

ment Budget de la Chambre des Pairs cesse de figurer dans le Budget des dépenses publiques.

Il est important, je dirai même indispensable pour la dignité de la Pairie, pour le sentiment de son indépendance que les contribuables sachent bien que les dotations des Membres de cette Chambre quel que soit le principe de leur affectation, quelle que soit leur quotité ne pèsent en rien sur les impositions; il faut qu'ils apprennent d'une manière positive que ces dotations, indépendantes du Trésor, sont affectées sur des fonds particuliers dont la distribution appartient seulement à la haute sagesse du Roi.

C'est là l'unique moyen d'éviter à l'avenir des discussions sans objet, d'empêcher que l'on ne porte atteinte à la dignité des premiers magistrats du Royaume, et de consacrer à jamais leur indépendance héréditaire.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1818.

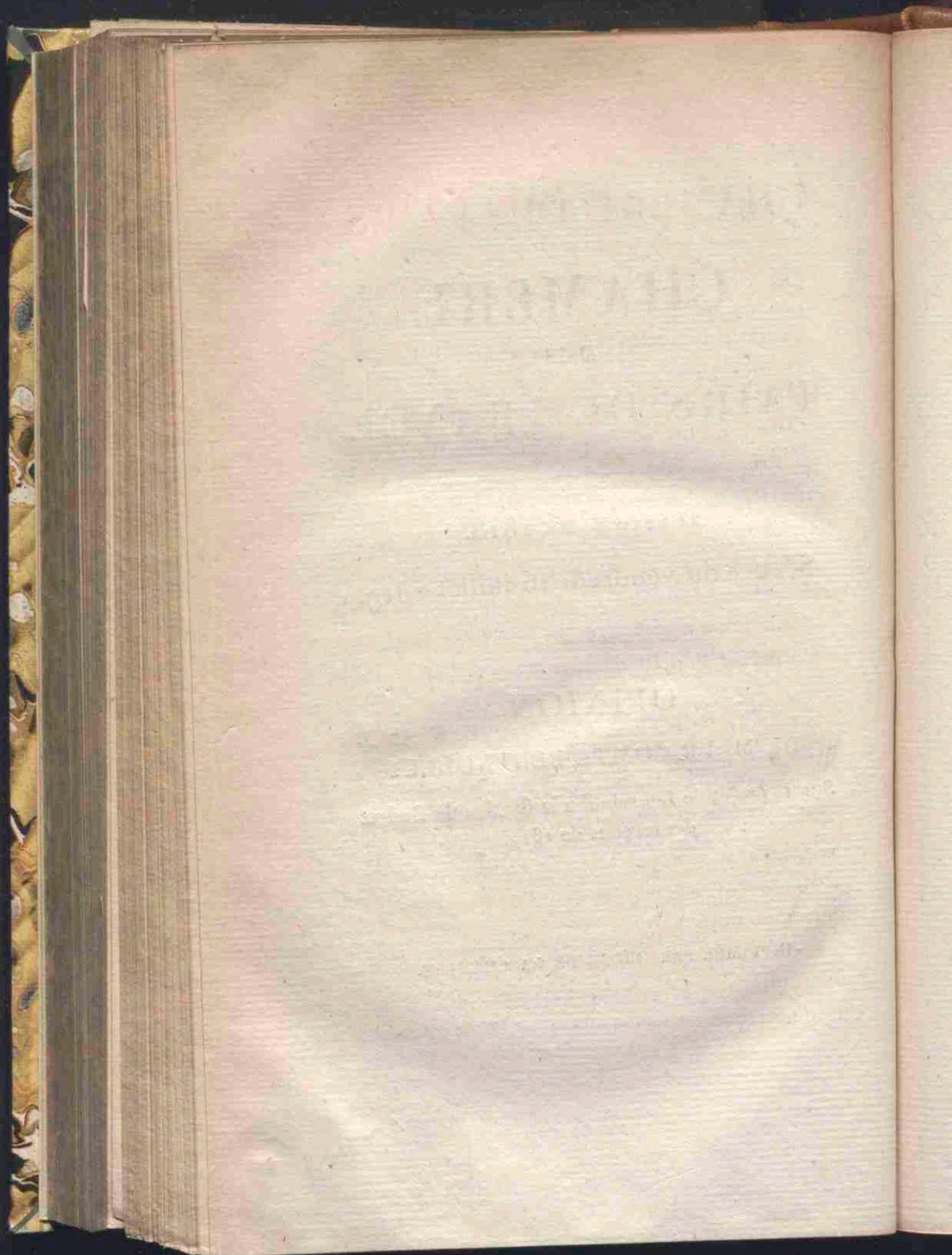
Séance du vendredi 16 juillet 1819.

OPINION

DE M. LE COMTE BERTHOLLET

SUR le projet de Loi relatif à la fixation du Budget
des recettes de 1819.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

De M. le Comte BERTHOLLET, sur le projet de Loi
relatif à la fixation du Budget des recettes de
1819.

MESSIEURS,

Permettez que j'appelle un moment votre attention sur un moyen puissant de prospérité publique, la navigation intérieure, et que je vous soumette quelques considérations sur les avantages qu'elle présente, sur les moyens de la perfectionner, et sur ses rapports avec les dépenses publiques.

Établir entre nos départements une communication qui efface, pour ainsi dire, les distances; épargner au consommateur et au produc-

teur la plus grande partie des frais de transport qui élèvent le prix naturel de tous les objets de commerce; féconder sur tous les points de la France les germes de l'industrie agricole et manufacturière, offrir par-tout un aliment utile à cette activité qui survit aux agitations politiques, tel seroit le résultat d'un système de navigation qui embrasseroit toute l'étendue du Royaume.

L'importance des canaux fut reconnue dès les premiers âges de la civilisation. C'est à ses canaux que l'Égypte dut cette splendeur qui lui permit d'élever les monuments les plus imposants de la terre, et c'est à eux qu'elle doit encore, malgré leur dégradation, l'abondance qui lui reste. La Chine jouit d'une navigation intérieure, et par elle d'une prospérité que l'on fait remonter à plus de quatre mille ans.

Dans les temps modernes, la Hollande s'est placée au rang des nations puissantes, à la faveur des communications faciles, et du dessèchement des terres marécageuses, qu'elle doit à ses nombreux canaux. C'est encore à ce principe fécond qu'il faut principalement attribuer l'industrie et l'agriculture florissantes de la Belgique.

L'établissement et l'étendue de ces premiers canaux étoient subordonnés au niveau respectif des rivières et des terrains adjacents ; mais les écluses , dont la découverte est sans doute l'une des plus remarquables du quinzième siècle dont l'Italie puisse s'honorer (1), servirent à modérer, par des chutes artificielles, les pentes et les vitesses des grands courants, et à en soutenir les eaux. Le Milanois, par l'inspiration de Léonard de Vinci, les États de Venise, la Hollande, et la Belgique en firent d'heureuses applications, et donnèrent, par leur moyen, plus de sûreté et de développement à leur navigation intérieure.

Cette belle invention fut bientôt adoptée en France; mais elle y fut agrandie. Le canal de Briare, que nous devons au génie bienfaisant de Henri IV, est le premier exemple de l'union de deux fleuves par un canal qui traverse le plateau posé par la nature entre leurs courants, et c'est à l'hydraulique françoise qu'appartient l'honneur d'avoir inventé les canaux à point de partage (2). L'un des monuments les plus

(1) La Lande, des Canaux de navigation, page 29.

(2) Prony, des Marais Pontins.

incontestables de la gloire de Louis XIV, est le canal du midi, qui établit une communication entre les deux mers, en franchissant les monts interposés, et qui a servi de modèle aux grands canaux de ce genre exécutés depuis lors.

Les Gouvernements qui se sont succédé n'ont pas négligé les canaux : on leur doit le canal de Loing, le canal non achevé de Bourgogne, celui de Saint-Quentin, etc. ; mais ce n'est pas par des travaux isolés, par des dispositions particulières, que l'on parviendra à perfectionner la circulation intérieure ; c'est par un système général que l'on doit en coordonner toutes les parties et qu'il faut lier tous les intérêts.

L'illustre Vauban conçut ce système : il détermina les principales communications à ouvrir : il indiqua le terme où la navigation de chaque rivière pouvoit être portée.

Pendant la révolution on aspira à l'exécution de ce projet, et l'on doit distinguer un rapport de M. Marragon, fait à la Convention : on y trouve des vues étendues sur la navigation des rivières et sur celle des canaux ; mais, dans ces temps malheureux, les passions aujourd'hui ne voient que le bien public.

M. le Comte François de Neufchâteau, pendant son ministère, sollicita de toutes les administrations, et réunit dans un bureau particulier tous les renseignements qu'il put en obtenir et tous les plans qui avoient été proposés dans la vue de perfectionner et de compléter la navigation intérieure; mais ses projets furent ensuite laissés dans l'oubli (1).

Jusqu'à présent on ne s'est guère occupé chez nous que des canaux à grandes dimensions, dont l'établissement et l'entretien sont très dispendieux, et qui exigent par-là des péages onéreux; en sorte qu'on préfère quelquefois l'emploi des rouliers à celui de leurs eaux; mais il en est une autre espèce; ce sont ces petits canaux, ces fossés de quelques mètres de largeur, par lesquels toutes les parties de la France peuvent jouir d'une communication réciproque, au moyen de petits bateaux qui leur série adaptés, et qui forment entre eux une série flexible pour se plier aux sinuosités.

On sait que c'est au Duc de Bridgwater que l'on doit ces routes d'eau: il lutta long-temps

(1) Mém. histor. sur la Navigation intérieure, par Raup-Baptestin.

contre les préjugés, parcequ'il avoit de grandes difficultés à vaincre pour parvenir à son but; mais le succès qui couronna ses efforts fut d'un prix inestimable pour sa patrie: éclairée par un tel exemple, elle s'est enrichie depuis quarante ans de deux mille lieues de canaux de petite navigation qui vivifient son agriculture et son industrie. « La plupart de
« ces canaux, dit M. le Comte de La Borde (1),
« sont d'une petite section, et ne prennent pas
« plus de place qu'un chemin vicinal, deman-
« dent moins d'entretien, ne coûtent guère
« plus de dépenses premières, et servent à des
« transports soixante fois plus considérables. »

Je dois rappeler sur les avantages comparatifs de la petite navigation ce qu'en a dit un savant ingénieur, M. Girard, dans la séance publique de l'Académie des sciences du 16 mars 1818. « Pour établir un canal de grande
« navigation, il faut un concours de circon-
« stances qui se rencontrent rarement et des
« sommes d'argent considérables; il n'est guère
« de localités sur lesquelles un canal de petites

(1) De l'Esprit d'association dans les intérêts de la communauté.

« dimensions ne puisse être ouvert, tant à
 « cause du peu de dépenses de sa première exé-
 « cution, que par la facilité de pourvoir à la
 « consommation d'eau que son entretien exige,
 « et encore est-il permis d'espérer que l'on par-
 « viendra quelque jour à réduire cette consom-
 « mation presque à rien, par l'emploi de procé-
 « dés analogues à ceux que Fulton, Chapman
 « et Bétancourt ont déjà proposés »

On trouve dans les ouvrages que je viens de citer, et dans un écrit intéressant de M. Say (1), l'analyse des avantages qui résulteroient de la petite navigation et l'indication des moyens les plus propres à l'établir par des associations.

Il est digne de remarque que la plupart des canaux qui ont été jusqu'à présent achevés en France sont l'ouvrage de concessionnaires particuliers ou d'administrations locales; ainsi le canal de Briare fut achevé par une compagnie à laquelle il fut concédé à perpétuité: le canal de Languedoc fut entrepris par un seul homme à la famille duquel il fut transmis en héritage. Enfin, dans ces derniers temps, le

(1) Des Canaux de navigation dans l'état actuel de

canal du centre qui joint la Saône à la Loire, et dont Henri IV et Sully avoient les premiers conçu l'idée, a été rapidement ouvert par les soins et aux frais de l'administration particulière d'une seule province. Que l'on considère d'un autre côté les travaux du même genre que le Gouvernement s'est chargé d'exécuter par lui-même, on sera surpris des dépenses qu'ils ont occasionnées, et de l'état d'imperfection où la plupart sont restés. M. Cordier signale dans un ouvrage qu'il vient de publier les causes multipliées et inévitables de cette différence dans le régime administratif qui a été suivi jusqu'à présent (1).

S'il est important de coordonner toutes les dispositions particulières par un système général, il faut qu'on trace un plan bien combiné de tous les canaux qui doivent établir une communication générale avec les canaux déjà existants, et avec les rivières qui sont navigables ou que l'on peut rendre telles.

Mais il est une opération qui doit précéder la combinaison de ce système et sur laquelle il

(1) Histoire de la Navigation intérieure, par M. Cordier, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

doit être appuyé; c'est un nivellement général. M. Dupain-Friel a fait voir, en 1797, de quelle importance étoit ce nivellement (1). Il a même tracé, quelques années après, une carte générale de la navigation intérieure; mais cette carte ne peut être considérée que comme un essai provisoire, parceque l'auteur manquoit des données qui ne peuvent être fournies que par le nivellement lui-même (2).

On pourroit exécuter cette opération dans un court espace de temps, et même sans frais. Le Gouvernement a à sa disposition un corps aussi distingué par ses lumières que par son dévouement, le corps des ponts et chaussées: M. Girard a indiqué la marche que l'on devroit suivre et les procédés que devroient exécuter simultanément les ingénieurs de chaque département (3). « On peut, au reste, dit-il, se

(1) Essai sur les moyens d'arriver à une hydrographie complète de la France. Journ. des Arts et Manuf., tom. III.

(2) Carte général de la Navigation intérieure, tant naturelle qu'artificielle, de la France.

(3) Mémoire sur le Nivellement général de la France. Journ. des Mines, tom. XVII.

« convaincre de la facilité et de la promptitude
 « avec lesquelles les ingénieurs des ponts et
 « chaussées pourront exécuter ce travail, si
 « l'on se rappelle qu'à l'époque où l'on ouvrit
 « en France la majeure partie des grandes
 « routes, et où l'on voulut établir un système
 « général de communications intérieures, M. de
 « Trudaine, secondé par M. Perronet, fit lever
 « le plan de toutes les routes principales, de-
 « puis leur origine jusqu'aux frontières. »

Au moyen de ce nivellement on détermineroit la quantité d'eau dont on pourroit disposer pour chaque entreprise, et l'on pourroit fixer le point de partage des eaux et de la dérivation des petits courants qui pourroient être conduits à un réservoir commun.

Ce nivellement contribueroit encore à la perfection de notre géographie : ce seroit un complément des belles opérations géodésiques qui ont été exécutées dans ces derniers temps, et de la carte de France que l'on doit dresser sur des bases fondées par le génie.

La France, partagée en divers bassins dont les chaînes ont différentes directions, ne peut être comparée, relativement à la combinaison des canaux, avec l'Angleterre dont le sol plus

uniforme est entouré de la mer. « L'Angleterre, « divisée en deux parties par un plateau et une « chaîne assez élevée venant du nord au sud, « versant ses eaux en égale quantité dans les « deux mers qui la baignent, a ainsi un point « de partage naturel, et la direction de ses canaux doit être naturellement de l'est à l'ouest « pour réunir les rivières et établir une communication constante entre les habitants des « deux côtés de cette chaîne. Plus tard, mais « lorsque la population a augmenté, on aura « pensé à unir perpendiculairement ces premières grandes routes entre elles. Cette marche a eu lieu naturellement et sans combinaison du Gouvernement, parceque tout « étoit disposé à cet effet (1). »

On formeroit sur les résultats du nivellement le tableau des communications indiquées par l'intérêt général du Royaume et par l'intérêt particulier de chaque département, entre les cinq grands bassins qui divisent la France.

Ce tableau feroit connoître le profil de chaque terrain, ses affluents et la quantité d'eau dont on peut y disposer : les lignes qui seroient

(1) De l'Esprit d'association, pag. 369.

tracées pour la direction des canaux ne seroient pas définitives ; mais elles pourroient recevoir les inflexions qui seroient déterminées par les intérêts locaux et particuliers qui devroient être consultés et menagés avec sollicitude ; car c'est un avantage des canaux de petite navigation qui devroient s'interposer entre les rivières navigables et les grands canaux , de pouvoir être fléchis et détournés avec peu de désavantage.

Alors les travaux pourroient être distribués et confiés à une association générale , ou à des associations particulières. Des compagnies pourroient calculer avec sûreté leurs intérêts , éviter de fausses spéculations et prévenir les pertes qui décréditent une sorte d'entreprise si avantageuse.

Toutefois pour pouvoir compléter un système de navigation , il y a encore des travaux considérables à achever ou à entreprendre. Il faut finir ou perfectionner quelques canaux à grandes dimensions ; il faut rectifier le cours de quelques rivières , et en rendre plusieurs navigables par des travaux d'art. On doit placer en première ligne , parmi ces grands ouvrages , la communication directe du canal de Saint-

Quentin à la mer, par la vallée de Somme; le canal du Rhône au Rhin, celui du Cher, et ceux qui traversent l'ancienne province de Bretagne. Il faut améliorer le cours de la rivière d'Oise, qui établit la communication de la capitale avec le nord de la France, et sur-tout la navigation de la Seine, depuis Paris jusqu'à son embouchure. Cette opération est désirée depuis long-temps, et il ne reste aucun doute sur le succès qu'elle doit avoir.

Je ne prétends pas présenter par ces indications des vues qui aient échappé au zèle éclairé de l'Administration; mais il faut qu'elle trouve un appui dans l'opinion publique.

Les travaux dont je viens de parler seront nécessairement prolongés et ils exigeront de grandes avances. Si cette considération pouvoit porter quelqu'un à renvoyer à des temps plus prospères les dépenses qu'ils exigent, non pour la petite navigation qui ne sera pas à charge au trésor public, mais pour compléter un système auquel doit être attachée une grande prospérité, on pourroit lui opposer le conseil que l'on donneroit à un grand propriétaire qui négligeroit d'améliorer la culture de ses domaines, parcequ'il auroit quelques embarras dans sa

fortune et qu'il voudroit éviter des avances nécessaires. Supportez quelques retards dans vos jouissances ; faites quelques sacrifices pour féconder votre terre : vos embarras disparaîtront bientôt et des produits nouveaux se renouvelleront chaque année ; d'ailleurs la partie du revenu public qui seroit appliquée au perfectionnement de la navigation intérieure seroit en déduction de l'entretien si dispendieux des routes écrasées par le fardeau des charrois qui se multiplient en raison des progrès rapides de notre industrie.

Tous les avantages qui peuvent résulter d'une navigation intérieure bien organisée dépendent sur-tout de la modération des droits qui lui sont imposés et qui ne doivent avoir pour objet que les frais d'établissement et d'entretien. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à porter son attention sur la différence de prix qui existe entre notre charbon de terre et celui d'Angleterre, quoique près de la moitié de nos départemens possède des mines dont l'exploitation a été commencée. Cette différence qui ne dépend que des frais de transport nous impose pour plusieurs arts une infériorité contre laquelle l'industrie feroit de vains efforts.

Si donc quelques parties de la navigation devenoient trop dispendieuses par les travaux qu'elles exigeroient, il seroit de l'intérêt public que l'excès fût confondu dans les dépenses nationales. J'ose dire qu'il seroit de l'intérêt public d'abaisser au moyen de dédommagemens convenables les droits trop élevés qui sont établis sur les canaux concédés et de faciliter ainsi les échanges de tous les produits de l'agriculture et de l'industrie.

Il me paroît donc que c'est une déviation que d'établir des taxes sur le transport des marchandises et sur la navigation : néanmoins j'en trouve dans le Budget d'assez considérables sous les dénominations de transports, de navigation, bacs, péages et droits accessoires. On pourroit en dire autant du droit de patente qui retire une partie des capitaux productifs, pendant que les produits seuls de l'industrie devroient être imposés, en passant au consommateur.

Je me bornerai pour appuyer ce principe à rappeler le rapport sur les contributions indirectes fait à la Chambre des Députés pour le Budget de 1816. « Si l'État, dit le Rapporteur, « impose des contributions indirectes, il faut

« qu'elles atteignent uniquement, exclusive-
 « ment, les consommateurs. Il importe à la
 « prospérité publique que les impôts indirects
 « soient combinés, soient établis de manière
 « que chacun d'eux soit véritablement une
 « taxe prélevée sur la consommation ; car si
 « l'impôt atteignoit spécialement le fabricant
 « et le manufacturier, il deviendrait un im-
 « pôt direct prélevé sur les fabriques et les
 « manufactures ; il diminueroit leurs capitaux,
 « les appauvriroit de tout le montant de la
 « taxe, nuirait par cela même au développe-
 « ment des moyens industriels, sans lesquels
 « il n'y a pas de succès possible pour le com-
 « merce. »

Cependant la Commission ne suivit pas ses
 maximes : pressée par les circonstances où se
 trouvoit alors le Royaume et peu satisfaite de
 la combinaison des impôts indirects qui lui
 étoient proposés, elle les rejeta et elle pro-
 posa d'ajouter 16 millions au droit de patente ;
 ainsi cet impôt s'est maintenu avec ses con-
 séquences et il est porté dans le Budget qui
 nous est présenté à 20,660,000 fr.

Parmi les impôts indirects qui furent pro-
 posés, il s'en trouvoit un sur le transport des

marchandises, que la Commission repoussa vivement. « La libre circulation des marchandises, dit-elle, est le moyen le plus sûr pour que la différence des prix soit presque insensible à des distances très éloignées, et le droit proposé s'oppose de mille manières à mille endroits différents à cette libre circulation. »

Je vote pour le Budget de 1819.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.